Arundhati

Roy

L'écrivain-militant

folio documents

SHOUT
SHARE
IT

FOLIO DOCUMENTS

Arundhati Roy

L'écrivain-militant

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli
et Frédéric Maurin

Gallimard

© Arundhati Roy, 1999, pour « La fin de l'imagination »
et « Pour le bien commun ».
© Arundhati Roy, 2001, pour
« Énergie du pouvoir et pouvoir de l'énergie », « L'écrivain-militant », « Ben Laden, secret de famille de l'Amérique »
et « Guerre est paix ».
© Arundhati Roy, 2002, pour « Démocratie »,
« Rumeurs de guerre », « Ahimsa : Résistance passive »
et « Voici venu septembre ».
© Arundhati Roy, 1999, pour « Résistons à l'Empire »
et « La solitude de Noam Chomsky ».
© Éditions Gallimard, 1999, pour la traduction française
de « La fin de l'imagination » et de « Pour le bien commun ».
© Le Monde, 2001, pour la traduction française de
« Ben Laden, secret de famille de l'Amérique ».
© Éditions Gallimard, 2003, pour la traduction française de
« Énergie du pouvoir et pouvoir de l'énergie »,
« L'écrivain-militant », « Guerre est paix », « Démocratie »,
« Rumeurs de guerre », « Ahimsa : Résistance passive »,
« Voici venu septembre », « Résistons à l'Empire » et de
« La solitude de Noam Chomsky », et pour la présente édition.

Pour Babi Krishen

REMERCIEMENTS

N. Ram et Vinod Mehta, directeurs de *Frontline* et d'*Outlook*, qui m'ont toujours ouvert leurs pages.

Himanshu Thakker, qui fut le premier à me révéler — brillamment, méticuleusement, je dirais presque insidieusement — les horreurs des projets de développement de la vallée de la Narmada. C'est à lui que je dois ma première vision globale (et tardive) de ces méthodes complexes d'anéantissement d'une population.

Shripad Dharmadhikary, Nandini Oza, Alok Aggarwal, qui ont affiné cette perception et aiguisé ma vision.

Medha Patkar et Baba Amte, dont l'énergie et l'engagement ne sauraient être décrits dans un espace aussi restreint.

Patrick McCully, dont l'ouvrage *Silenced Rivers* (*Ces fleuves qu'on réduit au silence*) est le fondement sur lequel repose ma compréhension de la politique des grands barrages.

Prashant et Shanti Bhushan, qui nous fournissent, à moi et à beaucoup d'autres, le rare réconfort d'avoir des avocats qui sont aussi des amis et qui partagent nos opinions politiques.

Anthony Arnove, de la South End Press, qui a fait un énorme travail de recherche et de vérification sur les données contenues dans ces essais.

David Godwin, sans qui je mettrais sûrement tous mes écrits dans un tiroir en espérant qu'il se trouvera un jour quelqu'un pour les exhumer et les publier.

Deepak Sarkar et Anurag Singh, pour leur amitié et leur compréhension détaillée de tous les sujets sur lesquels j'écris.

Silvy, dont l'esprit scintille comme un diamant qui accroche la lumière. Dont l'affection et l'amitié sont une source constante de réconfort.

Jharana Jhaveri, le plus pugnace des combattants et le plus patient des amis. Merci d'avoir fait ce voyage avec moi.

Jojo, Raghu, Aradhana, Viveka, Pia, Mithva et Golak. Philip et Veena, qui m'ont fourni un foyer loin de chez moi.

Arjun Raina, mon magicien privé.

Sanjay Kak, dont le calme et la sagesse me sont aussi nécessaires que le boire et le manger.

Mary Roy senior, la femme que j'admire entre toutes, Mary Roy junior, ma sœur, et LKC, toujours présent, mon frère, mon ami, mon refuge.

À tous, merci.

LA FIN DE L'IMAGINATION

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

Pour toutes les marmottes, tous les campagnols
tout ce que, sur cette terre, menace
et terrorise la race humaine

« Le désert a tremblé, nous a informés (nous, son peuple) le gouvernement indien.

— La montagne tout entière a blanchi », a répondu le gouvernement pakistanais.

« L'après-midi, le vent s'était tu sur Pokhran. À 15 h 45, le minuteur déclencha les trois engins. Entre deux cents et trois cents mètres sous terre, la chaleur atteignit quelque chose comme un million de degrés centigrades — température que ne connaît guère que le soleil. Instantanément, des rochers pesant plus de mille tonnes, une sorte de mini-montagne en sous-sol, furent réduits en poussière... les ondes de choc de l'explosion commencèrent à soulever de plusieurs mètres une bande de terre de la taille d'un terrain de football. Devant ce spectacle, un scientifique s'est écrié : "Maintenant, je crois enfin aux histoires du Seigneur Krishna soulevant une colline." » *India Today*[1].

Mai 1998. L'événement sera consigné dans les livres d'histoire, à condition, bien entendu, que nous ayons encore des livres d'histoire pour l'accueillir. À condition, bien entendu, que nous ayons encore un

avenir. Que peut-on bien avoir de neuf ou d'original à dire à propos des armes nucléaires ? Il n'y a rien de plus humiliant pour un auteur de fiction que de devoir apporter sa contribution à un débat qui, au fil des ans, a déjà été maintes fois examiné par d'autres, en d'autres lieux, et ce avec éloquence, passion et compétence.

Je suis pourtant prête à ramper. À m'humilier avec abjection, parce que, dans les circonstances actuelles, le silence serait intolérable. Alors, que ceux qui, parmi vous, sont prêts à m'accompagner choisissent leur rôle, endossent leurs costumes poussiéreux, et nous déclamerons ensemble nos tirades rebattues dans cette mauvaise farce. Gardons-nous pourtant d'oublier l'importance de l'enjeu. Gardons-nous de la lassitude et de la honte, car elles pourraient bien signifier notre fin. Celle de nos enfants et des enfants de nos enfants. De tout ce que nous chérissons. Il nous faut aller chercher au fond de nous-mêmes la force de penser. De lutter.

Une fois de plus, nous sommes terriblement en retard — pas seulement d'un point de vue scientifique et technologique (en dépit des cocoricos officiels), mais, de manière beaucoup plus pertinente, dans notre incapacité à saisir la véritable nature des armes nucléaires. Notre compréhension du Musée des Horreurs est désespérément obsolète. Voici que nous tous autant que nous sommes, Indiens et Pakistanais, discutons de détails politiques, de fi nasseries en matière de politique étrangère, nous comportant comme si nos gouvernements venaient tout juste de mettre au point une nouvelle bombe, un peu plus grosse que les précédentes, une sorte d'énorme grenade avec laquelle ils projetteraient d'anéantir l'ennemi (autrement dit de s'anéantir l'un l'autre) tout en nous protégeant de tout danger. Nous

ferions n'importe quoi pour y croire. Quels merveilleux sujets ne sommes-nous pas devenus, merveilleux de sagesse, d'obéissance et de crédulité ! Le reste de l'humanité ne nous pardonnera peut-être pas, mais sait-il, ce reste de l'humanité, à quel point nous sommes fatigués, déprimés, blessés ? Peut-être qu'il ne comprend pas à quel point nous avons besoin d'un miracle, et ce dans les plus brefs délais. À quel point nous aspirons à un peu de magie.

Si seulement, *si seulement*, la guerre nucléaire n'était qu'une guerre comme les autres, si seulement il s'agissait des enjeux habituels — nations et territoires, dieux et histoires. Si seulement ceux d'entre nous qui la redoutent n'étaient que de vils poltrons, sans une once de sens moral, refusant de mourir pour défendre leurs convictions. Si seulement la guerre nucléaire était ce genre de guerre dans laquelle des pays se battent contre des pays et des hommes contre des hommes. Mais non ! S'il doit y avoir une guerre nucléaire, nos ennemis ne seront pas la Chine ou l'Amérique ou même nos voisins. Non, notre ennemi, ce sera la Terre elle-même. Les éléments — le ciel, l'air, la terre, le vent et l'eau — se retourneront contre nous. Et leur colère sera terrible.

Nos villes et nos forêts, nos champs et nos villages brûleront pendant des jours. Les fleuves seront empoisonnés. L'air s'enflammera, et le vent propagera les flammes. Quand tout aura brûlé et que les feux se seront éteints s'élèvera une épaisse fumée qui cachera le soleil. Les ténèbres couvriront la terre. Le jour disparaîtra au profit d'une nuit interminable. Les températures tomberont bien en dessous de zéro, et l'hiver nucléaire s'installera. L'eau se transformera en une glace toxique. Les retombées

radioactives s'infiltreront dans le sol et contamineront les nappes phréatiques. Tous les organismes vivants, animaux et végétaux, poissons et oiseaux, mourront. Seuls les rats et les cafards pulluleront, se multiplieront et se battront avec les humains encore vivants pour le peu de nourriture encore disponible.

Que ferons-nous alors, du moins ceux d'entre nous qui auront survécu ? Brûlés, aveugles, chauves et malades, portant dans nos bras les corps de nos enfants rongés par le cancer, où irons-nous ? Que mangerons-nous ? Que boirons-nous ? Que respirerons-nous ?

Le directeur du département Santé, Environnement et Sécurité du Centre de recherches atomiques Bhabha à Bombay a la réponse. Dans une interview publiée dans le *Pioneer* du 24 avril 1998, il a déclaré que l'Inde pourrait survivre à une guerre nucléaire à condition d'adopter les mesures de sécurité préconisées par les scientifiques en cas d'accident dans les usines nucléaires[2].

Il faudra prendre des comprimés iodés, suggère-t-il, mais aussi rester à l'intérieur, ne consommer que de l'eau et de la nourriture préalablement stockées et éviter le lait. Il conviendra de donner du lait en poudre aux bébés. « Les gens qui se trouvent dans la zone contaminée devront immédiatement descendre au rez-de-chaussée, si possible, au sous-sol. »

Que faire quand on est confronté à de telles inepties ? Que faire quand vous vous retrouvez enfermé dans un asile dont tous les médecins sont cinglés ?

Ne faites pas attention, va-t-on vous dire, elle n'y connaît rien. Ce n'est jamais qu'une romancière, ce n'est jamais qu'hyperbole de prophète d'apocalypse.

Jamais nous n'en arriverons là. Il n'y aura pas de guerre, un point c'est tout. Les armes nucléaires sont des armes de paix, et non de guerre. « Dissuasion », tel est le mot d'ordre de ceux qui aiment à s'imaginer en faucons. (Les beaux oiseaux que voilà, soit dit en passant. Calmes. Élégants. De vrais prédateurs. Il n'en restera pas beaucoup après la guerre nucléaire, et c'est dommage. « Extinction », voilà un mot auquel il va falloir qu'on s'habitue.) La dissuasion, c'est une vieille thèse que l'on a ressortie pour l'accommoder au goût du jour. C'est à elle que l'on a attribué tout le mérite d'avoir empêché la Guerre froide de se transformer en Troisième Guerre mondiale. Le seul fait incontournable à propos de la Troisième Guerre mondiale, c'est que s'il doit y en avoir une, elle viendra après la deuxième. En d'autres termes, il n'existe pas de plan préétabli. Ce qui veut dire aussi que nous avons encore le temps. Par ailleurs, le jeu de mots* est peut-être lourd de sens. Certes, la Guerre froide est terminée, mais ne nous laissons pas abuser par ces dix ans d'accalmie des rodomontades nucléaires. Ce n'était qu'une cruelle plaisanterie. Une rémission. Le mal n'a pas été traité en profondeur. Après tout, qu'est-ce que dix ans dans l'histoire de l'humanité ? La voilà qui resurgit, cette maladie. Et qui se répand plus vite que jamais, et résiste plus que jamais à tous les traitements imaginables. Non, croyez-moi, la théorie de la dissuasion présente de gros défauts.

Le premier, c'est qu'elle présuppose une compréhension totale et techniquement élaborée de la psychologie de votre ennemi. Elle part du principe que

* *The Third World War* [« la Troisième Guerre mondiale »] peut se lire aussi comme « la Guerre du tiers monde ». *(N.d.T.)*

ce qui vous dissuade, vous, de l'utiliser (la peur de l'anéantissement), l'en dissuadera lui aussi. Qu'en est-il de ceux pour qui pareille peur n'est nullement dissuasive ? La mentalité kamikaze — l'école « Quant à mourir, mourons ensemble » — est-elle vraiment si rare ? Est-il besoin de rappeler comment est mort Rajiv Gandhi ?

Quoi qu'il en soit, que recouvre le « vous » et que recouvre l'« ennemi » ? Dans un cas comme dans l'autre, des gouvernements, rien d'autre. Et les gouvernements changent. Ils portent un masque derrière leur masque. Ils muent et se métamorphosent sans cesse. Prenons l'exemple de celui que nous avons à l'heure actuelle : il ne dispose même pas de suffisamment de sièges pour tenir jusqu'à la fin de son mandat, mais il exige que nous lui fassions confiance quand il s'agit d'exécuter quelques pirouettes et de faire joujou avec des bombes, alors qu'il a bien du mal à conserver une petite majorité au Parlement.

Le deuxième gros défaut de la dissuasion est qu'elle a pour préalable la peur. Or, la peur a elle-même pour préalable la connaissance — celle de l'étendue et de l'importance exactes des dégâts que causerait une guerre nucléaire. La bombe atomique n'a pas pour attribut occulte et inhérent d'inspirer automatiquement la peur, donc de préserver la paix. Préserver la paix, c'est en l'occurrence l'œuvre de ceux qui, obstinément, inlassablement, ont le courage de dénoncer ouvertement la bombe ; ce sont les marches, les manifestations, les films, la simple indignation qui ont évité, ou peut-être seulement différé, la guerre nucléaire. La dissuasion sera sans effet dans nos deux pays, tant y est lourd le poids de l'ignorance et de l'analphabétisme. (Il n'y a qu'à songer au VHP [Vishwa Hindu Parishad, parti reli-

gieux fanatique] qui voulait répartir le sable radioactif du désert de Pohkran sur tout le territoire indien en guise de nourriture sacrée. Pour permettre la prolifération des cancers ?) La Théorie de la Dissuasion n'est rien d'autre qu'une plaisanterie dangereuse dans un monde où tout ce que l'on trouve à vous prescrire en matière de prévention contre les radiations nucléaires, ce sont des comprimés iodés.

L'Inde et le Pakistan ont aujourd'hui leur bombe atomique, et cela ne leur pose aucun problème. Bientôt, ce sera le tour d'autres pays : Israël, l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite, la Norvège, le Népal (j'essaie d'être aussi éclectique que possible), le Danemark, l'Allemagne, le Bhutan, le Mexique, le Liban, le Sri Lanka, la Birmanie, la Bosnie, Singapour, la Corée du Nord, la Suède, la Corée du Sud, le Vietnam, Cuba, l'Afghanistan, l'Ouzbékistan... eh oui, pourquoi pas ? Pas un pays au monde qui n'ait une bonne raison à avancer. Qui n'ait de frontières et de croyances à protéger. Et quand tous nos garde-manger regorgeront de bombes rutilantes et que nos ventres seront vides (car la dissuasion a l'appétit dévorant d'un fauve), il ne nous restera plus qu'à troquer nos bombes contre de la nourriture. Et quand la technologie nucléaire tombera dans le domaine public, quand elle sera réellement compétitive et que les prix chuteront, ce ne seront plus seulement les Gouvernements mais tous ceux qui seront en mesure de se l'offrir qui pourront se constituer leur petit arsenal personnel : hommes d'affaires, terroristes, peut-être même, à l'occasion, l'écrivain qui aura fait fortune (moi, par exemple). Notre planète sera hérissée de splendides missiles, et un nouvel ordre mondial s'instaurera. La dictature de l'élite pronucléaire. Nous nous amuserons à nous menacer

les uns les autres. Ce sera comme le saut à l'élastique quand on n'est pas sûr de la corde. Ou bien comme de passer son temps à jouer à la roulette russe. Et que dire du petit frisson supplémentaire que nous procurera l'idée de ne pas savoir qui croire, ni quoi ?

Nous sommes à la merci du premier charlatan venu en quête de carte verte qui apparaîtra à l'Ouest prêt à colporter des rumeurs d'attaques de missiles imminentes. Nous sommes bien capables de nous réjouir à la perspective de devenir les otages de n'importe quel provocateur, de n'importe quel alarmiste (et plus il y en aura, mieux cela vaudra), s'ils doivent nous fournir un prétexte pour fabriquer de nouvelles bombes. Vous voyez, même sans guerre, nous avons de quoi nous occuper.

Mais arrêtons-nous un instant, histoire d'exprimer notre reconnaissance à qui la mérite. Qui devons-nous remercier pour tant de bienfaits ?

Eh bien, ceux qui sont à l'origine de tout cela. Les Maîtres de l'Univers. J'ai nommé, mesdames et messieurs, les États-Unis d'Amérique ! Allons, messieurs, levez-vous et saluez. Soyez mille fois remerciés de ce beau cadeau que vous avez fait au monde. Merci de vous être ainsi distingués. Merci de nous avoir montré le chemin. Merci d'avoir modifié jusqu'au sens de la vie.

Désormais, ce n'est plus la mort qui doit nous faire peur, mais la vie.

La suprême bêtise, c'est de croire que les armes nucléaires ne sont dangereuses que si l'on s'en sert. Le seul fait qu'elles existent, leur seule présence dans nos vies, cause bien plus de dégâts que nous le soupçonnons. Les armes nucléaires influent sur notre mode de pensée. Règlent nos comportements.

Gouvernent nos sociétés. Modèlent nos rêves. Elles se fichent au fond de notre cerveau comme des crocs de boucher. Elles répandent la folie. Elles sont pires que les pires colonisateurs, plus blanches qu'aucun Blanc ayant jamais vécu jusqu'ici. Elles sont la blancheur même.

Tout ce que je peux dire à chaque homme, chaque femme, chaque enfant, ici en Inde, mais aussi de l'autre côté de la frontière, au Pakistan, c'est de prendre la chose à cœur, de la prendre au sérieux, de la traiter comme une affaire personnelle. Qui que vous soyez — hindou, musulman, citadin, paysan —, peu importe. La guerre nucléaire a au moins ceci de bon : c'est l'idée la plus égalitaire que l'homme ait jamais eue depuis que le monde est monde. Le jour du jugement, on ne vous demandera pas de vous présenter avec vos certificats de bonne conduite, et il n'y aura aucune discrimination dans l'anéantissement. La bombe n'est pas dans votre jardin, elle est dans votre corps. Et dans le mien. Personne, je dis bien personne, ni pays, ni gouvernement, ni homme, ni dieu, n'a le droit de la placer là. Nous sommes déjà tous radioactifs, alors même que la guerre n'a pas commencé. Alors, levez-vous et faites entendre votre voix. Qu'importe si c'est pour dire ce qui a déjà été dit par d'autres. Faites-en *votre* affaire.

LA BOMBE ET MOI

Au début du mois de mai (autrement dit avant la bombe), je suis partie de chez moi pour trois semaines. Je pensais revenir. J'en avais la ferme intention.

Mais les choses n'ont pas vraiment tourné comme je l'avais escompté.

Au cours de mes pérégrinations, j'ai rencontré une amie à moi que j'ai toujours appréciée pour son aptitude, entre autres, à combiner une profonde affection avec un franc-parler qui confine parfois à la brutalité.

« J'ai beaucoup pensé à toi, m'a-t-elle dit, au *Dieu des Petits Riens* — au contenant, au contenu, à ce que le livre dit, veut dire, essaie de dire… »

Elle s'est tue un instant. J'étais mal à l'aise et je n'étais pas sûre d'avoir envie d'entendre la suite. Elle, en revanche, était bien décidée à parler. « Cette dernière année — que dis-je, ces derniers mois —, tu as connu l'excès en tout : gloire, argent, prix, adulation, critiques, condamnation, ridicule, amour, haine, colère, envie, générosité. D'une certaine manière, c'est une histoire parfaite. Parfaitement baroque dans ses excès. L'ennui, c'est qu'elle a, ou qu'elle ne peut avoir, qu'une seule fin, parfaite elle aussi. » Ses yeux, posés sur moi, me pénétraient jusqu'aux entrailles. Elle savait que je savais ce qu'elle allait me dire. Elle était comme possédée.

Elle allait me dire que rien de ce qui pourrait m'arriver à l'avenir n'atteindrait jamais pareille intensité. Que le reste de ma vie allait inévitablement me laisser un goût d'inachevé. Et par conséquent, que la seule fin parfaite que l'on pouvait imaginer à l'histoire, à mon histoire, c'était la mort. *Ma* mort.

Cette idée m'était venue à moi aussi. Évidemment. Et je me disais que cet éclat, ce tourbillon — les lumières dans mes yeux, les applaudissements, les fleurs, les photographes, les journalistes qui faisaient semblant de s'intéresser à ma vie (sans parvenir à s'en faire une idée un tant soit peu claire), les hommes en costume en train de me faire des ronds

de jambe, les salles de bains rutilantes des hôtels et leurs piles de serviettes —, j'avais peu de chances de les connaître à nouveau. Allaient-ils me manquer ? En étais-je au point où je ne pourrais plus vivre sans ? Étais-je désormais une accro de la célébrité ? Allais-je connaître les symptômes de l'état de manque ?

Plus j'y pensais, plus il m'apparaissait que si la notoriété était appelée à devenir mon quotidien, elle finirait par me tuer. Par me terrasser, à coups de bonnes manières et d'hygiène. Loin de moi l'idée de donner à penser que je n'ai pas apprécié cette heure de gloire. Mais si j'en ai joui intensément, c'est justement parce que c'était l'affaire d'un moment. Parce que je savais (ou croyais savoir) que je pourrais rentrer chez moi dès que j'en aurais assez et en rire tout mon soûl. Et vieillir et devenir totalement irresponsable. Manger des mangues au clair de lune. Peut-être même écrire un ou deux livres ratés — des livres à échec — pour voir à quoi ça ressemblait. J'ai parcouru le monde en long, en large et en travers pendant un an, mais l'idée ne m'a jamais quittée qu'un jour je rentrerais chez moi pour retrouver la vie qui était la mienne. Contrairement à toutes les prévisions — on me voyait déjà en train d'émigrer —, c'est à ce puits-là que je me ressourçais. C'est là que je me désaltérais. Que je puisais ma force.

J'ai dit à mon amie que l'histoire parfaite, ça n'existait pas. Je lui ai dit que, en tout état de cause, cette façon qu'elle avait de voir les choses était superficielle, et peu fondée cette idée selon laquelle une personne voyait la courbe de son bonheur, ou disons de son accomplissement, atteindre un sommet (pour inévitablement redescendre ensuite) en raison d'une rencontre accidentelle avec le « succès ».

C'était présupposer de manière bien peu imaginative que gloire et richesse constituent la trame obligatoire de tous les rêves.

« Tu as vécu trop longtemps à New York, lui ai-je dit. Il existe d'autres mondes. D'autres rêves. Des rêves dans lesquels l'échec a sa place. Où il est honorable et vaut parfois qu'on le recherche. Des mondes dans lesquels la renommée n'est pas la seule aune à laquelle juger l'excellence ou la valeur d'un individu. Je connais et suis capable d'apprécier des tas de guerriers, des tas de militants qui ont bien plus de valeur que moi, qui partent au combat tous les matins, sachant par avance que l'échec les attend. Certes, leur "réussite", au sens le plus commun du terme, est moindre, mais cela ne signifie pas qu'ils ont échoué sur le plan humain.

« Le seul rêve qui vaille, lui ai-je dit, c'est de rêver que l'on vivra tant que l'on sera en vie et que l'on ne mourra que quand on sera mort. » (Prescience de ma part ? Peut-être.)

« Qu'est-ce que tu entends au juste par là ? » (Les sourcils en accent circonflexe, l'air un peu irrité.)

J'ai essayé de m'expliquer, sans grand succès. J'ai parfois besoin d'écrire pour penser clairement. Et c'est ce que j'ai fait, sur une serviette en papier, que je lui ai donnée. Voici ce que j'ai écrit : *Aimer. Être aimé. Ne jamais perdre de vue sa propre insignifiance. Ne jamais s'habituer à la violence sans bornes ni aux flagrantes disparités du monde où nous vivons. Chercher la joie dans les endroits les plus tristes. Traquer le beau dans sa tanière. Ne jamais simplifier ce qui est compliqué ni compliquer ce qui est simple. Respecter la force, mais surtout pas le pouvoir. Par-dessus tout, être aux aguets. Essayer de comprendre. Ne jamais détourner les yeux. Et ne jamais, surtout, ne jamais oublier.*

Je la connais depuis des années, cette amie. Elle aussi est architecte.

Elle a fait la moue. Mon petit message sur serviette en papier n'a pas semblé la convaincre. Je n'ai eu aucun mal à voir que, d'un point de vue purement structurel, si l'on s'en tenait à la stricte symétrie narrative, et aussi parce qu'elle m'aime profondément, son enthousiasme devant mon succès était si authentique, si généreux qu'il faisait contrepoids à l'horreur (anticipée) qu'elle ressentait à l'idée de me voir mourir. J'ai compris qu'elle s'était placée sur un plan général qui dépassait de beaucoup mon cas personnel.

Quoi qu'il en soit, quinze jours après cette conversation, je suis rentrée en Inde. Chez moi. Du moins c'est ce que je crois, ou plutôt ce que je croyais. Quelque chose était bel et bien mort, mais ce n'était pas moi. C'était quelque chose d'infiniment plus précieux. Un monde, malade depuis longtemps déjà, qui avait fini par expirer. Qui est même incinéré à l'heure qu'il est. L'air s'est chargé de laideur, et la brise transporte la puanteur, reconnaissable entre toutes, du fascisme.

Jour après jour, à la une des journaux, à la radio, dans les débats télévisés, et même (c'est à n'y pas croire) sur MTV, des gens à l'instinct desquels on pensait pouvoir se fier — écrivains, peintres, journalistes — franchissent allégrement le pas. L'effroi me gagne au fur et à mesure que les leçons du quotidien me font prendre une conscience douloureuse de la vérité profonde contenue dans les livres d'histoire, vérité selon laquelle le fascisme est autant une affaire d'individus que de gouvernements. Qu'il commence à la maison. Dans le salon. Dans la chambre à coucher. Au lit. « Une explosion d'amour-propre », « Le chemin de la renaissance »,

« Un moment d'orgueil », tels ont été les gros titres de la presse dans les jours qui ont suivi les essais nucléaires[3]. « Nous avons prouvé que nous n'étions plus des eunuques », a déclaré M. Thackeray du Shiv Sena[4]. (Qui a jamais dit que nous en étions ? Certes, bon nombre d'entre nous sont des femmes, mais, autant que je sache, ce n'est pas la même chose.) À la lecture des journaux, il était parfois difficile de savoir si l'on faisait allusion au Viagra (qui arrivait bon second dans la lutte pour la une) ou si l'on parlait de la bombe : « Nous jouissons d'une force et d'une puissance supérieures. » (Déclaration de notre ministre de la Défense après les essais nucléaires au Pakistan[5].)

« Il ne s'agit pas seulement de tester la bombe, il s'agit aussi de tester le nationalisme », nous a-t-on répété à satiété.

On ne cesse d'enfoncer le clou : la bombe, c'est l'Inde. L'Inde, c'est la bombe. Mieux, l'Inde hindoue. Par conséquent, sachez-le bien, toute déclaration antibombe n'est pas seulement antinationale, elle est aussi antihindoue. (Bien entendu, au Pakistan, la bombe est islamique. En dehors de cette différence, d'un point de vue politique, les discours sont les mêmes.) C'est là une des retombées inattendues de la possession de l'arme atomique. Non seulement le Gouvernement peut en faire usage pour menacer l'Ennemi, il peut aussi l'utiliser pour déclarer la guerre à son propre peuple. C'est-à-dire nous.

En 1975, un an après que l'Inde eut mis le doigt dans l'engrenage nucléaire, Mme Gandhi instaurait l'état d'urgence. Mais, plus de vingt ans après, que nous apportera 1999 ? On parle de mettre sur pied des cellules spéciales chargées de contrôler les activités antinationales. On parle d'amender les lois régissant la télévision câblée histoire d'interdire les

chaînes susceptibles de « faire du tort à la culture nationale » (*The Indian Express* du 3 juillet)[6]. De rayer certaines églises de la liste officielle des lieux de culte parce que l'« on y sert du vin » (nouvelle publiée dans l'*Indian Express* du 3 juillet et le *Times of India* du 4, puis démentie par la suite)[7]. Des artistes, des écrivains, des acteurs et des chanteurs sont harcelés et font l'objet de menaces (auxquelles ils finissent par céder). De la part non seulement de gangs organisés mais d'organismes gouvernementaux. Et ce jusque devant les tribunaux. Des articles et des lettres circulent sur Internet : interprétations fantaisistes des prédictions de Nostradamus, ils annoncent l'émergence prochaine d'une nation hindoue toute-puissante et conquérante, d'une Inde qui renaîtrait de ses cendres pour « se dresser contre ses anciens oppresseurs et les anéantir jusqu'au dernier ». On nous assure que le « début de cette terrible vengeance (qui balaiera tous les musulmans) adviendra dans le septième mois de 1999 ». Peut-être est-ce l'œuvre d'un paranoïaque isolé ou d'une poignée d'illuminés. Mais le problème c'est qu'avec la bombe de telles prédictions semblent tout à coup réalisables. Mieux, c'est elle qui contribue à les faire naître. Elle donne aux gens une idée totalement fausse, et fatale, de leur propre pouvoir. C'est ce qui est en train d'arriver chez nous. J'aimerais pouvoir dire « lentement mais sûrement », mais c'est impossible. Pour la bonne raison que les choses bougent à une vitesse inquiétante.

Vous trouvez sans doute à mon histoire des accents étrangement familiers. Ne serait-ce pas parce que la réalité a tendance à s'effriter sous vos yeux pour se fondre imperceptiblement dans les images muettes en noir et blanc de quelque vieux film :

scènes de gens qu'on arrache à leur univers pour les rassembler et les expédier dans des camps ? Scènes de massacres, de destruction, de files interminables de réfugiés en route pour nulle part ? Et pourquoi n'y a-t-il pas de bande-son ? Pourquoi est-ce qu'un tel silence pèse sur la salle ? Ai-je vu trop de films ? Suis-je folle ? Ai-je, au contraire, raison ? Ces images seraient-elles l'aboutissement inévitable de ce que nous avons nous-mêmes déclenché ? Se pourrait-il que notre avenir se précipite à la rencontre de notre passé ? Sincèrement, je le crois. À moins, bien sûr, qu'une guerre nucléaire ne règle les choses une bonne fois pour toutes.

Quand j'ai dit à mes amis que j'écrivais cet article, ils m'ont mise en garde. « Vas-y, continue, m'ont-ils dit. Mais fais attention, ne t'expose pas trop. Veille à ce que tes papiers soient en ordre. À ce que tes impôts soient payés. »

Pour être en ordre, mes papiers le sont, et mes impôts payés. Mais comment faire, dans un pareil climat, pour ne pas s'exposer ? Tout le monde est vulnérable. Un accident est si vite arrivé. Il n'y a de sécurité que dans l'assentiment. Tout en écrivant, je ne peux m'empêcher d'avoir un mauvais pressentiment. Dans ce pays, j'ai vraiment découvert ce que signifiait être aimé, pour un écrivain (et, jusqu'à un certain point, également, être haï). L'an dernier, j'ai été l'un des fleurons de la revue de fin d'année *Nos illustres concitoyens*. Figuraient également au palmarès, à mon grand regret, un fabricant de bombes et une reine de beauté de renommée internationale. Chaque fois que quelqu'un, tout sourire, m'arrêtait dans la rue pour me dire : « L'Inde est fière de vous » (faisant allusion au prix littéraire que j'avais remporté et non au livre que j'avais écrit), j'étais légèrement mal à l'aise. À l'époque, j'étais

effrayée par une telle attitude, aujourd'hui, je suis terrorisée, parce que je sais avec quelle facilité cet élan, cette vague d'émotion peut se retourner contre moi. L'heure a peut-être déjà sonné, d'ailleurs. Mais j'ai bien l'intention de me soustraire à la lumière des lampions, et de dire ce que j'ai sur le cœur.

Voilà :

Si ne pas accepter d'avoir une bombe atomique greffée sur le cerveau est antihindou et antinational, alors effectivement, je fais sécession. Je déclare, par la présente, mon indépendance et me constitue en petite république ambulante. Je suis citoyenne du monde. Je n'ai ni territoire ni drapeau. Je suis une femme, mais je n'ai rien contre les eunuques. Ma ligne politique est on ne peut plus simple : je suis prête à signer n'importe quel traité de non-prolifération des armes nucléaires ou d'interdiction des essais. Les immigrants sont les bienvenus. Les bienvenus aussi, ceux qui m'aideront à imaginer un drapeau.

Mon univers est mort. Si j'écris, c'est pour pleurer sa fin.

C'était, je ne prétends pas dire le contraire, un univers très imparfait. À peine viable. Blessé, mutilé. Un univers que j'ai toujours été la première à critiquer, mais uniquement parce que je l'aimais. Il ne méritait pas de mourir. Il ne méritait pas d'être démembré. Pardonnez ce sentimentalisme un peu ringard, mais que suis-je censée faire de mon désespoir ?

Je l'aimais, ce monde, tout simplement parce qu'il permettait à l'homme de choisir. C'était un rocher battu par la tempête au milieu de la mer. Un rai de lumière qui s'obstinait à signaler l'existence d'un mode de vie différent. Il représentait une option possible, un rêve réalisable. Tout cela a été balayé par

nos essais nucléaires. La manière dont on a procédé à ces essais, l'euphorie avec laquelle ils ont été accueillis (chez nous) sont indéfendables. Pour moi, ils signifient la fin de l'imagination. Autrement dit, la fin de la liberté, puisque, somme toute, être libre, c'est pouvoir choisir.

Le 15 août de l'an dernier, nous célébrions le cinquantième anniversaire de notre indépendance. En mai prochain, nous pourrons célébrer le premier anniversaire de notre esclavage nucléaire.

Pourquoi ont-ils fait cela ?

Par opportunisme politique, voilà la réponse parfaitement cynique qui s'impose, sauf qu'elle ne fait que soulever une autre question, encore plus fondamentale : Pourquoi était-ce politiquement opportun ?

Les trois Raisons officielles qui ont été données sont dans l'ordre : la Chine, le Pakistan et la dénonciation de l'Hypocrisie occidentale.

Si on les prend au pied de la lettre et qu'on les examine séparément, elles apparaissent quelque peu déroutantes. Loin de moi l'idée de prétendre qu'il ne s'agit pas là de problèmes majeurs. Mais disons qu'ils ne sont pas nouveaux. Le seul fait nouveau sur un horizon déjà ancien, c'est le gouvernement indien. Dans la lettre effroyablement cavalière qu'il a adressée au président des États-Unis (pourquoi se donner la peine d'écrire si c'est pour écrire de cette façon ?), notre Premier ministre déclare qu'un « environnement dont la sécurité se dégrade de jour en jour » justifie la décision indienne de poursuivre ses essais nucléaires. Il continue en faisant allusion à la guerre avec la Chine de 1962 et « aux trois agressions que nous avons subies ces cinquante dernières

années (de la part du Pakistan). Ces dix dernières années nous avons été victimes d'un terrorisme et d'une propagande tous azimuts en provenance de ce pays... surtout dans le Jammu-et-Cachemire[8] ».

La guerre avec la Chine est vieille de trente-cinq ans. À moins que l'on nous ait caché un secret d'État absolument vital, les choses paraissaient aller plutôt mieux de ce côté-là. Quelques jours à peine avant les essais nucléaires, le général Fu Quanyou, chef d'état-major de l'Armée de Libération du Peuple chinois, était l'invité de notre chef des Armées. À aucun moment, il n'a été question de guerre.

La guerre la plus récente avec le Pakistan s'est déroulée il y a vingt-sept ans. Le Cachemire est incontestablement une zone toujours sensible, et il ne fait aucun doute que le Pakistan se fait un plaisir d'attiser le feu. Mais ce feu, il faut bien que quelqu'un l'ait d'abord allumé, et qu'il ait été prêt à prendre. Or, si le gouvernement indien veut être un tant soit peu honnête avec lui-même, peut-il raisonnablement s'absoudre de toute responsabilité dans les dissensions qui déchirent le Cachemire ? Le Cachemire, mais aussi l'Assam, le Tripura, le Nagaland — pour tout dire, pratiquement la totalité du nord-est du pays —, le Jharkhand, l'Uttarakhand et les régions où le conflit peut s'étendre. Ce ne sont là que les symptômes d'un malaise plus profond. Qu'on ne dissipera pas en pointant des missiles nucléaires en direction du Pakistan.

Même le problème du Pakistan ne saurait être résolu de cette manière. Si nous sommes des pays distincts, nous n'en partageons pas moins le ciel, les vents et l'eau. L'emplacement des retombées radioactives dépendra de la direction du vent et de la pluie. Lahore et Amritsar sont à moins de cinquante

kilomètres l'une de l'autre. Si nous bombardons Lahore, c'est aussi le Pendjab qui brûlera. Si nous bombardons Karachi — alors le Gujerat et le Rajasthan, peut-être même Bombay, brûleront. Toute guerre nucléaire avec le Pakistan ne peut que se retourner contre nous.

Quant à la dénonciation de l'Hypocrisie occidentale (troisième Raison officielle), n'a-t-on pas déjà fait le nécessaire dans ce domaine ? Qui sur terre nourrit encore quelque illusion à ce sujet ? Voilà des gens dont l'histoire est teintée du sang des autres. Colonialisme, apartheid, esclavage, purification ethnique, guerre bactériologique, armes chimiques — c'est à eux que l'on doit tout cela. Ils ont pillé des pays, effacé des civilisations, exterminé des populations entières. Ils se tiennent sur la scène du monde nus comme des vers mais pas le moins du monde embarrassés, parce qu'ils savent qu'ils ont plus d'argent, plus de nourriture et des bombes plus grosses que n'importe qui d'autre. Ils savent qu'ils peuvent nous balayer de la surface de la terre en moins de vingt-quatre heures. Davantage que de l'hypocrisie, je dirais que c'est du cynisme pur et simple.

Nous avons, nous, moins d'argent, moins de nourriture et des bombes plus petites. Mais nous avons, ou plutôt nous avions, toutes sortes d'autres richesses. Superbes, inquantifiables. Ce que nous en avons fait est à l'opposé de ce que nous croyons en avoir fait. Nous les avons tout simplement mises en gage. Nous les avons troquées. En échange de quoi ? De la possibilité d'un contrat avec ceux-là mêmes que nous prétendons mépriser. À l'échelle mondiale, nous avons accepté de jouer leur jeu et, qui plus est, de le jouer à leur façon. Nous avons accepté leurs clauses

et leurs conditions sans broncher. Le CTBT* n'est rien en comparaison.

Tout bien pesé, je pense qu'il n'est que juste de dire que les hypocrites, c'est nous. C'est nous qui avons abandonné une position dont on pouvait démontrer que, d'un point de vue moral, elle était viable et défendable : *nous disposons de la technologie nécessaire pour fabriquer la bombe si nous le voulons, mais nous ne le ferons pas. Nous ne sommes pas partisans du nucléaire.*

C'est nous qui faisons entendre maintenant ces piailleries pour être admis dans le club des superpuissances. (Si nous sommes effectivement admis, nous allons sans nul doute nous empresser de reclaquer la porte derrière nous, faisant bon marché de tous nos grands principes de lutte contre toute forme de discrimination dans l'ordre mondial.) Que l'Inde aspire au statut de superpuissance est à peu près aussi ridicule que si elle demandait à disputer la phase finale de la Coupe du Monde sous prétexte qu'elle a un ballon de football. Peu importe que nous ne soyons pas qualifiés, que nous ne jouions pas beaucoup au foot ou que nous n'ayons même pas d'équipe nationale.

Puisque nous avons choisi d'entrer dans l'arène, il serait peut-être bon que nous apprenions les règles du jeu.

Règle numéro un : reconnaître les Maîtres. Qui sont les meilleurs joueurs ? Ceux qui ont le plus d'argent, le plus de nourriture, le plus de bombes.

Règle numéro deux : se situer par rapport à Eux, autrement dit, dresser un bilan honnête de sa position et de ses capacités. Le bilan honnête (et chiffré)

* *Comprehensive Test Ban Treaty*, que l'Inde a refusé de signer en 1998. *(N.d.T.)*

que nous pourrions dresser de nous-mêmes est le suivant :

Nous sommes un pays de près d'un milliard d'habitants. En termes de développement, nous arrivons au 138e rang dans la liste des 175 pays répertoriés dans le Human Development Index de l'ONU[9]. Plus de 400 millions d'entre nous sont analphabètes et vivent dans un dénuement total, plus de 600 millions ne disposent pas de l'hygiène la plus élémentaire et plus de 200 millions n'ont pas d'eau véritablement potable.

Pour en revenir aux trois Raisons officielles, je dirai que, prises séparément, elles ne tiennent pas vraiment la route. Pourtant, si on les prend en bloc, on finit par y discerner une logique plus ou moins tortueuse. Laquelle a plus à voir avec nous, simples citoyens, qu'avec nos gouvernants.

Les mots clés de la lettre de notre Premier ministre au président des États-Unis étaient « subir » et « victimes ». À eux seuls, ils résument l'essentiel : nous avons absolument besoin de nous considérer comme des victimes. De nous sentir assiégés. De nous inventer des ennemis. Nous avons si peu le sentiment de constituer une véritable nation que nous sommes sans arrêt à la recherche d'adversaires qui nous permettraient de nous définir. La sagesse politique voudrait que pour empêcher l'État de s'effondrer, nous disposions d'une cause nationale, or, en dehors de notre monnaie (et bien entendu de notre pauvreté, de notre analphabétisme et de nos élections), nous n'en avons aucune. Le voilà, le cœur du problème. Voilà ce qui nous a conduits à la bombe. Cette quête désespérée d'une identité et d'un statut. Si nous voulons nous en sortir, nous avons besoin de quelques réponses honnêtes à des questions plutôt inconfortables. Non pas, encore une fois, que ces questions

n'aient pas déjà été posées. Simplement nous préférons marmonner les réponses entre nos dents en espérant que personne ne nous entendra.

Existe-t-il quelque chose qui ressemble de près ou de loin à une identité indienne ?

En avons-nous vraiment besoin ?

À qui réserver le titre d'Indien authentique ?

L'Inde est-elle indienne ?

La question est-elle si importante ?

Y a-t-il eu ou non une civilisation unique susceptible d'être appelée « Civilisation indienne » ? L'Inde a-t-elle jamais été ou sera-t-elle jamais une entité culturelle cohérente ? La réponse est non si vous privilégiez les différences entre les cultures de ceux qui vivent depuis des siècles dans ce sous-continent, oui, si vous vous attachez aux ressemblances. L'Inde, en tant qu'État-nation de l'ère moderne, a reçu des frontières géographiques précises, comme toutes les frontières de ce genre, en vertu d'un décret du Parlement britannique datant de 1899. Notre pays, tel que nous le connaissons, a été forgé sur l'enclume de l'Empire britannique pour des raisons purement commerciales et administratives qui n'avaient rien à voir avec les sentiments. Mais dès sa naissance, il a entrepris de lutter contre ses créateurs. Alors, la question de savoir si l'Inde est indienne est pour le moins ardue. Disons que nous sommes un peuple très ancien qui essaie d'apprendre à vivre dans une nation récente.

Ce qui reste vrai néanmoins, c'est que l'Inde est un État artificiel, créé par un gouvernement, et non par un peuple. Un État créé d'en haut, et non d'en bas. La grande majorité des citoyens indiens d'aujourd'hui seraient incapables d'en tracer les frontières sur une carte, de dire quelle langue on

parle dans telle ou telle région ni quel culte on y pratique. La plupart sont trop pauvres et trop incultes pour avoir la moindre idée de l'étendue et de la complexité de leur propre pays. Les populations majoritaires des campagnes, pauvres et sans la moindre instruction, ne s'identifient absolument pas à l'État. Pourquoi le feraient-elles, comment pourraient-elles le faire, alors même qu'elles ignorent de quoi il retourne ? Pour nos paysans, l'Inde se résume, au mieux, à un slogan tapageur qui ressort régulièrement en périodes d'élection. Ou à un cortège de gens sur une chaîne de télévision gouvernementale, qui portent des costumes régionaux et entonnent les premières mesures de l'hymne national.

Les seules personnes qui ont un intérêt vital (peut-être serait-il plus juste de parler d'intérêt financier) à voir s'affirmer une identité nationale unique, lucide et cohérente, sont les hommes politiques qui constituent nos partis nationaux. Inutile d'aller en chercher très loin la raison : c'est tout bonnement parce que leur objectif, leur plan de carrière, se résume à incarner cette identité. À s'identifier à cette identité. Et si celle-ci n'existe pas, il ne leur reste qu'à la fabriquer et à persuader les gens de voter pour elle. Ce n'est pas vraiment leur faute. C'est dans la nature des choses, dans celle de notre système de gouvernement centralisé. Il s'agit là d'un vice congénital, propre au type de démocratie qui est le nôtre. Plus le nombre d'analphabètes est grand, plus pauvre le pays et plus corrompus les politiques, plus simplistes sont les notions de ce que devrait être cette identité. Dans une telle situation, l'analphabétisme n'est pas seulement regrettable, il devient franchement dangereux. Toutefois, pour être tout à fait honnête, bricoler pour l'Inde une « identité na-

tionale » viable et prédigérée serait un formidable défi, même pour les plus sages et les plus imaginatifs. Tout citoyen indien peut, s'il le souhaite, revendiquer son appartenance à une minorité. Si l'on cherche les fissures, on s'aperçoit qu'elles courent en tous sens, verticalement, horizontalement, circulairement, elles sont aussi bien en strates qu'en spirales, elles vont aussi bien de l'extérieur vers l'intérieur qu'en sens inverse. Les feux, quand on les allume, se propagent le long de n'importe laquelle de ces failles et libèrent d'incroyables quantités d'énergie politique. Un peu à la manière de ce qui se passe dans la fission de l'atome.

C'est cette énergie-là que Gandhi avait cherché à exploiter quand il avait frotté la lampe magique et invité Ram et Rahim à entrer dans l'arène politique et à participer à la guerre d'indépendance contre les Britanniques. C'était un combat magnifique, subtil et imaginatif, dont l'objectif était cependant simple et lucide et la cible tout à fait repérable, facile à identifier et parée de l'attrait de la transgression politique. Étant donné les circonstances du moment, canaliser cette énergie dans une même direction ne souleva aucune difficulté. Le problème, c'est que les circonstances sont aujourd'hui radicalement différentes et que le génie est sorti de la lampe et refuse d'y rentrer. (On pourrait l'y faire rentrer, mais personne n'en a vraiment envie, pour la raison qu'il a trop bien démontré son utilité.) Certes, il nous a obtenu la liberté, mais il nous a aussi coûté le carnage de la Partition. Aujourd'hui, dans les mains d'hommes d'État de moindre envergure, il vient de nous apporter la Bombe atomique hindoue.

Soyons justes : Gandhi et les autres leaders du Mouvement national manquaient de recul et ne pouvaient pas prévoir quelles seraient les répercussions à

long terme de leur stratégie. Ils ne pouvaient pas savoir que la situation échapperait très rapidement à tout contrôle. Ils ne pouvaient pas deviner ce qui se passerait quand ils transmettraient leurs torches enflammées à leurs successeurs, ni à quel point les mains de ces derniers seraient vénales.

C'est avec Indira Gandhi qu'a véritablement commencé la dégringolade. C'est elle qui a fait du génie un invité permanent de l'État. Elle qui a injecté le poison dans nos veines politiques. Elle qui a inventé notre variété indigène, particulièrement abjecte, d'opportunisme politique. Elle qui nous a montré comment faire se matérialiser des ennemis comme par magie, comment tirer sur des fantômes qu'elle avait soigneusement fabriqués à cette seule intention. Elle qui a découvert l'intérêt de ne jamais enterrer les morts, mais au contraire de conserver leurs charognes puantes et, quand la chose l'arrangeait, de les ressortir afin de rouvrir de vieilles blessures. Elle a réussi, avec l'aide de ses fils, à mettre le pays à genoux. Notre nouveau gouvernement n'a plus eu qu'à nous pousser pour que nous posions nos têtes sur le billot.

D'une certaine manière, le BJP [Bhratiya Janta Party, parti nationaliste hindou] est un spectre créé de toutes pièces par Indira Gandhi et le Parti du Congrès. Ou, pour être un peu moins sévère, un spectre qui s'est développé dans les milieux politiques hantés par le Congrès et s'est nourri de la suspicion collective que ce dernier a soigneusement entretenue. D'où le visage totalement nouveau des stratégies de gouvernement. Tandis que Mme Gandhi jouait un jeu secret avec les hommes politiques et leurs partis, elle réservait au grand public une rhétorique de couvent hystérique, bourrée de platitudes éculées. Le BJP, en revanche, a choisi d'allumer ses

feux directement dans la rue, dans les foyers et le cœur des gens. Il est prêt à faire au grand jour ce que le Congrès ne ferait qu'au cœur de la nuit. Pour légitimer ce qui auparavant était considéré comme inacceptable (mais néanmoins pratiqué). Peut-être serait-ce là l'occasion de dire un mot en faveur de l'hypocrisie. Se pourrait-il que l'hypocrisie du Parti du Congrès — le fait qu'il mène ses affaires de façon subreptice et non ouvertement —, se pourrait-il qu'une telle conduite soit le fruit d'un vague sentiment de culpabilité ? Les restes d'une décence pas tout à fait oubliée ?

Pour tout dire, pas vraiment.

Voire pas du tout.

Que suis-je donc en train de faire ? Pourquoi faut-il que je m'obstine à chercher des miettes d'espoir ?

Voici comment les choses ont fonctionné (dans le cas de la destruction de la mosquée érigée par l'empereur Babur au XVI^e^ siècle sur l'emplacement du Babri Masjid, temple dédié au dieu-roi Râma, comme dans celui de la fabrication de la bombe) : le Congrès sème le grain, soigne les cultures jusqu'au moment où arrive le BJP qui moissonne l'horrible récolte. Les deux partis valsent d'un même pas, étroitement enlacés, partenaires inséparables malgré leurs différences affichées. À eux deux, ils nous ont amenés là où nous sommes aujourd'hui, dans ce lieu de cauchemar.

Les jeunes gens en colère qui se sont attaqués à la mosquée sont ceux-là mêmes dont la photo a paru dans les journaux au lendemain des essais nucléaires. Ils étaient dans la rue, en train de fêter la bombe atomique indienne et dans le même temps de condamner la culture occidentale en déversant des caisses de Coca et de Pepsi dans les caniveaux. Ce genre de logique me laisse perplexe : si le Coca

est le symbole de la culture occidentale, la bombe atomique relèverait-elle d'une vieille tradition indienne ?

Oui, je sais — la bombe se trouve déjà dans les Veda. C'est possible, mais si on y regarde d'assez près, le Coca aussi. C'est d'ailleurs ce qu'il y a de bien avec tous les textes religieux. On y trouve toujours ce qu'on veut y trouver — il suffit de savoir ce que l'on cherche.

Mais revenons-en aux années 90 post-védiques. Nous conquérons la citadelle de la civilisation blanche, nous adoptons la création la plus diabolique de la science occidentale pour la faire nôtre. Mais nous nous insurgeons contre sa musique, sa nourriture, ses vêtements, son cinéma et sa littérature. À ce stade, ce n'est plus de l'hypocrisie, c'est de la farce.

De quoi faire rire un mort.

Nous voilà de retour sur notre vieux navire, l'Authentique et l'Indien.

Si l'on doit voir apparaître une campagne pro-authenticité et antinationaliste, le Gouvernement se devrait de vérifier ses données historiques sans les falsifier. Si telle est son intention, autant qu'il procède correctement.

Pour commencer, les premiers occupants de ce pays n'étaient pas hindous. Des hommes habitaient notre sol bien avant l'apparition de l'hindouisme. Les adivasis ont autrement plus de droits à l'indianité que n'importe qui d'autre. Or, comment sont-ils traités par l'État et ses protégés ? Ils sont opprimés, trahis, spoliés de leurs terres, expédiés à droite et à gauche comme des marchandises invendables. Peut-être pourrait-on commencer par leur rendre la dignité qui fut la leur. Le Gouvernement pourrait par exemple s'engager publiquement à ne plus construire

de barrages comme celui de Sardar Sarovar sur la Narmada, à ne plus déplacer de populations.

Mais voilà qui serait bien évidemment inconcevable. Pourquoi ? Tout bonnement parce que le projet est difficile d'exécution, parce que les adivasis n'ont pas vraiment d'importance, et qu'on peut parfaitement se passer de leur histoire, de leurs coutumes et de leurs divinités. Il faut qu'ils apprennent à sacrifier ces babioles dans l'intérêt de la Nation (celle-là même qui leur a arraché tout ce qu'ils ont jamais possédé).

D'accord, n'en parlons plus.

Quant au reste, je pourrais dresser une liste de choses à interdire et de constructions à démolir. Liste qui exigerait des recherches sans doute approfondies, alors contentons-nous ici de quelques suggestions rapides.

On pourrait commencer par bannir certains ingrédients de notre cuisine : les piments du Mexique, les tomates du Pérou, les pommes de terre de Bolivie, le café du Maroc, le thé, le sucre blanc et la cannelle de Chine... Et passer ensuite aux recettes. Celle du thé sucré au lait, par exemple, importé d'Angleterre.

Plus question de fumer, puisque le tabac vient à l'origine d'Amérique du Nord.

Le cricket, l'anglais et la démocratie devraient également être bannis. Le kabaddi ou le kho-kho pourraient éventuellement remplacer le cricket. Peu désireuse de provoquer des émeutes, j'hésite à proposer un substitut pour l'anglais (l'italien ? Qui a le mérite d'être venu jusqu'à nous par un canal moins rébarbatif que l'impérialisme, celui du mariage*). Nous avons déjà parlé (un peu plus haut)

* Allusion aux origines italiennes de Sonia Gandhi, veuve de Rajiv. *(N.d.T.)*

de l'émergence d'une alternative apparemment acceptable à la démocratie.

Tous les hôpitaux dans lesquels est pratiquée la médecine occidentale devraient être fermés. Interrompue la publication de tous les quotidiens nationaux. Démantelé le réseau ferroviaire. Fermés les aéroports. Que faire de notre dernier gadget en date, le téléphone portable ? Sommes-nous capables de nous en passer ou conviendrait-il de faire une exception ? On pourrait peut-être l'inscrire dans la colonne « Universel » ? (Celle où l'on ne trouverait que les produits de base. Pas de place ici pour la musique, ni pour l'art ou la littérature.)

Inutile de préciser qu'envoyer ses enfants dans une université américaine ou se précipiter soi-même aux États-Unis pour se faire opérer de la prostate relèveraient des tribunaux.

Le programme de démolition des bâtiments publics pourrait commencer avec le Rashtrapati Bhavan* et s'étendre progressivement des villes jusqu'aux campagnes, pour culminer dans la destruction de tous les monuments (mosquées, églises, temples) construits sur des terres ayant appartenu aux adivasis**.

La liste serait longue... très longue. L'établir prendrait des années, et impossible de me servir d'un ordinateur, car, vous en conviendrez, ce serait manquer sérieusement d'authenticité !

Je n'essaie pas de faire de l'humour, simplement de donner une idée du monde infernal que nous sommes en train de nous fabriquer. L'Inde authentique n'existe pas, pas davantage que le pur Indien. Il n'existe pas de Commission divine qui aurait le

* Résidence du président indien, autrefois celle du vice-roi. *(N.d.T.)*
** Nom donné aux plus anciens habitants de l'Inde. *(N.d.T.)*

droit d'avaliser une seule version autorisée de ce qu'est l'Inde ou de ce qu'elle devrait être. Il n'existe pas une religion unique, une langue unique, une caste, une région, une personne, une histoire, un livre qui pourrait prétendre être son seul représentant. Il y a, et il ne peut y avoir que des visions multiples de l'Inde, que des manières différentes de la concevoir — honnêtes, malhonnêtes, merveilleuses, absurdes, modernes, traditionnelles, masculines, féminines. On peut les discuter, les critiquer, les approuver, les mépriser, mais on ne peut pas les interdire ni les briser. Ni les traquer.

Crier haro sur le passé n'avance à rien. L'histoire, c'est du déjà vu, du déjà vécu. Tout ce que nous pouvons encore essayer de faire, c'est d'en changer le cours en promouvant ce que nous aimons au lieu de détruire ce que nous n'aimons pas. Il reste encore quelque beauté dans ce monde brutal et défiguré qui est le nôtre. Une beauté cachée, violente, infinie, qui soit nous appartient en propre, soit nous est venue d'ailleurs avant d'être rehaussée, réinventée et intégrée à notre vie. C'est cette beauté qu'il nous faut débusquer, nourrir et aimer. Fabriquer des bombes ne fera que nous détruire. Peu importe que nous nous en servions ou pas. Elles nous détruiront quoi que nous en fassions.

La bombe indienne est la trahison ultime d'une classe dirigeante qui s'est jouée de son peuple.

Nous aurons beau couvrir nos scientifiques de lauriers, nous aurons beau leur accrocher toutes les médailles de la terre sur la poitrine, la vérité, c'est qu'il est plus facile de fabriquer une bombe que d'éduquer 400 millions de personnes.

À en croire les sondages d'opinion, il y aurait un consensus national sur la question. C'est désormais

officiel : tout le monde aime la bombe. (Donc la bombe, c'est bien.)

Un homme incapable d'écrire son propre nom est-il en mesure de comprendre ne serait-ce que le premier mot de l'explication la plus simple concernant la nature des armes nucléaires ? Quelqu'un lui a-t-il dit que la guerre nucléaire n'a strictement rien à voir avec l'idée qu'il a de la guerre tout court ? Rien à voir avec l'honneur, ni avec la fierté. Quelqu'un a-t-il pris la peine de lui expliquer ce qu'il en est des explosions thermiques, des retombées radioactives et de l'hiver nucléaire ? Existe-t-il seulement des mots dans sa langue pour désigner les concepts d'uranium enrichi, de fission nucléaire, de masse critique ? Ou bien est-ce sa langue qui est obsolète ? Est-il lui-même enfermé dans une capsule témoin, en train de regarder défiler le monde devant lui, incapable d'en rien comprendre ni de communiquer avec lui, parce que sa langue n'a jamais pris en compte les horreurs qu'imaginerait un jour l'espèce humaine ? N'a-t-il vraiment aucune importance, cet homme ? Devons-nous le traiter comme une sorte d'attardé mental ? Nous jouer de lui, s'il pose des questions, à grands renforts de comprimés iodés et de fables, en lui racontant par exemple comment le Seigneur Krishna a soulevé une montagne, ou pourquoi la destruction de Lanka par Hanuman était inévitable si l'on voulait préserver la vertu de Sita et la réputation de Ram ? Se servir de ses magnifiques histoires pour les retourner contre lui ? Ne le laisserons-nous sortir de sa capsule que le temps des élections pour, une fois qu'il aura voté, lui serrer la main et le flatter avec un baratin à dormir debout sur la Sagesse de l'Homme du Peuple avant de le renvoyer d'où il vient ?

Je ne parle pas bien sûr d'un seul individu, mais des millions, des dizaines de millions de gens qui vivent dans ce pays. Qui est leur patrie à eux aussi, ne l'oublions pas. Eux aussi ont voix au chapitre, eux aussi ont le droit d'être consultés sur l'avenir de la nation, et, autant que je puisse en juger, personne n'a pris la peine de leur fournir la moindre information. Le plus tragique, c'est que quand bien même on le voudrait, on ne le pourrait pas. Il n'y a, littéralement, aucune langue qui permette de le faire. Le drame de l'Inde, il est là. Dans le fait que le fossé se creuse de plus en plus entre les puissants et les faibles, que leurs planètes respectives s'éloignent de plus en plus l'une de l'autre, si bien qu'ils n'ont plus rien en commun. Ni une langue. Ni même un pays.

Mais, bon Dieu, qui donc a réalisé les sondages que j'évoquais plus haut ? Qui donc est le Premier ministre pour décider de la personne qui appuiera sur la commande susceptible de réduire en cendres tout ce que nous aimons — notre terre, nos cieux, nos montagnes, nos plaines, nos fleuves, nos villes et nos villages — en l'espace d'un instant ? Pour qui donc se prend-il, bon Dieu, quand il nous assure qu'il n'y aura pas d'accidents ? Comment peut-il le savoir ? Pourquoi donc lui ferions-nous confiance ? Qu'a-t-il jamais fait pour que nous la lui accordions, cette confiance ? Qu'ont-ils jamais fait, tous autant qu'ils sont, pour nous inspirer la moindre parcelle de confiance ?

La bombe atomique est la chose la plus antidémocratique, la plus antinationale, la plus antihumaine, la plus diabolique que l'homme ait jamais conçue.

Si vous êtes croyant, dites-vous que cette bombe est un défi lancé par l'homme à Dieu. Défi dont le

message est on ne peut plus clair : *Nous avons désormais le pouvoir de détruire tout ce que Vous avez créé.*

Si vous ne l'êtes pas, voyez la question sous un autre angle : pensez que notre Terre est vieille de quatre milliards six cents millions d'années. Et qu'en quelques heures il pourrait n'en plus rien rester.

Août 1998

POUR LE BIEN COMMUN

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

Pour la Narmada,
et la vie qu'elle donne

« Si vous devez souffrir, mieux vaut souffrir dans l'intérêt du pays... »

Jawaharlal Nehru, s'adressant à ceux qui allaient devoir quitter leurs villages en raison de la construction du barrage sur l'Hirakud, 1948[1].

Du haut de ma colline, j'ai ri, aux éclats.

J'avais traversé la Narmada en bateau depuis Jalsindhi et grimpé sur la langue de terre de la rive opposée d'où je pouvais voir, s'étageant sur les couronnes des collines basses et chauves, les hameaux de Sikka, Surung, Neemgavan et Domkhedi. Du haut de mon promontoire, j'apercevais les cahutes légères et fragiles des adivasis. Leurs champs et les forêts qui leur faisaient suite. De petits enfants accompagnant des chèvres plus petites encore qui se déplaçaient dans le paysage comme des cacahuètes montées sur roulettes. Je savais que je contemplais une civilisation plus ancienne que l'hindouisme, destinée, que dis-je, *condamnée* (et ce par les plus hautes instances du pays), à être engloutie lors de la prochaine mousson, quand les

eaux de la retenue de Sardar Sarovar monteraient pour la submerger.

Alors, pourquoi avoir ri ?

Parce que je me suis soudain rappelé la tendre sollicitude dont les juges de la Cour suprême de Delhi (avant d'éliminer le dernier obstacle légal à la poursuite des travaux du barrage de Sardar Sarovar) avaient fait preuve en cherchant à savoir si les enfants des tribus, une fois réimplantés, disposeraient de parcs et d'aires de jeux. Les avocats représentant le Gouvernement s'étaient empressés de les rassurer sur ce point : non seulement ils auraient leurs parcs, mais ils trouveraient des bascules, des toboggans et des balançoires dans chacun d'eux. J'ai regardé l'infini du ciel, j'ai regardé le bouillonnement du fleuve à mes pieds et, l'espace d'un très bref moment, l'absurdité de toute l'histoire a eu un effet tel sur ma colère que j'ai éclaté de rire. Sans aucunement chercher à faire montre d'irrespect.

Permettez-moi de préciser d'emblée que je n'ai pas pour habitude de déblatérer contre la ville et la vie urbaine. J'ai vécu mon compte dans un village et je sais ce que sont l'isolement, l'iniquité et la violence latente d'un milieu rural. Je ne suis pas non plus une inconditionnelle de l'antidéveloppement, pas plus que je ne fais de prosélytisme pour la perpétuation des coutumes et de la tradition. En revanche, je suis curieuse. Et c'est la curiosité qui m'a conduite jusqu'à la vallée de la Narmada. Mon instinct me disait qu'on y jouait gros jeu. Que le terrain était suffisamment dégagé pour laisser voir les forces en présence de chaque côté d'une ligne clairement tracée. Qu'il serait donc possible de s'ex

traire du bourbier où s'affrontaient espoir, colère, information, désinformation, ruse politicienne, génie civil, socialisme malhonnête, activisme révolutionnaire, bureaucratie retorse, sentimentalisme bien intentionné mais mal informé, le tout baignant dans les eaux envahissantes et invariablement troubles de l'Aide internationale.

C'est aussi l'instinct qui m'a poussée à abandonner Joyce et Nabokov, à différer la lecture du dernier roman de Don DeLillo, pour leur substituer des rapports sur le drainage et l'irrigation, des revues scientifiques, des livres et des films documentaires sur les barrages, sur les raisons pour lesquelles on les construit et sur les effets qu'ils sont censés avoir.

Quelques questions m'ont suffi au début pour découvrir que rares sont ceux qui savent vraiment ce qui se passe en ce moment dans la vallée de la Narmada. Si ceux qui savent en savent beaucoup, la plupart des gens ne savent rien. Et pourtant, pratiquement tout le monde a une opinion bien arrêtée sur le sujet, qui, loin d'être neutre, confine à la véhémence. J'ai très vite compris que je m'aventurais sur un terrain miné.

En Inde, ces dix dernières années, le combat contre le barrage de Sardar Sarovar en est venu à représenter bien davantage qu'une simple bataille pour la survie d'un fleuve. C'est ce qui en a fait la force mais aussi la faiblesse. Il y a quelques années, le projet a provoqué un débat qui a enflammé l'imagination populaire. Du coup, les enjeux ont monté et la lutte a changé de visage. Ce qui a commencé comme une controverse concernant le sort d'une vallée a bientôt suffi à jeter le discrédit sur un système

politique tout entier. Et ce qui est en cause à l'heure actuelle, c'est la nature même de notre démocratie. À qui appartient cette terre ? À qui sont ses rivières ? Ses forêts ? Ses poissons ? Il s'agit là de questions on ne peut plus sérieuses. Et elles sont prises on ne peut plus sérieusement par l'État. Toutes les institutions qui dépendent de ce dernier — armée, forces de police, bureaucratie, tribunaux — y répondent d'une seule et même voix. Et leur réponse est non ambiguë, brutale et passionnée.

Pour les gens de la vallée, que les enjeux aient à ce point monté a eu pour effet, en raison de l'élargissement du débat autour des seuls « grands » problèmes, d'émousser leur arme la plus efficace : des faits précis concernant spécifiquement les problèmes de cette vallée en particulier, à l'exclusion de toute autre. L'argument de départ a été tellement gonflé qu'il a fini par exploser en mille morceaux, et que les débris se sont dispersés au fil du temps. C'est tout juste si l'on voit encore de temps à autre un morceau du puzzle refaire surface — dénonciation outrée du traitement infamant qu'inflige le Gouvernement aux populations déplacées ; réaction indignée devant la manière dont le Narmada Bachao Andolan (NBA), « cette poignée d'anarchistes », tient le pays en otage ; compte rendu par un spécialiste des questions juridiques sur l'examen par la Cour suprême de la pétition rédigée par le NBA.

Bien qu'on ait pas mal écrit sur le sujet, l'essentiel de cette littérature s'adresse à un public d'initiés. Les médias traitent d'aspects isolés du projet, les documents du Gouvernement sont classés « top secret », si bien que les gens, me semble-t-il, ont une vision assez grossière du problème et qu'ils se divisent, grosso modo, en deux camps :

D'une part, il y a ceux qui voient là une guerre entre les forces progressistes modernes, rationnelles, du développement et une sorte de mouvement néoluddite, caractérisé par une résistance irrationnelle à ce même développement, irrationnelle parce qu'affective et nourrie par le rêve d'une Arcadie préindustrielle.

De l'autre, ceux qui ramènent le conflit à une opposition Nehru-Gandhi. Ce qui tend à débarrasser cette triste affaire de sa gangue de tromperies, de mensonges, de promesses fallacieuses et de propagande de plus en plus prospère (ce qui au fond constitue sa vraie nature) pour lui conférer une fausse légitimité. Et qui tend à faire croire que les deux parties n'ont en vue que le plus grand bien du pays, leur seul désaccord portant sur les moyens à mettre en œuvre pour arriver à une telle fin.

Les deux interprétations gauchissent le débat sans pour autant le faire avancer. L'une comme l'autre réveillent des passions qui obscurcissent les spécificités du problème. Et témoignent du besoin urgent que nous avons de nouveaux héros — de nouveaux genres de héros — tant nous avons usé et abusé des anciens (comme nous usons et surmenons nos joueurs de cricket).

La controverse Nehru-Gandhi inscrit cette question très contemporaine dans un passé beaucoup plus ancien. Nehru comme Gandhi étaient généreux. Leurs paradigmes de développement s'appuient sur la présomption d'une morale fondamentale. Pour Nehru, il s'agit de la morale paternelle et protectrice de l'État centralisé, sur le modèle soviétique. Pour

Gandhi, de la morale maternelle, nourricière de communautés villageoises idylliques. Les deux systèmes fonctionneraient probablement, si nous étions meilleurs. Si nous portions tous le *khadi** et étions capables de contrôler nos instincts les plus bas. Force nous est de reconnaître, au bout de cinquante ans, que nous ne nous sommes pas montrés à la hauteur. Que nous sommes même loin du compte. Il nous faudrait un contrat d'assurance remis à jour nous garantissant contre notre nature profonde.

Il se peut que, en tant que pays, nous ayons épuisé notre stock de héros disponibles pour ce siècle, mais, en attendant que de nouveaux veuillent bien se montrer, il nous appartient de limiter les dégâts. En apportant aide et soutien à nos petits héros (et de ceux-là, nous ne manquons pas. Loin s'en faut) et en menant des combats spécifiques avec des méthodes adéquates. Qui sait, c'est peut-être après tout ce que nous réserve précisément le XXIe siècle : le démantèlement de tout ce qui est grand. Les grosses bombes, les Grands Barrages, les grandes idéologies, les grandes contradictions, les grands pays, les grandes guerres, les grands héros, les grosses erreurs. Ce sera peut-être le siècle du Petit. Peut-être qu'en ce moment, à cette minute même, il y a dans les cieux un petit dieu qui se prépare à notre intention. Que ne donnerais-je pas pour que ce soit vrai ! Cette seule idée me fait saliver.

Ce qui m'a attirée dans la vallée, c'est l'impression que le combat pour la Narmada venait d'entrer dans une phase décisive. Je m'y suis rendue parce que l'écrivain ne résiste pas plus à une histoire que le

* Étoffe de coton tissée à la main dont sont vêtus en Inde les hommes de condition sociale modeste et dont Ghandi et ses disciples firent, en la portant, un symbole de leur lutte pour la revalorisation de l'économie artisanale traditionnelle. *(N.d.T.)*

vautour à une proie. Poussée non par la compassion, mais par la gourmandise à l'état pur. Et j'avais raison, car, mon histoire, je l'ai bel et bien trouvée.

Et quelle histoire…

« Les gens disent que le barrage de Sardar Sarovar est un projet coûteux. Mais, source de vie, il apportera l'eau potable à des millions de personnes. Pourra-t-on jamais chiffrer un tel bienfait ? L'air que nous respirons a-t-il un prix ? Nous vivrons grâce à l'eau. Nous apporterons le bonheur à l'État du Gujerat. »

Urmilaben Patel, épouse du ministre responsable du Gujerat, Chimanbhai Patel, dans un discours prononcé lors d'un meeting à Delhi en 1993.

« Nous vous demanderons de quitter vos maisons une fois le barrage construit. Si vous partez, tant mieux. Si vous ne partez pas, nous lâcherons les eaux et vous mourrez tous noyés. »

Morarji Desai, lors d'une réunion publique dans la zone de submersion du barrage sur le Pong en 1961[2].

« Pourquoi est-ce qu'on ne nous a pas tout simplement empoisonnés ? On n'aurait pas a vivre aujourd'hui dans ce trou infâme, et le gouvernement aurait été seul à survivre avec son précieux barrage. »

Ram Bai, dont le village a été submergé quand le barrage de Bargi a été construit sur la Narmada. Elle vit aujourd'hui dans un bidonville de Jabalpur[3].

Au cours des cinquante années qui suivirent l'Indépendance, après le fameux discours de Nehru : « Les barrages sont les temples de l'Inde moderne » (discours qu'il eut l'occasion de regretter de son vivant même[4]), ses soldats se jetèrent dans la construction de barrages avec une ferveur singulière. Cette construction finit par ne faire plus qu'un avec celle du pays. Leur enthousiasme aurait dû suffire à lui seul à éveiller les soupçons. Non seulement ils mirent en place de nouveaux barrages et de nouveaux systèmes d'irrigation, mais ils prirent le contrôle de systèmes traditionnels qui se trouvaient sous la responsabilité de communautés villageoises depuis des millénaires et les laissèrent s'atrophier[5]. Pour compenser les dommages, le Gouvernement intensifia les constructions. Des grands ouvrages, des petits, des hauts et des moins hauts. Le résultat de tant d'efforts, c'est que l'Inde peut aujourd'hui se glorifier d'être le troisième plus grand constructeur de barrages au monde. Si l'on en croit la Commission centrale hydraulique, nous avons à notre actif 3 600 barrages que l'on peut qualifier de grands. Dont 3 300 ont été construits après l'Indépendance. Un millier de plus sont en cours[6]. Et pourtant un

cinquième de notre population (soit 200 millions d'habitants) est privé d'eau potable digne de ce nom, et deux tiers (soit 600 millions) manquent des installations sanitaires les plus élémentaires[7].

Les Grands Barrages avaient bien commencé, mais ils ont mal fini. Il fut un temps où tout le monde était pour, où tout le monde en avait : les communistes et les capitalistes, les chrétiens et les musulmans, les hindous et les bouddhistes. Il fut un temps où ils étaient l'occasion d'effusions lyriques. Ce temps-là est révolu. Partout dans le monde se dessine aujourd'hui un mouvement *contre* les Grands Barrages.

Dans les pays industrialisés, on les décommande, voire on les fait sauter[8]. Qu'ils fassent plus de mal que de bien ne relève plus d'une simple conjecture. Les Grands Barrages sont obsolètes. Ringards. Antidémocratiques. Ils constituent un moyen idéal pour un gouvernement de renforcer son autorité (en lui permettant de répartir l'eau à sa guise et de décider du lieu et de la nature des cultures). De même qu'ils sont la plus sûre manière de priver le paysan de sa sagesse ancestrale, et la méthode la plus éhontée pour enlever l'eau, la terre et l'irrigation aux pauvres et en faire cadeau aux riches.

Leurs réservoirs déplacent des quantités énormes de population qui se retrouvent démunies et sans abri.

D'un point de vue écologique, ils ne sont pas davantage en odeur de sainteté[9]. Non contents de transformer la terre en friches, ils sont responsables d'inondations, de sols incultivables parce que détrempés, de salinité et d'épidémies. Sans compter les preuves de plus en plus nombreuses que l'on a

des liens existant entre les Grands Barrages et les tremblements de terre.

Ils ont tout bonnement failli à leur rôle de monuments de la Civilisation moderne, emblèmes de l'ascendant de l'Homme sur la Nature. Les monuments sont censés transcender le temps ; or les barrages ont une durée de vie très limitée. Ils ne durent que le temps qu'il faut à la Nature pour les ensabler[10]. Chacun sait désormais que les Grands Barrages font l'inverse de ce que voudraient nous faire croire ceux qui en font l'apologie : le mythe de la région qui souffre pour le bien-être du pays tout entier a vécu.

Pour toutes ces raisons, l'industrie du barrage périclite dans les pays industrialisés. D'où le fait qu'on l'exporte en direction des pays du tiers monde sous prétexte d'Aide au Développement[11], en même temps que ces autres déchets que sont les armes vétustes, les porte-avions hors d'usage et les pesticides interdits.

D'un côté, le gouvernement indien et les gouvernements de chaque État sans exception fulminent hypocritement contre les pays industrialisés, de l'autre, ils sont prêts à payer leurs saletés emballées sous papier cadeau. L'aide aux pays en voie de développement n'est qu'une entreprise prétorienne de plus. Comme l'était le colonialisme avant elle. Elle a détruit la plus grande partie de l'Afrique. Le Bangladesh n'arrive pas à se remettre de ses bienfaits. Nous savons tout cela, jusqu'au moindre détail. Et pourtant, en Inde, nos dirigeants l'accueillent avec des sourires serviles (et fabriquent des armes nucléaires, histoire de consolider leur autosatisfaction quand elle bat de l'aile).

Ces cinquante dernières années, l'Inde a dépensé 870 milliards de roupies[12] [environ 140 milliards de francs] dans le seul secteur de l'irrigation[13]. Ce qui n'empêche pas les zones de sécheresse et la superficie inondable d'être plus étendues aujourd'hui qu'en 1947[14]. En dépit des preuves troublantes apportées par les catastrophes résultant de l'irrigation, les inondations dues aux barrages, par le désenchantement de plus en plus grand face à la faillite de la Révolution verte[15] (rendements en baisse, terre appauvrie), le Gouvernement n'a pas commandé la moindre étude sur un seul de ses 3 600 barrages pour savoir s'il avait ou non répondu aux attentes, si le coût de l'opération (toujours colossal) était ou non justifié ou pour en connaître au moins le coût exact.

Le gouvernement indien a des chiffres détaillés concernant notre production de céréales ou d'huiles pour la consommation et pourra vous dire de combien elle a augmenté depuis 1947. Il vous dira aussi combien de tonnes de bauxite ont été extraites dans l'année écoulée ou à combien de kilomètres se monte notre réseau routier. On peut être tenu au courant minute par minute des fluctuations de la Bourse ou de la valeur de la roupie sur le marché des changes. Vous voulez savoir combien de matchs de cricket nous avons perdus tel vendredi à Sharjah ? Combien l'Inde a produit d'étudiants diplômés l'an dernier ? Combien d'hommes ont subi une vasectomie il y a deux ans, trois ans, dix ans ? Rien de plus facile. En revanche, le gouvernement indien n'a pas un seul chiffre à vous fournir concernant les populations déplacées par les barrages ou sacrifiées d'une manière ou d'une autre sur l'autel du Progrès national. Ahurissant, non ? Comment peut-on

mesurer le progrès si l'on ignore ce qu'il coûte et qui le paie ? Comment le marché peut-il mettre un prix sur les produits de consommation — nourriture, vêtements, électricité, eau courante — quand il refuse de prendre en compte le coût *réel* de la production ?

D'après une étude détaillée de 54 Grands Barrages réalisée par l'Institut indien d'Administration publique[16], le nombre de personnes déplacées par un Grand Barrage en Inde serait en moyenne de 44 182. Je conviens que 54 barrages sur un total de 3 300 ne constituent pas un échantillonnage suffisamment représentatif. Mais étant donné que c'est tout ce dont nous disposons, essayons de faire un peu d'arithmétique élémentaire avec ces chiffres.

Pour ne pas être accusée de partialité, je diviserai par deux le chiffre des populations déplacées. Je descendrai même, par prudence, jusqu'à une moyenne de 10 000 personnes par Grand Barrage. Le chiffre est vraisemblablement beaucoup trop bas. Je sais, mais... peu importe. À vos calculettes ! 3 300 par 10 000 = 33 000 000.

Voilà le chiffre auquel on arrive : 33 millions de personnes. Déplacées par les Grands Barrages au cours des cinquante dernières années. Qu'en est-il des autres, de toutes celles qui ont été déplacées à la suite des innombrables autres grands travaux entrepris ? Lors d'une conférence privée, N.C. Saxena, commissaire au Plan, a déclaré que ce chiffre avoisinait les 50 millions (dont 40 dus aux barrages[17]). Personne n'ose l'ébruiter, parce que ce n'est pas officiel. Mais si ce n'est pas officiel, c'est parce que personne n'ose l'ébruiter. Vous êtes condamné à murmurer ce chiffre, par crainte d'être taxé d'exagération. À vous

le répéter à voix basse, tant il semble incroyable. C'est impossible, me suis-je dit, j'ai dû me tromper dans les zéros. Impossible que ce soit vrai. C'est à peine si je trouve le courage de le dire à haute voix. De courir le risque d'avoir l'air d'une hippie des années 60 fonctionnant au LSD (« C'est le Système, mec ! ») ou d'une paranoïaque schizophrène affligée d'un complexe de la persécution. Mais c'est effectivement le Système, mec. Qu'est-ce que ça pourrait bien être d'autre ?

50 millions de personnes.

Allez-y, Messieurs du Gouvernement, ergotez. Marchandez. Réfutez. Mais ne restez pas là sans RIEN dire.

Je me fais l'impression de quelqu'un qui viendrait de tomber par hasard sur un immense charnier.

Cinquante millions, c'est plus que la population du seul Gujerat. Presque trois fois celle de l'Australie. Plus de trois fois le nombre de réfugiés créés en Inde par la Partition. Dix fois le nombre de réfugiés palestiniens. Et dire qu'il suffit d'un million de Kosovars fuyant leur pays pour bouleverser l'Occident !

Un fort pourcentage des personnes déplacées est représenté par les adivasis (57,6 % dans le cas du barrage de Sardar Sarovar[18]). Si vous incluez les dalits*, le chiffre prend des proportions énormes. D'après le Commissaire aux castes et aux tribus

* Dalits, littéralement « opprimés », est le terme aujourd'hui en usage pour désigner les « Intouchables ». *(N.d.T.)*

d'Intouchables, il serait de 60 %[19]. Quand on sait que les adivasis ne représentent que 8 % et les dalits 15 % de la population indienne, l'affaire prend soudain une tout autre dimension. Le fait que leurs victimes appartiennent à une ethnie « étrangère » permet aux Bâtisseurs de la Nation de se déculpabiliser. Un peu comme s'ils disposaient d'une note de frais, comme si quelqu'un d'autre réglait les factures. Après tout, ce sont des gens d'un autre pays. D'un autre monde. Et c'est ainsi que les Indiens les plus pauvres contribuent à subventionner le mode de vie des plus riches.

Comment peut-on encore trouver le moyen de parler de la plus grande démocratie du monde ?

Qu'est-il arrivé à ces millions de gens ? Où sont-ils maintenant ? Comment gagnent-ils leur vie ? Personne ne le sait vraiment. (Récemment, l'*Indian Express* faisait état de la pratique de certains adivasis déplacés suite à la construction du barrage sur le Nagarjunasagar, lesquels vendaient leurs jeunes enfants à des agences étrangères d'adoption[20]. Le Gouvernement a prétendu mettre un terme à de tels agissements en plaçant les enfants dans deux hôpitaux publics où six d'entre eux sont morts depuis par manque de soins.) Quand il est question de Réadaptation, les priorités gouvernementales sont claires. L'Inde ne dispose pas d'une politique nationale de Réadaptation visant au relogement et à la réinsertion. D'après le Land Acquisition Act de 1894 (amendé en 1984), le Gouvernement n'est pas légalement tenu de fournir autre chose à une personne déplacée qu'une compensation en argent. Vous imaginez un peu. Une indemnité payée par un fonctionnaire du gouvernement indien à un adivasi illettré

(les femmes n'ont aucun droit) dans un pays où même le facteur réclame un pourboire pour vous apporter votre courrier ! Sans compter que la plupart des indigènes n'ont aucun titre de propriété leur garantissant une terre et ne peuvent en conséquence prétendre à une quelconque indemnité compensatoire. Cet argent est aussi utile à la plupart des indigènes — ou, disons, à la plupart des petits fermiers — que le serait un sac d'engrais à un juge de la Cour suprême.

Les millions de personnes déplacées n'existent plus. Le jour où l'on écrira l'Histoire, on n'en parlera pas. Pas même sous forme de statistiques. Certaines d'entre elles ont été déplacées et redéplacées trois ou quatre fois de suite — un barrage, un champ de tir de l'armée, un autre barrage, une mine d'uranium, un projet de centrale. Une fois que l'exode a commencé, il est difficile de l'arrêter. La majorité de ces gens finit par être absorbée par les bidonvilles à la périphérie de nos grandes cités, où elle constitue un immense réservoir de main-d'œuvre bon marché (qui va construire d'autres ouvrages, lesquels vont à leur tour déplacer d'autres gens). Certes, on ne les extermine pas, on ne les précipite pas dans des chambres à gaz, mais je certifie que leurs conditions de vie sont pires que celles qui prévalaient dans n'importe quel camp de concentration du III^{e} Reich. Ils ne sont pas prisonniers, mais ils imposent indubitablement une nouvelle définition de la liberté.

Et le cauchemar ne s'arrête pas là. Ils se font encore chasser de leurs immondes taudis par les bulldozers du Gouvernement lors de campagnes de grand nettoyage, chaque fois que les élections sont à distance confortable et que les conditions d'hy-

giène ont de quoi inquiéter les riches citadins. Dans des villes comme Delhi, ils courent le risque de se faire abattre par la police parce qu'ils défèquent dans les lieux publics — comme ce fut le cas pour trois zonards il n'y a pas plus de deux ans.

Pendant les affrontements franco-anglais au Canada, dans les années 1770, Lord Amherst extermina la plupart des Indiens du pays en leur offrant des couvertures infestées par le virus de la variole. Deux siècles plus tard, l'Inde a recours à des moyens plus controuvés pour arriver à des résultats semblables.

Les millions de personnes déplacées ne sont que les réfugiés d'une guerre qui ne dit pas son nom. Quant à nous, au même titre que les citoyens de l'Amérique blanche, du Canada français ou de l'Allemagne de Hitler, nous cautionnons ces actions en détournant les yeux. Pourquoi ? Parce qu'on nous dit qu'elles sont entreprises dans l'intérêt général. Que tout ce qui se fait se fait au nom du Progrès, de l'Intérêt de la Nation (lequel, bien entendu, passe avant tout). En conséquence, c'est avec joie, presque avec gratitude, et sans nous poser trop de questions que nous croyons ce que l'on nous dit. Nous croyons ce que nous voulons bien croire.

Permettez-moi d'ébranler quelque peu votre foi. Prenez ma main et laissez-vous guider dans ce labyrinthe. Faites-le, parce qu'il est important que vous compreniez. Si vous n'êtes pas convaincu, vous serez toujours à temps de rallier l'autre camp. Mais je vous en prie, regardez les choses en face, ne détournez pas les yeux. C'est une histoire qui n'est pas facile à raconter. Elle est bourrée de chiffres et d'explications. Il fut un temps où les chiffres m'assommaient. Plus maintenant.

Croyez-moi. Il y a matière ici à toute une histoire.

Il est vrai que l'Inde a progressé. Il est vrai qu'en 1947, lorsque le Colonialisme a officiellement pris fin, l'Inde était au bord de la famine. En 1950, nous produisions 51 millions de tonnes de céréales vivrières. Contre près de 200, aujourd'hui[21].

Il est vrai qu'en 1995, les greniers de l'État abritaient encore 30 millions de tonnes de céréales invendues. Il est également vrai qu'au même moment, 40 % de la population du pays — plus de 350 millions d'habitants, soit plus que la population de l'Inde en 1947 — vivaient en dessous du seuil de pauvreté[22].

Les Indiens sont trop pauvres pour acheter la nourriture que produit leur pays, et on les oblige à faire pousser des plantes vivrières qu'ils ne peuvent se permettre de consommer eux-mêmes. Regardez ce qui s'est passé dans le district de Kalahandi dans l'Orissa occidental, tristement célèbre pour ses victimes de la famine. C'est là que, lors de la sécheresse de 1996, des gens sont morts de faim (16 d'après les sources officielles, plus d'une centaine d'après les journaux[23]). Et pourtant cette même année, la production de riz dans le district de Kalahandi était supérieure à la moyenne nationale ! Le district exportait son riz vers le centre du pays.

Si l'Inde a progressé, ce n'est pas le cas de la plupart de ses habitants. Nos dirigeants nous disent qu'il nous faut absolument des missiles nucléaires pour nous protéger des menaces chinoise et pakistanaise. Mais qui nous protégera de nous-mêmes ?

Quel genre de pays est donc le nôtre ? À qui appartient-il ? Qui le dirige ? Que s'y passe-t-il ?

L'heure est venue de divulguer quelques secrets d'État. De démythifier cette image d'un État indien inefficace, lourdaud, corrompu, mais au fond bon enfant et essentiellement démocratique. La simple insouciance ne saurait expliquer la disparition de 50 millions de personnes. Pas plus que le Karma. Ne nous berçons pas d'illusions. Le hasard n'a rien à faire ici, mais une stratégie implacable, produit à 100 % de l'activité humaine.

On ne peut pas dire que l'État indien ait connu l'échec, sa réussite est au contraire impressionnante : il a mené à terme la tâche qu'il s'était fixée. Il s'est montré d'une efficacité redoutable pour s'approprier les ressources du pays — sa terre, son eau, ses forêts, ses poissons, sa viande, ses œufs, son air — pour les redistribuer à quelques privilégiés (en échange, sans aucun doute, de quelques privilèges). Il est passé maître dans l'art de protéger les cadres de ses élites, de même qu'il n'y a pas plus expert que lui pour anéantir ceux qui se mettent en travers de ses projets. Mais le plus fort, c'est qu'il arrive à sortir de là blanc comme neige. Car il réussit à préserver ses secrets, à retenir l'information — une information d'intérêt vital pour la vie quotidienne d'un milliard de gens — prisonnière dans les dossiers du Gouvernement, lesquels ne sont accessibles qu'aux gardiens de la flamme : ministres, bureaucrates, ingénieurs de l'État, stratèges de la défense. Bien entendu, nous autres, les bénéficiaires, nous leur facilitons la tâche. Nous prenons bien soin de ne pas creuser trop profond. Les détails macabres, nous n'y tenons pas plus que ça.

Grâce à nous, l'Indépendance est arrivée (puis repartie), les élections se succèdent, sans qu'il y ait une véritable redistribution des cartes. Bien au contraire, l'ordre ancien a été consacré, et le fossé s'est creusé. Nous autres, les Dirigeants, refusons de nous arrêter pour lever les yeux de notre table abondamment garnie. Nous semblons ignorer que les ressources sur lesquelles nous festoyons s'épuisent rapidement. Il y a encore de l'argent à la banque, mais il ne restera bientôt plus rien à acheter. La nourriture se fait rare à la cuisine. Et les domestiques n'ont pas encore mangé. En vérité, il y a bien longtemps que les domestiques ont cessé de manger.

C'est dans ses villages que vit l'Inde, nous dit-on dans tous les prêchi-prêcha que l'on nous offre en guise de discours publics. Sottise ! Encore une de ces contrevérités que le Gouvernement sort de son grand sac à malices. L'Inde ne vit pas dans ses villages, elle y meurt. Dans ses villages, l'Inde est maltraitée. L'Inde vit dans ses villes, et les villages ne sont là que pour les servir. Ses villageois ne sont que les vassaux de ses citoyens, et, pour cette raison même, doivent être contrôlés et maintenus en vie, mais sans plus.

L'impression que nous avons d'un État surmené, engagé dans une lutte perpétuelle face au poids et à l'ampleur de ses problèmes, est pernicieuse. Le fait est que ses problèmes, il se les crée lui-même. Nous avons affaire à une gigantesque machine à fabriquer la pauvreté, qui s'emploie, avec une habileté consommée, à dresser les pauvres contre les plus pauvres, à jeter des miettes aux plus démunis pour

qu'ils dépensent leur énergie à se battre pour les ramasser, tandis que la paix (et la publicité) règne dans la Demeure du Maître.

Tant que ce processus ne sera pas reconnu pour ce qu'il est, tant qu'il ne sera pas dénoncé et battu en brèche, les élections — si contestées qu'elles soient — resteront des parodies de batailles destinées à permettre à une colossale iniquité de s'enraciner davantage. La démocratie (ou du moins la version que nous en avons) continuera à n'être qu'un écran aux allures engageantes derrière lequel sévit en toute impunité la pire des injustices. Et dans des proportions telles que les guerres et les malheurs du passé feront figure d'expériences de laboratoire parfaitement contrôlées. Déjà 50 millions de personnes ont servi à nourrir les Usines du Développement, dont elles sont ressorties sous forme de climatiseurs, de pop-corn et d'ensembles en rayonne — toutes marchandises qui plus est subventionnées. Si vraiment nous voulons avoir ces bonnes choses — et bonnes, elles le sont —, qu'on nous les fasse au moins payer.

Il y a un trou dans le drapeau qui demande à être raccommodé.

C'est triste à dire, mais tant que nous aurons la foi, l'espoir nous fera défaut. Pour pouvoir espérer, il faut briser la foi. Il nous faut mener des guerres spécifiques avec des moyens appropriés et il nous faut combattre pour gagner. Écoutez donc l'histoire de la vallée de la Narmada. Essayez de la comprendre. Et si vous le souhaitez, rejoignez-nous. Qui sait si, en chemin, nous ne réaliserons pas un miracle.

La Narmada prend sa source sur le plateau d'Amarkantak, dans le district de Shahdol de l'État du Madhya Pradesh, avant de parcourir 1 300 kilomètres d'une magnifique forêt à larges feuilles et de terres cultivées parmi les plus fertiles de l'Inde. 25 millions d'habitants vivent dans cette vallée, liés à la fois à son écosystème et les uns aux autres par un tissu complexe et très ancien d'interdépendance (et, sans doute aussi, d'exploitation).

Si la Narmada, qui, depuis plus de cinquante ans, est l'objet des convoitises du département des Ressources hydrauliques, a réussi à ne pas se faire prendre et à éviter le démembrement, c'est tout simplement parce qu'elle traverse trois États : le Madhya Pradesh, le Maharashtra et le Gujerat.

Le fleuve a 90 % de son cours dans le Madhya Pradesh, se contentant de longer la frontière nord du Maharashtra, avant de traverser le Gujerat sur environ 180 kilomètres et de se jeter dans la mer d'Oman à Bharuch.

Dès 1946, on avait élaboré des plans pour barrer le cours du fleuve à Gora dans le Gujerat. En 1961, Nehru posait la première pierre d'un barrage haut de 49,80 mètres, qui ne faisait qu'anticiper sous forme réduite le géant de Sardar Sarovar.

À peu près à la même époque, les services de l'Aménagement du territoire dressaient de nouvelles cartes du bassin de la Narmada. Après les avoir étudiées, les ingénieurs du Gujerat décidèrent qu'un barrage nettement plus grand serait nettement plus

rentable. Un tel projet supposait cependant un accord préalable avec les États voisins.

Pendant des années, les trois États concernés polémiquèrent sans réussir à se mettre d'accord sur un système satisfaisant de partage des eaux. Finalement, en 1969, le Gouvernement central mit en place une juridiction spéciale (le Tribunal des litiges sur les eaux de la Narmada) chargée de régler le différend. Il fallut encore dix ans à ce dernier pour faire connaître sa décision.

Les gens dont les vies allaient être bouleversées par l'exécution de ce jugement ne furent ni informés, ni consultés, ni entendus.

Il n'était pas question pour le tribunal de distribuer l'eau et d'attribuer des parts sans connaître d'abord le volume total des eaux de la Narmada. Il faut habituellement quarante ans de relevés concernant le débit réel d'un fleuve pour que l'estimation obtenue soit considérée comme fiable. Étant donné que de tels relevés n'étaient pas disponibles, on décida d'extrapoler à partir de données pluviométriques et on arriva au chiffre de 27,22 millions d'*acre feet*[24] *(AF)**.

Ce chiffre a été la référence de base de tous les travaux de mise en valeur de la vallée de la Narmada. Aujourd'hui encore, nous vivons avec cet héritage. C'est lui qui détermine la configuration globale des projets : hauteur, localisation et nombre de barrages. Par voie de déduction, c'est également de lui que dépendent les coûts et les zones à submerger, le

* *Acre foot* : volume (spécialement d'eau d'irrigation) nécessaire pour recouvrir un acre (env. 4 000 m^2) sur une profondeur d'un pied (env. 30 cm). *(N.d.T.)*

nombre de personnes à déplacer et les bénéfices escomptés.

En 1992, les études faites sur les débits du fleuve — lesquelles étaient maintenant fiables puisque les chiffres étaient disponibles pour les années 1948 à 1992, soit quarante-cinq ans — ont prouvé que le rendement n'était que de 22,69 MAF, autrement dit de 18 % inférieur à la première estimation[25]. La Commission centrale de l'eau reconnaît elle-même qu'il y a moins d'eau dans la Narmada qu'on ne l'avait d'abord supposé[26]. Le gouvernement indien, lui, se contente de déclarer :

On remarquera que la clause II (de la Décision du Tribunal) *se rapportant à l'estimation fixant le débit disponible à 28 MAF n'est pas révisable*[27] (!).

Peu importe donc la réalité des faits — la Narmada est légalement tenue de produire la quantité d'eau décrétée par le Gouvernement.

Ses concepteurs se vantent de ce que le Projet de la vallée de la Narmada est le plus ambitieux qu'ait jamais connu l'histoire de l'humanité. Ils projettent de construire pas moins de 3 200 barrages qui permettront de constituer à partir de la Narmada et de ses 41 affluents une suite de réservoirs étagés, comme une sorte d'immense escalier d'eau disciplinée. Sur ces 3 200 barrages, 30 seront de grande taille, 135 de taille moyenne, et le reste de petite taille. Le barrage de Sardar Sarovar dans le Gujerat et celui de Narmada Sagar dans le Madhya Pradesh retiendront à eux deux plus d'eau que tout autre réservoir du sous-continent indien.

Quel que soit l'angle d'approche, le Projet de Développement de la vallée de la Narmada est ÉNORME. Il va changer l'écologie de tout le bassin d'un des plus grands fleuves de l'Inde. Pour le meilleur ou pour le pire, il va affecter la vie de 25 millions de gens qui vivent pour l'instant dans la vallée. Il va submerger et détruire 4 000 kilomètres carrés de forêt naturelle à feuilles caduques[28]. Et pourtant, avant même que le ministère de l'Environnement ait donné le feu vert, la Banque mondiale proposait de financer le pivot du projet : le barrage de Sardar Sarovar, dont la retenue va déplacer des habitants du Madhya Pradesh et du Maharashtra, mais dont les bienfaits iront au Gujerat. La Banque était déjà là avec son carnet de chèques avant même que les coûts aient été estimés, que les études aient été menées, avant même que quiconque ait la moindre idée du coût humain de l'opération ou de l'impact qu'aurait le barrage sur l'environnement !

Le prêt de 450 millions de dollars pour le Projet de Sardar Sarovar était approuvé et les fonds disponibles dès 1985, alors que l'accord du ministère de l'Environnement, lui, n'était donné qu'en 1987 ! Ce n'est plus de l'empressement, mais de la passion, plus de l'amour, mais de la rage.

Pourquoi un tel enthousiasme ?

Entre 1947 et 1994, la Banque mondiale a reçu 6 000 demandes de prêt des divers coins du monde. Elle n'en a rejeté aucune. J'ai bien dit aucune. Des expressions comme « Faire travailler l'argent » ou « Atteindre les objectifs en matière de prêts » deviennent soudain parfaitement intelligibles.

L'Inde en est arrivée à un point aujourd'hui où elle rembourse plus d'argent à la Banque en intérêts et en amortissements qu'elle n'en reçoit. Nous sommes obligés de nous endetter toujours davantage pour pouvoir rembourser nos anciennes dettes. Si l'on en croit le Rapport annuel de la Banque mondiale, l'Inde a payé à celle-ci l'an dernier (1998) 478 millions de dollars de plus que ce qu'elle lui a emprunté. Au cours des cinq dernières années (1993 à 1998), l'Inde a versé à la Banque 1 475 milliards de dollars de plus que ce qu'elle a reçu[29].

La relation qui existe entre nous est exactement du même ordre que celle qui unit l'ouvrier agricole sans un pouce de terre et submergé de dettes au Bania du coin : c'est une relation fondée sur l'affection, le pauvre homme aime son Bania, parce qu'il sait qu'il peut compter sur lui en cas de besoin. Ce n'est pas pour rien que nous appelons le monde un Village global. La seule différence entre l'ouvrier agricole et le gouvernement indien, c'est que le premier se sert de l'argent pour survivre, tandis que le second en remplit les coffres de ses hauts fonctionnaires et de ses agents, acculant le pays à un asservissement économique dont il risque de ne jamais se relever.

L'Industrie internationale du Barrage vaut 20 milliards de dollars par an[30]. Suivez la piste des Grands Barrages dans le monde, que ce soit en Chine, au Japon, en Malaisie, en Thaïlande, au Brésil ou au Guatemala, et vous retrouvez le même scénario d'un pays à l'autre, et les mêmes acteurs : le Triangle de Fer (expression qui, chez les initiés, désigne la collusion entre hommes politiques, bureaucratie et compagnies de construction), les charlatans qui

préfèrent se voir appeler Consultants en Environnement international (et sont en règle générale directement employés par les constructeurs de barrages ou leurs sous-traitants) et, plus souvent qu'à son tour, la gentille et compréhensive Banque mondiale d'à côté. Vous finirez par reconnaître sans peine la rhétorique hyperbolique, les nobles slogans vantant les « Barrages pour le Peuple », la rapidité et la brutalité dans la répression dès les premiers signes d'insubordination civile. (Depuis quelque temps, surtout depuis l'expérience de la vallée de la Narmada, la Banque mondiale se montre plus prudente dans son choix des pays où elle prétend financer des projets entraînant des déplacements massifs de population. À l'heure actuelle, son client le plus prisé, c'est la Chine. Voilà un paradoxe qui ne manque pas de sel : les citoyens américains manifestent contre le massacre de la place Tian'anmen, mais c'est leur argent que la Banque utilise pour financer les études en vue du barrage des Trois-Gorges en Chine, projet qui déplacerait plus d'un million de personnes. La Banque est aujourd'hui la première source de financement étranger des Grands Barrages de la Chine[31].)

La comédie est habilement menée, et les acteurs se connaissent bien. De temps à autre, ils changent de rôle : tel bureaucrate se retrouve à la Banque, tandis que tel ou tel banquier refait surface comme consultant de projet. À la fin de la pièce, un pourcentage énorme de l'« Aide au Développement » repart en direction des pays d'où elle est venue, sous le nom de coûts d'équipement, rémunérations de consultants, salaires versés au personnel des agences. Souvent, l'Aide est « liée » (comme dans le cas du prêt japonais pour le barrage de Sardar Sarovar,

consenti à condition que les turbines soient achetées à la corporation Sumitomo[32]). Parfois, l'opération relève de méthodes beaucoup plus contestables. Ainsi, en 1993, la Grande-Bretagne a financé le barrage de Pergau en Malaisie grâce à un prêt subventionné de 234 millions de livres, en dépit d'un rapport de l'Administration pour le Développement outre-mer qui précisait que l'ouvrage serait « une mauvaise opération » pour la Malaisie. Il apparut par la suite que le prêt n'avait été consenti que pour « encourager » la Malaisie à signer un contrat de plus d'un milliard de livres destiné à l'achat d'armes britanniques[33].

En 1994, les consultants britanniques ont gagné 2,5 milliards de dollars sur les contrats outre-mer[34]. Le deuxième secteur le plus juteux après la gestion de projets s'est révélé être la rédaction de Rapports sur l'Impact Écologique des projets (les RIE). Dans la grande arnaque du Développement, les règles sont très simples. Si vous êtes invité par un gouvernement à rédiger un RIE pour un projet de Grand Barrage et que vous signaliez un problème (disons que vous allez chipoter sur la quantité d'eau disponible dans un fleuve ou, à Dieu ne plaise, suggérer que le coût humain de l'opération serait trop élevé), alors vous êtes un cas et votre nom restera dans les annales. Ou plutôt vous êtes un CAC : un Consultant Au Chômage. Et hop, du jour au lendemain, plus de Range Rover, plus de vacances en Toscane, plus d'école privée pour vos enfants. Il y a de l'argent à faire sur le dos des pauvres. Sans compter les à-côtés.

Conformément à la coutume en vigueur, au moment de la construction du barrage de Sardar

Sarovar (haut de 138,68 mètres), le Gouvernement instaura la pantomime complexe consistant à mener des études destinées à estimer le coût du projet et l'impact qu'il aurait sur les populations et l'environnement. La Banque mondiale prit une part active à la mascarade, fronçant les sourcils à l'occasion ou réclamant, sans trop insister, plus de détails sur des problèmes tels que le relogement et la réinsertion de ce qu'elle appelle les PAPs — Personnes Affectées par les Projets. (Ces acronymes constituent une aide inappréciable : ils vous transforment rondement chair et sang en froides statistiques. Une PAP cesse d'être un humain sans même avoir le temps de s'en apercevoir.)

Quelques bribes de renseignements suffirent à satisfaire la Banque mondiale, qui s'engagea sans délai dans l'aventure. Selon l'accord implicite, tacite, mais parfaitement évident, passé entre les parties concernées, le projet irait de toute façon à son terme, quels qu'en soient les coûts — économiques, écologiques ou humains. On le justifierait au fur et à mesure des travaux. Et on savait pertinemment que n'importe quel tribunal finirait par s'incliner devant un *Fait accompli**.

Votre honneur, les retards dus à la procédure coûtent au pays 20 millions de roupies par jour.

Le Gouvernement parle du Projet Sardar Sarovar comme du « Projet le plus documenté à jamais avoir vu le jour en Inde », et pourtant voici comment se sont passées les choses : lorsque le tribunal a rendu son jugement et que le gouvernement du Gujerat a annoncé ses intentions quant à la manière dont il allait utiliser l'eau qui lui avait été allouée, *personne*

* En français dans le texte. *(N.d.T.)*

n'a évoqué le problème de l'eau potable pour les villages du Kutch et du Saurashtra, les régions les plus arides du Gujerat. Ce n'est que lorsque le projet a commencé à susciter une opposition politique que le Gouvernement a soudain découvert le pouvoir mobilisateur de la Soif. Apaiser la soif de gorges desséchées dans le Kutch et le Saurashtra est devenu du jour au lendemain la seule raison d'être du Projet. (Qui se souciait que les eaux de deux rivières — la Sabarmati et la Mahi, toutes deux bien plus proches du Kutch et du Saurashtra que la Narmada — aient été endiguées et dirigées sur Ahmadabad, Mehsana et Kheda ? Que ni le Kutch ni le Saurashtra n'en aient vu la moindre goutte ?) Officiellement, le nombre de personnes qui bénéficieront d'eau potable grâce au canal de Sardar Sarovar a fluctué entre 28 millions (en 1983) et 32,5 (en 1989) — jolie, la virgule ! — pour atteindre 40 millions (en 1992) et redescendre à 25 (en 1993[35]).

Le nombre de villages qui devraient être alimentés en eau potable était de zéro en 1979, 4 719 au début des années 80, 7 234 en 1990 et 8 215 en 1991[36]. Sommé de s'expliquer sur ces chiffres, le Gouvernement a dû reconnaître que celui de 1991 incluait 236 villages *non habités*[37] !

Tous les aspects du Projet sont abordés de la même manière désinvolte, comme s'il s'agissait d'un jeu de société. Alors qu'il y va de la vie et de l'avenir de millions de gens.

En 1979, le nombre de familles appelées à être déplacées par le Projet Sardar Sarovar était estimé à un peu plus de 6 000. En 1987, il avait doublé. En 1991, il atteignait 27 000, et, en 1992, le Gouvernement reconnaissait que 40 000 familles seraient tou-

chées. Aujourd'hui, les chiffres officiels oscillent entre 40 000 et 41 500[38]. (Bien entendu, il s'agit là d'un chiffre absurde, si l'on considère que le réservoir n'est pas la seule cause d'expropriation. Selon le NBA, le chiffre avoisinerait les 85 000 familles, soit un demi-million de personnes.)

Le coût estimé du Projet est monté en flèche de 50 milliards de roupies[39] à 200 milliards (chiffre officiel). Le NBA, lui, déclare qu'il reviendra à plus de 400 milliards de roupies[40].

Le Gouvernement prétend que le barrage produira 1 450 mégawatts[41]. Le problème avec les barrages multifonctions de ce type, c'est que leurs « fonctions » (irrigation, production d'électricité, contrôle des crues) ne sont pas nécessairement compatibles. L'irrigation, par exemple, pompe l'eau dont on aurait besoin pour produire de l'électricité. Le contrôle des crues exige que le réservoir reste vide pendant la mousson pour que soit évitée une montée catastrophique des eaux. Mais si les pluies sont moins abondantes que prévu, vous restez avec votre réservoir vide sur les bras. Ce qui va à l'encontre du principe même de l'irrigation, lequel consiste à stocker l'eau de la mousson. C'est aussi complexe que d'essayer, comme dans la devinette célèbre, de passer une rivière à gué avec un renard, un poulet et un sac de grain. Le résultat de ces usages multiples et conflictuels, c'est que, quand le Projet sera terminé et totalement opérationnel, le barrage, à en croire certaines études, ne produira que 3 % de l'électricité escomptée par ses concepteurs. Environ 50 mégawatts. Si l'on prend en compte l'électricité nécessaire pour pomper l'eau et la distribuer à travers tout le réseau de canaux, on comprend vite que

ledit Projet finira par consommer plus d'électricité qu'il n'en pourra produire[42].

Dans une guerre déjà ancienne, chacun a tendance à prêcher pour sa paroisse. Alors comment s'y reconnaître dans ce dédale de déclarations et de réfutations ? Comment décider de l'évaluation la plus fiable ? Peut-être à l'aide d'un examen des performances des barrages existants.

Le barrage de Bargi près de Jabalpur, le premier barrage à avoir été construit sur la Narmada, fut achevé en 1990. Il coûta dix fois plus que ce que prévoyait le budget initial et submergea trois fois plus de terres que les ingénieurs l'avaient prédit. On avait prévu de reloger environ 70 000 personnes issues de 101 villages, mais quand le réservoir fut rempli (sans que personne soit prévenu !), ce sont 162 villages qui furent engloutis. Certains des terrains aménagés par le Gouvernement pour recevoir ces villageois furent eux aussi submergés. Les gens furent obligés de détaler comme des rats et de fuir une terre sur laquelle leurs ancêtres avaient vécu pendant des siècles. Ils sauvèrent ce qu'ils purent et regardèrent les eaux emporter leurs maisons. 114 000 personnes furent finalement déplacées[43]. Rien n'avait été prévu en matière de réinsertion. Certains reçurent une maigre indemnité. Beaucoup n'obtinrent absolument rien. Quelques-uns furent logés dans des centres de réadaptation gouvernementaux. Comme celui de Gorakhpur, « village idéal » selon la propagande officielle : cinq personnes y sont mortes de faim entre 1990 et 1992. Le reste est retourné vivre illégalement dans les forêts à proximité du réservoir ou bien est allé s'entasser dans les bidonvilles de Jabalpur.

Le barrage de Bargi irrigue une superficie qui n'est pas plus grande que celle qu'il a submergée, et qui représente *5 % seulement de la superficie initialement prévue par les concepteurs*[44]. Et encore s'agit-il d'une terre saturée d'eau.

Où que l'on regarde, c'est toujours la même histoire. Le Plan d'irrigation II de l'Andhra Pradesh prétendait ne déplacer que 63 000 personnes. Quand il a été achevé, il en avait déplacé 150 000[45]. Même chose pour le Plan d'irrigation II du Gujerat, qui a déplacé 140 000 personnes au lieu des 63 000 prévues[46]. L'estimation corrigée du nombre de ceux qui seront touchés par le projet d'irrigation de la Krishna supérieure dans le Karnataka est de 240 000 au lieu des 20 000 initialement prévus[47].

Ce sont là les chiffres de la Banque mondiale. Pas ceux du NBA. Imaginez l'impact sur notre estimation de départ de 33 millions.

Les travaux de construction sur le site de Sardar Sarovar, qui se poursuivaient sporadiquement depuis leurs débuts en 1961, démarrèrent véritablement en 1988. À l'époque, personne, pas plus le Gouvernement que la Banque mondiale, ne soupçonnait qu'une femme appelée Medha Patkar visitait l'un après l'autre tous les villages destinés à être engloutis et demandait aux gens s'ils avaient la moindre idée de ce que leur réservait le Gouvernement. Quand elle arriva dans cette vallée, il y a des années de cela, elle n'avait aucune intention de s'opposer à la construction du barrage : elle ne se préoccupait que de voir les villageois réinstallés de façon humaine et équitable. Elle comprit très rapidement que les intentions du Gouvernement à leur égard

étaient tout sauf honorables. En 1986, la nouvelle avait fait le tour du pays, et dans chaque État s'étaient créées des associations de citoyens qui dénonçaient les promesses de réinstallation et de réhabilitation faites par les fonctionnaires de l'Administration. Ce n'est pourtant que quelques années plus tard que l'on commença à soupçonner toute l'ampleur du désastre : l'impact des barrages à la fois sur les populations à déplacer et sur les gens censés en bénéficier. Le Projet de Développement de la vallée de la Narmada en vint bientôt à n'être plus connu que comme *le plus grand désastre écologique programmé de l'Inde*. Les différentes associations de citoyens se regroupèrent en une association unique : le Narmada Bachao Andolan — l'extraordinaire NBA — était né.

En 1988, le NBA déposait officiellement une demande pour que tous les travaux sur la Narmada soient arrêtés. Les gens se déclaraient prêts à se laisser noyer plutôt que de partir de chez eux. En deux ans, la résistance avait fait du chemin et d'autres mouvements avaient apporté leur soutien au NBA. En septembre 1989, 50 000 personnes venues des quatre coins de l'Inde se rassemblèrent dans la vallée de la Narmada pour se consacrer à la lutte contre les crimes commis au nom du Développement. Le site du barrage et les régions avoisinantes, déjà réglementés par l'Indian Official Secrets Act, tombèrent sous le coup de l'Article 144, lequel interdit tout rassemblement de plus de cinq personnes. La zone tout entière prit des allures de camp retranché. Un an plus tard, le 28 septembre 1990, en dépit des barricades, des milliers de villageois convergeaient, soit à pied soit en bateau, vers une petite ville du nom de Badwani, dans le Madhya Pradesh,

pour affirmer à nouveau leur détermination à se laisser noyer plutôt qu'à accepter de quitter leurs maisons.

La nouvelle de cette résistance populaire ne tarda pas à se répandre dans d'autres pays. La branche japonaise des Amis de la Terre monta une campagne au Japon qui réussit à contraindre le Gouvernement à renoncer à son prêt de 27 millions de yens, destiné à financer le barrage de Sardar Sarovar. (Le contrat pour les turbines, lui, n'a pas été résilié.) Une fois que les Japonais se furent retirés, la pression internationale des diverses associations écologistes qui soutenaient la lutte commença à peser sur la Banque mondiale.

Ce qui ne manqua pas de déclencher un processus d'escalade de la répression dans la vallée. La politique gouvernementale, telle qu'elle fut décrite par un ministre de l'époque, consistait à « inonder la vallée d'uniformes ».

Le jour de Noël 1990, 6 000 hommes et femmes parcoururent plus de 100 kilomètres, transportant provisions et matériel de couchage, pour accompagner un commando de sept membres, tous résolus à sacrifier leur vie pour le fleuve. Ils furent arrêtés à Ferkuwa à la frontière du Gujerat par les forces armées de la police et une foule de manifestants venus de la ville de Baroda, dont beaucoup avaient été payés pour se trouver là, quelques-uns restant peut-être convaincus du bien-fondé du barrage, « source de vie du Gujerat ». La confrontation était révélatrice : l'Inde urbaine des classes moyennes contre une Armée rurale, pour l'essentiel tribale. Les manifestants demandèrent qu'on les autorise à franchir

la frontière pour se rendre sur le site du barrage. La police leur bloqua le passage. Afin de souligner le caractère non violent de la manifestation, chacun des villageois se fit lier les mains. L'un après l'autre, ils défièrent les forces de police. Ils furent roués de coups, arrêtés et traînés jusqu'à des camions qui les abandonnèrent ensuite dans la jungle à quelques kilomètres de là. Obstinés, les villageois refirent le chemin en sens inverse pour aller reprendre leurs positions.

L'affrontement se poursuivit pendant près de quinze jours. Finalement, le 7 janvier 1991, les sept membres du commando annonçaient leur décision de commencer une grève de la faim illimitée. La tension monta. La presse indienne et internationale, des équipes de télévision, des cinéastes se rendirent sur place et s'emparèrent de l'affaire. Les journaux se mirent à publier des comptes rendus presque quotidiennement. Les militants écologistes firent monter la pression à Washington. Pour finir, très embarrassée de voir braqués sur elle tous les projecteurs de l'actualité, la Banque mondiale annonça qu'elle allait créer une Commission d'Enquête indépendante sur le barrage de Sardar Sarovar — démarche sans précédent dans les annales de la Banque.

Quand la nouvelle atteignit la vallée, elle fut accueillie avec une méfiance teintée de perplexité. Personne n'avait aucune raison de faire confiance à la Banque mondiale. Mais, d'un autre côté, c'était tout de même une victoire. Les villageois, effrayés — on les comprend — par l'état de faiblesse de leurs camarades qui jeûnaient depuis vingt-deux jours, les supplièrent de mettre un terme à leur grève de la faim. Le 28 janvier, la grève de Ferkuwa prenait fin, et c'est aux cris de « *Hamara Gaon Mein Hamara*

Raj ! » (« Nous sommes maîtres dans nos villages ») que la courageuse armée rentra chez elle.

Il n'y a jamais eu d'armée tout à fait comparable à celle-là, nulle part ailleurs dans le monde. Dans d'autres pays — la Chine (le président Mao se vit offrir un Grand Barrage pour son soixante-dix-septième anniversaire), la Malaisie, le Guatemala, le Paraguay —, la moindre tentative de révolte a toujours été étouffée dans l'œuf. Ici, en Inde, la révolte gronde sans cesse. Bien entendu, de cela aussi, l'État aimerait pouvoir se glorifier. Il aimerait que nous lui soyons reconnaissants de ne pas avoir complètement écrasé le mouvement, de lui permettre d'exister. Après tout, nous dira-t-on, n'est-ce pas là le signe d'un fonctionnement démocratique des institutions ? L'État n'intervenant qu'en cas de différends entre les citoyens ?

J'imagine que c'est une manière comme une autre d'envisager les choses. (Et c'est peut-être à ce stade que je devrais m'aplatir en disant : « Merci, merci de tout cœur de bien vouloir m'autoriser à écrire ce que j'écris » ?)

Pourquoi devrions-nous être reconnaissants à l'État de nous permettre de le contester ? Nous ne devons de remerciements qu'à nous-mêmes. Parce que c'est nous qui avons insisté pour obtenir ces droits. C'est nous qui avons refusé de céder. S'il y a une chose dont nous puissions vraiment être fiers en tant que peuple, c'est bien celle-là.

Et ne soyons pas dupes : le combat continue dans la vallée de la Narmada, *malgré* l'État.

Les moyens par lesquels l'État indien choisit de conduire la guerre sont sournois. En dehors de son apparente bienveillance, sa plus grande force est

son infinie patience, son aptitude à attendre. À savoir encaisser les coups et rebondir. À user l'opposition. L'État ne se fatigue jamais, ne vieillit pas, n'a jamais besoin de repos. La course de relais qu'il mène ne s'arrête jamais.

Mais les gens en lutte, eux, se fatiguent. Ils tombent malades et prennent de l'âge. Même les plus jeunes vieillissent prématurément. Depuis vingt ans maintenant, depuis le jour où le Tribunal a rendu son jugement, l'armée en haillons de la vallée vit dans la peur de l'expulsion. Depuis vingt ans, dans la plupart des régions concernées, il n'y a aucun signe de développement — ni routes, ni écoles, ni puits, ni dispensaires. Depuis vingt ans, la malédiction « zone bientôt recouverte par les eaux » pèse sur le pays, qui se retrouve ainsi isolé du reste de la société (aucune proposition de mariage, aucune transaction immobilière). Les habitants ne sont pas sans rappeler les Hibakushas japonais (victimes et descendants des victimes d'Hiroshima et de Nagasaki). Les « fruits du développement moderne », quand ils sont enfin arrivés, ont entraîné l'horreur dans leur sillage. Les routes ont engendré les géomètres, les géomètres les camions, les camions la police, et la police a apporté les balles, les coups, les viols, les arrestations et, dans au moins un cas, le meurtre. Le seul « fruit » authentique du développement moderne à les avoir atteints — et encore par hasard —, c'est le droit d'élever la voix, le droit de se faire entendre. Mais ils luttent depuis vingt ans. Combien de temps tiendront-ils encore ?

La lutte dans la vallée est fatigante et elle est passée de mode. Les équipes internationales de télévision et les reporters engagés s'en sont allés chercher ailleurs (comme la Banque mondiale) des pâturages

plus fertiles. Les films documentaires ont été dûment visionnés et appréciés. La compassion de tous s'est usée. Mais les travaux, eux, se poursuivent, et le barrage monte un peu plus de jour en jour...

Aujourd'hui, plus que jamais, l'armée en haillons a besoin de renforts. Si nous la laissons mourir, si nous acceptons que la lutte soit écrasée, que ceux qui la mènent soient victimes de la répression, nous perdrons ce que nous avons de plus précieux : notre âme, ou ce qu'il en reste.

« L'Inde survivra », vous diront les sages philosophes qui ne veulent pas se laisser embourber dans l'insignifiance des affaires courantes. Comme si, quelque part, l'« Inde » était plus précieuse que son peuple.

Les anciens nazis se consolent probablement de la même manière.

Il est trop tard, vous diront certains. On a déjà engouffré trop de temps et d'argent dans ce projet pour pouvoir maintenant faire machine arrière.

Jusqu'à présent, le réservoir de Sardar Sarovar n'a englouti qu'un quart de la surface qu'il devrait engloutir quand il aura atteint (s'il l'atteint un jour ?) toute sa hauteur. Si nous le stoppons maintenant, ce sont 325 000 personnes que nous sauverons d'une déchéance certaine. Quant à l'aspect financier de la chose, s'il est vrai que le Gouvernement a déjà dépensé 75 milliards de roupies, il n'est pas moins vrai que la poursuite des travaux reviendrait à jeter bien davantage d'argent par les fenêtres. En arrêtant la construction maintenant, nous économiserions quelque chose comme 350 milliards de roupies de l'argent public, suffisamment sans doute pour mettre en

place des programmes d'adduction d'eau dans chaque village du pays. Existe-t-il une cause plus noble que celle-ci ?

Le combat pour la vallée de la Narmada n'est pas simplement une guerre tribale au parfum exotique, une lointaine guerre rurale ou même une guerre exclusivement indienne. C'est un combat pour les fleuves, les montagnes et les forêts du monde entier. Tous les soldats, de quelque horizon qu'ils soient, tous les volontaires seront les bienvenus. Et on aura besoin de toutes sortes de soldats. Médecins, avocats, professeurs, juges, journalistes, étudiants, sportifs, peintres, acteurs, chanteurs, militants... Les portes sont grandes ouvertes ! Venez, nous vous attendons.

*

Arrêtons là et revenons à notre histoire.

En juin 1991, la Banque mondiale nomma Bradford Morse président de la Commission d'Enquête indépendante. Cet ancien directeur du Programme d'Aide internationale des Nations unies était censé rédiger un rapport approfondi sur le programme du barrage de Sardar Sarovar, et on lui garantissait le libre accès, au cours de son enquête, à tous les documents secrets de la Banque afférant à ce programme.

Morse et son équipe arrivèrent en Inde en septembre 1991. Le NBA, convaincu qu'il s'agissait d'une nouvelle manœuvre dilatoire, refusa dans un premier temps de les recevoir. En revanche, le gouvernement du Gujerat déroula le tapis rouge devant ces alliés potentiels (tout en leur roulant une œillade entendue).

Un an plus tard, en juin 1992, la Commission publiait ses conclusions dans un rapport qui devait faire date : l'Enquête indépendante (également connue sous le nom de Rapport Morse).

Ladite enquête pèle le projet un peu comme on le ferait d'un oignon, délicatement, pelure après pelure. Rien, du plus insignifiant au plus signifiant, qui n'ait retenu l'attention des membres de la Commission Morse. Lesquels rencontrèrent ministres et bureaucrates, représentants d'organisations non gouvernementales travaillant dans la région, et allèrent de village en village, passant d'un site de réinstallation à un autre. Pour ces derniers, ils rendirent visite aux bons comme aux mauvais, aux temporaires comme aux permanents. Parlèrent avec des centaines de gens. Voyagèrent aux quatre coins de la zone déclarée inondable et de la zone d'influence du barrage. Se rendirent à Kutch et dans d'autres régions du Gujerat sinistrées par la sécheresse. Commandèrent leurs propres études. Et examinèrent tous les aspects du projet : hydrologie, gestion de l'eau, environnement en amont, sédimentation, traitement des bassins hydrographiques, environnement en aval, anticipation des éventuels problèmes dans la zone d'influence (détrempage des sols, salinité, drainage, hygiène, impact sur le milieu naturel).

Ce que révèle l'Enquête indépendante, en termes prudents et mesurés (que j'admire, mais dont je suis incapable), est proprement scandaleux. C'est la dénonciation la plus sobre, la plus impartiale, et nonobstant la plus radicale qui soit des relations existant entre l'État indien et la Banque mondiale. Sans avoir l'air d'y toucher, sans même peut-être l'avoir

délibérément cherché, le rapport pénètre au cœur du problème, dans cet espace intime où ces deux entités vivent en parfaite symbiose (et qui se situe quelque part entre ce qu'elles disent et ce qu'elles font).

La recommandation centrale des 357 pages de l'Enquête est sans équivoque et tout à fait inattendue :

« *Nous estimons que les Projets Sardar Sarovar sont imparfaits, que le relogement et la réinsertion de tous ceux qui seront amenés à être déplacés ne sont pas possibles dans l'état actuel des choses et que l'impact du programme sur l'environnement n'a pas été correctement évalué ni sérieusement étudié. Nous sommes qui plus est convaincus que la Banque et l'emprunteur sont également responsables de la situation qui prévaut pour l'instant... il semble évident que ce sont des intérêts d'ordre économique et professionnel qui ont motivé les Projets à l'exclusion de toute préoccupation humaine et écologique... L'Inde et les États concernés... ont dépensé des sommes considérables. Personne ne voudrait voir cet argent gaspillé. Il apparaît judicieux de prévenir les parties concernées qu'il pourrait être extrêmement dommageable de poursuivre les travaux sans une pleine connaissance de ce qu'il en coûterait pour l'homme et l'environnement... En conséquence de quoi, nous estimons que la solution la plus sage serait que la Banque se désengage du programme afin de le reconsidérer*[48]*...* »

Ainsi s'expriment quatre hommes responsables, bien informés et véritablement indépendants, qui font beaucoup pour restaurer une foi érodée par des centaines de mercenaires payés pour faire le même genre de travail.

La Banque n'était pourtant pas prête à renoncer. Elle continua à financer le projet. Deux mois après la publication du Rapport Morse, elle dépêcha sur place la Commission Pamela Cox, qui s'empressa de contrer toutes les mises en garde du précédent rapport (« ... *il serait de notre part irresponsable de vouloir improviser une série de recommandations destinées à réglementer les travaux alors même que les vices de forme du programme nous paraissent aussi évidents*[49]... ») et suggéra une sorte de rapiéçage susceptible de sauver l'opération. En octobre 1992, sur la recommandation de la Commission Pamela Cox, la Banque donna au Gouvernement six mois pour satisfaire à certaines conditions minimales et élémentaires[50]. Ce minimum, le Gouvernement fut incapable de l'assurer. Finalement, le 30 mars 1993, la Banque mondiale se retira des Projets Sardar Sarovar. (En fait, d'un point de vue technique, le gouvernement indien avait demandé à la Banque mondiale de se retirer le 29 mars, un jour *avant* la date butoir[51].)

Personne n'avait jamais réussi à faire reculer la Banque mondiale. Surtout pas une armée de fortune constituée des gens les plus pauvres d'un pays parmi les plus pauvres du monde. Un groupe de gens que Lewis Preston, président de la Banque, n'avait, comme par hasard, jamais réussi à inclure dans son programme de visites dans le pays[52]. Mettre la Banque à la porte a été et demeure une immense victoire morale pour les gens de la vallée.

L'euphorie ne dura pas. Le gouvernement du Gujerat annonça qu'il allait lui-même trouver les 200 millions de dollars nécessaires à la poursuite du projet.

Tout au long des travaux de la Commission Morse et après la publication de son rapport, les affrontements entre les populations et les Autorités se poursuivirent sans désemparer dans la vallée : humiliations, arrestations, matraquages, grèves de la faim illimitées auxquelles mettaient un terme des promesses temporaires suivies de trahisons durables. Ceux qui avaient accepté de quitter la vallée pour être réinstallés ailleurs revenaient peu à peu dans leurs villages. À Manibeli, un village du Maharashtra et l'un des foyers de la résistance, des centaines de villageois participèrent à une manifestation inspirée des principes de Gandhi. En 1993, des familles de Manibeli décidèrent de rester chez elles tandis que les eaux montaient. S'accrochant à des pieux en bois avec leurs enfants dans les bras et refusant de partir. Des policiers finirent par les en arracher. Le NBA déclara que si le Gouvernement refusait de reconsidérer le projet, le 6 août 1993, un groupe d'activistes se noierait volontairement dans les eaux montantes du réservoir. Le 5 août, le gouvernement de l'Union nommait une nouvelle commission, le Groupe des Cinq, chargée de réexaminer le projet.

Le gouvernement du Gujerat leur refusa l'entrée sur le territoire de l'État[53].

Le rapport du Groupe des Cinq[54] (rédigé uniquement à partir de documents écrits) fut présenté l'année suivante. Il faisait tacitement siennes les graves préoccupations de l'Enquête indépendante. Ce qui ne changea rien à l'affaire. C'est là l'une des stratégies de l'État les plus efficaces : tout étouffer à coups de commissions.

En février 1994, le gouvernement du Gujerat ordonnait la fermeture définitive des écluses du barrage.

En mai 1994, le NBA déposait une pétition auprès de la Cour suprême mettant en cause la raison d'être du barrage de Sardar Sarovar et réclamant l'arrêt de la construction[55].

Lors de la mousson de 1994, quand le niveau monta dans le réservoir et que l'eau finit par dévaler de l'autre côté du barrage, 65 000 mètres cubes de béton et 35 000 mètres cubes de rochers furent arrachés à un bassin de ralentissement, laissant un cratère large de 65 mètres. La centrale électrique située sur le fleuve fut inondée. Rien ne transpira des dégâts pendant des mois[56]. Ce n'est qu'en janvier 1995 que des comptes rendus commencèrent à paraître dans la presse.

Au début de 1995, arguant de ce que la réinstallation des populations déplacées ne s'était pas faite de façon satisfaisante, la Cour suprême ordonna la suspension des travaux sur le barrage jusqu'à nouvel ordre[57]. Le barrage atteignait désormais 80 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Dans l'intervalle, les travaux avaient commencé sur deux autres barrages dans le Madhya Pradesh : celui de Narmada Sagar (sans lequel le Sardar Sarovar perdrait entre 17 et 30 % de son efficacité[58]) et celui de Maheshwar, lequel avait été programmé en premier. Le gouvernement du Madhya Pradesh signa un contrat d'achat d'électricité avec une compagnie privée — S. Kumars —, un des magnats de l'industrie textile indienne.

La tension dans la région du barrage de Sardar Sarovar tomba pendant un temps tandis que la bataille se déplaçait en amont, à Maheshwar, dans les plaines fertiles du Nimad.

Grâce à l'affaire en instance devant la Cour suprême, la répression se calma de manière notable dans la vallée. Mais si les travaux de construction avaient cessé sur le barrage, la mascarade du relogement, elle, se poursuivait. Les forêts qui devaient être submergées continuaient à être abattues et les arbres à être évacués dans des camions, obligeant ceux qui en dépendaient pour leur subsistance à partir.

Même si le barrage est loin d'avoir atteint la hauteur initialement prévue, son impact sur l'environnement et les populations qui vivent le long du fleuve se fait d'ores et déjà gravement sentir.

Le nombre de cas de malaria dans la région s'est multiplié par six[59].

Sur plusieurs kilomètres en amont du barrage, d'énormes dépôts de vase, où l'on enfonce jusqu'à la taille et qui font plus de 200 mètres de large, interdisent l'accès au fleuve. Les femmes doivent parcourir des kilomètres, littéralement des kilomètres, avec leurs récipients à la main, pour trouver un passage. Les vaches et les chèvres s'y embourbent et finissent par mourir. Les petites pirogues utilisées par les tribus sont devenues dangereuses à manier tant les tourbillons sont désormais imprévisibles.

Plus loin en amont, là où l'envasement n'a pas encore créé de problèmes, c'est une autre histoire. Les gens qui ne possèdent pas de terres, essentiellement

des adivasis et des dalits, ont de tout temps cultivé du riz, des melons, des concombres et des courges sur les étendues limoneuses et fertiles que laisse le fleuve quand il se retire pendant la saison sèche. De temps à autre, les ingénieurs de service sur le barrage de Bargi (très loin en amont, à proximité de Jabalpur) font des lâchers d'eau depuis le réservoir sans avertissement préalable. En aval, le niveau du fleuve monte aussitôt. Des centaines de familles ont ainsi vu leurs récoltes emportées plusieurs fois et sont restées sans aucun moyen de subsistance.

Imaginez ces populations qui tout à coup ne peuvent plus faire confiance à leur fleuve. Comme si l'être aimé tombait brusquement sous le coup d'une psychose. Seul celui qui a aimé un fleuve vous dira à quel point la perte de celui-ci peut être dure et douloureuse. Mais je vais me faire taper sur les doigts si je poursuis dans cette veine. Quand on traite de l'intérêt général, il n'y a pas place pour les sentiments. Il faut s'en tenir aux faits, rien qu'aux faits. Vous voudrez bien me pardonner cet égarement passager.

Les gouvernements des États du Madhya Pradesh et du Maharashtra continuent à se montrer des plus cavaliers envers les populations déplacées. La politique de relogement et de réadaptation du gouvernement du Gujerat (du moins sur le papier) fait apparaître les deux autres États comme moyenâgeux. Le Gujerat se flatte d'avoir les meilleurs programmes du monde en ce domaine[60]. Il offre lopin de terre pour lopin de terre aux populations déplacées depuis le Maharashtra et le Madhya Pradesh et prend en compte les revendications des « illégaux » (en règle générale des adivasis sans aucun papier).

Autant de dispositions qui ne sont que poudre aux yeux dès qu'on examine de plus près les critères retenus pour sélectionner ceux qui, parmi les victimes du barrage, peuvent prétendre à un dédommagement.

Pour tout dire, le gouvernement du Gujerat n'a même pas réussi à reloger de façon adéquate les 19 villages déclarés submersibles sur son propre territoire, sans parler des 226 villages des deux autres États. Les habitants de ces 19 villages ont été éparpillés dans 175 localisations différentes. Les liens de tous ordres, sociaux, familiaux, ont été brisés, et des communautés entières disloquées.

En pratique, l'histoire de la réinstallation (à l'exception de quelques « Villages modèles ») reste celle de l'indifférence et de promesses non tenues. Certains ont reçu de la terre, d'autres pas. Certains ont une terre rocailleuse impossible à cultiver. D'autres une terre irrémédiablement détrempée. D'autres encore ont été expulsés par des propriétaires qui avaient vendu leurs terres au Gouvernement mais n'avaient pas été payés[61].

Certains de ceux que l'on avait réinstallés à la périphérie d'autres villages se sont fait voler, rouer de coups et chasser par leurs hôtes. Il y a des exemples de personnes déplacées en raison de deux projets de barrage distincts qui se sont vu allouer des lopins de terre contigus. Dans un cas, ce sont des sinistrés venant de trois zones différentes — le barrage d'Ukai, celui de Sardar Sarovar et celui de Karjan — qui ont été réinstallés dans la même région[62]. Non contents de devoir se battre entre eux pour trouver des moyens de subsistance — eau, pâtures, emplois —, ils ont

dû se battre contre un groupe d'ouvriers agricoles qui servaient de métayers à des propriétaires absents, lesquels ont par la suite vendu leurs terres au Gouvernement.

Il existe une autre catégorie de population déplacée, constituée par ceux dont les terres ont été acquises par le Gouvernement à des fins de réinstallation. La notion de hiérarchie perdure même parmi les plus démunis : les « évincés » du barrage de Sardar Sarovar sont plus prestigieux que les autres, parce qu'à l'occasion on parle d'eux dans les journaux et qu'ils ont un procès en cours. (Dans d'autres Projets de Développement où il n'y a ni presse, ni NBA, ni procès, il n'y a pas de dossiers. Les déplacés ne laissent aucune trace.)

Dans plusieurs sites de réinstallation, on a entassé les gens dans des rangées de cabanes en tôle ondulée, qui sont des fournaises l'été et des glacières l'hiver. Certains de ces emplacements sont situés dans des lits de rivière asséchés qui, à l'époque de la mousson, se transforment en torrents. Je me suis rendue dans certains de ces « sites ». J'en ai vu d'autres dans des documentaires[63] : images d'enfants grelottants, perchés comme des oiseaux au bord des lits de bois, tandis que l'eau entre en tourbillonnant dans leurs maisons de tôle. Yeux effarés et fiévreux qui regardent les casseroles et les ustensiles de cuisine franchir le seuil emportés par le courant et partir à la dérive dans les champs inondés, qui regardent un père d'une maigreur effrayante se jeter à l'eau pour aller récupérer ce qu'il peut.

Quand les eaux se retirent, elles ne laissent que ruines derrière elles. Malaria, diarrhée, bétail malade

prisonnier de la boue. Vieilles poutres en teck, arrachées aux anciennes maisons et soigneusement mises de côté pour permettre de réaliser un jour un rêve sans cesse différé, désormais spongieuses, pourries, inutilisables.

Quarante familles ont été transférées de Manibeli à un site de réinstallation dans le Maharashtra. Au cours de la première année, 38 enfants sont morts[64]. Les journaux d'aujourd'hui (*Indian Express* du 29 avril 1999) rapportent la mort de 9 personnes sur un seul site de relogement dans le Gujerat. En l'espace d'une semaine. Pas moins de 1,285 PAPs par jour, si je compte bien.

Nombreux sont ceux parmi les relogés qui ont toujours vécu dans la forêt sans aucun contact avec l'argent et le monde moderne et qui se trouvent brutalement confrontés à une terrible alternative : se laisser mourir de faim ou faire des kilomètres jusqu'à la ville la plus proche pour aller s'asseoir sur la place du marché (femmes et hommes confondus) et s'offrir, au même titre que des marchandises, comme travailleurs à gages.

Au lieu d'une forêt d'où ils tiraient tout ce dont ils avaient besoin — nourriture, chauffage, fourrage, corde, gomme, tabac, dentifrice, herbes médicinales, matériaux de construction —, ils n'ont à leur disposition pour nourrir leur famille que les 10 à 20 roupies qu'ils peuvent gagner par jour. Au lieu d'un fleuve, ils ont une pompe à main. Dans leur ancien village, ils n'avaient pas d'argent, mais la sécurité. Si les pluies n'arrivaient pas, ils se tournaient vers la forêt. La rivière pour y pêcher. Leur

bétail constituait une garantie fixe. Privés de tous ces avantages, ils sont au bord du dénuement.

À Vadaj, un site que j'ai visité près de Baroda, l'homme qui m'a parlé berçait dans ses bras son enfant malade, des nuées de mouches collées à ses paupières fermées. Des enfants nus se sont rassemblés autour de nous, faisant bien attention de ne pas se brûler en s'appuyant sur les cloisons de tôle chauffées à blanc de la cabane qu'ils appellent leur maison. L'homme ne pensait pas au présent, à son enfant malade. Il était en train de me dresser la liste des fruits qu'il cueillait autrefois dans la forêt. Il en a compté 48 variétés, ajoutant qu'il ne pensait pas que lui-même ou ses enfants pourraient un jour s'offrir le luxe d'un fruit. À moins de le voler. Je lui ai demandé ce qu'avait son enfant. Il m'a répondu que mieux vaudrait pour lui mourir que vivre la vie qui l'attendait. J'ai alors demandé à la mère ce qu'elle en pensait. Elle a fixé le vide devant elle sans rien dire.

Pour les gens ainsi transplantés, tout est à réapprendre. Le trivial comme le crucial : les besoins naturels (vous allez où quand la jungle n'est plus là pour vous cacher ?), l'achat d'un ticket de bus, l'apprentissage d'une nouvelle langue, le maniement de l'argent. Mais le pire pour eux, c'est apprendre à demander, à supplier. Apprendre à recevoir des ordres. À avoir des Maîtres. À ne parler que quand on vous adresse la parole.

Sans compter qu'il leur faut apprendre à rédiger (en triple exemplaire) leurs doléances à l'intention de la Commission de Redressement des Torts. Récemment, 3 000 personnes sont venues à Delhi pour se plaindre de leur situation, voyageant de nuit et

campant dans les rues surchauffées[65]. Le Président a refusé de les rencontrer sous prétexte qu'il souffrait d'une infection oculaire. Maneka Gandhi, le ministre de la Solidarité et des Affaires sociales, leur a également refusé une entrevue mais leur a demandé de consigner leurs observations par écrit (*Chère Maneka, Nous te supplions de ne pas construire le barrage, Affectueusement, Le Peuple*). Quand on lui a remis le document, elle n'a rien trouvé de mieux que de morigéner la petite délégation pour ne pas l'avoir rédigé en anglais.

Quand on passe de l'autarcie et de la liberté à la pauvreté et à la soumission aux caprices d'un monde dont on ignore tout, absolument tout, à votre avis, quel effet cela peut bien faire ? Seriez-vous prêt, vous-même, à échanger votre résidence de vacances à Goa contre un taudis à Paharganj ? Non ? Même pas pour le bien du pays ?

À dire le vrai, il est tout simplement impossible pour une administration d'État, de quelque État que l'on parle, de mener à bien la réadaptation d'une population aussi fragile que celle-ci sur une échelle aussi vaste. C'est comme si on prétendait utiliser un sécateur pour couper les ongles d'un bébé. On lui couperait aussitôt les doigts avec.

Lopin de terre pour lopin de terre : la politique paraît équitable, mais comment la mettre en pratique ? Comment déraciner 200 000 personnes (selon une estimation officielle sujette à caution) — dont 117 000 sont des adivasis — et les réinstaller ailleurs de manière humaine ? Comment préserver leurs communautés dans un pays où l'on se bat pour cha-

que mètre carré de terre, où pratiquement tous les litiges portés devant les tribunaux ont quelque chose à voir avec la possession du sol ?

Où sont-elles donc ces belles terres, libres et cultivables, où vont pouvoir s'installer, intactes, ces communautés transplantées ?

La réponse est simple : elles n'existent pas. Il n'y en a pas, pas même pour les déplacés « officiels » de ce seul barrage.

Et qu'en est-il des 3 299 barrages restants ?

Qu'en est-il des milliers de PAPs restants, déjà programmés pour l'anéantissement ? Pourquoi ne pas tout simplement peindre l'étoile de David sur leurs portes et en finir une bonne fois pour toutes ?

*

Le réservoir du barrage de Maheshwar doit submerger, en partie ou en totalité, 60 villages des plaines du Nimad dans le Madhya Pradesh. Une part non négligeable de la population de ces villages (environ un tiers) est composée de kevats et de kahars, anciennes communautés de passeurs, de pêcheurs, de carriers et de cultivateurs sur berges limoneuses. La plupart ne possèdent pas de terre, c'est le fleuve qui les fait vivre et qui, pour eux, compte plus que pour quiconque. Quand le barrage sera construit, des milliers de kevats et de kahars perdront leur seul moyen de subsistance. Mais du fait qu'ils ne possèdent pas de terre, ils ne seront pas considérés comme « affectés par le projet ». En conséquence, ils ne pourront bénéficier d'aucune aide ni d'aucun dédommagement.

Jalud sera le premier de ces 60 villages à disparaître sous les eaux. Dans la mesure où ce n'est pas un village tribal, il est déchiré par les épouvantables divisions de castes qui sont la plaie de tout village hindou. Les fermiers propriétaires (officiellement admis au titre de PAPs) sont en majorité des Rajpoutes. Ils cultivent l'un des sols les plus fertiles de l'Inde. Leurs maisons sont pleines à craquer de sacs de blé, de dhal et de riz. Ils se vantent tellement de tout ce qu'ils arrivent à faire pousser sur leurs terres que, si toute cette affaire n'était pas aussi tragique, ils vous porteraient sur les nerfs. Leurs maisons ont d'ores et déjà commencé à se lézarder sous l'effet des dynamitages sur le site du futur barrage.

Douze familles qui possédaient quelques arpents à proximité du barrage se sont vu acheter leurs terres. Ces gens m'ont dit que quand ils avaient voulu refuser l'offre, on avait déversé du ciment dans leurs canalisations, rasé leurs récoltes sur pied au bulldozer et que la police était venue occuper les lieux. Ces 12 familles sont aujourd'hui dépossédées de leurs terres et travaillent comme ouvriers agricoles.

La zone dans laquelle les Rajpoutes de Jalud vont être transférés n'est qu'à quelques kilomètres du fleuve à l'intérieur des terres, à proximité d'une enclave essentiellement constituée d'adivasis et de dalits, dans un village appelé Samraj. J'ai vu le grand terrain qui leur a été réservé. C'est une colline pierreuse, couverte d'une herbe rare et de broussailles, sur laquelle on déversait des camions entiers de terre alluviale avant de l'étaler en une mince couche pour donner l'impression d'une bonne terre à coton, riche et noire.

Le fin mot de l'histoire, le voici : pour le compte de la compagnie S. Kumars (Magnats du Textile reconvertis en Bâtisseurs de la Nation), le Magistrat du District a acheté la colline, laquelle était en fait un pré communal appartenant aux villageois de Samraj. On en a profité pour acquérir aussi les terres de 84 dalits et adivasis. Sans aucune indemnisation.

Les villageois, dont le bétail était la principale source de revenus, n'ont plus eu qu'à vendre leurs chèvres et leurs buffles puisqu'ils n'avaient plus aucun endroit où les faire paître. Leur seul moyen de subsistance se trouve (se trouvait) sur les rives d'un petit lac en bordure du village. L'été, quand les eaux se retirent, elles laissent une bande peu profonde de riche limon sur lequel les habitants font (faisaient) pousser du riz, des melons et des concombres.

C'est ce limon qu'a utilisé la S. Kumars comme cosmétique pour recouvrir le sol pierreux de la colline (dont les Rajpoutes de Jalud ne veulent d'ailleurs pas). Les rives du lac sont désormais abruptes et impropres à la culture.

Les gens de Samraj, déjà peu favorisés au départ, n'ont plus qu'à mourir de faim, tandis qu'on met la dernière main au paysage en vue de clichés destinés aux bailleurs de fonds allemands et suisses, aux tribunaux indiens ou à tous ceux qui feraient l'effort de venir jusqu'ici.

Voilà comment l'Inde fonctionne. Telle est la genèse du barrage de Maheshwar. L'histoire du premier village. Que va-t-il arriver aux 59 autres ? Que

le mauvais œil poursuive ce barrage ! Que les bulldozers se retournent contre les Magnats du Textile !

Rien, absolument rien, ne saurait justifier de pareils agissements.

Dans de telles circonstances, ne serait-ce qu'envisager un débat sur le relogement et la réadaptation, c'est bafouer les principes élémentaires de la justice. Transplanter 200 000 personnes de manière à donner (ou à prétendre donner) de l'eau potable à 40 millions : il y a quelque chose qui ne va pas dans l'énormité même de ces chiffres. C'est une arithmétique fasciste. Qui étouffe toutes les histoires. Écrase le détail. Et réussit à aveugler les gens les plus raisonnables grâce à son éclat visionnaire mais totalement fallacieux.

*

Quand je suis arrivée sur les bords de la Narmada fin mars 1999, c'était un mois après l'annulation soudaine par la Cour suprême de la décision de suspendre les travaux sur le barrage de Sardar Sarovar. J'avais lu tout ce que j'avais pu trouver sur le sujet (et notamment tous les documents « secrets » du Gouvernement). J'avais une idée assez claire des tenants et des aboutissants de l'affaire, de ce qui était arrivé, où, quand et à qui. Et l'histoire se déroulait maintenant sous mes yeux comme un film tragique dont les acteurs m'étaient familiers. Si je n'en avais pas connu les dessous, cette affaire n'aurait pas eu de sens. Parce que dans la vallée, il y a toujours une histoire pour en cacher une autre, et qu'il est trop facile de perdre la clarté d'esprit que procure l'indignation en s'embourbant dans le chagrin des autres.

J'ai terminé mon voyage dans la colonie de Kevadia, là où tout avait commencé.

C'est à cet endroit, il y a trente-huit ans de cela, que le gouvernement du Gujerat décida d'implanter l'infrastructure dont il aurait besoin pour démarrer les travaux sur le barrage : bungalows pour les visiteurs, bureaux, logements des ingénieurs et de leur personnel, routes conduisant au site, entrepôts pour les matériaux de construction.

L'emplacement se trouve aujourd'hui au sommet de l'arc décrit par le réservoir de Sardar Sarovar et le Canal des Merveilles [« Wonder Canal »], cette « source de vie » du Gujerat, qui va étancher la soif de millions d'individus.

Personne ne le sait, mais la colonie de Kevadia est la clé de voûte du Monde. Allez donc vous rendre compte par vous-même, et vous aurez tôt fait d'y découvrir des secrets.

Au cours de l'hiver 1961, un représentant du Gouvernement arriva dans un village appelé Kothie et informa les habitants qu'ils allaient devoir céder un peu de leurs terres pour permettre la construction d'une plate-forme pour hélicoptères en prévision de la visite d'un personnage extrêmement important. Quelques jours plus tard arriva un bulldozer qui rasa les récoltes. Les villageois signèrent des papiers et reçurent une somme d'argent dont ils supposèrent qu'elle était censée les dédommager pour les récoltes détruites. Quand la plate-forme fut prête, atterrit un hélicoptère d'où descendit le Premier ministre Nehru. La plupart des villageois ne purent

même pas le voir, tant il y avait de policiers autour de lui. Nehru fit un discours. Puis il appuya sur un bouton, et une explosion retentit de l'autre côté du fleuve. Après quoi, il remonta dans l'appareil et repartit[66]. Telle fut l'origine du futur monstre appelé Sardar Sarovar.

Nehru pouvait-il deviner en appuyant sur ce bouton qu'il déchaînait l'apocalypse ?

Nehru parti, le gouvernement du Gujerat arriva en force. Il acquit 800 hectares de terre appartenant à 950 familles issues de 6 villages différents[67]. Ces gens étaient des adivasis tadvis, mais comme ils n'habitaient pas très loin de la ville de Baroda, ils n'étaient pas complètement étrangers aux pratiques d'une économie de marché. On leur notifia en bonne et due forme qu'on leur verserait une indemnité et qu'on leur fournirait du travail au barrage. C'est alors que commença le cauchemar.

Les camions et les bulldozers débarquèrent. Les arbres des forêts furent abattus, les récoltes rasées. Ce ne fut bientôt plus qu'un tourbillon de jeeps, d'ingénieurs, de ciment et d'acier. Mohan Bhai Tadvi vit les bulldozers faire table rase de ses 4 hectares plantés de sorgho, de lentilles et de coton. Du jour au lendemain, il se retrouva simple ouvrier agricole. Trois ans plus tard, je dis bien trois ans, il recevait enfin son indemnité : 500 roupies [environ 85 francs] par hectare, en trois versements échelonnés.

Le père de Dersukh Bhai Vesa reçut 3 500 roupies [à peine 600 francs] pour sa maison et ses 2 hectares et demi de terres, y compris les récoltes sur pied et les arbres. Il se souvient, quand il était petit garçon, d'avoir marché jusqu'à Rajpipla (le chef-lieu du district), tenant son père par la main. Il se souvient

à quel point ils avaient été terrorisés quand on les avait appelés dans le bureau du Tehsildar. Où on leur avait réclamé leur avis d'indemnisation et fait signer un reçu. Comme ils étaient illettrés, ils ignoraient à combien se montait la somme portée sur le reçu.

Tout le monde fut obligé d'aller à Rajpipla, mais ils furent tous convoqués les uns après les autres, à des dates différentes. Si bien qu'ils ne purent échanger leurs informations ni comparer leurs histoires.

Peu à peu, émergeant de la poussière et du fracas des bulldozers, commença à apparaître la nouvelle configuration des lieux, agressive, encore incertaine. La colonie de Kevadia voyait le jour, avec ses alignements sinistres d'appartements, ses foyers pour travailleurs, ses bureaux et ses routes. Toute l'infrastructure sans grâce nécessaire à la construction d'un Grand Barrage. Les maisons des villageois furent démantelées et transférées à la périphérie de la colonie, où les gens habitent encore aujourd'hui, squatters sur leurs propres terres. Ceux qui firent mine de résister furent menacés par la police et l'entreprise de travaux publics qui s'occupait de la construction. Les villageois m'ont dit que cette dernière avait aménagé dans ses locaux une cellule comparable à celle des commissariats, où l'on jette les récalcitrants.

Ceux qui ont été expulsés pour permettre la construction de la colonie de Kevadia ne sont pas considérés comme « affectés par les projets » aux termes du contrat de relogement du Gujerat.

Certains travaillent comme domestiques chez les ingénieurs ou comme serveurs à l'hôtel construit à l'emplacement même où se trouvaient autrefois leurs maisons. Peut-on imaginer situation plus dramatique ?

Ceux qui avaient réussi à garder un peu de terre ont essayé de la cultiver, jusqu'au jour où la municipalité de Kevadia a jugé bon d'introduire des cochons pour se débarrasser des ordures sur la voie publique. Or les cochons ont tendance à s'égarer du côté des champs et à saccager les récoltes.

En 1992, trente ans plus tard, chaque famille s'est vu offrir une somme de 12 000 roupies par demi-hectare, plafonnée à 36 000 roupies, à la condition expresse de vider les lieux ! Et pourtant 40 % de la terre ainsi acquise restent à ce jour inutilisés. Le Gouvernement refuse d'en rétrocéder la moindre parcelle. Une dizaine d'arpents achetés à Deviben, aujourd'hui veuve, ont été donnés au Swami Narayan Trust (une importante secte religieuse), qui a certes construit une petite école, mais cultive pratiquement la totalité de la superficie... tandis que Deviben les observe de l'autre côté de la clôture de barbelés. Sur les 100 hectares achetés à Gora, on a expulsé les habitants pour construire des immeubles. Les appartements sont restés vides pendant des années. Le Gouvernement a fini par les louer pour une somme symbolique à Jai Prakash Associates, entreprise de travaux publics spécialisée dans les barrages, qui, dit-on, les sous-loue à titre privé pour 32 000 roupies par mois. (C'est Jai Prakash Associates, la plus grosse entreprise du pays dans son domaine, qui mériterait en fait le nom de bâtisseur de la nation, et qui, soit dit en passant, est propriétaire

des hôtels Siddharth Continental et Vasant Continental de Delhi.)

Sur une superficie d'environ 15 hectares a été construite par le ministère de l'Équipement [le PWD, Public Works Department] une absurde copie en béton de l'ancien temple de Shoolpaneshwar, englouti par les eaux du réservoir. La même formation politique qui a mis tout le pays à feu et à sang parce qu'elle persistait à vouloir détruire une vieille mosquée pour mettre au jour un temple inexistant n'a aucun état d'âme quand il s'agit de submerger une route de pèlerinage et des centaines de temples où se pressent les fidèles depuis des siècles.

Elle n'a pas non plus d'états d'âme quand il s'agit de détruire les collines et les bosquets sacrés, les lieux de culte des tribus aborigènes et les anciennes demeures de leurs dieux et de leurs démons.

Elle n'a pas davantage d'états d'âme quand il s'agit d'engloutir une vallée riche en fossiles, microlithes et peintures rupestres, le seul endroit en Inde, selon les archéologues, où subsistent les vestiges d'une occupation humaine continue du sol depuis l'âge de la pierre.

Sans commentaire.

Il n'y a sans doute pas plaisanterie plus sinistre dans la colonie de Kevadia que le musée consacré à la faune de la région. L'Observatoire de la Réserve de Shoolpaneshwar vous fournit, de façon rapide et exhaustive, la preuve que le Gouvernement est un fervent adepte de la défense de l'environnement.

Le réservoir de Sardar Sarovar, quand le barrage aura atteint sa hauteur définitive, va submerger

environ 13 000 hectares de superbes forêts. (Anticipant sur la submersion à venir, certains ont commencé à abattre goulûment les arbres il y a déjà bien des années.) Entre le barrage de Narmada Sagar et celui de Sardar Sarovar, 50 000 hectares de forêts très anciennes à grandes feuilles seront engloutis. Le Madhya Pradesh affiche le taux de déforestation le plus élevé du pays. Ce qui n'est pas sans rapport avec la diminution du débit de la Narmada et l'envasement croissant des cours d'eau. Les ingénieurs ont-ils fait le lien entre la forêt, les fleuves et la pluie ? C'est peu probable, étant donné que cela ne fait pas partie de leurs préoccupations. Écologistes et défenseurs de l'environnement se sont à juste titre alarmés devant l'ampleur des dommages que causerait la submersion en matière de microsystèmes et d'habitat des espèces animales. Histoire d'atténuer l'impact de tels dégâts, le Gouvernement a décidé d'agrandir la réserve naturelle de Shoolpaneshwar à proximité du barrage, au sud du fleuve. Il existe un projet aberrant selon lequel les animaux menacés de noyade par la montée des eaux dans leurs forêts pourraient gagner à la nage des « couloirs » spécialement créés à leur intention et aller se réinstaller tranquillement dans la Nouvelle (!) Réserve (formule améliorée !) de Shoolpaneshwar.

La vie des espèces sauvages et la biodiversité ne seront protégées et préservées qu'à condition de limiter l'activité humaine et de restreindre les droits coutumiers en matière d'utilisation des ressources de la forêt. Les quelque 40 000 adivasis issus de 101 villages qui vivent à l'intérieur des limites de la Réserve naturelle de Shoolpaneshwar dépendent de la forêt pour leur subsistance. On va donc les « convaincre » de partir.

Eux non plus n'ont aucun droit au titre de PAPs. Où iront-ils ? Je n'ai pas besoin de vous faire un dessin. Vous connaissez désormais la réponse.

Quels que soient leurs problèmes au quotidien, à l'Observatoire de la Réserve naturelle de Shoolpaneshwar (où un vieux léopard empaillé est obligé de partager un espace déjà réduit avec un ours jongleur poussiéreux), les adivasis disposent d'une salle d'exposition rien que pour eux. Aux murs, des sculptures sur bois maladroites, reconnues officiellement comme art des tribus, sont regroupées sous le label « Art tribal ». Au milieu de la salle trône une hutte au toit de chaume, grandeur nature, dont la porte est ouverte. Le chaudron est sur le feu, le chien dort par terre, et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Devant la porte, pour vous souhaiter la bienvenue, se trouvent M. et Mme Adivasi en personne. Couple en papier mâché grossier, mais souriant.

Souriant, vous vous rendez compte ! Autrement dit, ils n'ont pas même droit à la grâce rédemptrice de la colère. Ce dont je n'arrive pas à me remettre.

Mais, j'y songe, je me trompe peut-être sur toute la ligne ! Et s'ils souriaient par fierté nationale ? S'ils débordaient de joie à l'idée d'avoir sacrifié leur vie pour permettre aux populations assoiffées du Gujerat d'avoir de l'eau potable ?

*

Cela fait vingt ans maintenant que les habitants du Gujerat attendent l'eau que doit leur apporter, du moins le croient-ils, le Canal des Merveilles. Pendant des années, le gouvernement du Gujerat a investi

85 % du budget de l'État consacré à l'irrigation dans le programme Sardar Sarovar, au profit duquel les projets de moindre envergure, plus rapidement et plus facilement réalisables, ont tous été écartés. Toutes les élections, les unes après les autres, ont été disputées et remportées sur la « plate-forme de l'eau ». Chacun a mis ses espoirs dans le Canal des Merveilles. Répondra-t-il aux rêves du Gujerat ?

Depuis le barrage de Sardar Sarovar, la Narmada traverse une région de basses terres, longue de 180 kilomètres, avant d'aller se jeter dans la mer d'Oman, à Bharuch. Ce que fait le Canal des Merveilles, en gros, c'est de réorienter le cours du fleuve, l'obligeant à faire un coude de pratiquement 90 degrés vers le nord. Sévère contrainte pour un fleuve. L'estuaire de la Narmada à Bharuch est l'un des derniers endroits connus où se reproduit le *hilsa*, sans doute le poisson préféré des Indiens.

Le barrage Stanley a balayé les *hilsa* de la Cauvery River dans le sud de l'Inde, et le barrage Ghulam Mohammed au Pakistan a détruit leur zone de frai sur l'Indus. Le *hilsa*, comme le saumon, est un poisson anadrome : né en eau douce, il migre vers l'océan au bout de deux ans et revient frayer dans le fleuve. La terrible diminution du débit, l'altération de la composition chimique de l'eau en raison du blocage des sédiments par le barrage vont modifier l'écosystème de l'estuaire de manière radicale et détruire le mélange subtil d'eau douce et d'eau de mer, ce qui ne manquera pas d'avoir des effets désastreux sur le frai. À l'heure actuelle, l'estuaire de la Narmada produit 13 000 tonnes de *hilsa* et de crevettes d'eau douce (qui, elles aussi, se reproduisent dans la saumure). 10 000 familles de pêcheurs vivent de cette production[68].

La Commission Morse avait été stupéfiée de constater qu'aucune étude de l'environnement en aval n'avait été réalisée[69], qu'aucune recherche n'avait été entreprise sur l'écosystème du fleuve, ses changements saisonniers, ses espèces biologiques, les modes d'utilisation de ses ressources. Les constructeurs n'avaient manifestement aucune idée des répercussions que pourrait avoir le barrage sur les gens ou l'environnement en aval du fleuve. Ils n'avaient, à plus forte raison, aucune idée des mesures à prendre pour en atténuer les effets.

Le Gouvernement s'est contenté de faire savoir qu'il pallierait les pertes encourues par les pêcheries en peuplant le réservoir de poissons d'élevage. (Qui contrôlera le réservoir ? Qui accordera le droit de pêche à ses clients favoris ?) Mais le problème, c'est que, jusqu'ici, les scientifiques n'ont pas réussi à reproduire les *hilsa* en milieu artificiel. Un tel élevage ne peut se faire qu'à l'aide d'œufs provenant d'individus adultes vivant en milieu naturel, lesquels ont toutes chances d'être éliminés par le barrage. Les barrages ont d'ores et déjà éliminé ou mis en danger un cinquième des réserves mondiales en poissons d'eau douce[70]. S'ensuit la « question pour un champion » : où iront les 40 000 pêcheurs concernés ?

Envoyez vos réponses par e-mail au plus attentif des gouvernements…

Au risque de perdre des lecteurs en route — on m'a mise en garde à plusieurs reprises : « Mais qu'est-ce que vous pouvez bien avoir à dire sur l'irrigation ? Et qui peut bien s'intéresser à ce genre de sujet ? » —, laissez-moi vous dire ce qu'il en est

réellement du Canal des Merveilles et ce qu'il va effectivement réaliser. Mieux vaut témoigner d'un minimum d'intérêt si vous avez l'intention de soustraire votre avenir aux mains avides du Triangle de Fer.

La plupart des cours d'eau indiens sont alimentés par la mousson. Entre 80 et 85 % du débit se fait pendant la saison des pluies, autrement dit entre juin et septembre. La fonction d'un barrage, d'un barrage d'irrigation, c'est de stocker l'eau de mousson dans son réservoir afin de l'utiliser judicieusement pendant le reste de l'année, en la distribuant alentour grâce à un réseau de canaux. La zone ainsi irriguée est appelée « zone d'influence ».

Comment cette zone, habituée depuis toujours à des irrigations saisonnières et dotée d'une écologie bâtie tout entière autour de cette pluie de mousson, va-t-elle réagir quand elle sera irriguée d'un bout de l'année à l'autre ? Les effets d'une irrigation continue sur le sol sont comparables à ceux des anabolisants sur le corps humain, lesquels peuvent faire d'un athlète médiocre un médaillé olympique. L'irrigation continue fait porter à un sol qui n'en produisait qu'une plusieurs récoltes dans la même année. Des terres sur lesquelles les fermiers faisaient traditionnellement pousser des récoltes peu exigeantes en eau (maïs, millet, orge et toute une batterie de légumes secs) se mettent à donner des récoltes gloutonnes en matière d'eau et facilement commercialisables : coton, riz, soja et, la plus gloutonne de toutes (à l'instar des grosses cylindrées à ailerons des années 50), canne à sucre. Ce qui revient à changer du tout au tout la structure traditionnelle des récoltes dans la « zone d'influence ». Les gens

cessent de faire pousser une nourriture qui est financièrement à leur portée et qu'ils peuvent donc *manger*, pour se mettre à cultiver ce qu'ils n'auront pas d'autre alternative que de *vendre*. Et c'est ainsi qu'en devenant dépendants du « marché », ils perdent tout contrôle sur leur vie.

La facture écologique est tout aussi lourde à payer. Même si les marchés résistent, le sol, lui, s'épuise. Avec le temps, il s'appauvrit au point de ne plus pouvoir répondre aux demandes qui lui sont imposées. Peu à peu, de même qu'un athlète qui a pris trop d'anabolisants finit invalide, le sol se dégrade et se vide, et les rendements agricoles commencent à diminuer[71].

En Inde, la terre irriguée par l'eau des puits est environ deux fois plus productive que celle qui est irriguée par les canaux[72]. Certains types de sol se prêtent moins que d'autres à l'irrigation continue, laquelle tend à faire monter le niveau hydrostatique. Au fur et à mesure que l'eau monte dans le sol, elle absorbe des sels. L'eau saline remonte à la surface par capillarité, et la terre se détrempe. L'eau « trempée » (si vous voulez bien me passer l'expression) est ensuite rejetée dans l'atmosphère par les plantes, ce qui occasionne une concentration encore plus grande de sels dans le sol. Quand cette concentration atteint 1 %, le sol devient toxique pour les plantes. C'est ce que l'on appelle la salinisation.

Une étude[73] menée par le Centre d'Études des Ressources et de l'Environnement de l'Australian National University montre qu'un cinquième des terres irriguées dans le monde est affecté par ce phénomène.

Au milieu des années 80, on estimait que 25 des 37 millions d'hectares irrigués au Pakistan étaient soit salinisés, soit détrempés, soit les deux à la fois[74]. En Inde, les estimations varient entre 6 et 10 millions d'hectares[75]. Selon certaines études « secrètes » du Gouvernement[76], plus de 52 % de la zone d'influence du barrage de Sardar Sarovar tendent à être détrempés et salinisés.

Un peu de patience, je n'en ai pas terminé avec les mauvaises nouvelles.

Les 160 kilomètres bétonnés du Canal des Merveilles, ainsi que le réseau de 75 000 kilomètres de canaux principaux et secondaires, sont censés irriguer un total de 2 millions d'hectares répartis sur 12 districts. Ceux de Kutch et de Saurashtra (qui constituent la « vitrine » de la campagne pour étancher la soif du Gujerat) sont à l'extrême bout de ce réseau.

Ce système de canaux plaque un quadrillage de béton arbitraire sur le système de drainage naturel existant dans la zone d'influence. Un peu comme si on voulait redistribuer le réseau de veines réticulées à la surface d'une feuille. Quand un canal coupe le trajet d'un drain naturel, il bloque aussitôt le flux d'eau naturelle saisonnière et entraîne le détrempage. La solution proposée par les ingénieurs pour faire face au problème, c'est de faire un relevé du réseau de drainage naturel de la zone et de le remplacer par un système de drainage artificiel, construit en même temps que les canaux. Le problème, comme on peut l'imaginer sans peine, c'est le coût absolument exorbitant d'une telle opération. Lequel n'est pas inclus dans le budget du barrage. Il

ne l'est d'ailleurs pas dans la plupart des programmes d'irrigation.

David Hopper, vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie du Sud, a reconnu[77] que la Banque, en règle générale, n'incluait pas le coût du drainage dans les projets d'irrigation de l'Asie du Sud tout simplement parce qu'un drainage adéquat est inabordable. Une telle installation coûte cinq fois plus cher que l'irrigation de la même superficie. Du même coup, le programme n'apparaît plus viable.

La solution qu'apporte la Banque au problème, c'est de mettre en place le système d'irrigation et d'attendre... que la salinité et le détrempage s'installent. Quand tout l'argent est dépensé, que la terre est dévastée et la population désespérée, qui donc montre le bout de son nez ? Le Banquier du coin, pardi. Et pourquoi donc ses poches sont-elles aussi gonflées ? Parce qu'elles sont pleines de l'argent qu'il va gentiment prêter pour financer le fameux Projet de Drainage.

Au Pakistan, la Banque mondiale a financé les projets des barrages de Mangla (1967) et de Tarbela (1977) sur l'Indus. Les zones d'influence sont détrempées[78]. Mais la Banque a consenti au Pakistan un prêt de 785 millions de dollars pour son projet de drainage. Elle est en train de faire la même chose en Inde, dans les États du Pendjab et de l'Haryana.

L'irrigation sans drainage, c'est comme un réseau d'artères sans veines. Ça ne sert à rien.

Depuis que la Banque mondiale s'est retirée du projet Sardar Sarovar, on ne sait plus trop d'où doit venir l'argent nécessaire au drainage. Ce qui n'a en

aucune manière empêché le Gouvernement de procéder au creusement des canaux. Le résultat, c'est qu'avant même que le barrage soit opérationnel, avant même que le Canal des Merveilles ait été commandé et qu'une seule goutte d'eau d'irrigation ait été acheminée, le détrempage est en marche. Au nombre des régions les plus touchées se trouvent les colonies de réinstallation.

Il y a une différence entre les concepteurs du projet d'irrigation de Sardar Sarovar et ceux des projets antérieurs. Les premiers ont au moins la décence de reconnaître que le détrempage et la salinisation sont de vrais problèmes et qu'il convient de les traiter.

Mais les solutions qu'ils proposent sont toutes plus farfelues les unes que les autres.

Ils prévoient d'installer un détecteur d'eau électronique tous les 100 kilomètres carrés sur toute la zone d'influence (ce qui représente environ 1 800 détecteurs). Ceux-ci seront reliés à un ordinateur central qui analysera les données et enverra aux têtes de canaux l'ordre d'arrêter l'eau dans les zones montrant des signes de détrempage. On enterrera d'énormes conduites de trois types (« Irrigation », « Drainage » et « Irrigation + drainage »), dont le fonctionnement sera synchronisé électroniquement par l'ordinateur central. L'eau saline sera pompée, mélangée à des volumes d'eau douce calculés mathématiquement par l'ordinateur, avant d'être remise en circulation dans un réseau de drains apparents ou enterrés (pour lesquels il conviendra d'acquérir encore de la terre)[79].

Pour que l'irrigation soit aussi efficace qu'ils le prétendent, il faudrait, selon une étude faite par le docteur Rahul Ram pour les éditions Kalpavriksh[80],

ressortir par pompage 82 % de l'eau expédiée dans le réseau du Canal des Merveilles !

Aucun projet d'irrigation électronique n'a jamais été mis en place nulle part, pas même sous forme de projet pilote. Il n'est apparemment venu à l'esprit d'aucun de nos ingénieurs de tester d'abord la méthode sur une portion de terre déjà endommagée. Bien sûr que non ! Il est tellement plus simple d'utiliser l'argent du contribuable pour financer une installation couvrant la totalité des 2 millions d'hectares concernés. On sera bien toujours à temps de voir après si ça marche.

Et si ça ne marche pas ? Aucune importance pour les concepteurs, puisqu'ils continueront à toucher leur salaire. À toucher leur retraite, plus leur prime ou leur indemnisation, enfin bref, ce que l'on touche habituellement au terme d'une carrière qui a consisté à infliger aux gens les pires tourments.

Et comment est-ce que ça pourrait marcher ? C'est à peu près comme si l'on se mettait en tête d'appeler un spécialiste des fusées pour traire une vache récalcitrante. Comment peut-on prétendre faire fonctionner un gigantesque système d'irrigation électronique quand on n'est même pas capable de faire des parois de canaux suffisamment résistantes pour éviter qu'elles s'effondrent et endommagent les récoltes comme les populations ?

Quand on n'est même pas capable d'empêcher l'effritement du Grand Barrage par temps de pluie ?

Pour citer une de leurs propres études : « *La conception, la mise en place et le contrôle de l'intégration des nappes phréatiques et des eaux de ruissellement dans les circonstances mentionnées ci-dessus sont complexes*[81]. »

C'est le moins qu'on puisse dire.

Et qu'ont-ils à proposer quant à la manière de faire face à cette complexité ?

« *Il ne sera possible de faire fonctionner un tel système que si l'ensemble de l'approvisionnement en eau, qu'elle vienne des nappes phréatiques ou du ruissellement, est régi par un seul organisme de tutelle*[82]. »

Tiens donc !

Voilà que tout s'éclaire. À qui donc appartiendra l'eau ?

À cet unique Organisme de Tutelle.

Et qui la vendra ? L'Organisme de Tutelle.

Et qui empochera les bénéfices ? Toujours l'unique Organisme de Tutelle.

Cet organisme a pour projet de vendre l'eau au litre, non pas à des individus mais à des coopératives de fermiers (lesquelles n'existent pas encore, mais on n'aura aucun mal à les créer quitte à forcer ensuite les fermiers à coopérer).

L'eau gérée par ordinateur, contrairement à l'eau ordinaire, est très chère. Seuls en auront ceux qui pourront se l'offrir. Peu à peu, les petits fermiers se feront évincer par les gros, et le cycle du déracinement reprendra du début.

Parce qu'il détiendra l'eau informatisée, l'unique Organisme de Tutelle décidera de qui pourra faire pousser quoi. On annonce déjà que les fermiers recevant de l'eau informatisée n'auront pas l'autorisation de cultiver la canne à sucre parce qu'ils risqueraient d'utiliser l'eau censée revenir aux millions d'assoiffés à l'autre bout du canal. Mais l'Organisme de Tutelle a *déjà* accordé des permis à dix grosses

usines de traitement de la canne à sucre qui doivent s'implanter à proximité de la tête du canal[83]. Il a déjà déclaré par le passé que seulement 30 % de la zone d'influence du barrage d'Ukai seraient consacrés à la culture de la canne à sucre[84]. Il se trouve que celle-ci pousse actuellement sur 75 % de cette zone (dont un tiers environ est détrempé[85]).

Dans le Maharashtra, toujours grâce à l'Organisme de Tutelle, même s'il s'agit d'une autre branche, le très puissant lobby sucrier qui occupe un dixième de la terre irriguée de l'État utilise la moitié de son eau d'irrigation.

L'Organisme de Tutelle a également annoncé il y a peu la réalisation prochaine d'un programme d'hôtels cinq étoiles, de terrains de golf et de parcs aquatiques distribués le long du Canal des Merveilles[86]. Quelle raison nous donne-t-on pour justifier pareil programme ?

Que c'est le seul moyen de trouver l'argent nécessaire à l'achèvement du projet initial !

Je m'inquiète vraiment du sort de ces millions de gens qui vivent dans le Kutch et le Saurashtra.

L'eau parviendra-t-elle jamais jusqu'à eux ?

Pour commencer, nous savons de source sûre qu'il y a beaucoup moins d'eau dans le fleuve que le prétend l'Organisme de Tutelle.

En deuxième lieu, en l'absence du barrage de Narmada Sagar, les bénéfices de l'irrigation prodiguée par celui de Sardar Sarovar seront moindres, la diminution étant estimée entre 17 et 30 %.

Troisièmement, le taux d'efficacité du Canal des Merveilles en matière d'irrigation (autrement dit la quantité d'eau réelle fournie par le système) a été arbitrairement fixé à 60 %. Or, le taux d'efficacité le plus élevé enregistré en Inde dans ce domaine, compte tenu des fuites et de l'évaporation de surface, ne dépasse pas 35 %[87]. Ce qui revient à dire qu'il est plus que probable que la moitié seulement de la zone d'influence sera effectivement irriguée.

Quelle moitié ? La première.

Quatrièmement, pour parvenir jusque dans le Kutch et le Saurashtra, le Canal des Merveilles doit se frayer un passage à travers les dix usines de traitement, les terrains de golf, les hôtels cinq étoiles, les parcs et les districts de Baroda, Kheda, Ahmadabad, Gandhinagar et Mehsana, tous consacrés aux cultures maraîchères, tous politiquement influents et tous redevables de leur richesse à l'ancien ministre de l'Intérieur Patel. (Et déjà, au mépris de ses propres directives, l'Organisme de Tutelle a alloué à la ville de Baroda une quantité d'eau non négligeable[88]. À partir du moment où Baroda est si bien servi, peut-on imaginer de ne pas en faire autant pour Ahmadabad ? Le poids politique des gros centres urbains du Gujerat suffira à leur assurer la meilleure part du gâteau.)

Cinquièmement, même dans le cas très improbable où l'eau parviendrait effectivement à destination, il faudra la distribuer à ces 8 000 villages en attente.

Il faut savoir que sur le milliard de gens dans le monde qui n'ont pas accès à l'eau potable, 855 millions vivent dans les zones rurales[89]. Or, le coût d'installation d'un réseau constitué de milliers de

kilomètres de pipelines, d'aqueducs, de pompes, de stations d'épuration et destiné à fournir en eau potable un habitat rural dispersé est tout bonnement prohibitif. Personne ne songe plus à construire de Grands Barrages pour distribuer de l'eau potable aux populations rurales. Pour la bonne raison que personne n'en a les moyens.

Quand la Commission Morse arriva dans le Gujerat, ses membres furent impressionnés par la vigueur avec laquelle l'État s'était engagé à amener l'eau potable dans des districts ruraux[90] aussi éloignés. Ils demandèrent alors à voir les plans détaillés du réseau de distribution. Ces plans n'existaient pas. (Ils n'existent toujours pas à ce jour.)

Quand ils demandèrent si un budget avait été établi, on leur répondit d'un air détaché que c'était l'affaire de quelque 10 milliards de roupies[91]. Alors qu'une estimation fiable situe les coûts autour de 1 milliard de dollars (environ 30 milliards de roupies). Lequel milliard n'est pas inclus dans le coût global du programme. Alors, d'où viendra l'argent ?

Peu importe. C'était juste histoire de poser la question.

Il est intéressant de noter que le barrage de Farakka qui détourne l'eau du Gange vers le port de Calcutta a réduit les disponibilités en eau potable pour 40 millions de personnes qui vivent en aval au Bangladesh[92].

Le nationalisme sait parfois être d'une précision mathématique à vous glacer les os.

Tel barrage finit par priver d'eau 40 millions de personnes tandis que tel autre prétend l'apporter à 40 autres millions.

Qui sont ces dieux qui nous gouvernent ? Leurs pouvoirs n'ont-ils vraiment aucune limite ?

*

Bhaiji Bhai est la dernière personne que j'aie rencontrée lors de ma visite dans la vallée. C'est un adivasi tadvi originaire d'Undava, l'un des premiers villages où le Gouvernement a commencé à acquérir de la terre pour y implanter le Canal des Merveilles et son réseau long de 75 000 kilomètres. Des 10 hectares qu'il possédait, Bhaiji Bhai en a perdu 8 à la suite du creusement du Canal, cette énorme tranchée qui a éventré sa terre avec ses 200 mètres de large si l'on inclut les chemins de halage et les berges abruptes et incurvées qui font penser à un vélodrome géant.

Plus de 200 000 familles sont sinistrées par le réseau du Canal. Certains ont perdu des puits ou des arbres. D'autres ont vu leur habitation séparée de leurs champs par le Canal, ce qui les oblige à faire deux ou trois kilomètres à pied pour atteindre le pont le plus proche avant de reparcourir la même distance en sens inverse, de l'autre côté. 23 000 familles, disons environ 100 000 personnes, seront sérieusement affectées, comme Bhaiji Bhai, par la construction. Mais elles ne sont pas répertoriées au nombre des PAPs et n'ont donc droit à aucune compensation.

Comme ses voisins de la colonie de Kevadia, Bhaiji Bhai s'est retrouvé totalement démuni du jour au lendemain.

*

Bhaiji Bhai et son peuple obligés de sourire sur les photos des calendriers du Gouvernement. Bhaiji Bhai et son peuple, à qui l'on refuse la grâce rédemptrice de la colère. Bhaiji Bhai et son peuple, écrasés comme des punaises par un pays qu'ils sont censés appeler le leur.

Il était tard le soir quand je suis arrivée chez lui. Nous nous sommes assis par terre et avons bu du thé trop sucré à la lueur des derniers rayons du couchant. Tandis qu'il parlait, les souvenirs se sont mis à affluer, et j'ai soudain éprouvé une sensation de *déjà vu**. Sur le moment, j'aurais été incapable d'expliquer pourquoi. Je savais ne l'avoir jamais rencontré. Et puis, brusquement, j'ai compris. Même si je ne le reconnaissais pas, je me souvenais de son histoire. J'avais eu l'occasion de le voir dans un film documentaire, tourné dix ans plus tôt dans la vallée. Il était plus frêle maintenant, et le temps avait adouci sa barbe. Mais son histoire n'avait pas pris une ride. Elle avait toujours la même jeunesse et la même passion. La patience dont il témoigna en me la racontant me brisa le cœur. On sentait qu'il l'avait racontée des dizaines et des dizaines de fois, espérant qu'un jour l'un des étrangers qui passaient par Undava lui porterait chance. Priant peut-être pour que cet étranger soit tout simplement Dieu.

Bhaiji Bhai, ô Bhaiji Bhai, quand laisseras-tu ta colère enfin éclater ? Quand cesseras-tu d'attendre ? Quand diras-tu : « Ça suffit ! » ? Quand prendras-tu les armes, si tu en as ? Quand nous montreras-tu l'invincibilité de ta force terrifiante ? Quand briseras-tu

* En français dans le texte. *(N.d.T.)*

la foi ? Mais la briseras-tu seulement ou la laisseras-tu te briser ?

Pour ralentir une bête sauvage, on lui brise les membres. Pour ralentir un pays, on brise son peuple. En le privant de toute volonté, vous lui prouvez que c'est vous qui dirigez son destin. Vous lui prouvez à l'évidence que c'est à vous qu'il appartient de décider de la vie, de la mort, de la réussite ou de l'échec de chacun. Pour qu'il ne doute pas de votre pouvoir, vous lui montrez de quoi vous êtes capable et la facilité avec laquelle vous pouvez donner corps à vos envies. Avec laquelle vous pouvez appuyer sur un bouton et anéantir le globe. Avec laquelle vous pouvez déclarer une guerre ou négocier la paix, priver les uns d'un fleuve pour en faire cadeau aux autres, faire verdir un désert, abattre une forêt pour en planter une autre ailleurs. Par pur caprice, vous anéantissez la foi d'un peuple en des choses très anciennes : la terre, la forêt, l'eau et l'air.

Une fois votre tâche accomplie, que leur reste-t-il ? Vous, et vous seul. Alors, ils se tourneront vers vous, n'ayant pas d'autre recours. Ils vous aimeront alors même qu'ils vous méprisent. Ils vous feront confiance alors même qu'ils savent de quoi vous êtes capable. Ils seront prêts à voter pour vous alors même que vous leur retirez leur dernier souffle. Ils boiront ce que vous leur donnez à boire. Ils respireront ce que vous leur donnez à respirer. Ils habiteront là où vous transportez leurs possessions. Il le faut bien. Que pourraient-ils faire d'autre ? Ils n'ont pas de tribunal pour demander réparation. Vous êtes leur père et leur mère. Vous êtes le juge et le jury. Vous êtes le Monde. Vous êtes Dieu.

Le pouvoir se renforce non pas seulement de ce qu'il détruit, mais aussi de ce qu'il crée. Non pas seulement de ce qu'il prend, mais aussi de ce qu'il donne. Et l'impuissance est confirmée non seulement par le désarroi des victimes, mais aussi par la gratitude des bénéficiaires (ou du moins de ceux qui se croient tels).

Cette forme moderne de pouvoir, froide et calculatrice, est inscrite entre les lignes des clauses prétendument nobles de constitutions prétendument démocratiques. Et elle est détenue par les représentants élus d'un peuple ostensiblement libre. Et pourtant aucun monarque, aucun despote, aucun dictateur, dans aucun autre pays du globe, à aucune autre époque de l'histoire de l'humanité, n'a jamais eu à sa disposition des armes aussi performantes.

Jour après jour, fleuve après fleuve, forêt après forêt, montagne après montagne, missile après missile, bombe après bombe — presque à notre insu —, on nous brise et on nous anéantit.

Les Grands Barrages sont au « Développement » d'un pays ce que sont les bombes atomiques à son arsenal militaire. Les uns comme les autres sont des armes destinées à la destruction en masse. Des armes qu'utilisent les gouvernements pour contrôler leurs gouvernés. Les uns comme les autres, des emblèmes du XX^e^ siècle qui signalent un moment de l'histoire où l'intelligence humaine s'est laissé emporter et a oublié son instinct primaire de survie. Des signes de mauvais augure d'une civilisation qui se retourne contre elle-même. Ils représentent la rupture du lien, et pas seulement du lien, mais de

l'harmonie qui existe entre l'homme et la planète sur laquelle il vit. Ils interrompent les circuits qui ont toujours relié l'œuf à la poule, le lait à la vache, la nourriture à la forêt, l'eau au fleuve, l'air à la vie et la terre à l'existence humaine.

Pouvons-nous les rétablir ?

Peut-être. Pas après pas. Bombe après bombe. Barrage après barrage. Peut-être en menant des combats spécifiques avec des moyens spécifiques. Peut-être pourrait-on commencer par la vallée de la Narmada.

Ce mois de juillet nous apportera la dernière mousson du XX^e^ siècle. L'armée en haillons de la vallée de la Narmada a déclaré qu'elle ne bougera pas quand les eaux du réservoir de Sardar Sarovar monteront pour recouvrir ses terres et ses foyers. Que vous aimiez le barrage ou que vous le haïssiez, que vous en vouliez ou pas, la simple décence veut que vous connaissiez le prix à payer. Que vous ayez le courage de regarder tandis que les dettes sont acquittées et les comptes réglés.

Nos dettes. Nos comptes. Pas les leurs.

Je compte sur vous.

Mai 1999

POST-SCRIPTUM

Le 18 octobre 2000, un jury composé de trois membres de la Cour suprême de l'Inde a statué définitivement sur l'action en intérêt public intentée par le Narmada Bachao Andolan contre l'Union indienne et les gouvernements du Gujerat, du Maharashtra et du Madhya Pradesh. L'arrêt, pris à la suite d'un « jugement à la majorité » rendu par le Premier juge A. S. Anand et le juge B. N. Kirpal, stipulait que la construction du barrage de Sardar Sarovar devait être terminée « dans les meilleurs délais possibles ».

Après une déclaration sans ambages déniant au NBA toute autorité pour exprimer un avis quelconque sur la rentabilité des Grands Barrages en général, le compte rendu de 183 pages contient un catalogue exhaustif des vertus des barrages, qui n'est étayé par aucune preuve versée au dossier et produite devant la Cour. Le jugement, après six ans et demi de procédure, fait par ailleurs état du fait que la Cour ne devrait pas être saisie de ce genre d'affaires.

Le juge S. P. Bharucha, le seul des trois magistrats à avoir été en place tout au long de ces années,

a fait entendre une voix discordante dans un jugement contradictoire où il écrit que la construction du barrage de Sardar Sarovar devrait être immédiatement arrêtée. Il a tenu à préciser non seulement qu'il ne partageait pas le point de vue de ses collègues, mais qu'il était en désaccord avec toutes leurs conclusions — « Je voudrais que l'on sache que je ne souscris à aucun des attendus du jugement transcrit par mon confrère Kirpal... »

Le juge Bharucha a par ailleurs exposé les raisons pour lesquelles la construction du barrage devrait être suspendue : « Déclarer le projet conforme aux règles du respect de l'environnement alors qu'aucune étude sérieuse n'avait été faite relativement à son impact environnemental était contraire à la loi en la matière alors en vigueur dans l'Union indienne. » Son texte précise qu'aux termes des directives du Narmada Water Disputes Tribunal, on aurait dû impérativement procéder à un traitement du bassin hydrographique et à un relogement des personnes déplacées *avant* qu'une quantité quelconque d'eau soit retenue dans le réservoir. Selon le juge Bharucha, ces négligences constituaient à elles seules une violation grave de la loi.

Le jugement majoritaire écarta ces objections, considérant que le respect des directives en matière écologique était « une exigence purement administrative ». Il stipula aussi que le projet devait être mené à son terme conformément aux compensations décrétées par le Tribunal sous l'autorité « indépendante » de la Narmada Control Authority. (Le président de la NCA est sous-secrétaire au ministère des Ressources hydrographiques ; le président du comité directeur de la NCA est le chef de ce même

ministère. Il n'y a pas un seul membre de la NCA qui ne fasse partie du gouvernement en place.)

Pendant treize ans, la NCA a fermé les yeux sur toutes les violations des décisions du Tribunal. Ce qui n'a pas empêché la Cour de dire qu'il n'y avait pas de raisons de « penser que les institutions pourraient ne pas fonctionner convenablement ». Elle a par ailleurs demandé à la NCA de fournir sous quatre semaines un plan général de relogement, document que cette instance avait mis treize ans à ne pas fournir. (Et notez qu'il s'agit seulement d'un plan, et non du relogement lui-même.) Les semaines ont passé, puis les mois, et toujours pas trace de plan.

Dans son arrêt pris à la majorité, la Cour autorisait la construction du mur du barrage en dépit de la déclaration écrite sous serment des autorités du Madhya Pradesh selon laquelle elles n'avaient prévu aucun emplacement pour reloger les gens et n'avaient pas été en mesure d'attribuer une terre, ne serait-ce qu'à une seule des centaines de familles expulsées. Si bien que, d'un côté, la Cour passait outre aux décisions du tribunal en matière de compensations, et, de l'autre, soutenait qu'elles devaient être respectées à tout prix.

Le 29 mars 2001, une ordonnance de référé a rejeté la demande en révision introduite par le Narmada Bachao Andolan. Le juge Bharucha n'en est pas moins resté sur sa position minoritaire.

Octobre 2001

ÉNERGIE DU POUVOIR ET POUVOIR DE L'ÉNERGIE

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

LA RÉINCARNATION DE RUMPELSTILTSKIN*

Vous vous souvenez de ce petit bonhomme ? Le gnome capable de changer la paille en or ? Eh bien, le voici de retour, mais, croyez-moi, vous ne le reconnaîtriez pas. Pour commencer, il n'a plus rien d'un gnome isolé et unique. À vrai dire, je ne sais trop comment vous le décrire. Disons qu'il s'est métamorphosé en une sorte d'agrégat, une cabale, un assemblage, un multignome malfaisant, désincarné et transnational. Rumplestiltskin est une notion (une « gnotion »), une manifestation de cette logique blanche, insidieuse et perverse, qui finira un jour par s'auto-détruire. Pour l'instant, rassurez-vous, il est en pleine forme. Et fier comme Artaban. Il règne en maître sur tout ce qui compte vraiment (l'argent). Il a décimé la concurrence, tué tous les autres rois, les autres variétés de roi. Il a réussi à nous convaincre qu'en dehors de lui, nous n'avions plus rien. Qu'il était notre seul salut.

Quel genre de roi, ou de potentat, est donc ce nouveau Rumpelstiltskin ? Puissant, impitoyable, armé

* Personnage éponyme d'un conte des frères Grimm. (*N.d.T.*)

jusqu'aux dents. Un souverain tel que le monde n'en avait encore jamais connu. Son royaume : le capital sauvage ; ses conquêtes : les nouveaux marchés ; son ambition : le profit ; ses frontières : le monde ; ses armes : le nucléaire. Essayer seulement de l'imaginer, de se le représenter tout entier, c'est déjà mettre son équilibre mental en péril, et quasiment s'exposer au ridicule. Le roi Rumpel ne révèle jamais qu'une partie de lui-même à la fois. Son cœur-compte en banque, ses yeux-télévision ou son nez-journal dans lesquels vous ne voyez que ce qu'il veut bien vous laisser voir et ne lisez que ce qu'il veut bien vous laisser lire. (Vous comprenez ce que je veux dire quand je parle de danger pour l'équilibre mental ?) Mais il y a plus : une bouche-son surround qui amplifie sa voix et filtre celle du reste du monde, au point qu'il vous devient impossible de l'entendre même quand elle hurle, cette voix (ou qu'elle est sur le point de mourir de faim, ou de mourir tout court), alors que le roi Rumpel, lui, se contente de murmurer, tout en roulant ses « r » à la manière nord-américaine.

Écoutez bien. Car voici l'essentiel de son histoire. (Elle n'est pas encore terminée, mais elle le sera un jour ou l'autre. Il le faut.) Elle embrasse des océans et des continents, elle est tantôt majestueuse et universelle, tantôt circonscrite et locale. Il me faudra de temps à autre lester mon récit de fragments disparates d'histoire et de géographie, qui risquent de contrarier quelque peu cette fluidité propre à l'art du conteur. J'espère que vous saurez vous montrer indulgents.

En mars 2000, le président des États-Unis (S.E. le plénipotentiaire le plus haut placé de la Rumpelie) est venu en Inde. Apportant son lit, l'oreiller en

plumes qu'il entoure de ses bras pour s'endormir, et traînant à sa suite une joyeuse bande de businessmen. Les représentants de notre ancienne civilisation ont multiplié à son égard courbettes, génuflexions et flatteries avec une ferveur qui confinait à l'indécence. On a aussitôt donné à nos villes un air gai et propret, en rassemblant les pauvres loin du regard présidentiel, en nettoyant les rues, en les enguirlandant de ballons et de banderoles de bienvenue.

Dans le ciel sale de Delhi, les faucons du nucléaire, qui trouvaient dans cette visite leur justification, se sont rassemblés pour siffler : *Dekho ji dekho !* Si Bill est ici, c'est parce que nous aussi, nous avons la Bombe !

Les citoyens indiens qui se respectent, ne serait-ce qu'un minimum, sont restés terrés chez eux, de honte, pendant des jours entiers. L'étonnement a provoqué, chez certains d'entre nous, force froncements de sourcils. Puisque tout le monde se comportait en esclaves hilares et poltrons lors de la visite du domaine par le Maître, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout ? Pourquoi ne pas nous réfugier sous le parapluie nucléaire du Maître ? On aurait pu alors dépenser notre argent de poche autrement (en tout cas, pas en bombes), tout en restant bien à l'abri dans notre asservissement. Qu'en dites-vous ?

Juste avant la Visite, le gouvernement indien avait assoupli les quotas d'importation sur 1 400 produits, dont le lait, les céréales, le sucre et le coton (alors même qu'il y avait un surplus de sucre et de coton sur le marché, alors même que 42 millions de tonnes de céréales pourrissaient dans les entrepôts du Gouvernement[1]). Pendant la Visite elle-même, des

contrats ont été signés pour un montant total de trois (voire quatre, pour certains) milliards de dollars[2].

Pour ma part, et pour des raisons personnelles, je me suis intéressée de très près à une promesse de contrat signée entre l'Ogden Energy Group, une compagnie américaine spécialisée dans les incinérateurs d'ordures, et la S. Kumars, une compagnie de textiles indienne qui produit ce qu'elle appelle des « tissus mélangés[3] ». Qu'est-ce que l'incinération des ordures et les tissus mélangés peuvent bien avoir en commun, je vous le demande ? L'incinération des tissus ? Non, allez-y, cherchez bien. Le mélange des ordures ? Pas davantage.

La réponse est : un Grand Barrage hydroélectrique sur la Narmada, en Inde centrale. Pas plus Ogden que la S. Kumars n'a jamais construit, ni fait fonctionner, de Grand Barrage jusqu'ici.

Le Shri Maheshwar Hydel Project de 400 mégawatts défendu par la S. Kumars fait partie du Projet de Développement de la vallée de la Narmada, qui s'enorgueillit d'être la tentative d'exploitation d'un bassin fluvial la plus ambitieuse au monde. Le projet prévoit la construction de 3 200 barrages (dont 30 grands, 135 de taille moyenne et, pour le reste, des plus petits) qui reconfigureront la Narmada et ses 41 affluents en une série de réservoirs à degrés[4].

Les barrages construits jusqu'ici sur le fleuve sont tous le fruit de programmes gouvernementaux. Le barrage de Maheshwar sera, lui, le premier projet majeur de ce genre à être réalisé en Inde avec des fonds privés.

Qu'il fasse partie du programme d'exploitation d'un bassin fluvial qui a suscité une opposition des plus vigoureuses dans le pays ne constitue pas son seul intérêt : c'est aussi un fil dans l'écheveau emmêlé d'une gigantesque entreprise à l'échelle mondiale. Comprendre ce qui se passe à Maheshwar, déchiffrer la nature des contrats passés entre deux des grandes démocraties mondiales devrait nous permettre de nous faire une idée, si rudimentaire qu'elle soit, de ce que l'on est en train de nous faire, à nous pauvres idiots, qui restons là à applaudir, à encourager et accélérer le cours des choses. (Quand je dis « nous », j'entends bien sûr des gens, des êtres humains. Pas des pays, ni des gouvernements.)

Pour ma part, j'ai commencé à comprendre quand, au cours du mois de mars 2000, j'ai fait l'expérience d'un cauchemar d'écrivain, en assistant au massacre rituel de la langue telle que je la connais et que je la pratique. Je m'explique.

Précisément pendant le séjour du président Clinton en Inde se tenait à l'autre bout du monde, en Hollande, le Forum mondial de l'eau[5]. Trois mille cinq cents banquiers, hommes d'affaires, ministres, conseillers politiques, ingénieurs, économistes (et — de manière à laisser penser que l'« autre bord » était lui aussi représenté — une poignée d'activistes, quelques troupes de danseurs indigènes et de comédiens ambulants sans le sou, une demi-douzaine de gamines déguisées en robinets argentés gonflables) se retrouvaient à La Haye pour discuter de l'avenir de l'eau dans le monde. Pas un discours qui ne débordât d'expressions percutantes telles que « émancipation des femmes », « participation du peuple »

et « renforcement de la démocratie ». Pour autant, le forum n'avait pas d'autre but que de favoriser la privatisation de l'eau dans le monde. On ne ménagea pas les propos vertueux sur la nécessité de faire de l'accès à l'eau potable un des droits de l'homme fondamentaux. Je vous entends d'ici poser la question de la mise en œuvre d'un tel principe. Rien de plus simple. Il suffit de conférer à l'eau une valeur marchande. De la vendre à son « vrai » prix. (Personne n'ignore plus que l'eau est une denrée qui se fait rare. On sait bien qu'environ un milliard d'individus n'ont pas accès à une eau potable digne de ce nom[6].) De son côté, le « marché » décrète que plus une marchandise est rare, plus elle est chère. Mais il y a une différence de taille entre apprécier l'eau et lui assigner une valeur marchande. Personne n'en connaît mieux le prix que la villageoise qui doit faire des kilomètres pour se la procurer. Personne ne l'estime moins que le citadin qui paie pour la voir couler à flots en ouvrant un robinet.

En conséquence, le discours visant à associer droits de l'homme et « vrai prix » de l'eau était pour le moins déroutant. Pour ma part, je ne voyais guère où on voulait en venir — était-ce que les droits de l'homme sont réservés aux riches, que seuls les riches ont le statut d'êtres humains, ou bien encore que tous les hommes sont riches ? Aujourd'hui, je crois avoir compris. Nous avons affaire à un rutilant supermarché des droits de l'homme, à l'abri des caprices du climat, où, à l'instar des soldes de Noël, tout doit disparaître.

Comme l'a dit un participant américain au forum, d'une manière qui, pour être concise, n'en est pas moins piquante : « Dieu nous a donné les fleuves et

les rivières, mais sans nous fournir la logistique. C'est pourquoi nous avons besoin de l'entreprise privée. » Et il est bien vrai qu'avec un minimum d'ajustement structurel du reste de la création, nous pourrions vivre dans un monde plus simple. (Si toutes les mers n'en formaient qu'une, quelle grande mer nous aurions…) Évian deviendrait propriétaire de l'eau, Rand de la terre, Enron de l'air. Et au sommet trônerait ce vieux Rumpelstiltskin, en P-DG royalement rémunéré.

Quand, partout dans le monde, fleuves, vallées, forêts et montagnes auront été évalués, emballés, munis de leur code-barres et mis en rayon dans le supermarché du coin, quand tout le charbon, le foin, la terre, le bois et l'eau auront été transformés en or, que ferons-nous de tout cet or ? Des bombes nucléaires pour finir de détruire les paysages dévastés et les nations fantômes d'un monde en ruine ?

L'écrivain passe sa vie et son temps à voyager au cœur du langage, à essayer de réduire, sinon d'éliminer, la distance qui sépare ce dernier de la pensée. « Le langage, c'est la peau de ma pensée », ai-je répondu un jour à quelqu'un qui me demandait ce qu'il représentait pour moi. À La Haye, je suis tombée sur un groupe d'individus, habitants d'un monde souterrain, qui consacrent leur vie à la dissimulation. Ces gens-là sont grassement payés pour convertir les graphiques en tuyaux d'orgue des bénéfices de leurs compagnies en documents de politique générale habilement rédigés, politiquement exemplaires et socialement équitables, qui sont impossibles à mettre en œuvre et destinés à rester à jamais sur le papier, inconnus même (et peut-être surtout) de ceux pour qui ils ont été rédigés. Ils

croissent et se multiplient dans l'espace qui sépare ce qu'ils disent de ce qu'ils vendent. Ce pour quoi ils intriguent en coulisses, ce n'est pas seulement la privatisation des ressources naturelles et des infrastructures de base, mais celle de la prise de décision elle-même. Les constructeurs de barrage entendent contrôler les politiques publiques de l'eau. Les compagnies d'électricité entendent superviser les désinvestissements gouvernementaux.

Mais commençons par le commencement. En quoi consiste réellement la privatisation ? Pour l'essentiel, il s'agit de transférer des biens de production publics de l'État à des compagnies privées. Au nombre de ces biens figurent les ressources naturelles. La terre, les forêts, l'eau, l'air. Dont l'État a la garde au nom des citoyens. Dans un pays comme l'Inde, 70 % de la population vit en zone rurale. Autrement dit, 700 millions de gens[7]. Dont la vie dépend directement de leur accès aux ressources naturelles. Leur voler ces dernières pour les revendre sous forme d'actions à des compagnies privées relève d'un processus de dépossession inhumain, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire.

Qu'arrive-t-il quand on « privatise » quelque chose d'aussi vital que l'eau ? Qu'arrive-t-il quand on décide de faire de l'eau une commodité accessible uniquement à ceux qui seront en mesure de la payer à sa « valeur marchande » ? En 1999, le gouvernement bolivien a privatisé le système d'approvisionnement en eau publique de la ville de Cochabamba et signé un bail de quarante ans avec Bechtel, un géant américain de l'industrie d'équipement. Lequel a aussitôt multiplié le prix de l'eau par trois. Si bien que des centaines de milliers de gens se sont retrou-

vés dans l'impossibilité de faire face. D'où des manifestations, d'où une grève des transports qui a totalement paralysé la ville. Hugo Banzer, l'ex-dictateur bolivien (devenu depuis président), a donné l'ordre à la police d'ouvrir le feu — six morts, 175 blessés et deux enfants aveugles. Les manifestations ont continué parce que les gens n'avaient pas le choix — la soif vous laisse-t-elle le choix ? En avril 2000, Banzer déclarait la loi martiale. Les troubles n'ont pas pris fin pour autant. Bechtel s'est finalement vu contraint d'abandonner la partie[8]. Aujourd'hui, la compagnie essaie de soutirer au gouvernement bolivien une indemnité de rupture de contrat s'élevant à 12 millions de dollars.

Cochabamba compte un demi-million d'habitants. Vous imaginez sans peine ce qui pourrait se passer dans une ville indienne. Même une petite ville.

Rumpelstiltskin voit grand. Aujourd'hui, il est à l'affût de gros gibier : barrages, mines, armements, centrales, distribution de l'eau, télécommunications, gestion et transfert du savoir-faire, biodiversité, semences (ce qu'il veut, c'est être maître de la vie et du processus même de la reproduction), sans compter les infrastructures industrielles qui soutiennent tout cela. Ses laquais débarquent dans les pays du tiers monde en se faisant passer pour des missionnaires venus racheter les malheureux. Mais c'est un programme bien différent qu'ils ont dans leurs attachés-cases. Pour comprendre ce qu'ils disent (ce qu'ils vendent), il faut d'abord apprendre à déchiffrer leur jargon.

Récemment, Jack Welch, alors P-DG de General Electric (GE), est passé au journal télévisé national

lors d'une visite en Inde[9]. « J'adjure le gouvernement indien d'améliorer les infrastructures du pays », a-t-il déclaré, avant d'ajouter de manière touchante : « Non pas dans l'intérêt de General Electric, mais dans le vôtre. » Il a poursuivi en disant que la privatisation du secteur de l'électricité était la seule manière de faire accéder un milliard d'Indiens à la révolution numérique. « Vous pouvez toujours parler d'informatique et de capital intellectuel, mais sans l'énergie nécessaire à leur mise en œuvre, vous passerez à côté de la prochaine révolution. »

Ce qui donne, une fois traduit : « Vous constituez un marché potentiel d'un milliard de clients. Si vous n'achetez pas nos équipements, *nous* passerons à côté de la prochaine révolution. »

Mais le fin mot de l'histoire est le suivant. L'industrie de la production d'électricité dans le monde est dominée par quatre grandes compagnies, au nombre desquelles figure GE. Ensemble, elles fabriquent chaque année (et, par conséquent, ont besoin de vendre) des équipements capables de produire 20 000 mégawatts[10]. Pour diverses raisons, la demande en équipement de ce genre est aujourd'hui très faible (pour ne pas dire inexistante) dans les pays industrialisés. Ce qui laisse ces gigantesques multinationales avec un excédent dont elles cherchent désespérément à se débarrasser. L'Inde et la Chine sont leurs cibles privilégiées puisque, dans ces deux pays réunis, la demande avoisine les 10 000 mégawatts par an[11].

Les pays industrialisés ont besoin de vendre, le tiers monde d'acheter — cela devrait pouvoir donner lieu à une transaction raisonnable. Mais ce n'est pas le cas. Durant de nombreuses années, l'Inde s'est plus ou moins suffi à elle-même en matière

d'énergie. La compagnie du secteur public, BHEL (Bharat Heavy Electricals), fabriquait, et même exportait, des équipements de première qualité. Il n'en est plus rien aujourd'hui. Au fil des ans, notre propre gouvernement lui a retiré ses commandes, a coupé les subventions pour la recherche et le développement, et l'a réduite à végéter. Maintenant, BHEL n'est plus qu'un atelier d'ouvriers exploités. La compagnie est contrainte à de soi-disant « joint-ventures » (avec GE, avec Siemens), dans lesquelles elle a pour unique rôle de fournir une main-d'œuvre bon marché, tandis que ses partenaires, eux, fournissent matériel et technologie[12].

Pourquoi ? Pourquoi des équipements plus chers, importés de l'étranger, plaisent-ils davantage à nos bureaucrates et à nos hommes politiques ? La réponse, nous la connaissons tous : les pots-de-vin font partie intégrante des contrats. Acheter le matériel au fournisseur local, ce n'est tout bonnement pas la même chose. Rien de surprenant à ce que pratiquement la moitié des fonctionnaires impliqués dans le gros scandale connu sous le nom de l'affaire Jain Hawala aient été des hommes appartenant au secteur de l'industrie électrique et chargés du choix et de l'achat des équipements[13].

La privatisation de l'électricité est une des priorités du gouvernement indien. Les États-Unis sont le plus gros investisseur étranger dans ce secteur (ce qui, dans une certaine mesure, suffirait à expliquer la Visite) [14] L'argument en faveur de la privatisation, mis en avant aussi bien par le Gouvernement que par le secteur privé, c'est que, au cours des cinquante dernières années, le Gouvernement a failli à sa mission. Il a lamentablement échoué : les Offices

Régionaux de l'Électricité (ORE) sont en faillite, à force d'incompétence, de corruption, de détournements de fonds, et de subventions excessives.

Dans la campagne pour la privatisation, la description traditionnelle de l'employé type du tiers monde sous les traits d'un homme mielleux et corrompu qui vend les intérêts de son pays pour un profit personnel s'inscrit parfaitement dans le plan d'ensemble. Le secteur privé se hérisse, l'œil accusateur. Le Gouvernement, lui, fait timidement amende honorable et plaide son incapacité à se réformer en profondeur. Mieux encore, il se donne un mal fou pour exagérer sa propre inefficacité. Dans l'idée que pareille attitude passera pour une candeur de bon aloi.

Lors d'un discours prononcé peu avant sa mort, P. R. Kumaramangalam, secrétaire d'État à l'Énergie, a déclaré que le déficit global du secteur de l'électricité s'élevait à 370 milliards de roupies. Il a précisé par ailleurs que les pertes affectant la transmission et la distribution (T & D) constituaient entre 35 et 40 % de l'ensemble et que, sur les 60 % restants, pas plus de 40 % étaient soumis à facturation. Sa conclusion ? Seulement un quart de l'électricité produite en Inde est effectivement relevé sur compteur[15]. D'après certaines sources officielles, ces chiffres sont exagérés. La situation est suffisamment grave en elle-même pour ne pas avoir besoin d'être exagérée. En effet, selon les chiffres du ministère de l'Énergie, la moyenne nationale des pertes concernant la transmission et la distribution est de 23 %. Contre 14,39 % en 1947. Toute hyperbole ministérielle mise à part, de telles statistiques placent l'Inde dans le peloton de tête des pays les plus mal

lotis sous ce rapport, à savoir la République dominicaine, le Myanmar et le Bangladesh[16].

Or, on découvre que le remède envisagé ne consiste pas à améliorer notre savoir-faire en matière de gestion domestique, ni à tenter de diminuer nos pertes, ou à obliger l'État à se montrer plus responsable, mais, au contraire, à lui permettre d'abdiquer toute responsabilité en privatisant le secteur. Panacée magique qui associera viabilité économique et efficacité à toute épreuve.

Il manque pourtant un élément au tableau. Au fil des ans, ce sont des détournements massifs d'énergie électrique qui ont provoqué la faillite des ORE. Et, qui vole cette énergie ? Les pauvres, pour une partie — les habitants des bidonvilles installés dans des colonies non autorisées en bordure des grandes villes. Mais ce ne sont pas eux qui utilisent les équipements électriques lourds susceptibles de consommer les quantités d'électricité dont nous parlons. Le vol sur une grande échelle est l'œuvre, lui, du secteur industriel, avec la complicité des hommes politiques et des employés de l'administration.

Prenons l'exemple de l'État du Madhya Pradesh, où se construit en ce moment le barrage de Maheshwar. Il y a sept ans, cet État disposait d'un surplus d'énergie. Aujourd'hui, il se trouve dans une situation pour le moins curieuse. La demande industrielle a chuté de 30 %. La production, elle, est passée de 3 813 à 4 025 mégawatts. Et pourtant, l'ORE affiche des pertes s'élevant à 12 milliards de roupies. Le mystère s'est éclairci quand une enquête a révélé que 70 % des industriels de l'État ne payaient pas leur électricité[17]. Ce qui représente une perte de près de

5 milliards de roupies. Autrement dit, 41 % du déficit total. Et le Madhya Pradesh n'est en aucune manière une exception. Des États comme l'Orissa et l'Andhra Pradesh, ou le territoire de Delhi accusent des pertes de T & D de 30 à 50 % (bien au-delà de la moyenne nationale), signe certain de vol d'électricité en quantités énormes[18].

Mais de cela, on ne parle guère. C'est tellement plus facile d'accuser les pauvres. Le premier économiste, planificateur ou intellectuel de salon venu vous dira que les ORE se sont cassé la figure pour deux raisons : (a) parce que les « contraintes politiques » maintiennent l'électricité à des tarifs domestiques trop bas pour être encore viables, (b) parce que les subventions accordées à l'agriculture se soldent par des pertes colossales soigneusement camouflées.

La première mesure que l'on s'attend à voir prendre par un secteur de l'électricité privatisé et « réformé », c'est une réduction des subventions accordées à l'agriculture et une tarification « réaliste » du courant (à sa valeur marchande).

Que sont ces fameuses « contraintes politiques » ? Pourquoi faudrait-il les voir comme un mal absolu ? À mes yeux, l'expression ne fait que désigner les acrobaties auxquelles se livrent les gouvernements pour tenter de trouver un équilibre entre l'assistance à une économie en perdition et le service d'un électorat indigent. Mettre les demandes du marché en harmonie avec les moyens dont disposent les citoyens est, ou devrait être, la responsabilité majeure et fondamentale de tout gouvernement démocratique. Le but de la privatisation est de dissocier mar-

ché et politique. Ce qui reviendrait à émousser la dernière arme dont disposent encore les pauvres en Inde, à savoir leur vote. Cet atout disparu, les élections deviendront carrément la comédie qu'elles ont déjà tendance à être aujourd'hui, et « démocratie » ne sera plus que le nom d'une nouvelle formation de rock. Les pauvres seront absents de la table de négociations. Ils auront tout bonnement cessé d'exister.

La demande n'en est pas moins virulente. Réclamer la réduction des subventions est le dernier sport sanguinaire à la mode. Le monde est décidément petit. Et la Bolivie est quasi au coin de la rue.

Quand le Gouvernement recommande la privatisation de l'électricité, est-ce à dire qu'il est prêt à autoriser n'importe quel fournisseur à venir tenter sa chance sur le libre marché de la concurrence ? Bien sûr que non. Il n'y a rien de libre dans le marché de l'énergie. Réformer ce secteur, pour un État indien, ne signifie qu'une chose : signer des contrats d'achat unilatéraux avec quelques compagnies choisies, de préférence de grandes multinationales. Pour l'essentiel, il s'agit d'un transfert de biens et d'infrastructures de l'arrosé à l'arroseur, ce qui ne fait qu'accroître l'arrosage ambiant. Une fois les accords signés, les compagnies sont libres de fournir de l'énergie à des tarifs que personne ne peut s'offrir. Pas même, comble de l'ironie, les industriels indiens qui les ont appelées de leurs vœux. Ils se retrouvent, les pauvres, dans la situation de vautours détournés de leur festin par une hyène de passage.

L'épisode le plus révélateur dans la campagne pour la privatisation de l'électricité, le clou du spectacle, si

l'on peut dire, c'est l'histoire d'Enron, la compagnie de gaz naturel dont le siège est à Houston[19]. Le projet Enron a été le premier dans ce domaine à voir le jour en Inde. En 1993, Enron et le gouvernement de l'État du Maharashtra, dominé par le parti du Congrès, signent un contrat prévoyant la construction d'une centrale électrique de 695 mégawatts. Tollé de protestations dans les partis de l'opposition, le BJP et le Shiv Sena, qui s'empressent d'engager des poursuites contre Enron et le gouvernement de l'État. Alléguant trafic d'influence et corruption au plus haut niveau. Un an plus tard, lors des élections législatives, c'est sur cet unique thème que la coalition BJP-Shiv Sena fera campagne.

Et, en février 1995, cette alliance remporte les élections. Fidèle à sa promesse, elle met le projet au rancart. Dans une déclaration d'une extrême violence, M. Advani, alors un des chefs de l'opposition au Parlement, s'en prend au phénomène qu'il appelle « pillage et libéralisation[20] ». Il accuse plus ou moins directement le gouvernement du parti du Congrès d'avoir reçu d'Enron un dessous-de-table de près de 7 milliards de roupies. La compagnie américaine ne s'était pas caché, dans le but d'enlever le contrat, d'avoir déboursé des millions de dollars pour « éduquer » les hommes politiques et les bureaucrates impliqués dans la transaction[21].

À la suite de l'annulation du contrat, Washington fait pression sur le gouvernement du Maharashtra. L'ambassadeur américain, Frank Wisner, fait plusieurs déclarations déplorant cette annulation. (À noter que du jour où il termine son mandat d'ambassadeur, l'homme devient administrateur d'Enron[22].) En novembre 1995, le gouvernement (BJP-Shiv Sena)

du Maharashtra nomme une commission de « renégociation ». En mai 1996, un gouvernement de minorité, dirigé par le BJP, entre en fonction à New Delhi. Il reste en place très exactement treize jours, puis se retire avant de devoir faire face à une motion de censure à la Chambre des députés. Le dernier jour de son existence, alors même que s'est engagé le vote sur la motion de censure, le Cabinet se réunit pour un « déjeuner » rapide, le temps de ratifier à nouveau la caution du gouvernement national pour le projet Enron (rendue caduque à la suite de l'« annulation » du premier contrat). En août 1996, le gouvernement du Maharashtra signe avec Enron un nouveau contrat dont les termes feraient frémir le cynique le plus endurci[23].

Le contrat dénoncé prévoyait des paiements annuels à Enron de l'ordre de 430 millions de dollars pour la Phase I du projet (695 mégawatts), la Phase II (2 015 mégawatts) restant optionnelle. L'accord « renégocié » rend la Phase II obligatoire et astreint par ailleurs l'Office Régional de l'Électricité (ORE) du Maharashtra à verser à Enron la somme de 30 milliards de dollars. Le plus gros contrat jamais signé dans l'histoire de l'Inde. Les experts qui ont étudié le projet jugent qu'il s'agit là de l'escroquerie la plus monumentale qu'ait connue le pays. Les bénéfices bruts se situent entre 12 et 14 milliards de dollars. Le rapport sur investissements est officiellement de plus de 30 % [24]. Soit pratiquement le double de ce qu'autorise la loi indienne pour les projets de ce genre.

Dans la pratique, pour un accroissement de 18 % de sa capacité de fonctionnement, c'est 70 % de ses revenus que l'ORE du Maharashtra se voit contraint

de reverser à Enron. Il n'y a, bien évidemment, aucune trace de la formule mathématique à laquelle on a eu recours pour « rééduquer » le nouveau gouvernement. Pas trace non plus des sommes qui ont circulé dans tous les sens, ni des escarcelles dans lesquelles elles sont tombées.

Mais il y a mieux : en mai 1997, lors d'une décision qui a fait date, la Cour suprême a rejeté une requête contre Enron[25].

Aujourd'hui, quatre ans plus tard, tout ce qu'avaient prédit les détracteurs du projet s'est réalisé. Le courant fourni par la centrale Enron est deux fois plus cher que celui de son concurrent immédiat, et sept fois plus que l'électricité la moins coûteuse au Maharashtra[26]. En mai 2000, la Commission de Contrôle de l'Électricité (CCE) a décrété que, jusqu'à nouvel ordre, et sauf en cas de force majeure, plus un seul kilowatt ne serait acheté à Enron[27]. La décision était fondée sur le calcul selon lequel il reviendrait moins cher de se contenter de payer les charges fixes dues à Enron par contrat pour la maintenance et l'administration de la centrale, plutôt que d'acheter et d'utiliser ne serait-ce qu'une petite quantité de son courant vendu à prix d'or. Les charges fixes s'élèvent à elles seules à 10 milliards de roupies pour la Phase II du projet. Pour la Phase deux, il faudra compter le double.

Dix milliards de roupies par an pour les quarante années à venir.

Dans l'intervalle, les industriels du Maharashtra ont commencé à produire leur propre électricité

pour un coût bien moindre, à l'aide de générateurs privés. En conséquence, la demande du secteur industriel en énergie électrique a rapidement chuté. Si bien que l'ORE, à court d'argent, et entravé par le boulet Enron, n'a désormais pas d'autre choix que d'interdire les générateurs privés : seul moyen d'obliger les industriels à acheter l'électricité ruineuse d'Enron.

D'après ses calculs, l'Office, même s'il devait acheter 90 % de la production d'Enron, verra ses pertes s'élever à 1,2 milliard de dollars par an à partir de janvier 2002.

Autrement dit, plus de 70 % du budget annuel consacré par l'Inde au développement rural[28].

Contrevenant aux décisions de la CCE, l'ORE est actuellement en train de réduire la production meilleur marché de ses propres usines pour pouvoir acheter à Enron. Des centaines de petites entreprises ont fermé leurs portes, faute de pouvoir s'offrir une électricité à ce prix.

En janvier 2001, le gouvernement du Maharashtra (à nouveau aux mains du parti du Congrès, et doté d'un nouveau Premier ministre) a annoncé qu'il ne disposait pas des fonds nécessaires au règlement des factures d'Enron. Le 6 février, dix jours seulement après le tremblement de terre qui venait de ravager l'État voisin du Gujerat, alors que le pays tout entier était encore sous le choc, les journaux annonçaient qu'Enron avait décidé de faire jouer la clause de garantie, et qu'en conséquence, si le gouvernement ne pouvait pas faire face à ses engagements, la compagnie se verrait dans l'obligation de

mettre aux enchères les biens immobiliers spécifiés dans le contrat au titre de la garantie collatérale[29].

En ce moment même, Enron et le gouvernement du Maharashtra sont engagés dans une bataille juridique devant la Haute Cour de Mumbai. Mais Enron dispose de puissants appuis[30]. C'est l'une des compagnies qui ont le plus largement contribué au financement de la campagne présidentielle de l'actuel président, George Bush Jr. Lequel s'emploie, et ce depuis 1998, à soutenir Enron dans sa conquête des marchés mondiaux. Et le même vieux manège s'est remis à tourner. L'ex-ambassadeur des États-Unis (Richard Celeste, cette fois-ci) a publiquement stigmatisé le Premier ministre du Maharashtra pour avoir manqué à ses engagements[31]. Des représentants du gouvernement américain ont mis l'Inde en garde contre la détérioration du « climat des investissements » et le risque qu'elle courait de faire fuir les investisseurs potentiels. En d'autres termes : laissez-nous vous plumer comme des oies, sinon nous nous retirons.

On fait donc à nouveau pression pour une renégociation. (Qui sait, la Phase III est peut-être déjà en préparation !)

Dans les milieux d'affaires, le contrat Enron est connu sous le nom de « transaction de la bien-aimée ». Joli euphémisme pour un viol sans réparation. Sans compter que les clones d'Enron ne manquent pas. Les citoyens de ce pays ne sont pas au bout de leurs peines.

Voilà pour la « libre » concurrence.

Pour autant, il serait vain de nier l'existence d'une crise de l'électricité en Inde. Mais une autre crise, bien plus grave celle-là, nous menace.

Nos planificateurs s'enorgueillissent de ce que l'Inde consomme vingt fois plus d'électricité aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Ils voient là un indice certain de progrès. Ce qu'ils omettent le plus souvent de préciser, c'est que 70 % des foyers ruraux n'ont pas l'électricité. Voire davantage, puisque dans les États les plus pauvres, le Bihar, l'Uttar Pradesh, l'Orissa et le Rajasthan, où ce sont évidemment les plus démunis, les dalits et les adivasis (aborigènes), qui sont les premières victimes, ce sont 85 % de ces mêmes foyers qui sont concernés[32]. Voilà des chiffres dont la plus grande démocratie du monde n'a pas lieu d'être fière.

Sauf à reconnaître l'existence de cette crise et à tenter sérieusement de la résoudre, produire « des quantités et des quantités d'électricité » (pour reprendre les mots de M. Welch) aura pour seul résultat de permettre aux riches et à leurs insatiables appétits de les détourner à leur profit. Il va falloir un « ajustement structurel » sacrément imaginatif et sacrément radical pour remédier à la situation.

La « privatisation » est présentée par ses défenseurs comme la seule alternative à la corruption et à l'inefficacité de l'État. En fait, on ne peut guère parler de choix, même si l'on s'arrange pour faire croire qu'il existe. Pour l'essentiel, la privatisation reste une transaction, profitable pour les deux parties, entre la compagnie ou l'organisme financier privé (de préférence étranger) et l'élite dirigeante du

tiers monde. (L'une des retombées du système, c'est que même la corruption devient affaire d'élite. Voilà le fonctionnaire moyen sérieusement menacé de ne plus pouvoir arrondir ses fins de mois.)

Des institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qui saignent le tiers monde à blanc depuis des années, ont tout récemment pris des allures de philanthropes, comparées à ces nouveaux mutants du marché que sont les ACE, les Agences de Crédit à l'Exportation. Si la Banque mondiale peut être assimilée à une armée de colonisation pesante et empêtrée dans les lourdeurs de la bureaucratie, les ACE, elles, font figure de mercenaires, libres de lancer leurs raids à loisir.

La fonction première des ACE est d'assurer contre les risques commerciaux et politiques les compagnies privées opérant en territoire étranger. Le procédé a pour nom garantie de crédit à l'exportation. Le mécanisme en est fort simple. Les compagnies des pays industrialisés ne sont pas prêtes à exporter capitaux, marchandises ou services dans un pays politiquement et/ou économiquement instable, sans s'être au préalable assurées contre les imprévus. Elles cherchent donc une garantie auprès d'une ACE. Une fois contactée, l'agence passe un accord avec le gouvernement de son propre pays. Lequel, à son tour, signe un accord avec le gouvernement du pays importateur. Un joli scénario qui signifie en fin de compte que, si les circonstances obligent effectivement l'ACE à dédommager son client, le gouvernement de son pays remboursera l'agence et recouvrera l'argent en l'ajoutant à la dette bilatérale due par le pays importateur. (Si bien que, une fois encore, les véritables garants sont les citoyens les

plus démunis des pays les plus pauvres.) Compliqué, me direz-vous, mais sans bavures. Et infaillible.

Cette association quadripartite (compagnie — ACE — gouvernement du pays d'origine — gouvernement du pays importateur) permet de diluer joliment toute responsabilité politique. Même si les partenaires sont effectivement des associés, les critiques émanant d'organisations non gouvernementales indiscrètes et empêcheuses de tourner en rond peuvent être détournées et dirigées sur les seules ACE, où, à la manière des polluants industriels, elles reposeront un temps dans des bassins de refroidissement avant d'être éliminées. Le grand intérêt des ACE (à la fois pour les gouvernements et pour les compagnies privées), c'est qu'elles mènent leurs affaires en secret et n'ont pas à s'encombrer de détails fastidieux, genre violations des droits de l'homme ou non-respect de l'environnement. (Les rares agences à le faire, comme la US Export-Import Bank, sont mises en demeure de changer d'attitude.) Le système court-circuite la bureaucratie pesante d'une Banque mondiale par exemple. Il rend des projets politiquement hasardeux, comme la construction des Grands Barrages (lesquels supposent le déplacement et l'appauvrissement d'un grand nombre de personnes), beaucoup plus faciles à financer. Avec la garantie d'une ACE, les « promoteurs » peuvent aller de l'avant et creuser, dynamiter, exploiter, endiguer la vie des gens jusqu'à plus soif, sans avoir à faire face, moins encore à répondre, aux questions embarrassantes.

Mais revenons-en à l'histoire du barrage de Maheshwar…

Ce qu'elle met en relief, cette histoire, et de façon impitoyable, c'est que dans un projet privé, les actions les plus efficaces et les mieux conduites intéressent la corruption, les mensonges et la répression, cette dernière aussi brutale que rapide. Et bien entendu, l'escalade des coûts.

En 1994, le coût du projet était estimé à 4,65 milliards de roupies[33]. En 1996, à la suite du contrat avec la S. Kumars, il était passé à 15,69 milliards. Nous en sommes aujourd'hui à 22. Au départ, les quatre cinquièmes de cet argent devaient provenir d'investisseurs étrangers. On s'est bousculé à la porte : l'Américain Pacgen, Bayernwerk, VEW, Siemens et la Hypovereinsbank allemande. Aujourd'hui, le dernier en date de ces ardents soupirants est l'Américain Ogden.

Selon les prévisions du NBA (Narmada Bachao Andolan), le kilowatt à la sortie d'usine coûtera 6,55 roupies. Soit vingt-six fois plus que l'énergie hydroélectrique déjà disponible dans l'État, cinq fois et demie plus que l'énergie thermique, et quatre fois plus que l'électricité du réseau national. (On notera, à ce stade, que le Madhya Pradesh a une production excédentaire de 1 500 mégawatts par rapport à sa capacité de distribution.)

Même si la capacité de départ du projet est censée être de 480 mégawatts, des études fondées sur des statistiques portant sur le débit du fleuve et couvrant les vingt-huit dernières années montrent que 80 % de l'électricité seront produits au cours des seuls mois de mousson, à l'époque des hautes eaux. En d'autres termes, c'est au moment où l'on en aura le moins besoin que sera fourni l'essentiel de la production[34].

Ce qui n'inquiète pas la S. Kumars le moins du monde. La compagnie a un précédent : Enron. Une clause de son contrat fait d'elle un créancier privilégié du gouvernement. En ce sens que, quelle que soit la quantité (petite ou grande) d'électricité produite, que celle-ci soit ou non achetée, le gouvernement lui garantit un paiement minimal annuel de 6 milliards de roupies pendant les trente-cinq années à venir. Argent qui lui sera versé avant même que les employés de l'ORE en faillite perçoivent leur salaire.

Qu'a donc fait la S. Kumars pour mériter pareille largesse ? Ce n'est pas très difficile à deviner.

Qui donc, en définitive, paie ce barrage dont personne n'a besoin ? À en croire les études menées par l'administration, la retenue du barrage de Maheshwar va submerger 61 villages. Treize disparaîtront entièrement sous les eaux, les autres perdront leurs terres cultivables[35]. (L'agence chargée de l'étude est la même que celle qui avait travaillé sur le barrage de Bargi. De triste mémoire !) Comme d'habitude, les gens n'ont pas été avertis du projet ni de leur éviction imminente. Et bien entendu, s'ils saisissent les tribunaux maintenant, ils vont s'entendre dire qu'il est trop tard puisque les travaux ont déjà commencé. Les premiers relevés avaient été entrepris censément en vue de la construction d'une voie ferrée. Ce n'est qu'en 1997, quand les premières charges de dynamite explosèrent sur le site, que les gens comprirent de quoi il retournait, et que le NBA commença à militer à Maheshwar.

Ceux qui sont dans la zone submersible disent que les études ne sont pas fiables. Certains villages

déclarés submersibles sont situés plus haut que d'autres qui, nous dit-on, ne seraient pas affectés par le projet. Dans la mesure où le barrage se trouve dans les grandes plaines du Nimad, la moindre erreur de calcul pourrait entraîner d'énormes disparités entre les zones déclarées submersibles et celles qui seront effectivement submergées. Les conséquences de telles erreurs seraient autrement plus graves que tout ce qu'on a pu connaître à Bargi.

Mais il y a d'autres données dignes d'intérêt dans cette prétendue étude. L'Annexe Six du plan de relocalisation précise que, pour l'ensemble des 61 villages concernés, on compte 38 puits et 176 arbres. Or les villageois font remarquer que pour le seul village de Pathrad, le total s'élève déjà à 40 puits et plus de 4 000 arbres.

Et il en va de la population comme des puits ou des arbres. Il n'existe aucune estimation exacte du nombre des personnes qui auront à souffrir de l'implantation du barrage. Les responsables du projet reconnaissent eux-mêmes que de nouvelles études seraient nécessaires. À ce jour, ils n'ont enquêté que sur un seul des 61 villages concernés. Le nombre des foyers affectés est passé de 190 (dans l'enquête préliminaire) à 300 (dans la dernière en date).

Dans de telles circonstances, même le NBA ne peut connaître avec précision le nombre de PAPs (Personnes Affectées par le Projet). Il l'estime à environ à 50 000. Dont plus d'une moitié sont des dalits, des kevats et des kahars — vieilles communautés de passeurs, de pêcheurs, d'ouvriers de carrières de sable et de cultivateurs du lit du fleuve. La plupart ne possèdent aucune terre, c'est le fleuve

qui les fait vivre et qui représente pour eux toute leur richesse. Si le barrage est effectivement construit, des milliers d'entre eux perdront leur seul moyen de subsistance. Et pourtant, simplement parce qu'ils ne sont pas propriétaires d'un lopin de terre, ils ne peuvent prétendre au statut de PAP, et ne pourront donc bénéficier d'aucune mesure de relocalisation.

Jalud est le premier de ces villages à avoir été condamné à disparaître sous les eaux de la retenue[36]. Dès 1985, douze familles, pour la plupart dalits, qui avaient quelques terres à proximité du site de la future construction, se sont fait exproprier. Quand elles ont protesté, on a cimenté leurs canalisations d'eau, passé leurs récoltes au bulldozer, et la police a occupé leurs terres par la force. Ces douze familles ne possèdent désormais plus rien et travaillent comme ouvriers agricoles. La nouvelle initiative « privée » n'a fait aucun effort pour leur venir en aide.

Aux termes du décret de l'Administration centrale, les personnes affectées par le projet auraient dû être relogées en 1997. À ce jour, la S. Kumars n'a pas réussi à présenter une liste des PAPs, sans parler de chercher des terrains où les réinstaller. Et pourtant la construction se poursuit. La S. Kumars est tellement bien placée auprès du gouvernement de l'État qu'elle n'a même pas besoin de faire semblant de brouiller les pistes.

Il est prévu de reloger les Rajpoutes de Jalud dans un nouveau village — « un village de relocalisation modèle » —, situé à quelques kilomètres du fleuve et jouxtant une communauté composée essentiellement de dalits et d'adivasis dans une agglomération

du nom de Samraj. Un immense terrain leur a été réservé : une colline pierreuse, au sol inhospitalier, où poussent une herbe rare et de maigres broussailles, et sur laquelle des camions ont déversé et épandu une mince couche de limon, histoire de faire croire à un sol noir et riche.

L'Administrateur de District a acquis la colline en question pour le compte de la S. Kumars, sans considération du fait que c'était un pâturage communal appartenant aux habitants de Samraj. On a également exproprié, sans aucune indemnité, trente-quatre dalits et adivasis.

Les villageois, dont la principale source de revenus était le bétail, ont dû vendre leurs chèvres et leurs buffles pour la simple raison qu'ils n'avaient plus aucun endroit où les faire paître. Tout ce qu'il leur reste (ou plutôt leur restait) pour survivre, ce sont les rives d'un petit étang à la lisière du village. En été, quand l'eau baisse, elle laisse une mince ceinture de limon sur lequel ils font (ou plutôt faisaient) pousser du riz, des melons et des concombres. C'est là que la S. Kumars est venue se servir pour maquiller le pré communal caillouteux (dont les Rajpoutes de Jalud ne veulent pas). Les rives de l'étang désormais en pente ne sont plus cultivables.

Il ne reste plus aux habitants déjà appauvris de Samraj qu'à mourir de faim. Qu'importe, dès l'instant où le maquillage sera du plus bel effet sur les clichés que prendront les bailleurs de fonds allemands et suisses, les tribunaux indiens ou celui qui d'aventure passera par là.

Voilà l'héritage que guignait tant l'Ogden Energy Group américain. Sans se douter que le combat était déjà bien engagé. Ces trois dernières années, la bataille contre le barrage de Maheshwar a pris les dimensions d'un véritable mouvement de désobéissance civile, encore qu'à lire les journaux on ne le croirait pas. (La S. Kumars finance d'énormes campagnes publicitaires pour ses tissus mélangés. Après la phase James Bond avec Pierce Brosnan, ils viennent de signer un contrat avec la plus grande star du cinéma indien, Hrithik Roshan[37]. Incroyable l'impact que peut avoir, en termes d'admiration et de soutien tacites, l'image d'un beau mec en costume de laine mélangée !)

Des dizaines de milliers de villageois ont occupé le site du barrage à plusieurs reprises ces dernières années et ont réussi à interrompre les travaux[38]. Les manifestations dans la région ont contraint deux compagnies, les Allemands Bayernwerk et VEW, à se retirer du projet[39]. Siemens est resté dans la bagarre (cherchant à obtenir une garantie de crédit à l'exportation de l'ACE allemande, Hermes). En 2000, une équipe d'experts envoyée par le ministère allemand de la Coopération et du Développement économiques et dirigée par Richard Bissell (ex-président de la commission d'inspection de la Banque mondiale) a mené une enquête indépendante sur les aspects relocalisation et réinsertion du projet. Le rapport, publié le 15 juin 2000, était sans ambiguïté : la relocalisation et la réinsertion des populations déplacées par le barrage de Maheshwar s'avéraient tout bonnement impossibles[40].

À la fin du mois d'août, Siemens retirait sa demande de garantie de crédit auprès d'Hermes[41].

Les gens de la vallée n'ont guère le temps de récupérer entre deux assauts. La S. Kumars avait ses représentants dans le lot d'hommes d'affaires qui ont accompagné le Premier ministre indien lors de sa visite aux États-Unis en septembre 2000[42]. Pressée de trouver un remplaçant pour Siemens, elle espérait bien voir son projet d'accord avec Ogden transformé en contrat définitif. Lequel, heureusement (et pour Ogden et pour les habitants de Maheshwar), ne s'est pas encore concrétisé.

La seule fois où j'ai jamais éprouvé quelque chose qui ressemblait à de la fierté nationale, c'est la nuit où, en compagnie de 4 000 personnes, j'ai entamé une marche en direction du site du barrage, où nous savions que des centaines de policiers en armes nous attendaient. La veille déjà, des gens avaient afflué de tous les coins de la vallée dans un village du nom de Sulgaon. Ils étaient venus en tracteur, en charrette, à pied. Prêts à être battus, humiliés, jetés en prison.

Nous sommes partis à trois heures du matin. Et nous avons marché trois heures — fermiers, pêcheurs, carriers, écrivains, peintres, cinéastes, avocats, journalistes, représentant l'Inde entière à nous tous. Citadins, ruraux, touchables, intouchables. C'est cette alliance qui donne au mouvement sa force brute, sa rigueur intellectuelle et sa phénoménale ténacité. Tandis que nous traversions les champs et franchissions les rivières à gué, je me souviens d'avoir pensé : ceci est mon pays, ceci est le rêve auquel j'appartiens corps et âme, ceci est ce que j'ai de plus cher

au monde. Nous ne luttions pas simplement contre un barrage. Nous luttions pour une philosophie. Une vision du monde.

Nous avons marché dans le plus grand silence. Pas un raclement de gorge. Pas une cigarette allumée. Nous sommes arrivés au barrage à l'aube. La police nous attendait, mais sans savoir de quel côté nous arriverions. Nous nous sommes emparés du site. Des manifestants ont été battus, humiliés, arrêtés.

J'ai moi-même été arrêtée et poussée dans une voiture de la S. Kumars. Je me souviens d'avoir senti la honte m'envahir — de manière aussi brève et aiguë que quelques heures plus tôt le sentiment de fierté que j'avais éprouvé. Ça aussi, c'était mon pays. Le pays de mes ancêtres. Où même la police a été privatisée. (Sur le chemin du commissariat, les hommes se plaignirent de ce que la S. Kumars ne leur avait rien donné à manger de la journée.) Il y eut un si grand nombre d'arrestations que, ce soir-là, la prison refusa du monde. L'administration renonça et abandonna les lieux. Ce sont les manifestants eux-mêmes qui s'enfermèrent, réclamant des réponses à leurs questions. Jusqu'ici, ils n'en ont obtenu aucune.

Un documentariste néerlandais m'a récemment posé une question fort simple : Qu'est-ce que l'Inde a à enseigner au monde ?

Un réalisateur de documentaires a besoin de voir pour comprendre. Et j'ai pensé à trois endroits où je pourrais l'emmener.

D'abord, une « École de télérenseignements » à Gurgaon, dans la banlieue de Delhi. Je me suis dit qu'il serait intéressant pour un cinéaste de voir à

quel point il est facile d'humilier et de bafouer une civilisation ancienne. Dans ce genre d'école, des centaines de jeunes Indiens qui parlent anglais sont formatés pour devenir les travailleurs de l'ombre des grandes compagnies transnationales[43]. On les entraîne à répondre au téléphone à des demandes en provenance des États-Unis ou du Royaume-Uni (sur des sujets aussi divers que la perte d'une carte de crédit, le dépannage d'un lave-linge ou l'achat de billets de cinéma). Celui qui appelle ne doit en aucun cas savoir que son correspondant est un Indien, assis à un bureau dans la banlieue de Delhi. Ces écoles apprennent à leurs élèves à parler avec un accent anglais ou américain. Obligation leur est faite de lire les journaux étrangers de manière à pouvoir bavarder de la pluie et du beau temps, en bref de tous les sujets d'actualité. Obligation leur est également faite, quand ils sont de service, de changer leur nom. Sushma devient Susie, Govind devient Jerry et Advani, Andy. (Salut ! Andy à l'appareil. Quelle chaleur ! Allez, dites-moi tout, en quoi puis-je vous être utile ?) En fait, cela va plus loin : Sushma devient Mary, Govind devient David. Et peut-être qu'Advani devient Ulysse.

Ces employés sont payés dix fois moins que leurs homologues à l'étranger. Tout le monde s'accorde à dire que l'industrie du télérenseignement est appelée à rapporter des millions de dollars[44]. Vous imaginez... des millions de dollars pour une industrie qui repose sur le mensonge, la fausse identité et le racisme.

Récemment, le groupe Tata, un des géants de l'industrie indienne, a annoncé son intention de redéployer dans les centres de télérenseignements 20 000 de ses salariés victimes de compressions de person-

nel, et ce après une brève « période de formation », incluant notamment « l'apprentissage de l'accent et de l'argot américains[45] ». Dans le communiqué, on ne cachait pas que les employés d'un certain âge auraient peut-être du mal à s'adapter au travail de nuit — une nécessité, par suite du décalage horaire, dans le cas des compagnies installées aux États-Unis.

Le deuxième endroit où je me suis dit que je pourrais emmener mon documentariste est un autre genre de centre de formation : un Rashtriya Swayam Sewak (RSS) *shakha*, où l'on s'emploie à nourrir et orchestrer la réaction brutale à cet avilissement forcé. Où des gens tout à fait ordinaires défilent en shorts kaki et sont entraînés à croire que les armes nucléaires, le fanatisme religieux, la misogynie, l'homophobie, les autodafés, la haine déclarée sont les moyens par lesquels une nation peut recouvrer sa dignité perdue. Dans un pareil endroit, il pourrait voir par lui-même que les deux bras du Gouvernement fonctionnent en totale synergie. Qu'un mouvement de tenailles pratiquement parfait a été mis au point : pendant qu'un bras s'active à démembrer le pays pour le brader par morceaux, l'autre, histoire de détourner l'attention, dirige un chœur hurlant et hystérique, écœurant de chauvinisme culturel. Il serait fasciné, mon cinéaste, de voir de ses yeux comment l'inexorabilité impitoyable de la première opération engendre le terrorisme primaire qui accompagne la seconde. Des frères siamois — Advani et Andy. Qui partagent les mêmes organes. Sont capables de tenir simultanément des discours parfaitement contradictoires, d'adopter toutes les positions à tout moment. Qui sont, littéralement, inséparables.

Le troisième et dernier endroit, c'est la vallée de la Narmada. Là, mon réalisateur serait témoin de la résistance obstinée, féroce, miraculeuse, magnifique et, surtout, non violente, qui a grandi sur les rives de ce grand et beau fleuve.

Ce qui est en train d'arriver à notre monde est énorme, terrible, vraiment terrible. Au point de dépasser l'entendement. Essayer d'en concevoir les limites, de le définir et de l'affronter dans sa totalité relève de l'impensable. La seule manière de lutter, c'est de mener des guerres spécifiques selon des tactiques appropriées. Et l'un des meilleurs endroits où commencer pourrait bien être la vallée de la Narmada.

Les frontières sont ouvertes. Entrez donc. Et enterrons ensemble Rumpelstiltskin.

Novembre 2000

L'ÉCRIVAIN-MILITANT

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

FAUT-IL S'EN REMETTRE AUX SPÉCIALISTES ?

L'Inde vit dans plusieurs siècles à la fois. Curieusement, nous arrivons, dans le même temps, à progresser et à régresser.

En tant que nation, nous prenons de l'âge en exerçant une pression du milieu vers les bords, ajoutant quelques siècles au début et à la fin de notre extraordinaire CV. Nous grandissons un peu comme se développe la tête d'un requin-marteau, avec des yeux qui regardent dans des directions diamétralement opposées. D'un côté, nous apprenons que les pays européens envisagent d'assouplir leurs lois sur l'immigration pour importer des ingénieurs en informatique indiens[1]. De l'autre, qu'un sadhu naga, au Kumbh Mela, a remorqué la voiture du contrôleur des impôts du district avec son pénis, avec, à l'intérieur, le fonctionnaire assis raide et fier aux côtés de son épouse et de ses enfants[2].

Nous autres, citoyens indiens, subsistons grâce à un régime de massacres de caste et d'essais nucléaires, de mosquées démolies et de défilés de mode, d'églises incendiées et de réseaux de téléphone

cellulaire en constante expansion, dans un pays où voisinent système quasi esclavagiste et révolution numérique, infanticides de petites filles et chute du Nasdaq, feux de cuisine où périssent des épouses pour cause de dots insuffisantes et réserve inépuisable de Miss Monde. Loin de moi l'idée d'émettre un jugement de valeur simpliste sur cette curieuse forme de « progrès », en suggérant que le Moderne, c'est le Bien, et la Tradition, le Mal — ou inversement. Ce qui pose problème, d'un point de vue tout autant personnel que politique, c'est la nature schizophrène de l'ensemble. Remarque qui ne s'applique pas seulement au paradoxe ancien/moderne, mais à la totale absence de logique de ce qui prend aujourd'hui la dimension d'une entreprise nationale. Dans la ruelle derrière chez moi, je vois tous les soirs en rentrant des équipes de travailleurs émaciés qui creusent des tranchées pour poser des câbles en fibres optiques destinés à accélérer notre révolution numérique. Dans le froid de l'hiver, ils n'ont que quelques chandelles pour s'éclairer.

Tout se passe comme si le peuple indien avait été rassemblé et chargé sur deux convois de camions (l'un, énorme, l'autre, tout petit), expédiés dans des directions résolument opposées. Le convoi minuscule est en route pour une brillante destination qui va le conduire tout près du sommet du monde. L'autre se fond dans l'obscurité et ne tarde pas à disparaître. Une étude rapide prenant en compte la caste, la classe et la religion de qui se retrouve dans tel ou tel convoi pourrait constituer un bon Abrégé du paresseux de l'histoire de l'Inde. Pour certains d'entre nous, vivre en Inde, c'est être suspendu entre deux camions, et se sentir proprement écartelé au

moment où ils partent chacun dans leur direction, démembré non pas physiquement, mais intellectuellement et affectivement.

Bien sûr que l'Inde est à l'image du monde. Bien sûr que ce qui se passe ici se passe aussi ailleurs, sous des formes plus ou moins comparables. Bien sûr que si l'on prend la peine de regarder, on trouvera facilement des analogies. La différence en Inde est affaire d'échelle, de dimension, de proximité pure et simple. En Inde, impossible d'ignorer le phénomène, vous l'avez constamment sous le nez. S'y intéresser, s'en occuper, ou non, essayer de le comprendre, ou s'obstiner à ne pas comprendre, y survivre, tout simplement, au quotidien, heure après heure, est en soi tout un art. Un art, ou bien une forme de folie insulaire qui refuse de regarder au-dehors. À moins que ce ne soit les deux.

Être écrivain — qui plus est un écrivain censément « connu » — dans un pays qui compte des millions d'illettrés[3] est un honneur quelque peu douteux. Être écrivain dans un pays qui a donné au monde le Mahatma Gandhi, qui a inventé le concept de non-violence pour finir, cinquante ans plus tard, par faire ses premiers essais nucléaires, est un terrible fardeau. (Guère plus terrible, disons-le, qu'être écrivain aux États-Unis, où l'amoncellement d'armes nucléaires suffirait à détruire la planète plusieurs fois.) Être écrivain dans un pays dont les citoyens sont confrontés, au nom du « développement », à quelque chose qui ressemble fort à une guerre civile qui ne se dit pas telle, est une lourde responsabilité. Quand je parle des écrivains et de ce qu'ils écrivent, c'est le cœur lourd, lui aussi, que j'utilise une expression comme « lourde responsabilité ».

Quel est le rôle de l'écrivain et de l'artiste dans la société ? Peut-on le définir ? Peut-on l'identifier, le décrire, le caractériser une bonne fois pour toutes ? Est-ce même souhaitable ?

Pour ma part, peu de choses ont le pouvoir de me terrifier davantage que l'idée suivant laquelle il existerait une charte immuable des devoirs et responsabilités de l'écrivain et de l'artiste, obligeant ces derniers à vivre et à écrire selon ses statuts. Imaginez qu'il existe un petit livre noir — une sorte de Guide Officiel du Bien Écrire — stipulant : Tout écrivain est tenu d'avoir une conscience politique et une morale sexuelle, ou Tout écrivain doit croire en Dieu, en la mondialisation et aux joies de la vie de famille…

La première règle pour un écrivain, du moins à mes yeux, est qu'il n'y a pas de règles. La deuxième (puisque la première n'a été édictée que pour être enfreinte) est qu'en art le Médiocre n'a pas d'excuses. Peintres, écrivains, chanteurs, acteurs, danseurs, cinéastes, musiciens — tous sont censés s'élever dans les airs, repousser les frontières, tester les limites de l'imagination, faire jaillir la beauté des choses les plus inattendues, trouver la magie dans des lieux ignorés du commun des mortels. Entraver leur essor, alourdir leurs ailes des principes de moralité et de responsabilité en vigueur dans la société où ils vivent, les ligoter à l'aide de valeurs préconçues, c'est réduire leur entreprise à néant.

Il se peut qu'un bon ou un grand écrivain refuse la responsabilité ou la moralité que la société voudrait lui imposer. Et pourtant, les meilleurs et les

plus grands n'ignorent pas qu'abuser de cette liberté chèrement gagnée ne peut que conduire à un art dénaturé. L'écrivain se voit imposer par son art un tissu complexe de moralité, de rigueur et de responsabilité, qui, même s'il reste singulier, individuel, n'en est pas moins là et doit être pris en compte. Dans l'idéal, c'est un lien privilégié entre l'artiste et son moyen d'expression. Si c'est une sorte de coopération raisonnable, passe encore. Mais, dans le pire des cas, c'est une relation d'exploitation et d'irrespect.

L'absence de règles extérieures n'est pas sans compliquer les choses. La frontière est étroite qui sépare le véritable oiseau de l'imagination, brillant et vigoureux, des artifices tapageurs de la superficialité. Où se situe-t-elle, cette ligne de démarcation ? Comment la repérer ? Comment savoir qu'on l'a franchie ? Au risque de paraître sibylline et obscure, je serais tentée de dire qu'on le sait, qu'on le sent, c'est tout. Le fait est que personne en dehors de vous — lecteur, critique, agent, éditeur, collègue, ami ou ennemi — ne pourra jamais avoir de certitude à ce sujet. Il appartient à chaque écrivain de se poser la question et d'y répondre aussi honnêtement que possible. Le problème avec cette « frontière », c'est qu'une fois que l'on a appris à la reconnaître et qu'on l'a intégrée, on ne peut plus l'ignorer. Il faut alors vivre avec, la suivre jusqu'au bout, composer avec ses complexités, ses contradictions, ses exigences. Ce qui est loin d'être toujours facile et de vous garantir compliments et ovations. Ce qui peut parfois vous emmener sur des terrains on ne peut plus étranges et inattendus. Au beau milieu d'une guerre, par exemple, vous pouvez fort bien vous retrouver fasciné par le rituel amoureux d'un souimanga

pourpre, la vie secrète d'un poisson dans son bocal ou le sort d'une vieille tante qui sombre dans la folie. Et personne ne pourra dire qu'il n'y a ni vérité, ni art, ni beauté dans tout cela. À l'inverse, dans un pays censément en paix, on peut avoir la malchance, comme moi, de se trouver confronté à une guerre silencieuse. Le problème, c'est qu'une fois qu'on l'a vue, cette guerre, on ne peut plus nier son existence. Se taire, ne pas bouger devient un acte politique au même titre que protester. L'innocence n'existe pas : dans un cas comme dans l'autre, vous êtes engagé.

Aujourd'hui, sans doute plus qu'à aucun autre moment de l'Histoire, la société civile et les institutions publiques des pays les plus puissants du monde veillent farouchement à la liberté d'expression de l'écrivain. Toute tentative visant ouvertement à museler ou à réduire la voix d'un artiste au silence se heurte aussitôt à une violente opposition. L'écrivain est protégé, défendu. Ce qui est, en soi, merveilleux. Écrivains, acteurs, musiciens, réalisateurs — autant de joyaux étincelants de la couronne de la civilisation moderne. L'artiste, à mon sens, est plus libre que jamais. Car jamais les écrivains n'ont été aussi nombreux à voir leurs ouvrages publiés. (Et ce d'autant plus que nous disposons aujourd'hui de l'Internet.) Jamais auparavant nous n'avons été aussi viables d'un point de vue commercial. Nous vivons et prospérons au cœur du marché. Même s'il est vrai que pour chaque « réussite » il faut compter une centaine d'« échecs ». Même s'il est vrai qu'il existe une foule de formes d'art, aussi bien populaires que classiques, une foule de langues, de traditions culturelles et artistiques qui sont laissées pour compte et écrasées dans la ruée vers le paradis des best-sellers. Il n'en

reste pas moins que l'on n'a jamais vu autant d'écrivains, de chanteurs, d'acteurs, de peintres devenir des personnages influents et de riches superstars. Et ceux-là, ceux qui ont effectivement réussi, engendrent des milliers d'imitateurs, deviennent des porte-flambeaux, tandis que leur œuvre devient, elle, la référence obligée de leur art.

Aujourd'hui, en Inde, les choses menacent de tourner à la farce. À la suite du récent succès commercial de certains auteurs indiens, les éditeurs occidentaux prospectent à tout va pour dénicher le prochain « grand » roman anglo-indien. Ils sont prêts à tout, hormis à faire passer des entrevues pour le poste d'« écrivain » aux Indiens parlant anglais. Il y a encore quelques années, la bourgeoisie ambitionnait pour sa progéniture des carrières d'ingénieur, de médecin ou d'administrateur ; aujourd'hui, elle envoie ses enfants dans des écoles de *creative writing*, en priant le ciel pour qu'ils réussissent. Je suis moi-même constamment approchée par des compagnies informatiques, des fabricants de montres, voire des magnats de la presse, qui voudraient me voir sponsoriser leurs produits. Le propriétaire d'une boutique de Bombay est même allé un jour jusqu'à me demander s'il pouvait « mettre en vitrine » mon livre (comme s'il s'agissait d'un accessoire, d'un bracelet ou d'une paire de boucles d'oreilles), pendant qu'il me filmerait en train d'acheter ses vêtements ! Jhumpa Lahiri, l'écrivain américain d'origine indienne qui a remporté le prix Pulitzer, est récemment venu en Inde pour se marier selon la tradition bengalie. La cérémonie s'est retrouvée à la une de tous les journaux nationaux.

Où cela va-t-il nous mener ? S'agit-il simplement d'inoffensives sottises, qu'il convient d'ignorer ? De quelle manière cette cour assidue affecte-t-elle notre art ? Brouille-t-elle notre vision du monde ? Dans quelle mesure nous éloigne-t-elle de la réalité dans laquelle nous vivons ?

Il existe un réel danger de voir ce nouveau type de séduction nous fermer la bouche de manière bien plus efficace que ne le feraient la violence ou la répression. Nous avons la liberté de parole. Sans doute. Mais est-ce une liberté authentique ? Si ce que nous avons à dire ne « se vend » pas, le dirons-nous quand même ? Le pouvons-nous ? Ou bien tout le monde ne cherche-t-il à dire que ce qui « se vend » ? Se pourrait-il que les écrivains finissent en amuseurs de cour ? Ou bien, plus subtilement, en eunuques royaux version XXIe siècle, pourvoyant aux plaisirs de nos P-DG en exercice ? Vous voyez ce que je veux dire... des garçons plutôt lestes, mais gentils. Au comportement osé peut-être, mais sans risque.

La parution de mon premier, et, à ce jour, unique roman, *Le Dieu des Petits Riens*, remonte à plusieurs années. Dans les premiers temps, on me décrivait — on me présentait — comme l'auteur d'un premier roman dont le « succès » (passez-moi l'expression) était une bizarrerie de l'édition. Aujourd'hui, c'est moi qui suis bizarre. Je suis, apparemment, ce que le jargon du XXIe siècle appelle communément un « écrivain-militant ». (Sur le modèle de banquette-lit.)

Pourquoi m'étiqueter ainsi, et pourquoi — même quand elle est utilisée positivement, laudativement — cette expression me met-elle mal à l'aise ? Simple-

ment parce que, après *Le Dieu des Petits Riens*, j'ai rédigé trois essais politiques (les trois premiers textes du présent ouvrage) : « La fin de l'imagination », contre les essais nucléaires en Inde ; « Pour le bien commun », contre la politique des Grands Barrages et la notion de « développement » ; et « Énergie du pouvoir et pouvoir de l'énergie : la réincarnation de Rumpelstiltskin », contre la mainmise des grandes compagnies privées sur des infrastructures essentielles comme l'eau et l'électricité. Si l'on y ajoute la construction du temple d'Ayodhya, il se trouve que ces sujets sont actuellement au cœur des préoccupations du gouvernement indien.

Pourquoi l'auteur du *Dieu des Petits Riens* est-elle qualifiée d'écrivain, et pourquoi celle qui a rédigé ces essais reçoit-elle l'appellation de militante ? Le premier ouvrage est certes une œuvre de fiction, aussi engagée néanmoins que n'importe lequel de mes essais. Inversement, si les essais ne sont pas des œuvres de fiction, au nom de quoi est-ce qu'un écrivain devrait renoncer au droit de s'engager ?

Je dirai, pour ma part, que si l'on m'affuble d'une double casquette en m'appliquant cette horrible étiquette professionnelle, c'est moins en raison de la nature politique de mon travail que parce que, dans mes essais, je prends parti. Je prends position, j'exprime un point de vue. Pire, je dis clairement que j'estime juste et moral d'adopter une telle position et, pis encore, juste et moral d'utiliser tous les moyens en mon pouvoir pour gagner ouvertement des adeptes à ma cause. Voilà une attitude qui, pour un écrivain du XXI^e^ siècle, est inconvenante et manque singulièrement de recul. Qui vous conduit par ailleurs à marcher sur les plates-bandes habituellement

réservées aux idéologues de la politique partisane, une engeance dont le monde a appris (à juste titre) à se méfier. Je suis consciente du danger. Je prône la circonspection. La discrétion, la prudence, la mesure, la subtilité, l'ambiguïté, la complexité... Personne n'aime autant que moi les questions sans réponse, les histoires sans dénouement, les sommets inaccessibles, les frustrations d'un rêve interrompu. Enfin, le plus souvent...

Mais faut-il vraiment qu'un écrivain soit constamment ambigu ? L'histoire de l'humanité n'a-t-elle pas connu des épisodes tragiques, où précaution et discrétion n'auraient été que pusillanimité ? Prudence, synonyme de lâcheté ? Raffinement, décadence déguisée, et circonspection, rien d'autre qu'une forme d'adhésion ?

N'est-il pas vrai, ou du moins théoriquement possible, qu'il existe des moments dans la vie d'un peuple ou d'un pays où le climat politique exige que l'écrivain le plus raffiné prenne ouvertement position ? Je suis convaincue que de tels moments, nous sommes en train de les vivre. Et je suis convaincue que, dans les années à venir, les intellectuels et les artistes seront appelés à prendre parti, et que, contrairement à ce qui s'est passé au moment de la lutte pour l'indépendance, nous ne pourrons nous offrir le luxe de combattre une « puissance colonisatrice ». C'est contre nous-mêmes qu'il nous faudra combattre.

Nous allons devoir faire face à une remise en question très inconfortable de nos valeurs et de nos traditions, de notre vision du futur, de nos responsabilités en tant que citoyens, de la légitimité de nos « institutions démocratiques », du rôle de l'État, de

la police, de l'armée, du pouvoir judiciaire et des intellectuels.

Un demi-siècle après l'indépendance, l'Inde continue à se débattre avec le legs du Colonialisme, ne s'est pas encore remise de l'« insulte culturelle ». En tant que citoyens, nous nous évertuons à réfuter la définition que donne de nous le Monde blanc. Nous venons tout juste de commencer à nous colleter, intellectuellement et émotionnellement, avec la politique de caste et le communautarisme qui menacent de déchirer le tissu de notre société. En attendant, une nouvelle menace se profile à l'horizon.

Il ne s'agit pas de guerre, de génocide, de purification ethnique, de famine, ou d'épidémie. À première vue, ce n'est ni plus ni moins que du quotidien, du tout-venant. Sans rien du tragique, de la grandeur épique d'une guerre ou d'un génocide. Cette menace, par comparaison, elle est terne, elle passe mal à la télévision. Elle a trait à des réalités aussi prosaïques que l'approvisionnement en eau, l'électricité, l'irrigation. Mais elle ne s'en inscrit pas moins dans un processus de dépossession barbare, sans précédent dans l'Histoire. Sans doute aurez-vous déjà deviné que ce à quoi je fais allusion, c'est à la toute dernière version de la mondialisation des entreprises.

Qu'est-ce que la mondialisation ? Qui en retire les fruits ? Quelles en seront les retombées dans un pays comme l'Inde où l'inégalité sociale est institutionnalisée en raison d'un système de castes vieux de plusieurs siècles ? Un pays où des centaines de millions de gens vivent en zone rurale[4]. Où 80 % des exploitations agricoles sont de petites fermes. Où presque la moitié de la population ne sait ni lire ni écrire.

La mondialisation et la privatisation de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau, de l'électricité et des biens de consommation essentiels vont-elles sortir l'Inde du marasme où l'ont plongée la pauvreté, l'analphabétisme et le fanatisme religieux ? Est-ce aller de l'avant que de démanteler pour vendre au plus offrant les infrastructures du secteur public, lentement mises au point au cours des cinquante dernières années grâce à l'argent du contribuable ? La mondialisation des entreprises va-t-elle combler l'écart entre les pauvres et les nantis, les castes supérieures et les castes inférieures, les instruits et les illettrés ? Ou bien va-t-elle tendre une main secourable et amicale à ceux qui ont déjà une avance de plusieurs siècles ?

Cette mondialisation va-t-elle entraîner « l'éradication de la pauvreté dans le monde », ou bien ressortit-elle à une variété mutante de colonialisme, commandée à distance et contrôlée par le numérique ? Vastes questions, et grandement controversées. Dont les réponses varient suivant qu'elles viennent des villages et des champs de l'Inde rurale, des taudis et des bidonvilles de l'Inde urbaine, des salons de la classe moyenne naissante ou des salles de conseil des grandes compagnies.

L'Inde n'a jamais autant produit de lait, de sucre et de céréales vivrières qu'aujourd'hui. Quarante-deux millions de tonnes de céréales sont stockées dans les entrepôts du Gouvernement[5]. Soit pratiquement le quart de la production annuelle. Les agriculteurs qui se sont retrouvés avec un surplus de production sur les bras ont été acculés au désespoir. Dans les régions qui avaient un poids politique

suffisant, le Gouvernement s'est livré à des dépenses frénétiques, achetant plus de grains qu'il ne pouvait en engranger ou en utiliser. Et pourtant, aux termes de ses accords avec l'Organisation mondiale du commerce, il s'est vu dans l'obligation de lever les restrictions à l'importation sur 1 400 biens de consommation, dont le lait, le sucre, les céréales, le coton, le thé, le café, le caoutchouc et l'huile de palme[6]. Et ce en dépit d'un marché saturé dans ces différents domaines. Pendant que les céréales pourrissent dans les entrepôts du Gouvernement, des centaines de millions de citoyens indiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté et n'ont pas les moyens de faire un repas correct par jour. On a relevé des morts par inanition (déguisées en rougeoles ou en intoxications alimentaires) dans plusieurs parties du pays.

À compter du 1er avril 2001 (!), et toujours aux termes de ses accords avec l'OMC, le gouvernement indien doit renoncer à toutes ses restrictions sur les importations. Le marché indien est déjà submergé de produits d'importation meilleur marché. Même si, d'un point de vue technique, l'Inde est libre d'exporter ses produits agricoles, ceux-ci, dans la pratique, ne quittent guère le pays, faute de répondre aux « normes environnementales » des pays industrialisés. (En Occident, on ne consomme pas les mangues talées, ni les bananes tachées, ni le riz agrémenté de quelques charançons. En Inde, une tache ici ou là, un charançon par-ci par-là ne dérangent personne.)

Certains pays développés comme les États-Unis, dont l'agriculture fortement subventionnée n'occupe que 2 à 3 % de la population, font pression sur

l'OMC pour obliger des pays comme l'Inde à abandonner le principe des subventions agricoles afin de rendre le marché « compétitif ». Pour permettre à d'énormes entreprises mécanisées qui travaillent des milliers d'hectares de terres arables d'entrer en concurrence avec de malheureux fermiers qui, eux, pratiquent une agriculture de subsistance sur deux ou trois hectares ?

La vérité, c'est que l'économie rurale indienne est en train de se faire asphyxier. Les fermiers qui produisent trop vont mal, ceux qui produisent trop peu vont tout aussi mal, et les ouvriers agricoles se retrouvent sans emploi au fur et à mesure que les grands propriétaires et les grandes exploitations licencient leur personnel. Lequel converge en masse vers les villes pour tenter de trouver du travail.

« Le Commerce, pas l'Aide », tel est le mot d'ordre des chefs du nouveau Village mondial, qui siège dans les bureaux rutilants de l'OMC. C'est aussi sous le masque du commerce que nos colonisateurs britanniques ont pris pied sur nos rivages il y a quelques siècles de cela. Nous n'avons pas oublié la Compagnie des Indes orientales. Aujourd'hui, le colonisateur n'a même plus besoin d'une présence symbolique dans les colonies. Nul besoin pour les P-DG et leurs équipes de se donner la peine de venir sous les tropiques, au risque d'attraper insolation, diarrhée ou malaria, et de mourir prématurément. Plus besoin d'entretenir sur place une armée ou des forces de police, ni de s'inquiéter de possibles insurrections ou mutineries. Les nouveaux colons peuvent jouir de leurs colonies la conscience en paix. « Créer un bon climat d'investissement », tel est l'euphémisme sous lequel se cache aujourd'hui la

répression dans le tiers monde. Sans compter que la responsabilité de sa mise en œuvre reste l'affaire de l'administration locale.

Afin de faciliter les « Projets de Développement », le gouvernement indien s'apprête à amender l'actuel Land Acquisition Act [Loi sur l'acquisition de la terre] (lequel date du XIX^e^ siècle et fut rédigé en son temps, comble de l'ironie, par les Britanniques) pour le rendre encore plus draconien[7]. Les gouvernements des États se préparent à ratifier des lois « antiterroristes » de façon que ceux qui font obstruction aux projets de développement soient considérés comme de véritables terroristes. Ils pourront être détenus sans jugement pendant trois ans, et leurs terres et leur bétail saisis.

Récemment, la mondialisation du commerce a soulevé de sérieuses protestations. Ce qui s'est passé à Seattle et à Prague entrera dans l'histoire. Chaque fois que l'OMC ou le Forum économique mondial se réunissent, il leur faut se placer sous la protection de milliers de policiers armés jusqu'aux dents. Ce qui n'empêche pas les partisans de la mondialisation, depuis Bill Clinton, en passant par Kofi Annan et A. B. Vajpayee, jusqu'aux agents de change enthousiastes assis à l'orchestre, de continuer à faire leurs grandes déclarations de principe. Si nous disposons sur place des institutions adéquates — tribunaux efficaces, lois justes, hommes politiques honnêtes, démocratie active, administration transparente qui respecte les droits de l'homme et permet aux citoyens d'avoir une voix dans toutes les décisions qui affectent directement leur vie —, alors le projet de mondialisation fonctionnera également

pour le bien des pauvres. C'est ce qui s'appelle « la mondialisation à visage humain ».

Mais il est évident que, si l'on arrivait effectivement à mettre de telles mesures en place, on pourrait faire marcher n'importe quel système : le socialisme aussi bien que le capitalisme. Au paradis, tout fonctionne à merveille, l'État communiste comme la dictature militaire ! Mais dans un monde imparfait, tel que le nôtre, est-ce la mondialisation des entreprises qui va nous apporter tous ces bienfaits ? Est-ce vraiment là ce à quoi nous assistons en Inde, maintenant que le pays est engagé sur la voie rapide du libre marché ? L'un quelconque des articles de cette liste ambitieuse s'applique-t-il à l'Inde d'aujourd'hui ? Les institutions de l'État sont-elles transparentes ? Les citoyens ont-ils pu faire entendre leur voix ? Sont-ils seulement informés — sans parler d'être consultés — des décisions susceptibles d'affecter directement leur vie ? M. Clinton (ou M. Bush, maintenant) et M. Vajpayee font-ils vraiment tout ce qui est en leur pouvoir pour veiller à l'instauration d'« institutions adéquates » ? Ou bien sont-ils engagés dans une entreprise exactement contraire ? Ont-ils à l'esprit quelque chose de radicalement différent quand ils parlent d'« institutions de gouvernement adéquates » ?

En novembre 2000, le rapport de la World Commission on Dams [Commission mondiale sur les Barrages] a été rendu public par Nelson Mandela, à la suite de la première étude un tant soit peu sérieuse menée sur les performances des Grands Barrages. Pour ceux d'entre nous qui sont opposés aux Grands Barrages, le document est contestable, et nombre de ses clauses inacceptables, pour ne pas

dire dénuées d'intérêt. Il a toutefois le mérite d'avoir au moins essayé d'aborder de front les graves questions sociales et écologiques soulevées ces dernières années. D'avoir au moins essayé de proposer des directives aux gouvernements et aux sociétés engagés dans la construction des barrages. D'avoir essayé d'évaluer le nombre des personnes déplacées à la suite de ces constructions.

L'Inde est le seul pays au monde à avoir refusé à la WCD l'autorisation d'organiser une séance publique. Le gouvernement du Gujerat, l'État dans lequel on construit actuellement le barrage de Sardar Sarovar, a même menacé d'arrestation certains membres de la commission[8].

En février 2001, le gouvernement indien a officiellement rejeté le rapport de la WCD[9]. Est-ce là le fait du gouvernement d'une démocratie transparente, responsable, participative ?

Récemment, la Cour suprême a ordonné la fermeture à Delhi de 77 000 unités industrielles « polluantes et non conformes[10] ». Décret qui va entraîner la mise à pied de 500 000 personnes. Que sont ces « unités industrielles » ? Qui sont ces gens ? Ce sont ceux qui ont quitté leurs villages par millions, certains volontairement, d'autres pas, pour aller chercher du travail. Ils ont grossi les rangs de ceux qui ne sont pas censés exister, ces « non-citoyens » qui survivent dans les coins et les recoins, les fissures et les fentes de la ville « officielle ». Qui existent en marge du réseau de l'infrastructure urbaine « officielle ».

Près de 40 % des 12 millions d'habitants de Delhi (soit environ 5 millions d'individus) vivent dans des

bidonvilles et des colonies non autorisées[11]. Dont la plupart ne bénéficient pas des services municipaux — ni électricité, ni eau courante, ni tout-à-l'égout. Environ 50 000 personnes sont sans abri et dorment dans la rue. Ces « non-citoyens » sont employés dans ce que les économistes appellent pompeusement le « secteur informel », cette économie parallèle fragile mais dynamique qui tout à la fois choque et réjouit l'imagination. C'est parmi eux que l'on trouve les vendeurs de rue, les conducteurs de cyclo-pousse, les trieurs d'ordures, les rechargeurs de batteries automobiles, les tailleurs, les fabricants de boutons de transistor ou de sacs en papier, les repriseurs de boutonnière, les coiffeurs, les ouvriers des teintureries et des imprimeries. Voilà les « unités industrielles » visées par l'arrêt de la Cour suprême. (Par chance, on n'est pas encore venu frapper à ma porte, bien que je constitue une unité tout aussi peu conforme[12].)

Les trains qui partent de Delhi ces temps-ci transportent des milliers de gens qui ne peuvent tout bonnement pas survivre en ville. Ils reprennent le chemin des villages qu'ils ont fuis. Des millions d'autres, parce que ce sont des « travailleurs illégaux », deviennent la proie facile d'une police corrompue et avide et de fonctionnaires rapaces. Ceux-là n'ont pas encore été contraints de quitter la ville mais vivent dans la crainte perpétuelle d'avoir à le faire.

En Inde, on ne parle plus aujourd'hui que de « libre concurrence », de réformes, de déréglementation et de la fin du « licence-raj » — et ce dans le but d'encourager l'esprit d'entreprise et de décourager la corruption. Et pourtant quand l'État réduit à

néant un marché florissant, quand il brise les reins d'un demi-million de petits patrons pleins d'imagination et de ressources, et qu'il livre des millions d'autres en pâture à l'industrie de la corruption, rares sont ceux qui sont prêts à relever l'ironie de la situation.

Incontestablement, le secteur informel est polluant, de même que, si l'on s'en réfère à une conception coloniale de l'occupation de l'espace urbain, il est « non conforme ». Mais le monde dans lequel nous vivons n'est ni propre ni parfait. Que dire du fait que la pollution à Delhi provient à 67 % des véhicules automobiles[13] ? Imagine-t-on la Cour suprême interdisant les voitures particulières ou limitant le nombre de véhicules par foyer ?

Si la pollution préoccupe à ce point nos tribunaux et notre gouvernement, comment se fait-il qu'ils se soient montrés aussi peu empressés pour réglementer les usines des gros industriels qui ont pollué les fleuves, dévasté les forêts, vidé et empoisonné les nappes phréatiques, et détruit les moyens de subsistance de milliers de gens qui vivaient de telles ressources ? Parlons donc de Grasim au Kerala, d'Orient Paper Mill au Madhya Pradesh, des industries toxiques du « sunrise belt » au Gujerat, des mines d'uranium de Jadugoda, des usines d'aluminium de l'Orissa. Et de centaines d'autres.

Voilà notre version maison du comportement des pays industrialisés dans le débat sur le réchauffement climatique, à savoir : nous polluons, vous, vous payez.

Dans de telles circonstances, l'étiquette d'« écrivain-militant » censée rendre compte de mes activités professionnelles me fait doublement sourciller. D'abord, parce qu'elle vise à diminuer à la fois les écrivains et les militants. Elle cherche à réduire les potentialités de l'écrivain, son ampleur, son envergure. Elle suggère, d'une certaine façon, qu'il est par définition trop veule pour faire preuve de la clarté d'esprit, de la rigueur, du raisonnement, de la passion, du courage, de l'audace et, si besoin est, de la vulgarité que suppose une prise de position publique sur des questions politiques. Inversement, l'étiquette suggère que les militants se situent à l'extrémité la plus grossière, la moins raffinée du spectre intellectuel. Qu'ils sont des « preneurs de position » professionnels, et que, par conséquent, ils sont incapables de complexité et de subtilité intellectuelle, ne manifestant qu'une compréhension des choses primaire, simpliste et partisane. Mais ce que je reproche le plus à ce terme, c'est qu'en s'efforçant de « professionnaliser » le militantisme, il a pour effet de restreindre le problème et de suggérer qu'il appartient aux seuls professionnels, autrement dit aux militants et aux écrivains engagés, d'y faire face.

Le fait est que ce qui se produit aujourd'hui n'est pas un « problème », et que les questions que certains d'entre nous soulèvent ne sont pas des « causes ». Il s'agit de véritables cataclysmes politiques et sociaux qui ébranlent le monde. On ne se sent pas engagé parce qu'on est écrivain ou militant, mais parce qu'on est homme. Militer par le biais de l'écriture est ce qu'un écrivain peut faire de mieux. Il est vital de déprofessionnaliser le débat public sur des sujets qui affectent directement la vie des gens ordinaires. Il est grand temps d'arracher notre avenir

aux « spécialistes ». Grand temps de poser, dans le langage de tous les jours, la question publique et d'exiger, dans le même langage, une réponse publique.

De quelque manière que l'on présente la chose, tranchante, agressive, persuasive ou poétique, l'écrivain, au bout du compte, n'est qu'un citoyen parmi d'autres, qui réclame une information publique et demande une explication de même nature.

Pour ma part, je ne prêche pour aucun saint, personnel ou idéologique. Je n'ai pas d'intérêts professionnels à défendre. Je suis tout à fait prête à me laisser convaincre. Prête à changer d'avis. Mais au lieu d'un argument sensé, d'une explication ou d'une contestation des faits avancés, tout ce que nous obtenons, ce sont des insultes, des invectives et l'éternelle rengaine des spécialistes : Vous ne comprenez pas, et ce serait trop compliqué à expliquer. Ce qu'il faut, bien évidemment, traduire par : Ne vous prenez donc pas la tête là-dessus. Retournez vous amuser avec vos jouets. Et laissez-nous nous occuper des choses sérieuses.

On reconnaît là le vieil instinct brahmanique : coloniser le savoir, l'enfermer entre quatre murs pour le détourner à son profit. Le *Manusmriti*, le code de conduite hindou inspiré des Veda, dit que si un dalit entend un *shloka*, ou un extrait quelconque d'un texte sacré, il convient de lui verser du plomb fondu dans l'oreille. Ce n'est pas une coïncidence si l'Inde, qui s'apprête à jouer un rôle de premier plan dans la révolution informatique, compte des millions d'analphabètes. (Il serait intéressant, à titre d'information, de savoir combien de nos « spécialistes »

— chercheurs, professionnels, consultants — sont en fait des brahmanes ou appartiennent aux castes supérieures.)

Si vous avez la chance de faire partie des élus qui ont une place réservée dans le plus petit des deux convois, alors s'en remettre aux spécialistes est, ou peut se révéler être, une solution bénéfique pour les deux parties. Pour vous, c'est un moyen commode de mettre votre conscience à l'aise, de vous décharger de vos responsabilités. Pour l'autre, c'est une façon de créer un énorme marché professionnel pour toutes sortes de « spécialités ». Loin de moi l'idée que tous les consultants sont des escrocs et qu'on pourrait se passer des spécialistes, mais vous n'êtes pas sans connaître le dicton : il y a de l'argent à faire sur le dos de la misère. Il y aurait une foule de questions d'ordre éthique à poser aux professionnels qui ont fait de la pauvreté et du désespoir leur spécialité.

Un exemple : à quel moment un chercheur cesse-t-il d'être un chercheur pour devenir un parasite qui se nourrit de désespoir et de misère ? L'origine des fonds qui financent sa recherche compromet-elle son travail ? Nous savons, après tout, que les études commandées par la Banque mondiale sont le plus fréquemment citées. Mais cette institution est-elle un observateur impartial de la situation mondiale ? Et les études qu'elle finance sont-elles totalement dénuées de parti pris ?

Un deuxième exemple : l'industrie internationale du barrage. Des dizaines de milliards de dollars par an[14]. Des spécialistes et des experts-conseil à ne plus savoir qu'en faire. Si l'on songe au nombre d'études,

de comptes rendus, d'ouvrages, de thèses, de subventions, de prêts, de rapports d'expert et de missions EIA sur l'impact environnemental, il est tout de même curieux, vous en conviendrez, qu'aucune estimation fiable concernant le nombre de gens expropriés par les Grands Barrages en Inde ne puisse être obtenue. Curieux aussi qu'on ne dispose d'aucune évaluation quant à l'apport des Grands Barrages à la production alimentaire globale. Curieux encore qu'il n'y ait pas eu d'audit officiel, ni aucune étude sérieuse, honnête et réfléchie sur un barrage précis visant à établir ce qu'il a coûté, si ce coût était ou non justifié, et s'il a ou non répondu à l'attente.

Mais à quoi jouent-ils donc, les spécialistes ?

L'avenir qu'on nous réserve n'est pas rose, c'est le moins qu'on puisse dire. Et pourtant, comment ne pas s'émerveiller de l'ampleur, de la profondeur, de la sagesse extraordinaires des mouvements de résistance qui se développent partout dans le pays ? Et qui, malgré la répression, refusent de se coucher pour mourir.

Rien de plus varié que leurs appartenances idéologiques et leurs stratégies de lutte. On trouve pêle-mêle ce professeur malayali qui opère en franc-tireur et envoie tous les jours au Président une pétition contre l'exploitation sectaire des textes historiques ; Sunderlal Bahugana, qui met sa vie en danger en multipliant les grèves de la faim pour protester contre le barrage de Tehri ; les adivasis de Jadugoda qui refusent de voir s'ouvrir sur leurs terres des mines d'uranium ; le Koel Karo Sangathan qui s'oppose à la construction d'un superbarrage dans le

Jharkhand ; le formidable Chattisgarh Mukti Morcha ; le Mazdoor Kisan Shakti Sangathan à l'obstination légendaire ; le Beej Bachao Andolan qui lutte pour sauver la biodiversité des semences, sans oublier, bien sûr, le Narmada Bachao Andolan.

Le salut de l'Inde réside dans l'anarchie et le tempérament foncièrement râleur de son peuple et de ses formations politiques. Jusqu'à nos fascistes hindous, qui, en dépit de leurs claquements de talons et de leurs martèlements de bottes, sont indisciplinés au point d'en être anarchiques, et incapables de rester d'accord plus de cinq minutes d'affilée. Livrer l'Inde aux grandes sociétés reviendrait à vouloir poser une grille de fer sur une mer démontée, pour l'obliger à se calmer. Je pressens que l'Inde ne se calmera pas. Elle ne pourra pas. Elle est trop vieille et trop rusée pour accepter de recommencer à sauter dans tous les cerceaux qu'on lui présente. Elle est trop diverse, trop majestueuse, trop animale, en quelque sorte, et — en dernier ressort, je l'espère — trop démocratique pour se laisser lobotomiser et croire en un principe unique, celui qui résume en fin de compte la philosophie de la mondialisation capitaliste : Le profit, c'est la vie.

Ce qui arrive au monde, en ce moment, dépasse largement la moyenne de la compréhension humaine. Ce sont les écrivains, les poètes, les artistes, les chanteurs, les cinéastes qui doivent servir d'intermédiaires, trouver les moyens de permettre au plus grand nombre d'appréhender la situation. Qui peuvent traduire les courbes de cash-flow et les brillants discours des comités directeurs en termes de vraie vie menée par des êtres de chair et de sang. En histoires qui racontent ce que c'est que de per-

dre sa maison, sa terre, son travail, sa dignité, son passé et son avenir au profit d'une force inconnue. Au profit de quelqu'un ou de quelque chose qui reste invisible et, par suite, impossible à haïr. Voire à imaginer.

C'est un nouvel espace qui s'ouvre à nous aujourd'hui. Un nouveau défi qui nous est lancé. Nous avons là l'occasion d'une nouvelle forme d'art. Un art capable de rendre palpable l'impalpable, tangible l'intangible, visible l'invisible et d'éviter l'inévitable. Un art susceptible de donner forme à un adversaire sans corps et sans visage. De l'obliger à rendre des comptes.

Les cyniques disent volontiers que la vie n'est qu'un choix entre une révolution avortée et un compromis honteux. Peut-être ont-ils raison. Mais le plus endurci d'entre eux devrait savoir qu'il n'y a aucune limite à la honte de ce honteux compromis. Ce qu'il nous faut chercher et trouver, ce qu'il nous faut travailler et perfectionner pour en faire un superbe joyau, c'est une nouvelle forme de politique. Non pas la politique gouvernante, mais la politique résistante. La politique de l'opposition. Celle qui demande des comptes. Celle qui invite les peuples à se donner la main pour prévenir une destruction certaine. Dans les circonstances actuelles, je dirai que la seule chose qui vaille la peine d'être mondialisée, c'est la contestation. Et c'est là ce que l'Inde peut exporter de mieux.

Février 2001

BEN LADEN, SECRET DE FAMILLE DE L'AMÉRIQUE

Traduit de l'anglais
par Frédéric Maurin

Après les inadmissibles attentats suicides qui ont frappé le Pentagone et le World Trade Center, un présentateur du journal télévisé déclarait le 17 septembre sur la chaîne américaine Fox : « Il est rare que le bien et le mal se manifestent aussi clairement qu'ils l'ont fait mardi dernier. Des gens que nous ne connaissons pas ont massacré des gens que nous connaissons — et ils ont commis leurs actes avec une jubilation pleine de mépris[1]. » Puis il a craqué et fondu en larmes.

Voilà le hic : l'Amérique est en guerre contre des gens qu'elle ne connaît pas (parce qu'ils ne passent pas souvent à la télévision). Le Gouvernement n'avait pas encore réussi à identifier précisément son ennemi, ni même commencé à cerner sa nature, que déjà, à grand renfort de publicité et de rhétorique douteuse, il se hâtait de concocter une « coalition mondiale antiterroriste » et mobilisait son armée, sa force aérienne, sa marine, ses médias pour les engager dans la bataille.

Le problème, c'est que l'Amérique, une fois partie en guerre, ne saurait décemment rapatrier ses

troupes sans qu'il y ait eu, de fait, une guerre. Si elle ne trouve pas son ennemi, il lui faudra en fabriquer un, ne serait-ce que pour calmer la fureur de l'opinion publique. La guerre va acquérir une dynamique, une logique et une justification qui lui appartiendront en propre et feront perdre de vue ses mobiles initiaux.

Mû par la colère, le pays le plus puissant du monde renoue d'instinct avec un réflexe ancestral pour livrer un nouveau type de guerre. Mais en matière de défense nationale, ses navires aérodynamiques, ses missiles de croisière, ses avions de combat F-16 ont soudain l'air d'antiquailles encombrantes.

Son arsenal de bombes nucléaires, qui tenait lieu de force de persuasion, ne vaut plus son pesant de ferraille. Cutters, canifs et froide colère sont les armes de la guerre au XXI[e] siècle. Rien de plus facile à crocheter que la colère. Elle passe la douane sans attirer l'attention, elle échappe au contrôle des bagages.

Contre qui l'Amérique se bat-elle ? Le 20 septembre, le FBI faisait part de ses doutes quant à l'identité de certains pirates de l'air. Le même jour, George W. Bush déclarait savoir exactement qui étaient les terroristes et quels gouvernements les soutenaient[2]. On aurait dit qu'il avait des informations dont ne disposaient ni le FBI ni la population américaine.

[...]

Pour des raisons stratégiques, militaires et économiques, George W. Bush doit à tout prix persuader l'opinion publique que ce sont les valeurs nationales

de la liberté et de la démocratie qui sont visées, ainsi que le mode de vie américain. Message facile à colporter dans l'atmosphère de chagrin, d'indignation et de colère qui règne actuellement. Cependant, à supposer que le contenu en soit vrai, on peut légitimement se demander pourquoi ce sont les symboles de la suprématie économique et militaire américaine (le World Trade Center et le Pentagone) qui ont été pris pour cibles. Pourquoi pas la statue de la Liberté ? Ne peut-on alors émettre l'hypothèse que la sombre colère à l'origine des attentats n'a pas pour source la liberté et la démocratie américaines, mais le soutien et l'engagement exceptionnel des Américains pour des causes radicalement opposées : pour le terrorisme militaire et économique, l'insurrection, la dictature armée, le fanatisme religieux, le génocide impensable (hors des frontières du pays) ?

Touchée par des pertes récentes, la majorité de la population doit avoir du mal à regarder le monde en face, les yeux embués de larmes, et n'y rencontrer que ce qu'elle peut interpréter comme de l'indifférence. Mais ce n'est pas de l'indifférence. C'est juste une intuition. Une absence de surprise. La conscience lasse que tout finit par se payer. Les Américains doivent savoir qu'ils ne sont pas en cause, mais que c'est la politique de leur gouvernement qui attise la haine. Ils ne peuvent pas un instant douter qu'ils sont partout bien reçus, eux et leurs musiciens extraordinaires, leurs écrivains, leurs acteurs, leurs athlètes impressionnants, leur cinéma. Immense a été la peine de l'Amérique face aux événements ; immense aussi, la dimension publique de cette peine. Mais de là à penser qu'elle pourrait modérer ou nuancer l'angoisse, ce serait grotesque.

Toutefois, il serait également regrettable que le pays, au lieu d'en profiter pour tenter d'expliquer les événements, saisisse l'occasion pour usurper la souffrance du monde entier, pour pleurer et venger la souffrance qui le concerne seul. Car dans ce cas c'est à nous autres qu'il reviendrait de poser les vraies questions et de prononcer les mots cruels. Pour nos douleurs, pour notre retard, nous serions haïs, ignorés, peut-être même enfin réduits au silence.

Le monde ne saura sans doute jamais pourquoi les pirates de l'air ont dirigé les avions vers les immeubles qu'ils ont percutés. Ils n'avaient que faire de la gloire. Tout ce que nous savons, c'est que la croyance en ce qu'ils faisaient surpassait de loin l'instinct naturel de survie, le désir humain de laisser un souvenir de soi. Presque comme si leurs actes marquaient la limite inférieure en deçà de laquelle ils ne pouvaient exprimer leur immense fureur. Des actes qui ont fait voler en éclats le monde tel que nous le connaissions. Qui, en l'absence d'informations, vont être lus par les hommes politiques, les commentateurs et les écrivains (dont je suis) à la lumière de leurs propres opinions et de leurs propres interprétations. Cette réflexion, cette analyse du climat politique où ont eu lieu les attentats ne peuvent être que bonnes à prendre.

[...]

Il n'est pas superflu de procéder à quelques éclaircissements. Et de se demander par exemple : à qui va bénéficier cette « justice sans limites », cette « liberté immuable » ? L'Amérique déclare-t-elle la guerre au terrorisme en Amérique ou au terrorisme

en général ? Que s'agit-il de venger au juste ? La mort tragique de près de 6 000 personnes, la disparition de 1,4 million de mètres carrés de bureaux à Manhattan[3], la destruction d'une partie du Pentagone, la perte de plusieurs centaines de milliers d'emplois, la faillite potentielle de quelques compagnies aériennes ? Ou bien les enjeux sont-ils plus vastes ?

En 1996, interrogée par Leslie Stahl sur sa réaction devant la mort de 500 000 enfants irakiens après les sanctions économiques américaines, Madeleine Albright, alors ambassadrice des États-Unis à l'ONU, répondait sur CBS que c'était « un choix très difficile » mais que, tout compte fait, « nous pensons que le prix en vaut la peine »[4]. A-t-elle été renvoyée de son poste pour avoir tenu pareils propos ? Pas du tout. Elle a continué à parcourir le monde, à représenter les opinions et les aspirations du gouvernement américain. Plus grave encore, dans les circonstances actuelles : les sanctions contre l'Irak n'ont pas été levées. Des enfants continuent à mourir. Nous y voilà. Un distinguo peu subtil oppose la civilisation et la sauvagerie, le « massacre d'innocents » (ou, si l'on préfère, « le heurt des civilisations ») et les « dommages de guerre ». Pure sophistique, délicate algèbre de la « justice sans limites » ! Combien faudra-t-il de morts irakiens pour améliorer le monde ? Combien de morts afghans pour un seul mort américain ? Combien d'enfants morts pour un seul homme mort ? Combien de cadavres de moudjahidins pour le cadavre d'un seul banquier d'affaires ?

La coalition des superpuissances mondiales resserre son étau sur l'Afghanistan, l'un des pays les

plus pauvres qui soient, l'un des plus sinistrés, des plus déchirés par la guerre. Les talibans au pouvoir y offrent un abri à Oussama Ben Laden, tenu pour responsable des attentats du 11 septembre. Faut-il décimer l'ensemble de la population en guise de réparation ? L'économie est chamboulée. Et le problème qui se pose à une armée d'envahisseurs, c'est en réalité que le pays ne possède aucun des signes ou des repères conventionnels à pointer sur la carte : ni bases militaires, ni complexes industriels, ni usines de traitement de l'eau. Les exploitations agricoles se sont transformées en charniers, la campagne est jonchée de mines antipersonnel — au nombre de 10 millions, selon les estimations les plus récentes[5]. L'armée américaine devrait donc commencer par déminer le terrain et par construire des routes pour frayer une voie à ses soldats.

Contemplons-la, la « justice sans limites » au XXI^e^ siècle : des civils mourant de faim en attendant d'être tués. Aux États-Unis, on a grossièrement parlé de « ramener l'Afghanistan à l'âge de pierre en le bombardant ». Quelqu'un aurait-il l'amabilité d'annoncer qu'il n'est pas besoin de l'y ramener, qu'il y est déjà[6] ? Peut-être que les Américains ne savent pas très bien où se trouve l'Afghanistan[7], mais cela n'empêche pas le gouvernement américain et l'Afghanistan d'être de vieux amis. En 1979, après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la CIA et l'ISI (Inter Services Intelligence : les services de renseignement pakistanais) ont lancé la plus grande opération indirecte de la CIA depuis la guerre du Vietnam[8]. Leur but ? Canaliser l'énergie de la résistance afghane et l'enrôler dans une guerre sainte, un djihad islamique qui dresserait contre le régime communiste

les pays musulmans de l'Union soviétique et finirait par l'ébranler.

Au fil des ans, par l'intermédiaire de l'ISI, la CIA a financé et recruté, dans quarante pays musulmans, des dizaines de milliers de moudjahidin extrémistes qui ont servi de soldats dans cette guerre que livrait l'Amérique par pays interposés[9]. La grande masse d'entre eux ne savaient pas qu'ils se battaient pour l'Oncle Sam. (Mais l'ironie veut que l'Amérique n'ait pas su non plus qu'elle finançait une future guerre contre elle-même.)

En 1989, saignés à blanc par dix années de conflit sans relâche, les Russes se sont retirés, laissant derrière eux une civilisation en ruine. La guerre civile s'est poursuivie de plus belle dans le pays. Le djihad s'est étendu à la Tchétchénie, au Kosovo, puis au Cachemire. La CIA a continué à envoyer des fonds et du matériel militaire, mais, vu l'ampleur des frais généraux, il a fallu trouver encore plus d'argent. C'est alors que les moudjahidin, prétextant un « impôt révolutionnaire », ont donné l'ordre aux paysans de planter de l'opium. Sous la protection de l'ISI, des centaines de laboratoires de traitement de l'héroïne se sont implantés à travers le pays. Deux ans après l'arrivée de la CIA, la frontière pakistano-afghane était devenue le plus grand producteur mondial d'héroïne, la principale source d'approvisionnement pour les villes américaines. Les bénéfices annuels, situés dans une fourchette entre 100 et 200 milliards de dollars, étaient reversés au profit de l'entraînement et de l'armement des militants.

En 1996, les talibans, qui ne formaient alors qu'une secte dangereuse de fondamentalistes intégristes,

se sont battus pour s'emparer du pouvoir, avec le soutien financier de l'ISI, ce vieil acolyte de la CIA, et l'appui des partis politiques pakistanais[10]. Ils ont instauré un régime de terreur et s'en sont d'abord pris à leurs concitoyens, en particulier aux femmes : fermeture des écoles de filles, licenciement des fonctionnaires de sexe féminin, application de la charia stipulant que les femmes jugées « immorales » devaient être lapidées et les veuves coupables d'adultère, enterrées vivantes[11]. Devant ce terrible bilan qui bafoue les droits de l'homme, on a du mal à croire que la perspective d'une guerre, ou d'une menace pesant sur la vie des civils, suffise à intimider le gouvernement taliban ou à le détourner de ses buts.

Après tout ce qui s'est passé, peut-il y avoir plus grande ironie que de voir la Russie et l'Amérique se donner aujourd'hui la main pour re-détruire l'Afghanistan ? Reste à savoir si on peut détruire la destruction... De nouveaux bombardements en Afghanistan n'auront d'autre résultat que de déplacer les décombres, de semer le désordre parmi quelques vieilles tombes et de troubler les morts. Le paysage dévasté de l'Afghanistan formait le cimetière du communisme soviétique, le tremplin d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis. Il a accommodé le néocapitalisme et la mondialisation des grandes entreprises — là encore sous la coupe des États-Unis. Or voici que l'Afghanistan s'apprête à se transformer en cimetière pour les soldats sortis victorieux, contre toute attente, de cette guerre pour l'Amérique.

Et que dire de l'allié supposé des États-Unis ? Le Pakistan a lui aussi subi de graves pertes. Le gouvernement américain n'a pas hésité à soutenir les

dictateurs militaires qui ont tout fait pour empêcher l'idéal démocratique de s'enraciner. Avant l'arrivée de la CIA, il existait un petit marché rural de l'opium. Entre 1979 et 1985, le nombre d'héroïnomanes, parti de presque rien, s'est considérablement accru[12]. Même avant le 11 septembre, des millions d'Afghans vivaient dans des camps de réfugiés sommaires le long de la frontière.

L'économie pakistanaise s'effondre. La violence fanatique, les programmes mondialistes d'ajustement structurel et les seigneurs de la drogue mettent le pays en pièces[13]. Destinés à combattre les Soviétiques, les centres d'entraînement terroristes et les madrasas, qui affleurent sur l'ensemble du territoire comme des dents de dragon, ont produit des fondamentalistes qui jouissent d'un immense succès populaire au Pakistan même. Les talibans, que le gouvernement pakistanais soutient, finance et protège depuis des années, ont noué des alliances matérielles et stratégiques avec les partis politiques pakistanais[14]. Et c'est à ce pays que le gouvernement américain demande (oui, demande) d'étrangler le petit animal qu'il nourrit secrètement au biberon depuis tant d'années ? Après s'être solennellement engagé aux côtés des États-Unis, le président Moucharraf pourrait bien avoir à affronter une espèce de guerre civile plus tard[15].

Pour des raisons géographiques, mais aussi grâce à la vision de ses anciens dirigeants, l'Inde a jusqu'ici eu la chance d'être exclue de ce grand jeu. Si elle avait été attirée dans la partie, il y a fort à parier que notre démocratie, dans l'état où elle se trouve, n'aurait pas survécu. Alors que nous sommes un certain nombre à contempler la situation avec horreur, nos dirigeants se livrent à une danse

du ventre effrénée en suppliant les États-Unis d'établir leurs bases militaires en Inde plutôt qu'au Pakistan[16]. Nous étions pourtant aux premières loges pour assister au destin ignoble de nos voisins. La volonté du gouvernement n'est pas seulement étrange : elle est inconcevable. Comment un pays du tiers monde, doté d'une économie fragile et de bases sociales complexes, peut-il encore ignorer qu'inviter sur son sol une superpuissance comme les États-Unis (à titre provisoire ou sur le long terme) revient à exposer son pare-brise à un jet de pierres ?

Dans le matraquage médiatique qui a suivi les événements du 11 septembre, les principales chaînes de télévision ont été fort discrètes sur l'implication américaine en Afghanistan. Pour ceux qui n'étaient pas au courant, les reportages pouvaient sembler émouvants ou troublants, voire larmoyants aux yeux des cyniques. Mais pour ceux d'entre nous qui connaissons l'histoire récente de l'Afghanistan, la couverture des attentats et la rhétorique de la « coalition mondiale antiterroriste » ne constituent ni plus ni moins qu'un affront. La « liberté » de la presse américaine, comme la « liberté » de l'économie de marché, doit répondre de bien des errements.

De toute évidence, l'opération « Liberté immuable » vise à promouvoir le mode de vie à l'américaine. Mais elle finira sans doute par en saper complètement les fondations. Elle va décupler la colère et le terrorisme dans le monde entier. Pour le commun des mortels, aux États-Unis, elle ne signifie rien d'autre que vivre dans un climat révoltant d'incertitude : mes enfants seront-ils bien protégés à

l'école ? Y aura-t-il des gaz neurotoxiques ? Une bombe dans la salle de cinéma ? La personne que j'aime rentrera-t-elle à la maison ce soir ? On agite le spectre d'une guerre biologique. Mais la mort au compte-gouttes risque d'être pire que l'anéantissement brutal de l'espèce par une explosion nucléaire.

Le gouvernement américain — suivi sans aucun doute par tous les gouvernements du monde — va profiter du climat de guerre pour brider les libertés civiques, restreindre la liberté d'expression, procéder à des licenciements massifs, harceler des minorités ethniques et religieuses, réduire les dépenses publiques et détourner d'énormes sommes d'argent vers l'industrie de l'armement. Dans quel but ? Le président Bush ne saurait « débarrasser le monde des agents du mal », pas plus qu'il ne saurait le peupler de saints[17]. Il est absurde que le gouvernement américain caresse le projet d'éliminer le terrorisme par une escalade de violence et d'oppression. Le terrorisme est le symptôme, non la maladie. Il voyage sans passeport. Il est transnational, mondial, au même titre que des entreprises comme Coca-Cola, Pepsi ou Nike. Dès les premières difficultés, il peut lever le camp et déménager ses « usines » dans un pays qui lui offrira plus d'avantages. Exactement comme les multinationales.

En tant que phénomène, le terrorisme peut ne jamais disparaître. Mais pour le maîtriser il faut déjà que l'Amérique commence par reconnaître qu'elle partage la planète avec d'autres nations, d'autres êtres humains qui, même s'ils ne passent pas à la télévision, ont eux aussi leurs amours, leurs chagrins, leurs histoires, leurs chants, leurs douleurs — grands dieux ! —, leurs droits. Mais on en est loin.

Les attentats du 11 septembre portent la marque d'un monde complètement détraqué. Ben Laden en a peut-être rédigé le message (qui sait ?), ses coursiers l'ont peut-être livré, mais il aurait tout aussi bien pu être signé par les fantômes des victimes des anciennes guerres américaines. Par les millions de morts en Corée, au Vietnam et au Cambodge, les 17 500 morts lorsque Israël, en 1982, a envahi le Liban avec l'appui des États-Unis, les dizaines de milliers d'Irakiens morts pendant l'opération « Tempête du désert », les milliers de Palestiniens tués en luttant contre l'occupation de la Cisjordanie par Israël[18]. Et par les millions de morts en Yougoslavie, en Somalie, en Haïti, au Chili, au Nicaragua, au Salvador, dans la République dominicaine, au Panama — autant de pays dirigés par des terroristes, des dictateurs, des auteurs de génocides que le gouvernement américain soutenait, formait, finançait et armait. La liste est loin d'être exhaustive.

Pour une nation si impliquée dans la guerre et le conflit, les Américains ont eu une chance extraordinaire. Les événements du 11 septembre ne constituent que la deuxième attaque sur leur sol en plus de cent ans. La première, c'était à Pearl Harbour. Les représailles qui se sont ensuivies ont emprunté maints détours, mais elles se sont terminées par Hiroshima et Nagasaki. Aujourd'hui, le monde attend les horreurs à venir en retenant son souffle.

Dans un article intitulé « La nécessité de la dissidence » (*The Guardian* du 18 septembre), George Monbiot écrivait que, si Oussama Ben Laden n'existait pas, il faudrait que l'Amérique l'invente. Mais en un sens l'Amérique l'a bel et bien inventé. Il fai-

sait partie du djihad en Afghanistan en 1979, lorsque la CIA y a lancé ses opérations. Ben Laden possède le privilège d'avoir été créé par la CIA et d'être recherché par le FBI. En une quinzaine de jours, il est passé du statut de suspect à celui de suspect numéro un, puis, malgré l'absence de preuves véritables, il a gravi tous les échelons et s'est hissé au rang suprême de celui qu'on réclame « mort ou vif ».

Les talibans ont fait preuve d'une pertinence qui leur ressemble peu lorsque les États-Unis ont exigé l'extradition de Ben Laden : « Donnez-nous les preuves, ont-ils répondu, et nous vous le livrerons. » Bush a répliqué que ses exigences n'étaient « pas sujettes à négociation[19] ». Est-ce que l'Inde pourrait en profiter, accessoirement, pour exiger l'extradition de l'Américain Warren Anderson ? En tant que P-DG d'Union Carbide, il est responsable de la fuite de gaz qui s'est produite à Bhopal en 1984, causant la mort de 16 000 personnes. Nous avons rassemblé les preuves nécessaires. Elles sont toutes versées au dossier. Vous pourriez nous le livrer, s'il vous plaît ? Merci[20].

Mais qui est vraiment Oussama Ben Laden ? Ou pour le dire autrement : qu'est-ce qu'Oussama Ben Laden ? C'est le secret de famille de l'Amérique. Le double noir de son président. Le jumeau sauvage de tout ce qui se targue de beauté et de civilisation. Le rejeton d'un monde ravagé par la politique étrangère de l'Amérique : par sa diplomatie de la canonnière, son arsenal nucléaire, sa volonté, comme il est dit vulgairement, de s'arroger une « domination sans partage », par son effroyable mépris de vies qui ne sont pas américaines, par ses interventions militaires

barbares, son soutien à des régimes despotiques et dictatoriaux, son programme économique impitoyable, prompt à ne faire qu'une bouchée de pays pauvres comme s'il s'agissait d'une nuée de sauterelles[21]. Sans parler de ses multinationales en maraude qui gouvernent l'air que nous respirons, le sol que nous foulons, l'eau que nous buvons, les pensées que nous avons.

Maintenant que le secret de famille est divulgué, les jumeaux se fondent l'un dans l'autre et deviennent peu à peu interchangeables. Leurs canons, leurs bombes, leur argent et leurs drogues tournent en boucle depuis un moment. Les missiles Stinger qui attendent les hélicoptères américains ont été fournis par la CIA ; l'héroïne consommée par les toxicomanes américains vient d'Afghanistan ; l'administration Bush a récemment fait don de 43 millions de dollars pour financer une « lutte antidrogue[22] »...

Bush et Ben Laden ont désormais recours à la même terminologie. Chacun représente « la tête du serpent » aux yeux de l'autre. Aucun ne se prive d'invoquer Dieu et d'employer un vague lexique millénariste où ont cours les notions de bien et de mal. Ils sont tous les deux impliqués dans des crimes politiques sans ambiguïté, tous les deux armés jusqu'aux dents — l'un avec l'arsenal nucléaire des puissants qui ne redoutent pas l'obscénité, l'autre avec le rayonnement destructeur des cas les plus désespérés. La boule de feu et le pic à glace. La matraque et la hache. Ce qu'il faut garder présent à l'esprit, c'est qu'aucun terme de l'alternative ne représente une solution acceptable pour remplacer l'autre.

Octobre 2001

GUERRE EST PAIX

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

Tandis que la nuit tombait sur l'Afghanistan, le dimanche 7 octobre 2001, le gouvernement américain, soutenu par la Coalition internationale contre le terrorisme (le nouveau substitut, plus souple, des Nations unies), a lancé des attaques aériennes sur le pays. Les écrans de télévision se sont remplis d'images de synthèse montrant des missiles de croisière, des avions furtifs, des missiles Tomahawk, des missiles « exploseurs de bunkers » et des bombes Mark 82[1]. Un peu partout dans le monde, les gamins ont regardé, les yeux écarquillés, ne songeant même plus à réclamer de nouveaux jeux vidéo.

Les attaques ont été lancées sans mandat de l'ONU, désormais réduite à un simple acronyme. (Comme l'a si bien dit un jour Madeleine Albright : « Nous agirons multilatéralement quand nous le pourrons, et unilatéralement s'il le faut[2]. »)

Les « preuves » réunies contre les terroristes furent communiquées aux amis de la « Coalition ». Après discussion, ceux-ci annoncèrent que peu importait que lesdites preuves tiennent ou non devant les tribunaux[3]. Et c'est ainsi que, en moins de temps

qu'il n'en faut pour le dire, des siècles de jurisprudence furent réduits à néant.

Rien ne peut excuser ni justifier un acte de terrorisme, qu'il soit perpétré par des fondamentalistes religieux, des milices privées, des mouvements de résistance populaire, ou qu'il prenne le masque d'une opération de représailles lancée par un gouvernement en place. Le bombardement de l'Afghanistan ne venge en rien les événements du 11 septembre à New York ou à Washington. Ce n'est qu'un nouvel acte de terrorisme contre les peuples du monde. Chaque victime innocente doit être *ajoutée* au compte macabre de ceux qui ont trouvé la mort dans ces deux villes, et non mise en regard.

Si les simples citoyens gagnent rarement les guerres, les gouvernements les perdent tout aussi rarement. Les gens se font tuer. Les gouvernements, eux, muent et, telles des hydres, se régénèrent. Ils se servent de drapeaux, d'abord pour mettre l'esprit des gens sous film plastique et étouffer toute réflexion, ensuite en guise de linceuls de cérémonie pour enterrer leurs morts bien dociles. Des deux côtés, en Afghanistan comme en Amérique, les civils sont devenus les otages des actes de leur gouvernement. Sans le savoir, les simples citoyens de ces deux pays ont une particularité en commun : il leur faut vivre avec ce phénomène nouveau qu'est la terreur aveugle et imprévisible. À chaque cargaison de bombes larguée sur l'Afghanistan correspond une escalade dans l'hystérie collective qui s'est emparée des États-Unis à propos de la maladie du charbon et de nouveaux actes de terrorisme ou de piraterie aérienne.

Il n'est pas facile de sortir de la spirale du terrorisme et de la violence à laquelle se trouve confronté le monde d'aujourd'hui. Il est temps que l'espèce humaine arrête sa course folle, pour puiser aux sources de la sagesse collective, aussi bien ancienne que moderne. Ce qui s'est passé le 11 septembre a changé le monde à jamais. Liberté, progrès, richesse, technologie, guerre — autant de mots qui, depuis, se sont chargés d'un sens nouveau. Il faut que les gouvernements prennent de tels changements en compte et s'attellent à leurs nouvelles tâches avec un minimum d'honnêteté et d'humilité. Malheureusement, il n'y a pas trace, pour l'instant, de la moindre tentative d'introspection de la part des chefs de la Coalition internationale. Pas plus que de la part des talibans.

Quand il a annoncé les frappes aériennes, le président Bush a déclaré : « Nous sommes une nation pacifique. » Et l'ambassadeur préféré des États-Unis, Tony Blair (qui, accessoirement, détient aussi le portefeuille de Premier ministre du Royaume-Uni), de lui répondre en écho : « Nous sommes un peuple pacifique[4]. »

Nous savons donc maintenant à quoi nous en tenir. Voilà les cochons devenus chevaux. Les filles, garçons. La guerre, la paix.

Quand, quelques jours plus tard, le président Bush a pris la parole au quartier général du FBI, il a déclaré : « Telle est la vocation des États-Unis d'Amérique. Le pays le plus libre au monde. Une nation bâtie sur des valeurs fondamentales, qui rejette la haine et la violence, qui rejette les meurtriers et le mal. Et nous ne faiblirons pas[5]. »

Voici une liste des pays contre lesquels l'Amérique a été en guerre — et qu'elle a bombardés — depuis la Seconde Guerre mondiale : la Chine (1945-1946, 1950-1953), la Corée (1950-1953), le Guatemala (1954, 1967-1969), l'Indonésie (1958), Cuba (1959-1960), le Congo belge (1964), le Pérou (1965), le Laos (1964-1973), le Vietnam (1961-1973), le Cambodge (1969-1970), la Grenade (1983), la Libye (1986), le Salvador (années 80), le Nicaragua (années 80), le Panama (1989), l'Irak (1991-1999), la Bosnie (1995), le Soudan (1998), la Yougoslavie (1999). Et maintenant l'Afghanistan.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en effet il ne faiblit pas, ce pays le plus libre au monde. Mais quelles libertés défend-il ? À l'intérieur de ses frontières : la liberté de parole, de religion, de pensée ; la liberté pour l'artiste de s'exprimer comme il l'entend, pour les gens de manger ce qu'ils veulent et d'avoir les préférences sexuelles de leur choix (du moins jusqu'à un certain point), et beaucoup d'autres choses belles et bonnes. En dehors de ses frontières : la liberté de dominer, humilier, subjuguer — généralement au nom de la véritable religion de l'Amérique, à savoir le « libre marché ». C'est bien pourquoi, lorsque le gouvernement américain décide de baptiser une guerre « Opération Justice sans limites » ou « Opération Liberté Éternelle », nous autres, dans le tiers monde, commençons à trembler sur nos bases. Parce que nous savons que la Justice sans limites de certains signifie l'Injustice sans limites pour d'autres. Que la Liberté Éternelle des uns peut se traduire par l'Oppression Éternelle des autres.

La Coalition internationale contre le terrorisme est pour l'essentiel une cabale des pays les plus ri-

ches de la planète. À eux tous, ils fabriquent et vendent pratiquement toutes les armes du monde, possèdent les stocks les plus importants d'armes de destruction massive — chimiques, biologiques et nucléaires. Ce sont eux qui ont mené le plus de guerres, sont responsables de l'essentiel des génocides, oppressions, purifications ethniques et violations des droits de l'homme de l'histoire contemporaine ; eux qui ont soutenu, armé et financé un nombre incalculable de dictateurs et de tyrans. À eux tous, ils vouent un culte à la violence et à la guerre, érigées en quasi-divinités. En dépit des horreurs dont ils se sont rendus coupables, les talibans ne sauraient appartenir à la même catégorie.

Les talibans sont nés d'un monde en ruine, celui des décombres, de l'héroïne et des mines antipersonnel laissé par la Guerre froide dans son sillage. Leurs chefs les plus âgés ont à peine quarante ans aujourd'hui. Nombre d'entre eux sont défigurés et mutilés, ayant perdu un œil, un bras, ou une jambe. Ils ont grandi dans un environnement marqué et dévasté par la guerre. À elles deux, l'Union soviétique et l'Amérique ont, en l'espace de vingt ans, investi pour 45 milliards de dollars d'armes et de munitions en Afghanistan[6].

Imaginez une société moyenâgeuse dont la seule concession à la modernité serait les armes les plus sophistiquées. Les adolescents — pour beaucoup orphelins — qui ont grandi à cette époque n'ont rien eu d'autre que des armes en guise de jouets, n'ont jamais connu la sécurité et le confort d'une famille, jamais connu non plus la compagnie d'une femme. Aujourd'hui, les adultes et les dirigeants

qu'ils sont devenus battent, lapident, violent et brutalisent les femmes, faute de savoir quoi faire d'autre avec elles. Des années de guerre leur ont enlevé toute humanité, les ont endurcis contre la compassion et la générosité. Ils dansent au rythme des percussions des bombes qui pleuvent autour d'eux. Désormais, c'est contre les leurs qu'ils se retournent.

Avec tout le respect dû au président Bush, le monde n'est pas condamné à choisir entre les talibans et le gouvernement américain. Toute la beauté de la civilisation humaine — notre art, notre musique, notre littérature — est au-delà de ces deux pôles d'idéologie fondamentaliste. Les peuples du monde ont aussi peu de chances d'accéder tous un jour à la société de consommation qu'ils en ont d'embrasser tous une seule et même religion. L'enjeu n'est pas tant une lutte entre le Bien et le Mal ou l'islam et le chistianisme qu'un problème d'espace. Il est de savoir comment s'accommoder de la diversité, comment contenir l'instinct d'hégémonie — quelle que soit la nature de cette hégémonie, économique, militaire, linguistique, religieuse ou culturelle. Tous les écologistes vous diront à quel point une monoculture peut être fragile et dangereuse. Vivre dans un monde hégémonique, c'est comme avoir un gouvernement sans le contrepoids salutaire d'une opposition. Ce n'est ni plus ni moins qu'une sorte de dictature. Cela revient à mettre le monde sous film plastique pour l'empêcher de respirer. Ce film, un jour ou l'autre, il finira par se déchirer.

Un million et demi d'Afghans ont perdu la vie au cours des vingt années de conflit qui ont précédé cette nouvelle guerre[7].

L'Afghanistan était déjà un champ de ruines, mais aujourd'hui, ces ruines sont concassées en fragments plus petits. Dès le deuxième jour des frappes aériennes, certains pilotes américains rentraient à leur base sans avoir lâché toute leur cargaison de bombes[8]. Comme l'a si bien dit l'un d'eux, l'Afghanistan ne propose pas « un environnement riche en cibles[9] ». Lors d'une conférence de presse au Pentagone, on a demandé à Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, si l'Amérique avait épuisé toutes ses cibles. « Nous allons commencer par frapper une deuxième fois, a-t-il déclaré, ensuite ce n'est pas nous qui risquons de manquer de cibles, mais l'Afghanistan... » Déclaration accueillie par des éclats de rire dans l'auditoire[10].

Le troisième jour des frappes, le département de la Défense s'est vanté d'avoir imposé « sa suprématie aérienne sur l'Afghanistan[11] ». (Voulait-il dire par là que les États-Unis avaient détruit la totalité des seize avions de l'Afghanistan ?)

Au sol, l'Alliance du Nord — le vieil ennemi des talibans, et, par voie de conséquence, le tout nouvel ami de la Coalition — progresse à grands pas vers Kaboul. (Précisons, pour mémoire, que le passé de l'Alliance du Nord n'a rien à envier à celui des talibans. Mais pour l'instant, parce qu'il est dérangeant, ce petit détail est soigneusement mis de côté[12].)

Ahmed Shah Masud, chef modéré, « acceptable » de l'Alliance, s'est fait tuer dans un attentat suicide à la bombe début septembre[13]. Le reste de l'Alliance du Nord n'est qu'une fragile confédération de chefs de guerre brutaux, d'ex-communistes et de religieux intransigeants. C'est un groupe disparate composé d'ethnies différentes, dont certaines ont été au pouvoir par le passé.

Avant les frappes aériennes américaines, l'Alliance du Nord contrôlait environ 5 % du territoire afghan. Aujourd'hui, grâce à l'aide de la Coalition et à sa « couverture aérienne », elle est prête à renverser les talibans[14]. Et les soldats talibans, qui sentent leur défaite proche, commencent à passer du côté de l'Alliance. Les forces en présence sont ainsi activement occupées à changer de camp, et, du même coup, d'uniforme. Mais dans une entreprise d'un pareil cynisme, quelle importance ? L'amour est haine, le nord est sud, et la paix, guerre.

Parmi les puissances mondiales, on parle d'« instaurer un gouvernement représentatif ». Ou encore, de « restaurer » la monarchie afghane en rappelant l'ancien roi, Zahir Shah, qui, âgé de quatre-vingt-neuf ans, vit en exil à Rome depuis 1973[15]. Voilà comment on procède : on soutient Saddam Hussein, puis on le laisse tomber ; on finance les moudjahidin, puis on les écrase sous les bombes ; on met en place Zahir Shah, et on attend de voir s'il se conduit comme un gentil toutou. (Peut-on « instaurer » un gouvernement représentatif ? Passer commande pour une démocratie... en réclamant peut-être une double portion de fromage et de piments ?)

Des nouvelles ont commencé à filtrer, qui parlent de victimes civiles, de villes qui se vident parce que leurs habitants partent en masse vers les frontières, que l'on a pris soin de fermer[16]. On a fait sauter les principaux axes routiers, ou on les a bloqués. Les travailleurs des organisations humanitaires en Afghanistan disent que, début novembre, les convois de vivres ne seront plus en mesure d'atteindre les millions d'Afghans (7,5 millions, selon l'ONU) qui cou-

rent le danger, très réel, de mourir de faim pendant l'hiver[17]. D'après eux, les derniers jours qui précèdent l'hiver seront marqués soit par une guerre, soit par une tentative de ravitaillement des affamés. Mais pas les deux à la fois.

Le gouvernement américain a décidé de contribuer à l'effort humanitaire en parachutant 37 000 rations alimentaires sur l'Afghanistan. Et a déclaré qu'il envisageait d'en parachuter plus de 500 000. Ce qui ne fera jamais qu'un seul repas pour un demi-million de gens sur les 7,5 millions qui ont un besoin urgent de nourriture. Les travailleurs humanitaires ont condamné cette action, qui n'est pas seulement inutile, mais confine à une opération de relations publiques cynique et dangereuse. D'abord, parce que la nourriture ne parviendra jamais à ceux qui en ont réellement besoin. Ensuite — et de façon plus tragique —, parce que la course à l'aumône peut se révéler fatale, puisque ceux qui courent récupérer les paquets risquent de sauter sur une mine[18].

Il reste que ces rations alimentaires sont, à elles seules, une belle opération publicitaire. Les principaux journaux en ont détaillé le contenu. C'est ainsi que nous avons appris qu'elles étaient végétariennes, selon le code alimentaire musulman (!). Chaque paquet jaune, décoré du drapeau américain, contenait du riz, du beurre de cacahuète, de la salade de haricots, de la confiture de fraise, des crackers, des raisins secs, du pain sans levain, une barre nutritive à la pomme, de la sauce de salade, des allumettes, des couverts en plastique, une serviette en papier et un mode d'emploi illustré[19].

Après trois ans d'une sécheresse ininterrompue, un

repas-avion parachuté à Djalalabad ! Pareil niveau d'ineptie culturelle, pareille incompréhension de ce que peuvent signifier des mois de disette implacable et de misère noire, pareil détournement de la détresse, de la part du gouvernement américain, au profit de son image de marque... Les mots vous manquent...

Renversons maintenant les rôles un instant. Imaginons que le gouvernement des talibans bombarde New York, en soutenant tout au long qu'il avait pour seul objectif le gouvernement américain et sa politique. Et supposons que, entre deux bombardements, les talibans s'avisent de lâcher quelques milliers de paquets contenant des *nans* et des *kebabs* fichés sur la hampe d'un drapeau afghan. Le bon peuple de New York serait-il prêt à pardonner ses iniquités au gouvernement afghan ? Quand bien même il aurait faim, ce bon peuple, quand bien même il aurait besoin de nourriture, quand bien même il finirait par les manger, ces rations, comment pourrait-il jamais oublier l'insulte, la condescendance ? Rudi Guiliani, le maire de New York, a retourné à un prince saoudien un cadeau de 10 millions de dollars, sous prétexte qu'il était accompagné d'un conseil amical sur la conduite de la politique américaine au Moyen-Orient[20]. L'orgueil serait-il un luxe réservé aux riches ?

En provoquant la colère, ce genre d'opération va à l'encontre du but recherché : loin d'être affaibli, le terrorisme en est renforcé. La haine et la vengeance ne rentrent pas sagement dans leur boîte une fois qu'on les en a sorties. Pour chaque « terroriste », ou assimilé, tué, des centaines d'innocents trouvent la mort. Et chaque centaine de victimes innocentes a

toute chance d'engendrer plusieurs terroristes potentiels.

Où tout cela va-t-il nous mener ?

Laissons un moment la rhétorique de côté pour nous pencher sur le fait que le monde n'a pas encore trouvé une définition recevable de ce qu'est le « terrorisme ». Celui qui pour tel pays est un « terroriste » est trop souvent pour tel autre un combattant de la liberté. C'est l'attitude ambivalente et profondément enracinée du monde face à la violence qui fausse la donne. Dès l'instant où celle-ci est légitimée comme arme politique, l'acceptabilité morale et politique des terroristes (insurgés ou combattants de la liberté) devient un sujet épineux et hautement controversé. Le gouvernement américain lui-même a financé, armé et protégé bon nombre de rebelles et d'insurgés à travers le monde. Pendant que le président Reagan saluait en eux des combattants de la liberté, la CIA et l'ISI pakistanais entraînaient et armaient les moudjahidin qui, dans les années 80, étaient considérés comme des terroristes par le gouvernement de l'Afghanistan occupé par les Soviétiques[21].

Aujourd'hui, le Pakistan — allié des Américains dans cette nouvelle guerre — soutient les insurgés qui franchissent la frontière avec l'Inde pour passer au Cachemire. « Combattants de la liberté » pour le Pakistan, pour l'Inde, ce sont des « terroristes ». L'Inde, quant à elle, dénonce les pays qui encouragent et soutiennent le terrorisme, mais l'armée indienne n'a pas hésité dans le passé à entraîner les rebelles séparatistes qui réclament la création d'un État tamoul au Sri Lanka et sont regroupés au sein du LTTE (Liberation Tigers of Tamil Eelam, armée

de libération tamoule), mouvement dont on ne compte plus les actes de terrorisme meurtriers. (Exactement comme la CIA a abandonné les moudjahidin une fois qu'ils ont eu rempli leur office, l'Inde a brutalement tourné le dos au LTTE pour toute une série de raisons politiques. C'est un membre du LTTE qui, en 1991, a tué l'ancien Premier ministre indien Rajiv Gandhi dans un attentat suicide à la bombe.)

Il est urgent que les gouvernements et les hommes politiques comprennent qu'à exploiter ainsi des haines aussi violentes pour servir leurs propres fins, ils exposent le monde à des effets immédiats, mais aussi, sur le long terme et de manière inexorable, à des retombées désastreuses. Envenimer et exploiter les passions religieuses au nom de l'opportunisme politique constitue sans doute l'héritage le plus dangereux que les gouvernements puissent léguer à un peuple, quel qu'il soit, y compris le leur. Ceux qui vivent dans des sociétés minées par le fanatisme religieux ou communautaire n'ignorent pas que tout texte sacré — depuis la Bible jusqu'au Bhagavadgita — est susceptible d'être déformé à des fins partisanes, pour finalement justifier n'importe quoi, depuis la guerre nucléaire jusqu'au génocide, en passant par la mondialisation capitaliste.

Loin de moi l'idée que les terroristes responsables des attentats du 11 septembre ne doivent pas être recherchés et traduits en justice. Il faut qu'ils le soient. Mais la guerre est-elle vraiment le meilleur moyen d'y parvenir ? Est-ce en brûlant la meule de foin que l'on a une chance de retrouver l'aiguille ? Ou ne risquons-nous pas plutôt, ce faisant, de dé-

clencher une escalade de la colère et de faire de notre monde un véritable enfer ?

N'y a-t-il pas une limite au nombre de personnes que l'on peut surveiller, de comptes en banque que l'on peut geler, de conversations que l'on peut espionner, au nombre d'e-mails à intercepter, de lettres à ouvrir, de téléphones à mettre sur écoutes ? La CIA avait accumulé, bien avant le 11 septembre, plus d'informations qu'il n'est humainement possible d'en traiter. (Trop de données finissent par nuire au renseignement. Comment expliquer autrement que les satellites espions américains soient complètement passés à côté des préparatifs qui ont précédé les essais nucléaires indiens en 1998 ?)

La surveillance, en raison même des proportions qu'elle a atteintes, est en passe de devenir un cauchemar logistique et éthique et une grave menace pour les droits civils. Elle finira par conduire tout un chacun à la folie pure et simple. Et la liberté — ce bien infiniment précieux — en sera la première victime. Elle souffre déjà d'une hémorragie qui risque de la saigner à blanc.

Les gouvernements à travers le monde exploitent avec cynisme la paranoïa ambiante pour promouvoir leurs propres intérêts, et font naître, dans la foulée, toutes sortes de forces politiques imprévisibles. C'est ainsi qu'en Inde des membres du All India People's Resistance Forum, qui distribuaient des tracts antiguerre et antiaméricains à Delhi, ont été jetés en prison, et l'imprimeur, arrêté[22]. Le gouvernement de droite (qui abrite pourtant des groupes extrémistes hindous comme le Vishwa Hindu Parishad et le Bajrang Dal) a interdit le mouvement

des étudiants islamiques et tente actuellement de remettre en vigueur une loi antiterroriste pourtant abolie, après qu'un rapport de la Commission des droits de l'homme eut signalé qu'elle avait donné lieu à des abus[23]. Les citoyens indiens comptent des millions de musulmans. Qu'y a-t-il à gagner à se les aliéner ?

Chaque jour qui voit se poursuivre cette guerre est l'occasion d'un nouveau déchaînement d'émotions et de violences. La presse internationale n'accède que difficilement, voire pas du tout, à la zone de combats. En tout état de cause, les médias traditionnels, surtout aux États-Unis, se couchent dans l'ensemble comme de gentils toutous et se laissent endormir avec des communiqués de presse émanant des militaires et des porte-parole du gouvernement. Les stations de radio afghanes ont été détruites par les bombardements. Les talibans, quant à eux, se sont toujours montrés soupçonneux à l'égard de la presse. Dans la guerre de propagande, il n'y a pas de bilan chiffré du nombre des morts ni de l'ampleur des dégâts. L'absence de toute information fiable engendre les rumeurs les plus extravagantes.

Restez donc à l'écoute et vous entendrez battre les tambours funestes de la colère qui monte. Arrêtez la guerre. Maintenant. Par pitié. Plus de morts. Par pitié. Vos missiles intelligents ne le sont pas assez. Ils font sauter des réserves entières de rage rentrée.

« Quand je déciderai d'une action, a fièrement annoncé le président Bush il y a peu, ce ne sera pas pour expédier un missile de deux millions de dollars sur une tente vide à trois sous et atteindre le derrière d'un chameau. Cette action, elle sera

décisive[24]. » Le président Bush devrait savoir que plus aucune cible en Afghanistan ne lui en donnera pour son argent. Il aurait peut-être intérêt, ne serait-ce que pour équilibrer son budget, à fabriquer des missiles meilleur marché spécifiquement destinés aux pays pauvres. Un sens des affaires aussi perverti risquerait cependant de déplaire aux fabricants d'armes de la Coalition. Au Carlyle Group, notamment, décrit par l'Industry Standard comme l'« un des fonds d'investissement privés les plus importants au monde », avec un actif de 13 milliards de dollars[25]. Carlyle investit dans le secteur de la défense et tire ses profits des conflits militaires et des ventes d'armes.

Carlyle est dirigé par des hommes dotés d'excellentes références. C'est l'ex-secrétaire à la Défense, Frank Carlucci, qui en est le P-DG. Il fut, en son temps, le cothurne de Donald Rumsfeld, quand ils étaient étudiants. Carlyle compte également comme associés l'ex-secrétaire d'État James A. Baker III, George Soros et Fred Malek (ce dernier, ancien directeur des campagnes électorales de George Bush Sr.). D'après un journal américain, le *Baltimore Chronicle and Sentinel*, George Bush Sr. prospecterait les marchés asiatiques pour le compte du Carlyle Group. Il toucherait, paraît-il, des sommes substantielles pour « introduire » les intéressés auprès des gouvernements potentiellement acheteurs[26].

Tiens, tiens ! Tout ça ne sort pas de la famille, comme on dit.

Sans oublier cette autre branche des affaires familiales : le pétrole. Souvenez-vous ! C'est l'industrie pétrolière américaine qui est à l'origine de la

fortune de George Bush Jr. et de son vice-président Dick Cheney.

Le Turkménistan, au nord-ouest de l'Afghanistan, vient au troisième rang mondial des réserves de gaz naturel, et l'on estime ses réserves de pétrole à six milliards de barils. De quoi, selon les spécialistes, subvenir aux besoins américains en énergie pour les trente années à venir (ou à ceux d'un pays en voie de développement pour au moins deux siècles) [27].

L'Amérique a toujours considéré le pétrole comme une affaire de sécurité, et elle est prête à le protéger par tous les moyens. Nous sommes peu nombreux à croire que sa présence militaire dans le Golfe ait un rapport quelconque avec la défense des droits de l'homme ; elle s'explique presque uniquement par l'importance stratégique d'une région riche en pétrole.

Le pétrole et le gaz naturel des régions proches de la mer Caspienne partent en ce moment vers le nord et les marchés européens. Géographiquement et politiquement parlant, l'Iran et la Russie constituent des obstacles majeurs aux intérêts américains. En 1998, Dick Cheney — alors P-DG de Halliburton, un des principaux acteurs de l'industrie pétrolière — déclarait : « À ma souvenance, aucune région n'a jamais présenté un intérêt stratégique aussi soudain et conséquent que celui que présente aujourd'hui la région de la Caspienne. Les occasions de développement ont surgi pratiquement du jour au lendemain[28]. » Personne ne songe à en douter.

Depuis plusieurs années, un géant du pétrole américain, Unocal, négocie avec les talibans la construc-

tion d'un pipeline qui traverserait l'Afghanistan et le Pakistan jusqu'à la mer d'Oman. D'où Unocal espère bien pouvoir accéder aux « marchés émergents » censément lucratifs de l'Asie du Sud et du Sud-Est. En décembre 1997, une délégation de mollahs talibans a fait le voyage jusqu'en Amérique et a même rencontré des responsables du département d'État et des représentants d'Unocal à Houston[29]. À cette époque, le goût prononcé des talibans pour les exécutions publiques et la manière dont ils traitaient les femmes afghanes n'étaient pas encore reconnus comme les crimes contre l'humanité qu'ils sont devenus depuis. Dans les six mois qui suivirent l'entrevue, des centaines de groupes féministes américains indignés firent pression sur l'administration Clinton. Et parvinrent en fin de compte à faire échouer le projet. Et voilà qu'arrive aujourd'hui la grande chance de l'industrie pétrolière américaine.

En Amérique, l'industrie de l'armement, l'industrie pétrolière, les principaux médias et, il faut le dire, la politique étrangère sont entre les mains des mêmes grands trusts. En conséquence, il serait ridicule de s'attendre à ce que les médias jouent franc jeu quand il s'agit de rendre compte de discussions concernant l'armement, le pétrole ou la défense. En tout état de cause, en présence d'une population bouleversée et désorientée, profondément atteinte dans son orgueil et meurtrie par la disparition tragique d'êtres chers, des inanités telles que le « Clash des Civilisations » et la « Lutte du Bien contre le Mal » ont toute chance d'atteindre leur but sans coup férir. Les porte-parole du gouvernement se chargent de distiller ces slogans sans la moindre vergogne, comme autant de doses quotidiennes de vitamines ou d'antidépresseurs. Un traitement médical régulier

garantit que le continent américain restera l'énigme qu'il a toujours été — un pays curieusement insulaire, administré par un gouvernement doté d'une moralité douteuse et d'une tendance pathologique à fourrer son nez partout.

Et nous alors, nous les destinataires muets de ce matraquage dont nous n'ignorons pas qu'il n'est qu'absurde propagande ? Nous, les consommateurs au quotidien de ces mensonges et de cette violence barbouillés, eux aussi, de beurre de cacahuète et de confiture de fraise, comme les rations alimentaires dans leur emballage jaune. Détournerons-nous le regard pour manger en silence parce que nous avons faim, ou bien garderons-nous les yeux ouverts pour affronter sans un battement de cils le sinistre spectacle qui se déroule en Afghanistan, jusqu'au moment où, écœurés, nous finirons par hurler d'une seule voix : Assez ?

Tandis qu'arrive à son terme la première année du nouveau millénaire, les questions se multiplient : avons-nous renoncé au droit de rêver ? Serons-nous jamais capables de réinventer la beauté ? Pourrons-nous jamais regarder un gecko nouveau-né ciller, étonné et tremblant, dans l'éclat de son premier soleil, ou répondre à la marmotte qui vient nous murmurer son message à l'oreille... sans plus penser au World Trade Center et à l'Afghanistan ?

Octobre 2001

DÉMOCRATIE

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

VERSION DOMESTIQUE

Hier soir, une amie m'a appelée de Baroda. En pleurs. Il lui a fallu un bon quart d'heure pour arriver à me dire de quoi il retournait. Rien de bien compliqué. Simplement qu'une de ses amies, Sayeeda[1], était tombée aux mains d'un groupe de forcenés. Simplement qu'on lui avait ouvert le ventre pour le bourrer de chiffons auxquels on avait mis le feu. Simplement que, après sa mort, on lui avait gravé « OM » sur le front[2].

Quel est le texte sacré hindou qui prêche une telle attitude ?

Notre Premier ministre, Mr. A. B. Vajpayee, a justifié cet acte au nom des représailles exercées par des hindous ulcérés contre les « terroristes » musulmans qui avaient fait brûler vif 58 passagers hindous du Sabarmati Express à Godhra[3]. Chacun de ceux qui ont trouvé là une mort atroce avait un frère, une mère, un enfant. Bien sûr.

Quel est le verset du Coran qui réclamait qu'ils soient brûlés vif ?

Plus les deux camps tentent d'attirer l'attention sur leurs différences religieuses par des massacres

mutuels, plus ils deviennent difficiles à distinguer l'un de l'autre. Ils rendent leur culte au même autel. Tous deux sont les apôtres du même dieu meurtrier, quel que soit son nom. Dans une atmosphère aussi délétère, s'aviser, surtout quand on est Premier ministre, de désigner de façon tout arbitraire le camp responsable du déclenchement du cycle relève d'une attitude haineuse et irresponsable.

Nous nous abreuvons à un calice empoisonné — celui d'une démocratie défectueuse arrosée d'une bonne dose de fascisme religieux. De l'arsenic en bouteille.

Qu'allons-nous faire ? Que *pouvons*-nous faire ?

Le parti au pouvoir est exsangue. Sa rhétorique antiterroriste, le vote du POTA (Prevention of Terrorism Act), ses déclarations guerrières (sur fond de menace nucléaire), le million de soldats en état d'alerte permanent massés à la frontière et, plus dangereuse encore, la falsification des manuels d'histoire des écoliers à des fins partisanes — rien n'a réussi à lui éviter l'humiliation élection après élection[4]. Il a même enfourché son vieux cheval de bataille — la remise à l'ordre du jour du projet destiné à remplacer la mosquée détruite d'Ayodhya par le Ram Mandir (temple de Ram) —, mais en vain[5]. Désormais acculé, il s'est tourné vers l'État du Gujerat pour trouver du secours.

Le Gujerat, le seul grand État indien à avoir un gouvernement aux mains du BJP (Bharatiya Janata Party), sert depuis quelques années de bouillon de culture au fascisme hindou pour une expérience politique de grande envergure. En mars 2002, les premiers résultats ont été révélés au grand jour.

Quelques heures à peine après les atrocités de Godhra, un pogrom méticuleusement planifié a été mené contre la communauté musulmane, avec, à la tête des émeutiers, le Parti nationaliste hindou, le VHP (Vishwa Hindu Parishad), et le Bajrang Dal. Officiellement, le nombre des victimes s'élève à 800. Certains organismes indépendants parlent de 2 000[6]. Plus de 150 000 personnes, chassées de leurs foyers, vivent aujourd'hui dans des camps de réfugiés[7]. Des femmes ont été l'objet de viols collectifs ; des parents ont été massacrés sous les yeux de leurs enfants[8]. Deux cent quarante *dargahs* (sanctuaires musulmans) et 180 mosquées ont été détruits. À Ahmedabad, le tombeau de Wali Gujerati, le fondateur de la poésie urdu moderne, a été, en une nuit, démoli et cimenté[9]. Le tombeau du musicien Ustad Faiyaz Ali Khan a été profané et recouvert de pneus en flammes[10]. Des incendiaires ont brûlé et mis à sac magasins, maisons individuelles, hôtels, usines de textiles, bus et véhicules personnels. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur emploi[11].

Un groupe de manifestants a encerclé la maison de l'ex-député du Parti du Congrès Ehsan Jaffri. Ses appels téléphoniques au directeur général de la police, au préfet de police, au premier secrétaire à l'Intérieur et à son adjoint sont restés sans suite. Les véhicules des gendarmes mobiles stationnés autour de sa maison ne sont pas intervenus. La foule a fini par traîner Ehsan Jaffri hors de chez lui et l'a brûlé après l'avoir mutilé[12]. Bien entendu, ce n'est que pure coïncidence si Jaffri a été le critique le plus véhément du chef du gouvernement du Gujerat, Narendra Modi, lors de sa campagne pour les élections partielles de février à l'Assemblée Rajkot.

Dans tout le Gujerat, les émeutiers, armés de bombes artisanales, de fusils, de couteaux, d'épées et de tridents[13], se comptaient chaque fois par milliers. En dehors du sous-prolétariat qui constitue l'électorat habituel du VHP et du Bajrang Dal, on trouvait là des dalits et des adivasis, amenés tout exprès par cars et camions entiers. Des membres de la classe moyenne participaient eux aussi au pillage. (On cite le cas d'une famille qui arriva sur les lieux dans une Mitsubishi Lancer[14].) Il s'agissait d'une tentative de destruction délibérée et systématique des fondements économiques de la communauté musulmane. Les meneurs disposaient de listes cadastrales informatisées signalant les maisons, les boutiques, les entreprises musulmanes, et même les sociétés à participation musulmane. Ils disposaient également de téléphones portables pour coordonner leur action. Ainsi que de camions, chargés de milliers de bonbonnes de gaz, stockées des semaines à l'avance, pour faire exploser les commerces des musulmans. Ils bénéficiaient non seulement de la complicité et de la protection de la police, mais de sa collaboration active[15].

Pendant que le Gujerat était à feu et à sang, notre Premier ministre, lui, s'occupait sur la chaîne MTV de la promotion de ses derniers poèmes[16]. (Il s'en serait vendu 100 000 cassettes.) Il lui a fallu plus d'un mois — occupé entre autres par deux séjours à la montagne — pour se rendre au Gujerat[17]. Une fois sur place, suivi comme son ombre par le rébarbatif M. Modi, il a fait un discours au camp de réfugiés de Shah Alam[18]. Ses lèvres bougeaient, il essayait bien de se montrer préoccupé, mais on n'a pas entendu grand-chose en dehors des sifflements moqueurs du vent balayant un monde incendié,

brisé, ensanglanté. Quand on l'a revu, il était dans une voiture de golf à Singapour, en train de conclure des contrats d'affaires[19].

Les tueurs continuent de sillonner les rues du Gujerat. Pendant des semaines, ce sont les lyncheurs qui ont dicté la loi, décidant de qui pouvait vivre où, qui pouvait dire quoi, qui pouvait rencontrer qui, où et quand. Leur mandat couvrait aussi bien les affaires religieuses que les querelles de propriétés, les disputes familiales, le planning et l'allocation des ressources en eau... (ce qui explique pourquoi on s'en est pris à Medha Patkar, membre du Narmada Bachao Andolan)[20]. On a fermé les entreprises et les commerces musulmans. On ne sert plus les musulmans dans les restaurants. Les enfants ne sont pas accueillis dans les écoles. Les étudiants n'osent pas aller passer leurs examens[21]. Les parents vivent dans l'angoisse permanente que leurs enfants oublient leurs recommandations et se trahissent en disant « Ammi ! » ou « Abba ! » en public, s'exposant ainsi à une mort aussi certaine que violente.

Et l'on nous a gentiment prévenus : *ceci n'est qu'un début*.

Est-ce là le Hindu Rashtra, la nation que nous sommes tous censés appeler de nos vœux ? Une fois les musulmans « remis à leur place », le lait et le Coca-Cola couleront-ils à flots dans tout le pays ? Une fois le Ram Mandir construit, y aura-t-il une chemise sur chaque dos, un *roti* dans chaque ventre[22] ? Toutes les larmes seront-elles essuyées ? Pouvons-nous espérer une cérémonie anniversaire l'an prochain ? Ou aurons-nous d'ici là quelqu'un d'autre à haïr ? Par ordre alphabétique : adivasis, bouddhistes,

chrétiens, dalits, parsis, sikhs ? À moins que ce ne soient les porteurs de jean qui parlent anglais, ou bien ceux qui ont des lèvres épaisses et des cheveux bouclés ? Nous n'aurons pas à attendre bien longtemps. Tout a déjà commencé. Les rituels établis se poursuivront-ils ? Les gens continueront-ils à se faire décapiter, démembrer, souiller d'excréments ? Les fœtus seront-ils arrachés des ventres de leurs mères et massacrés ? (Qui serait assez dépravé pour imaginer une Inde sans la beauté, la diversité, l'anarchie spectaculaire de toutes ces cultures ? Le pays deviendrait un tombeau et aurait l'odeur d'un crématorium.)

Peu importe leur provenance, leur appartenance, les circonstances de leur mort, tous ceux qui ont été tués ces dernières semaines au Gujerat méritent d'être pleurés. Divers journaux et périodiques ont reçu des centaines de lettres indignées demandant pourquoi les « pseudo-laïcs » ne condamnaient pas l'incendie du Sabarmati Express à Godhra avec la véhémence qu'ils ont mise à condamner les tueries dans le reste du Gujerat. Ce que les auteurs de ces lettres ne semblent pas comprendre, c'est qu'il y a une différence fondamentale entre un pogrom tel que celui que connaît en ce moment le Gujerat et l'incendie du Sabarmati Express. Nous ignorons toujours les véritables responsables du carnage de Godhra. Le ministre du Commerce, L. K. Advani, a fait une déclaration rejetant la responsabilité de l'incendie sur les services secrets pakistanais (Inter Services Intelligence, ISI). Au bout de plusieurs mois, aucune preuve n'est venue étayer cette thèse. Le rapport de l'expertise médicolégale officielle indique que soixante litres d'essence ont été répandus sur le sol par quelqu'un qui se trouvait dans le wagon,

dont les portes étaient verrouillées, peut-être de l'intérieur. Les corps des passagers ont été retrouvés entassés au milieu du wagon. À ce jour, personne ne sait vraiment qui a mis le feu. Les théories ne manquent pas : complot pakistanais ; attentat perpétré par des extrémistes musulmans ; flambée de violence gratuite ; manœuvre du VHP et du Bajrang Dal visant à déclencher les représailles qui ont suivi. Mais aucune certitude[23]. Les auteurs, quels qu'ils soient, quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses, ont perpétré là un crime horrible. Il reste que tous les observateurs indépendants s'accordent à dire que le pogrom dirigé contre la communauté musulmane du Gujerat — dont le gouvernement a annoncé qu'il n'était qu'une réaction « spontanée » — s'est déroulé, au mieux, sous l'œil bienveillant de l'État, au pire, avec sa collaboration active[24]. D'une manière comme d'une autre, l'État du Gujerat est coupable de crime. Or l'État agit au nom de ses citoyens. Donc, en tant que citoyenne, je suis obligée de reconnaître que je suis, bon gré mal gré, complice du pogrom du Gujerat. C'est précisément ce qui m'indigne. Et c'est ce qui donne aux deux massacres une coloration radicalement différente.

Après les massacres du Gujerat, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), guide moral et culturel du BJP, dont font partie le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et Modi lui-même, le chef du gouvernement du Gujerat, a appelé les musulmans, lors de sa convention de Bangalore, à tenter de se concilier les « bonnes grâces » de la communauté majoritaire[25]. Lors du meeting du bureau national du BJP à Goa, Narendra Modi a été accueilli en héros. Quand il a offert d'un air suffisant de démissionner

de son poste de chef de l'exécutif, sa proposition a été rejetée à l'unanimité[26]. Dans un discours récent, il a comparé les événements du Gujerat à la Dandi March de Gandhi, l'une comme les autres, à l'entendre, constituant des moments importants de la Lutte pour la Liberté.

Si les ressemblances entre l'Inde d'aujourd'hui et l'Allemagne d'avant guerre ont de quoi faire trembler, elles ne sont pas pour autant surprenantes. (Les fondateurs du RSS n'ont jamais caché leur admiration pour Hitler et ses méthodes[27].) La seule différence, c'est qu'en Inde nous n'avons pas de Hitler, mais un show ambulant, un orchestre symphonique mobile — cet ensemble à plusieurs têtes et à multiples bras qu'est le Sangh Parivar (la « grande famille » des organisations politiques et culturelles hindoues), où le BJP, le RSS, le VHP et le Bajrang Dal jouent chacun de son instrument. Le génie de cet orchestre, c'est son aptitude, apparemment, à être tout pour tout le monde à tout moment.

Telle une hydre, le Parivar change de tête à volonté. Il dispose d'un rhéteur accompli pour chaque occasion. Un démagogue pur et dur, Lal Krishna Advani, aux Affaires intérieures ; un autre, la suavité même, Jaswant Singh, aux Affaires étrangères ; un avocat onctueux, doté d'un bel anglais, Arun Jaitley, pour mener les débats télévisés ; une créature à sang froid, Narendra Modi, à la tête du Gujerat ; et les militants de base du Bajrang Dal et du VHP, qui se chargent des basses besognes en cas de génocide. Pour finir, ce monstre pluricéphale a une queue de lézard, qui tombe sur commande pour repousser aussitôt : un socialiste à la logique spécieuse déguisé en ministre de la Défense, mis à

contribution quand il s'agit de limiter les dégâts — ceux des guerres, des cyclones ou des génocides. On lui fait confiance pour appuyer sur le bon bouton et trouver le ton juste.

Le Sangh Parivar dispose d'autant de langues qu'un faisceau de tridents a de pointes. Il est capable de dire en même temps une chose et son contraire. Tandis que l'une de ses têtes (le VHP) exhorte des millions de ses membres à se préparer à la solution finale, son chef nominal (le Premier ministre) assure le pays que tous les citoyens, quelle que soit leur religion, seront traités également. Il peut dans le même temps interdire des livres, des films ou brûler des peintures, sous prétexte qu'ils sont une « insulte à la culture indienne » et hypothéquer l'équivalent de 60 % du budget national consacré au développement rural pour remplir les caisses de la compagnie Enron[28]. Dans la mesure où le Sangh Parivar couvre tout le spectre des positions politiques, ce qui devrait normalement être une confrontation entre deux partis politiques ennemis prend l'allure aujourd'hui d'une simple affaire de famille. Si acrimonieuse que puisse être la querelle, elle est toujours menée en public, toujours résolue à l'amiable, et les spectateurs s'en retournent contents, convaincus d'en avoir eu pour leur argent — colère, action, vengeance, intrigues, remords, poésie, et sang à la une. Notre version domestique de la Prédominance tous azimuts[29].

Mais dans les moments cruciaux, vraiment cruciaux, les têtes chamailleuses se calment, et c'est alors qu'on prend conscience d'une terrible évidence : sous couvert de ce déchaînement de bruit et de fureur ne bat finalement qu'un seul cœur, tandis

qu'un esprit impitoyable aux œillères safran fonctionne sans relâche.

Il y a déjà eu des pogroms en Inde, des pogroms en tout genre — contre des castes, des tribus, des croyances religieuses spécifiques. En 1984, suite à l'assassinat d'Indira Gandhi, le Parti du Congrès organisa le massacre de 3 000 sikhs à Delhi, épisode tout aussi macabre que celui que vient de connaître le Gujerat[30]. À l'époque, Rajiv Gandhi, qui n'a jamais fait dans la dentelle, avait déclaré : « Quand tombe un grand arbre, la terre tremble[31]. » Un an plus tard, le Parti du Congrès remportait un succès écrasant aux élections. Porté par un grand courant de sympathie ! Dix-huit ans ont passé, et l'on attend toujours le châtiment des coupables.

Prenez n'importe quel problème politiquement brûlant — les essais nucléaires, la Babri Masjid, l'arnaque du Tehelka, l'exploitation des haines intercommunautaires à des fins électorales — et vous constaterez que le Parti du Congrès est déjà passé par là. Chaque fois, le Congrès s'est chargé de semer les graines, avant que le BJP arrive pour récolter sa terrible moisson. Si bien que, quand d'aventure nous sommes appelés à voter, peut-on dire qu'il y a une différence entre les deux ? La réponse est un « oui » hésitant mais néanmoins distinct. Voici pourquoi : le Parti du Congrès a péché, et gravement, et pendant des décennies, mais c'est la nuit qu'il a fait ce que le BJP, lui, fait au grand jour. C'est à couvert, en catimini, hypocritement, honteusement, qu'il a accompli la besogne dont le BJP se charge avec fierté et à découvert. La différence est de taille.

Attiser les haines communautaires fait partie du mandat du Sangh Parivar. C'est une de ses priorités depuis des années. Depuis des années, le mouvement injecte directement dans les veines de la société civile un poison à diffusion lente. Des centaines de *shakhas* (cellules d'éducation) du RSS et d'écoles sarasvatis répartis dans tout le pays endoctrinent des milliers d'enfants et d'adolescents, emplissent leur esprit de haine religieuse et d'histoire falsifiée, multipliant les récits non fondés ou grossièrement exagérés de femmes hindoues violées et de temples pillés par les souverains musulmans de la période précoloniale. Ces établissements ne sont pas différents des madrasa du Pakistan et de l'Afghanistan qui ont engendré les talibans, et sont tout aussi dangereux. Dans des États comme le Gujerat, la police, l'administration et les cadres politiques ont été systématiquement infiltrés à tous les niveaux[32]. L'entreprise jouit d'une énorme audience populaire, qu'il serait ridicule de sous-estimer ou de ne pas prendre en compte. Elle repose sur de formidables bases religieuses, idéologiques, politiques et administratives. Ce genre de pouvoir, ce genre d'audience ne peuvent s'obtenir qu'avec l'appui de l'État. Certaines madrasa, l'équivalent musulman des foyers qui entretiennent la haine religieuse, s'efforcent de compenser l'absence de soutien de l'État par un militantisme accru et des fonds étrangers. Elles fournissent la contrepartie idéale des écoles des intégristes hindous qui peuvent ainsi cultiver la paranoïa et la haine collectives. (De fait, elles remplissent si bien cette fonction que les deux types d'établissement pourraient fort bien travailler en étroite collaboration.)

Il est plus que probable que, sous cette constante pression, la majorité de la communauté musulmane

finira par se résoudre à vivre dans la terreur permanente, dans des ghettos, comme citoyens de second ordre, privés de droits civiques et de tout recours devant les tribunaux. Que sera le quotidien de ces gens-là ? Le moindre incident, une altercation dans une queue devant un cinéma ou un accrochage à un feu rouge, pourra se révéler fatal. Ils apprendront donc à se tenir tranquilles, à accepter leur sort, à ramper à la frange de la société dans laquelle ils vivent. Leur peur se communiquera à d'autres minorités. Ils seront nombreux, notamment parmi les jeunes, à se tourner vers le militantisme. À se rendre coupables d'actes criminels. La société civile sera appelée à les condamner. Et nous reviendra alors en mémoire la rengaine du président Bush : « Ou vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes[33]. »

Ces mots restent suspendus au-dessus de nos têtes comme des épées de Damoclès. Pendant les années à venir, les bouchers et les auteurs de génocides adapteront les mouvements de leur bouche à ces mots (c'est ce que les cinéastes appellent la « synchronisation des lèvres ») de manière à justifier leurs carnages.

M. Bal Thackeray, membre du Shiv Shena, qui ces derniers temps s'est vu un peu éclipsé par M. Modi, détient la solution. Il a appelé à la guerre civile. Génial, non ? Le Pakistan n'aura même pas besoin de nous bombarder, nous ferons le travail nous-mêmes. Faisons du pays tout entier un nouveau Cachemire. Ou une nouvelle Bosnie. Une autre Palestine. Un autre Ruanda. Condamnons-nous à souffrir à jamais. Achetons des armes et des explosifs au prix fort, histoire de nous massacrer les uns les autres. Que les fabricants d'armes américains et les mar-

chands britanniques s'engraissent sur le sang que nous verserons[34]. Nous pourrions peut-être demander au Carlyle Group — dont les familles Bush et Ben Laden étaient toutes deux actionnaires — de nous consentir un prix de gros[35]. Avec un peu de chance, si tout va bien, nous deviendrons comme l'Afghanistan. (Et regardez un peu la publicité qu'ils ont réussi à se faire, ceux-là !) Quand toutes nos terres seront minées, nos bâtiments détruits, notre infrastructure en ruine, nos enfants estropiés et réduits mentalement à l'état de loques, quand nous nous serons pratiquement anéantis les uns les autres à force de haine autofabriquée, alors peut-être pourrons-nous appeler les Américains à la rescousse. Des amateurs pour un petit repas-avion parachuté ?

Nous sommes au bord de l'autodestruction. Un pas de plus, et ce sera la chute libre. Et pourtant, le Gouvernement poursuit sa marche aveugle. Lors de la réunion du bureau national du BJP qui s'est tenue à Goa, le Premier ministre de l'Inde laïque et démocratique, M. A. B. Vajpayee, s'est assuré une place dans l'histoire. Il restera dans les annales comme étant le premier Premier ministre indien à avoir franchi le pas en témoignant publiquement à l'encontre des musulmans d'un sectarisme éhonté, que même un George Bush ou un Donald Rumsfeld seraient les premiers à désavouer. « Là où sont les musulmans, il n'y a pas de paix possible[36]. »

Honte à lui ! Si encore il était le seul, mais à la suite de l'holocauste du Gujerat, le BJP, conforté par le succès de son « expérience », réclame des élections anticipées. « Les plus gentils, m'a dit mon amie de Baroda, les plus modérés disent "Modi est notre héros". »

Certains d'entre nous ont naïvement nourri l'espoir que l'ampleur des horreurs de ces dernières semaines pousserait les partis laïcs, si jaloux de leur indépendance qu'ils soient, à s'unir dans une même indignation. Le BJP ne peut prétendre représenter, à lui seul, le peuple indien. Il n'a jamais été mandaté pour faire aboutir le projet de l'Hindutva. Nous espérions que les vingt-deux alliés qui constituent la coalition dirigée par le BJP lui retireraient leur appui. Nous pensions, dans notre stupidité, qu'ils comprendraient que jamais pareille occasion ne se représenterait de mettre à l'épreuve leur moralité, l'adhésion au principe de laïcité qu'ils professent.

Que pas un seul de ses alliés ne se soit désolidarisé du BJP est un signe des temps. Les yeux fuyants des uns et des autres ne réussissent pas à masquer le regard lointain d'hommes absorbés dans des calculs et des projections leur permettant de prévoir le nombre de circonscriptions et de portefeuilles qu'ils gagneront ou qu'ils perdront s'ils se retirent de la Coalition. Deepak Parekh est l'un des rares chefs d'entreprise indiens à avoir condamné les événements[37]. Farooq Abdullah, chef de l'exécutif du Jammu-et-Cachemire, et le dernier homme politique musulman de premier plan que compte encore le pays, cherche à se concilier les bonnes grâces du gouvernement en soutenant Modi, et ce parce qu'il nourrit le vague espoir de devenir très prochainement vice-président de l'Inde[38]. Pis encore, Mayawati, chef du Bahujan Samaj Party (BSP), le parti socialiste du peuple, le grand espoir des castes inférieures, vient de conclure une alliance avec le BJP dans l'Uttar Pradesh[39].

Le Parti du Congrès et les partis de gauche ont lancé une campagne d'agitation publique pour réclamer la démission de Modi[40]. *La démission ?* Avons-nous vraiment perdu tout sens des proportions ? Depuis quand demande-t-on aux criminels de « démissionner » ? Ils sont là pour être jugés et condamnés. Comme devraient l'être ceux qui ont incendié le train à Godhra. Comme devraient l'être les émeutiers et les membres de la police et de l'administration qui ont programmé le pogrom dans le reste du Gujerat et qui y ont pris part. Comme doivent l'être ceux qui sont responsables d'avoir attisé les passions pour les porter à leur paroxysme. La Cour suprême a tout loisir d'agir contre Modi, le Bajrang Dal et le VHP. Des témoignages, il y en a des centaines. Des preuves, il y en a à la pelle.

Mais chez nous, le boucher ou le participant à un génocide qui se trouve être aussi un homme politique n'a guère de souci à se faire. Personne n'imagine même qu'un homme politique puisse faire l'objet de poursuites. Exiger que Modi et ses sbires soient traduits en justice et mis hors d'état de nuire fragiliserait certains de leurs semblables encombrés d'un passé douteux. On préfère donc crier beaucoup et semer la pagaille au Parlement. Le pouvoir finit par former des commissions d'enquête, ignore soigneusement leurs conclusions, préoccupé seulement de voir le rouleau compresseur de l'État faire son œuvre.

Les choses pourtant ont tendance à se précipiter. Faut-il ou non autoriser des élections au Gujerat ? Qui doit en décider ? La commission électorale ? La Cour suprême ? Quoi qu'il en soit, que les élections aient lieu ou qu'elles soient reportées à plus tard, laisser Modi en liberté, lui permettre de poursuivre

sa carrière politique, c'est non seulement subvertir les principes fondateurs et fondamentaux de la démocratie, c'est les saboter délibérément. La démocratie telle que nous la concevons est le véritable problème, et non la solution. Elle revient à faire du plus gros atout de notre société son plus mortel ennemi. À quoi bon continuer à parler de « renforcer la démocratie », quand celle-ci est déformée et pervertie au point d'en être méconnaissable ? Imaginons que le BJP remporte effectivement les élections. Après tout, George Bush a rallié 60 % des Américains pour mener sa guerre contre le terrorisme, et Ariel Sharon réalise un score bien plus élevé encore avec son invasion sanglante de la Palestine[41]. Est-ce que cette victoire du BJP arrangerait tout ? Pourquoi ne pas tout bonnement se passer du système légal, de la constitution, de la presse, et, dans la foulée, de la morale elle-même, pourquoi ne pas tout envoyer dinguer et tout mettre aux voix ? Les génocides pourraient faire l'objet de sondages d'opinion et les massacres, de campagnes publicitaires.

Le fascisme vient de faire une entrée remarquée en Inde. Assignons une date à l'événement : le printemps 2002. Si nous pouvons remercier le président américain et la Coalition contre le terrorisme d'avoir créé une atmosphère internationale propice à son entrée en scène, ils ne sont en aucune manière responsables de sa gestation dans notre vie privée autant que publique.

Sa première manifestation remonte à 1998, à l'époque des essais nucléaires de Pokhran[42]. Par la suite, la montée en puissance d'un patriotisme exacerbé a créé une force que l'on ne s'est pas privé d'exploiter sur la scène politique. Les « armes de la paix » ont

engagé l'Inde et le Pakistan dans une spirale de la corde raide — menace et contre-menace, sarcasme et contre-sarcasme[43]. Résultat : une guerre, des centaines de morts[44] et, aujourd'hui, plus d'un million de soldats des deux armées massés aux frontières, à se regarder dans le blanc de l'œil, engagés dans un bras de fer nucléaire tout aussi vain que ridicule. L'escalade guerrière contre le Pakistan a ricoché sur la frontière pour venir pénétrer notre corps politique, comme une lame tranchante sectionnant les derniers liens de tolérance mutuelle qui unissaient encore les hindous et les musulmans. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, nos escadrons d'illuminés venus tout droit de l'enfer se sont emparés de l'imagination collective. Et nous leur avons ouvert la porte. Chaque fois que la tension entre l'Inde et le Pakistan monte d'un cran, l'hostilité à l'égard des musulmans dans le pays en fait autant. À chaque nouveau cri de guerre contre le Pakistan, c'est une nouvelle blessure que nous nous infligeons à nous-mêmes, que nous infligeons à notre mode de vie, à l'ancienneté et à la diversification de notre civilisation, à tout ce qui fait de l'Inde un pays différent du Pakistan. Peu à peu, le nationalisme indien en est venu à se confondre avec le nationalisme hindou, lequel se définit non pas par le respect de lui-même, mais par la haine de l'autre. Et l'autre, pour l'instant, n'est pas seulement le Pakistan, c'est tout ce qui est musulman. Il est troublant de constater à quel point le nationalisme s'accorde avec le fascisme. Tout en veillant à ne pas laisser les fascistes définir ce qu'est la nation, ni décider à qui elle doit appartenir, nous devons nous rappeler que le nationalisme — sous toutes ses formes : socialiste, capitaliste, fasciste — a été le moteur de presque tous les génocides du

XX^e^ siècle. La question du nationalisme réclame la plus grande prudence.

Ne pouvons-nous pas nous persuader que nous appartenons à une très ancienne civilisation plutôt qu'à une nation de création récente ? Ne pouvons-nous pas apprendre à aimer une *terre*, au lieu simplement de patrouiller un territoire ? Le Sangh Parivar n'a pas la moindre idée de ce qu'est la civilisation. Il ne cherche qu'à limiter, réduire, définir, démembrer, et détruire le souvenir de ce que nous avons été, la compréhension de ce que nous sommes, et l'avenir dont nous rêvons. Quel genre d'Inde souhaite-t-il ? Un torse sans membres, sans tête et sans âme, encore sanglant du couperet du boucher, un drapeau fiché dans son cœur mutilé ? Pouvons-nous laisser se produire une chose pareille ? N'est-ce pas déjà fait ?

Le fascisme naissant et insidieux de ces dernières années a été nourri par bon nombre de nos institutions « démocratiques ». Tout le monde a flirté avec lui — le Parlement, la presse, la police, l'administration, le public. Les « laïcs » eux-mêmes sont coupables d'avoir favorisé un climat propice à son développement. Chaque fois que l'on défend le droit d'une institution, quelle qu'elle soit (y compris la Cour suprême), à exercer sans entrave, et sans avoir à rendre de comptes, des pouvoirs qui ne sauraient être remis en question, on se rapproche un peu plus du fascisme. Pour être juste, il faut dire que tout le monde n'a peut-être pas reconnu les signes avant-coureurs pour ce qu'ils étaient. Dire aussi que la presse nationale a fait preuve d'un courage étonnant en dénonçant les événements de ces dernières semaines. Que nombreux sont les compagnons de route du BJP qui, après l'avoir accompagné jusqu'au

bord du gouffre, contemplent aujourd'hui au fond de l'abîme l'enfer qu'est devenu le Gujerat et se détournent, sincèrement horrifiés. Mais jusqu'où sont-ils prêts à lutter, et pour combien de temps ? Il ne s'agira pas d'une banale campagne de publicité pour la nouvelle saison de cricket, et les carnages ne seront pas toujours aussi spectaculaires.

Le fascisme, c'est aussi l'infiltration, lente et régulière, de tous les instruments du pouvoir de l'État. C'est la lente érosion des libertés civiques, les petites injustices de la vie de tous les jours. Le combattre, c'est combattre afin de regagner le cœur et l'esprit des gens. Le combattre, ce n'est pas demander à ce que les shakhas du RSS et les madrasa qui prônent ouvertement le sectarisme soient interdites, mais œuvrer pour que vienne le jour où elles seront volontairement abandonnées, parce que perçues comme néfastes. C'est surveiller d'un œil d'aigle les institutions publiques et réclamer des comptes. C'est être à l'écoute des murmures des plus démunis. C'est donner la parole aux milliers de voix qui montent des mouvements de résistance à travers tout le pays pour exprimer leurs préoccupations : travail non rémunéré, viol marital, préférences sexuelles, salaires des femmes, déchets d'uranium, mines impraticables, difficultés des tisserands, suicides des paysans. C'est combattre contre le déplacement des gens, la perte de leurs terres et le scandale quotidien du dénuement total. C'est aussi ne pas tolérer que les colonnes de nos journaux et les spots publicitaires aux heures de grande écoute soient infectés par leurs passions hypocrites et leur goût de la mise en scène théâtrale, lesquels n'ont pour but que de détourner notre attention de l'essentiel.

La grande majorité de la population indienne a été proprement horrifiée par ce qui s'est passé au Gujerat, mais des milliers d'endoctrinés se préparent à poursuivre leur voyage au cœur de l'horreur. Regardez donc autour de vous, et vous verrez que, dans les parcs, les terrains vagues, sur les places des villages, le RSS s'avance, drapeau safran au poing. C'est bientôt tout votre environnement qui est envahi. Ils défilent, ils défilent partout, ces hommes vêtus de shorts kaki. Pour aller où ? Pour faire quoi ? Leur ignorance de l'histoire les empêche de voir que le fascisme prospérera un temps pour finir par s'autodétruire en raison même de son inanité. Mais malheureusement, à l'instar des retombées d'une explosion nucléaire, la radioactivité de ce fléau risque d'affecter plusieurs générations.

On ne peut guère espérer que les protestations et les dénonciations publiques suffiront à endiguer de tels débordements de fureur et de haine. Les hymnes à la fraternité et à l'amour, c'est bien, mais ça ne suffit pas.

D'un point de vue historique, les mouvements fascistes ont toujours eu tendance à se repaître des désillusions nationales. Le fascisme est né en Inde quand on a eu gaspillé comme de la petite monnaie les rêves qui nourrissaient la lutte pour la liberté.

L'Indépendance nous est venue, pour reprendre l'expression célèbre de Gandhi, sous la forme d'une « miche de bois » — une liberté toute théorique, entachée du sang des milliers d'hommes et de femmes qui ont péri à l'époque de la Partition[45]. Depuis maintenant plus d'un demi-siècle, la classe politique, Mme Indira Gandhi en tête, s'emploie à exacer-

ber la haine et la méfiance partisanes, à en jouer délibérément, sans jamais les laisser s'apaiser. Tous les partis politiques ont remué le terreau de notre démocratie parlementaire laïque, à la recherche de gains électoraux. Comme des termites construisant un nid, ils ont pratiqué des tunnels et des passages souterrains, pervertissant le sens du mot « laïc », jusqu'à en faire une coquille vide prête à imploser. Leur travail de sape a affaibli les fondations de la structure qui lie la Constitution, le Parlement et les tribunaux — ce système d'équilibre des pouvoirs qui constitue l'ossature même d'une démocratie parlementaire. Dans de telles conditions, il apparaît futile de continuer à accuser la classe politique et d'exiger d'elle une éthique dont elle est incapable. Un peuple qui passe son temps à se plaindre de ses dirigeants a quelque chose de pitoyable. S'ils nous ont laissé tomber, c'est parce que nous avons toléré qu'ils le fassent. La thèse selon laquelle c'est la société civile qui a manqué à ses engagements envers ses chefs est aussi fondée que l'inverse. Il nous faut reconnaître dans l'édifice de notre démocratie parlementaire l'existence d'un vice de construction que les politiques ne peuvent manquer d'exploiter. Et c'est ce qui produit le genre d'embrasement auquel nous avons assisté au Gujerat. Il y a le feu dans les canalisations. Il faut nous pencher sur le problème et trouver une solution *systémique*.

Il reste que l'exploitation par la classe politique des dérives communautaristes ne suffit pas à expliquer l'arrivée du fascisme sur nos rivages.

Au cours des cinquante dernières années, les modestes espoirs nourris par le citoyen ordinaire de vivre dignement, en sécurité et à l'abri de la misère

ont été systématiquement étouffés. Toutes les institutions « démocratiques » de ce pays se sont montrées irresponsables, inaccessibles au commun des mortels et n'ont jamais œuvré, soit par mauvaise volonté, soit par pure incapacité, pour une véritable justice sociale. Toute tentative en vue d'obtenir de vrais changements sociaux — réforme agraire, réforme de l'enseignement et de la santé publique, distribution équitable des ressources naturelles, mise en place de la discrimination positive — a été adroitement, astucieusement et systématiquement sabordée et réduite à néant par ces castes et cette classe de la société qui contrôlent pratiquement tout le processus politique. Et, pour couronner le tout, voilà qu'on impose maintenant, d'une manière aussi arbitraire qu'impitoyable, la mondialisation capitaliste à une société essentiellement féodale, qui va voir se déchirer le tissu complexe de sa stratification sociale et se détruire son identité culturelle et économique.

Il y a vraiment là de quoi s'alarmer. Ce ne sont pas les fascistes, il est vrai, qui sont à l'origine de cette situation, mais ils ont su s'en saisir, la retourner à leur profit et la faire accoucher d'un sentiment de fierté perverti. Ils ont mobilisé des êtres humains en faisant appel au plus petit dénominateur commun : la religion. À ceux qui ne sont pas maîtres de leur vie, qui ont été arrachés à leur foyer et à leur communauté, qui ont perdu leur langue et leur culture, on donne les moyens de retrouver leur fierté. Pas cette fierté légitime que procure une réussite personnelle obtenue à force d'efforts, mais une fierté sans fondement qui tient simplement à ce que vous vous trouvez être. Ou plutôt *ne pas* être. Et la fausseté, l'artificialité de ce sentiment engendre

une fureur guerrière, qui est ensuite dirigée contre un ennemi construit de toutes pièces.

Comment expliquer autrement que certains cherchent à priver du droit de vote, à expulser, voire à exterminer la seconde communauté la plus pauvre de ce pays, en utilisant comme troupes de choc les plus démunis des démunis (les dalits et les adivasis) ? Comment expliquer autrement que les dalits du Gujerat, après avoir été méprisés, opprimés, traités comme la lie de la terre par les castes supérieures pendant des centaines d'années, aient rejoint les rangs de leurs oppresseurs pour se retourner contre ceux qui sont à peine moins malheureux qu'eux ? Ne cherchaient-ils dans l'histoire qu'à gagner un peu d'argent, mercenaires prêts à louer leurs services ? Est-il juste de se montrer condescendant à leur égard et de les absoudre de toute responsabilité pour leurs actes ? Ou bien suis-je particulièrement obtuse ? Peut-être est-il courant pour les malheureux de décharger leur haine et leurs frustrations sur ceux qui le sont un peu moins qu'eux, parce que leurs véritables ennemis sont inaccessibles et apparemment invincibles. Et aussi parce que leurs propres chefs les ont abandonnés pour aller festoyer à la table des maîtres, les laissant errer sans guide dans le désert et déblatérant sur la nécessité d'un retour au bercail hindou. (Premier pas, vraisemblablement, en direction de la création d'un empire hindou à l'échelle mondiale, tout aussi utopique que tant d'autres tentatives fascistes avortées — restauration de la grandeur romaine, purification de la race germanique ou établissement d'un sultanat islamique.)

L'Inde compte 130 millions de musulmans[46]. Que les fascistes hindous considèrent comme des proies légitimes. Des gens comme Modi et Bal Thackeray croient-ils vraiment que le monde assistera sans rien faire à leur liquidation dans une « guerre civile » ? D'après certaines dépêches d'agences, l'Union européenne et plusieurs autres pays ont condamné les événements du Gujerat, parlant à leur sujet de pratiques nazies[47]. Dans une réponse qui n'augure rien de bon, le gouvernement indien a déclaré que les étrangers n'avaient pas à se servir des médias indiens pour commenter ce qui reste avant tout une « affaire intérieure » (au même titre que les événements effrayants qui se déroulent au Cachemire ?)[48]. Quelle sera la prochaine étape ? La censure ? La fermeture de l'Internet ? Le blocage des appels internationaux ? La falsification d'échantillons d'ADN après erreurs sur la personne de soi-disant terroristes ? Il n'y a pas pire terrorisme que celui de l'État.

Mais qui va se mesurer au pouvoir ? L'opposition, si elle s'en donnait la peine, pourrait peut-être ouvrir quelques brèches dans son jargon fascisant. Jusqu'ici, seul Laloo Yadav, chef du Rashtriya Janata Dal (RJD), le parti national du peuple, au Bihar, a su faire preuve d'un réel courage : « *Kaun mai ka lal kehtha hai ki yeh Hindu Rashtra hai ? Usko yahan bhej do, chhaahti phad doonga* ! » (Où est le fils de pute qui dit que nous sommes une nation hindoue ? Qu'on me l'envoie, et je l'étripe[49].)

Malheureusement, il n'y a pas de remède miracle. On ne pourra faire reculer le fascisme que si tous ceux qu'il révolte se consacrent à la justice sociale avec une ardeur à la mesure de leur indignation. Sommes-nous prêts à prendre le départ ? Sommes-

nous prêts, tous les millions que nous sommes, à répondre à l'appel, pas seulement dans la rue, pour manifester, mais sur notre lieu de travail, dans nos écoles, dans nos foyers, dans toutes les décisions que nous prenons, tous les choix que nous faisons ?

Ou bien pas tout à fait encore...

Si nous ne bougeons pas viendra un jour où, quand le reste du monde se sera (à juste titre) détourné de nous, nous devrons, nous aussi, comme les citoyens odinaires de l'Allemagne d'Hitler, apprendre à lire le dégoût dans le regard de nos semblables. Pas plus qu'eux, nous ne serons capables de regarder nos enfants en face, honteux de ce que nous aurons et nous n'aurons pas fait. Honteux de ce que nous aurons laissé faire.

Il s'agit de nous, de notre avenir. Ici, en Inde. Que le ciel nous aide à traverser les ténèbres.

Avril 2002

RUMEURS DE GUERRE

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

JEUX DE BALLON AVEC BOMBES NUCLÉAIRES

Quand l'Inde et le Pakistan ont procédé à leurs essais nucléaires en 1998, même ceux d'entre nous qui les condamnaient furent écœurés par l'hypocrisie des puissances nucléaires occidentales. Implicite dans leur dénonciation des essais était l'idée qu'on ne pouvait pas laisser la bombe aux mains des Noirs. Et voilà qu'aujourd'hui ce sont nos gouvernements eux-mêmes qui s'emploient à cautionner cette idée.

Tandis que les familles de diplomates et les touristes disparaissent du pays, les journalistes occidentaux arrivent en masse à Delhi. Beaucoup m'appellent. « Pourquoi ne pas avoir quitté la ville ? me demande-t-on. La guerre nucléaire ne constitue-t-elle pas un réel danger ? Delhi n'est-elle pas une cible de premier choix ? »

Là où il y a les armes nucléaires, la guerre nucléaire est effectivement une possibilité. Et Delhi constitue bel et bien une cible de premier choix. Mais où aller ? Peut-on tout simplement partir pour aller s'acheter une autre vie ailleurs, parce que celle que l'on a tourne mal ?

Si je pars et que tout, tout ce que je connais et tout ce que je chéris, humain et non humain — amis, arbres, maisons, chiens, écureuils, oiseaux — se retrouve calciné, comment continuer à vivre ? Qui donc aimer ? Et qui m'aimera en retour ? Quelle société sera prête à m'accueillir et à me permettre d'être le vandale que je suis ici, chez moi ?

Or donc, nous restons. Nous nous serrons les uns contre les autres. Comprenons à quel point nous nous aimons. Et nous disons que ce serait bien dommage d'avoir à mourir maintenant. La vie n'est normale que dans la mesure où le macabre l'est devenu. Pendant que nous, nous attendons la pluie, la saison de foot, l'avènement de la justice, les vieux généraux et les jeunes présentateurs de la télé parlent frappes de première phase et de seconde phase comme s'il s'agissait là du dernier jeu de société à la mode.

Mes amis et moi discutons de *Prophecy*, le documentaire sur la bombe d'Hiroshima et de Nagasaki[1].

La boule de feu. Les cadavres qui bloquent le fleuve. Les vivants scalpés et écorchés vif. Les enfants brûlés, chauves, encore en vie, leurs vêtements calcinés imprimés dans leurs chairs. L'eau noire, épaisse, toxique. L'air desséché, brûlant. Les cancers, implantés génétiquement, menace maligne à l'adresse des enfants à naître. Cette image, obsédante, d'un homme littéralement amalgamé aux marches d'un bâtiment. Et nous nous imaginons dans le même état. Réduits à des taches sur un escalier. Je vois déjà des générations d'écoliers muets désignant du doigt la trace que j'ai laissée… ça, c'était un écrivain. Pas elle. Ni lui. Non. *Ça*.

Désolée si mes pensées sont incohérentes, décousues, pas toujours dignes d'être rapportées. Souvent grotesques.

Je songe à un petit chien bâtard que je connais bien. Il a le bout des pattes chacun d'une couleur différente. Deviendra-t-il lui aussi une tache radioactive sur un escalier ? Mon mari écrit en ce moment un livre sur les arbres. Avec un chapitre consacré à la pollinisation des figues. Chaque figue est fécondée par son blastophaga particulier. De ces hyménoptères, il existe près de mille espèces différentes, chacune un miracle de synchronie, fruit de millions d'années d'évolution. Tous ces insectes seront détruits par la bombe. Bzzz-bzzz. Des cendres. Et mon mari aussi. Et son livre avec lui.

Une de mes amies très chères, une militante du mouvement antibarrage dans la vallée de la Narmada, a entrepris une grève de la faim illimitée. Elle en est en ce moment à son quatorzième jour. Elle et tous ceux qui jeûnent avec elle s'affaiblissent très rapidement. Ils protestent contre les actions du gouvernement du Madhya Pradesh : démolition d'écoles au bulldozer, abattage de forêts, démantèlement de pompes à eau manuelles, évacuation forcée des villages pour faire place au barrage de la Maan. Les gens n'ont nulle part où aller. D'où la grève de la faim[2].

Quel bel acte de foi et d'espérance ! Quelle noblesse que de croire que dans le monde d'aujourd'hui la contestation réfléchie, non violente, peut encore être entendue et faire effet. Mais le sera-t-elle, entendue ? Aux yeux de gouvernements que l'idée d'un monde dévasté laisse indifférent, une vallée ravagée de plus ou de moins, quelle importance ?

Le seuil de tolérance de l'horreur a grimpé si haut que seuls un génocide ou la perspective d'une guerre nucléaire méritent encore de retenir l'attention. La résistance non violente ne récolte que mépris. La

mode est aujourd'hui au terrorisme. Le principe sous-jacent de la guerre contre le terrorisme, l'idée même que la guerre constitue une solution acceptable pour mettre fin aux attentats, a fait que les terroristes du sous-continent indien ont maintenant le pouvoir de déclencher une guerre nucléaire.

Déplacement des personnes, dépossession, famine, pauvreté, maladie... tout cela a été ravalé au rang d'anecdotes, et n'a plus sa place désormais qu'à la page des bandes dessinées. Notre ministre de l'Intérieur a fait savoir que le lauréat du prix Nobel, Amartya Sen, fait complètement fausse route : la clé du développement de l'Inde, ce n'est ni la santé, ni l'éducation, mais la défense (et n'oubliez pas les pots-de-vin, ô ministre bien-aimé). « Le prix Nobel Amartya Sen, a déclaré le ministre L. K. Advani, pense que ce sont la santé et l'éducation qui ont entravé le développement du pays ces cinquante dernières années. J'estime, quant à moi, que c'est un problème de défense[3]. »

Peut-être que ce qu'il voulait vraiment dire, c'est que la guerre est le meilleur moyen de détourner l'attention du fascisme et du génocide. D'éviter d'avoir à se colleter avec les vrais problèmes de gouvernement, ceux qui réclament une action immédiate.

Pour Delhi et Islamabad, le Cachemire n'est en aucune manière un *problème*, c'est au contraire une *solution*, immuable et spectaculairement efficace. Le Cachemire, c'est le lapin qu'ils ne cessent de sortir de leur chapeau, chaque fois qu'ils ont besoin d'un lapin. Malheureusement, l'animal est aujourd'hui radioactif et il est en train d'échapper à tout contrôle. Il existe sans doute un terrorisme d'origine pakistanaise à la frontière du Cachemire. Mais il y a d'autres formes de terreur dans la vallée. Il y a cette collu-

sion, mal définie mais bien réelle, entre militants du djihad, ex-militants, mercenaires de l'étranger ou du cru, mafiosi, forces de sécurité, trafiquants d'armes, et responsables politiques qui sévissent des deux côtés de la frontière. À quoi il conviendrait d'ajouter les élections truquées, les humiliations quotidiennes, les « disparitions » et les « rencontres » orchestrées[4].

Et voilà que du cœur du pays monte désormais une clameur : l'Inde est une nation hindoue. Les musulmans peuvent donc être assassinés sous le regard bienveillant de l'État. Les meurtriers ne seront pas traduits devant les tribunaux. Mieux, ils pourront se présenter aux élections. L'Inde va-t-elle être hindoue en son centre et laïque sur ses marges ?

En attendant, la Coalition internationale contre le terrorisme fait la guerre et prêche la retenue. Pendant que l'Inde et le Pakistan réclament chacun la peau de l'autre, la Coalition installe tranquillement ses gazoducs, nous vend des armes et engrange benoîtement les contrats. (Achetez maintenant, payez plus tard.) La Grande-Bretagne, par exemple, s'active à armer les deux camps[5]. La mission « bons offices » entreprise par Tony Blair il y a quelques mois n'était en fait qu'un voyage d'affaires destiné à discuter un contrat d'un milliard de livres (et n'oubliez pas les pots-de-vin, ô vendeur bien-aimé), portant sur la vente à l'Inde de soixante-six chasseurs-bombardiers Hawk[6]. Le coût d'un seul de ces appareils permettrait au gouvernement d'alimenter en eau potable pratiquement à vie un million et demi de personnes[7].

« Pourquoi n'y a-t-il pas en Inde de mouvement pour la paix ? » me demandent innocemment les

journalistes occidentaux. Comment pourrait-il y en avoir un, quand, pour une majorité d'Indiens, la paix signifie un combat quotidien : pour la nourriture, l'eau, un abri, pour la dignité ? La guerre, c'est l'affaire de soldats de métier, quelque part à la frontière, très loin. Quant à la guerre nucléaire, elle dépasse de beaucoup la compréhension de la plupart des gens. Personne ne sait au juste ce qu'est une bombe atomique. Personne ne se soucie de l'expliquer. Comme l'a dit le ministre de l'Intérieur, l'éducation n'est pas une priorité.

La dernière question que me posent invariablement ces journalistes, c'est : Êtes-vous en train d'écrire un autre livre ? C'est se moquer. Un autre livre ? En ce moment ? Alors même que toutes ces rumeurs de guerre nucléaire supposent un mépris total de la musique, de l'art, de la littérature et de tout ce qui fait la civilisation ? Mais quel genre de livre pourrais-je bien écrire ?

Il n'y a pas que le million de soldats mobilisés à la frontière à vivre en état d'alerte permanent. C'est notre lot à tous. Le résultat des bombes nucléaires, il est là. Que l'on s'en serve ou pas, elles sont une violation de l'humanité. Elles altèrent le sens même de la vie.

Alors pourquoi les tolérer ? Et pourquoi tolérer ceux qui s'en servent pour prendre en otage le genre humain ?

Juin 2002

AHIMSA

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

Pendant que nous restons obnubilés par les menaces de guerre, les menaces terroristes et la lutte contre le terrorisme, dans l'État du Madhya Pradesh, en Inde centrale, un frêle radeau vient de prendre la mer. Sur un trottoir de Bhopal, dans un quartier appelé la Tôle ondulée, un petit groupe de gens s'est embarqué pour un voyage d'espoir et de foi. Ce qu'ils font n'a rien de bien nouveau. Ce qui est nouveau, c'est le climat dans lequel ils le font.

On en est aujourd'hui au vingt-neuvième jour de la grève de la faim illimitée entreprise par quatre militants du Narmada Bachao Andolan (NBA[1]). Ils battent pour l'instant de deux jours le record jamais atteint par Gandhi au cours de sa lutte pour la liberté. Leurs exigences sont bien moindres que celles qu'il a jamais eues. Ils protestent contre l'éviction par la force de plus de mille familles adivasis à la suite de la construction du barrage sur la Maan. Tout ce qu'ils demandent, c'est que le gouvernement du Madhya Pradesh, responsable de l'éviction, applique ses propres décisions, en l'occurrence l'octroi de terres aux personnes déplacées par le barrage.

Il n'y a pas ici matière à discussion. Le barrage est terminé. Les populations doivent être réinstallées avant que la mousson remplisse le réservoir et submerge leurs villages. Les quatre militants qui ont entamé cette grève de la faim sont : Vinod Patwa, l'une des 114 000 personnes expulsées en 1990 par le barrage de Bargi (lequel irrigue, douze ans plus tard, une surface moindre que celle qu'il a submergée) ; Mangat Verma, qui sera expulsé lors de l'achèvement, s'il doit avoir lieu un jour, du barrage de Maheshwar ; Chittaroopa Palit, qui travaille avec le NBA depuis près de quinze ans ; et Ram Kunwar, une jeune femme de vingt-deux ans ; la plus jeune et la plus fragile du groupe. Son village sera le premier à être englouti quand les eaux monteront dans le réservoir. Depuis qu'elle a commencé à jeûner, Ram Kunwar a perdu près de dix kilos, pratiquement le quart de son poids normal.

Contrairement à ce qui se passe pour d'autres Grands Barrages, comme ceux de Sardar Sarovar, de Maheshwar et d'Indira Sagar, où la réinstallation de centaines de milliers de personnes expulsées est tout bonnement impossible (sauf sur le papier, dans les documents officiels), dans le cas de la Maan, le nombre total de personnes à reloger n'excède pas 6 000. Ces gens ont même repéré des terrains disponibles qui pourraient être achetés par le gouvernement du Madhya Pradesh afin de leur être redistribués.

Non seulement ce dernier refuse, mais il s'emploie, en totale illégalité et en violation de sa propre législation, à allouer de maigres indemnités. Il n'a aucun scrupule à dire que, s'il devait satisfaire les demandes des « évincés » de la Maan (autrement dit, s'il devait mettre ses décisions en application), il

créerait un précédent pour les centaines de milliers de gens, pour la plupart des dalits et des adivasis, dont les villages sont promis à la disparition (sans contrepartie) par les 29 autres Grands Barrages à construire dans la vallée de la Narmada. Or l'engagement du gouvernement vis-à-vis de ces projets reste entier, quelles que puissent être leurs conséquences sociales et environnementales.

Tandis que Vinod, Mangat, Chittaroopa et Ram Kunwar s'affaiblissent de jour en jour, que s'accroît pour leur organisme le danger de lésions irréversibles, qu'ils courent le risque d'une mort brutale, aucun représentant du gouvernement de l'État n'a encore pris la peine de se déplacer pour leur rendre visite.

Laissez-moi vous confier un secret : il n'y a pas que résolution inébranlable et farouche détermination sur le trottoir brûlant de la Tôle ondulée. Les plaisanteries sur les régimes alimentaires et les cures d'amaigrissement ont fait long feu. Ce sont maintenant des larmes de colère et de frustration que l'on voit couler. L'inquiétude et la peur que l'on voit poindre. Qui, pour autant, ne sauraient masquer un énorme courage.

Que va-t-il leur arriver, à ces gens ? Vont-ils simplement être portés au « passif du progrès » ? Expression qui réduit adroitement toute l'affaire à une opposition entre défenseurs et adversaires du progrès et implique qu'en fait, vous n'avez guère le choix : pour le progrès, bien sûr. Qui donne sournoisement à penser que des mouvements comme le NBA sont rétrogrades, absurdes parce que anti, anti-électricité, anti-irrigation. Ce qui est, bien évidemment, absurde.

Le NBA est convaincu que les Grands Barrages sont obsolètes. Il est convaincu que l'on peut produire de l'électricité et aménager le territoire par des moyens plus démocratiques, plus décentralisés, plus viables d'un point de vue économique et plus défendables d'un point de vue écologique. Ce qu'il réclame, c'est davantage de modernité, et non l'inverse. Davantage de démocratie, et non l'inverse. Las ! La réalité est bien différente.

Même au plus fort de la rhétorique guerrière, au moment ou l'Inde et le Pakistan se menaçaient mutuellement d'attaque nucléaire, personne n'a jamais remis en cause l'Indus Waters Treaty [Traité sur les eaux de l'Indus] qui lie les deux pays[2]. Et pourtant, au Madhya Pradesh, la police et l'administration sont entrés dans les villages adivasis avec des bull-dozers. Ils ont condamné les pompes manuelles, démoli des écoles et abattu des arbres pour obliger les gens à quitter leurs demeures. Oui, ils ont condamné les pompes. D'où cette grève de la faim.

L'anathémisation du terrorisme par quelque gouvernement que ce soit n'est crédible qu'autant que celui-ci est prêt à dialoguer avec une opposition non violente, raisonnable et capable d'arguments solides. Or, c'est exactement l'inverse qui se produit. Partout dans le monde, les mouvements de résistance passive se voient écrasés et brisés. Ne pas les respecter, ne pas les honorer, c'est implicitement choisir le camp de la violence. Partout dans le monde, quand les gouvernements et les médias consacrent tout leur temps, leur attention, leur argent, leur recherche, leur espace, leurs moyens sophistiqués à parler guerre et à crier au terrorisme, il

n'y a qu'une leçon, troublante et dangereuse, à tirer : si vous cherchez à exprimer et à faire aboutir une revendication publique, la violence est plus efficace que la non-violence. Ne pas donner sa chance au changement pacifique, c'est cautionner le changement dans la violence. Une violence arbitraire, repoussante, imprévisible. Ce qui se passe actuellement au Cachemire, dans les États du nord-est de l'Inde et dans l'Andhra Pradesh est exemplaire à ce sujet.

Ce n'est pas seulement contre les Grands Barrages que se bat le NBA. C'est pour la survie de ce que l'Inde a donné de plus beau au monde : la résistance non violente. Il pourrait aussi bien s'appeler l'Ahimsa Bachao Andolan, le mouvement pour sauver la non-violence.

Au fil des ans, notre gouvernement n'a montré que mépris pour les populations de la vallée de la Narmada. Mépris pour leurs arguments. Mépris pour leur mouvement.

Au XXI^e^ siècle, il n'est plus possible d'ignorer les liens qui unissent le fondamentalisme religieux, le nationalisme nucléaire et la paupérisation de populations entières due à la mondialisation capitaliste. Alors que les autorités du Madhya Pradesh affirment ne pas avoir de terres à consacrer à la relocalisation des personnes déplacées, des sources indépendantes signalent qu'elles préparent le terrain (pardonnez le jeu de mots) pour mettre d'immenses étendues à la disposition des multinationales agricoles. Ce qui ne manquera pas d'entamer un nouveau cycle d'expulsions et d'appauvrissement.

Parviendrons-nous à convaincre Digvijay Singh — le chef du gouvernement, laïc et « vert », du Madhya Pradesh — de substituer à son travail de relations publiques un véritable changement de politique ? Dans l'affirmative, il resterait dans les annales comme un visionnaire doté d'un réel courage politique.

Si le Parti du Congrès entend vraiment être pris pour la seule alternative viable aux fondamentalistes religieux de droite qui nous ont amenés au bord de la ruine, il va devoir faire plus que condamner verbalement le communautarisme et s'adonner à une rhétorique nationaliste plutôt creuse. Il va devoir se mettre au travail et écouter les gens qu'il prétend représenter.

Quant au reste d'entre nous — citoyens engagés, militants pour la paix et autres —, il ne suffit pas d'entonner des hymnes à la paix. Faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir des mouvements comme le Narmada Bachao Andolan, voilà le moyen de donner sa chance à cette paix. La vraie guerre contre le terrorisme, elle est là. Allez donc à Bhopal. Et faites-vous conduire jusqu'à la Tôle ondulée[3].

RÉSISTONS À L'EMPIRE

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

On me demande de traiter le sujet « Comment résister à l'Empire ? » Vaste question, pour laquelle je ne dispose pas de réponses toutes faites.

Et d'abord, de quel « Empire » s'agit-il ? Du gouvernement américain (et de ses satellites européens), de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des sociétés multinationales ? Ou bien d'autre chose ?

Dans de nombreux pays, l'Empire a développé quelques excroissances, des sous-produits dangereux : le nationalisme, le fanatisme religieux, le fascisme et, bien entendu, le terrorisme. Les uns comme les autres allant de pair avec le programme de mondialisation capitaliste.

Permettez-moi d'illustrer mon propos. L'Inde — la plus grande démocratie du monde — occupe actuellement une place de choix dans ledit programme. L'OMC est en train de pénétrer par la force son « marché » d'un milliard d'individus. Mondialisation et privatisation sont accueillies à bras ouverts par le gouvernement et l'élite indienne.

Ce n'est pas un hasard si le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et le ministre du Désinvestissement — ceux-là mêmes qui ont signé l'accord avec Enron, ceux-là mêmes qui sont en train de vendre l'infrastructure du pays aux multinationales, et qui s'emploient à privatiser l'eau, l'électricité, le pétrole, le charbon, l'acier, la santé, l'éducation et les télécommunications — sont tous membres ou sympathisants du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), organisation d'extrême droite hindoue, ultranationaliste, qui n'a jamais caché son admiration pour Hitler et ses méthodes.

Le démantèlement de la démocratie s'effectue avec la rapidité et l'efficacité d'un programme de réajustement structurel. Tandis que le projet de mondialisation capitaliste déchire le tissu vital du pays, les privatisations massives et les « réformes » du travail privent des millions de gens de leurs terres et de leur emploi. Des centaines de fermiers appauvris se suicident en ingérant des pesticides[1]. Des dépêches nous disent que des gens meurent de faim un peu partout dans le pays[2].

Tandis que l'élite de la nation s'embarque pour le sommet du monde, les dépossédés, eux, sombrent dans le crime et le chaos. Ce climat de frustration et de désillusion à l'échelle nationale, nous enseigne l'Histoire, est le terrain de prédilection du fascisme.

Les deux bras du gouvernement indien opèrent un parfait mouvement de tenailles. Pendant que l'un s'active à débiter l'Inde en morceaux pour la vendre au plus offrant, l'autre, histoire de détourner l'attention, orchestre le chœur hurlant des nationalistes hindous et des fanatiques religieux. Le Gouvernement

procède à des essais nucléaires, réécrit les manuels d'histoire, brûle les églises et détruit les mosquées. La censure, la surveillance, les atteintes aux libertés civiles et aux droits de l'homme, la redéfinition de la citoyenneté indienne, notamment en matière d'appartenance religieuse, sont aujourd'hui monnaie courante.

En mars dernier, 2 000 musulmans se sont fait massacrer dans le Gujerat avec la bénédiction de l'État. Les femmes ont constitué une cible de premier choix. Elles ont fait l'objet de viols collectifs, avant d'être brûlées vives. Les émeutiers ont incendié et pillé des magasins, des domiciles particuliers, des usines de textiles et des mosquées[3]. Plus de 150 000 musulmans ont été chassés de chez eux. La communauté musulmane a vu les fondations de sa vie économique fortement ébranlées. Et où était le Premier ministre du pays pendant que le Gujerat était à feu et à sang ? Sur MTV, où il faisait l'article pour ses derniers poèmes. En décembre 2002, le gouvernement qui avait orchestré le massacre a été reconduit à la tête du Gujerat avec une confortable majorité[4]. Personne n'a été interpellé. Narendra Modi, maître d'œuvre du pogrom, membre du RSS, et fier de l'être, vient d'entamer son second mandat comme chef du gouvernement de l'État. S'il avait été Saddam Hussein, chacun de ses crimes aurait fait la une de CNN. Mais comme ce n'est pas le cas — et comme le « marché » indien est ouvert aux investisseurs de la planète —, le massacre ne saurait être une gêne, même mineure. Il y a plus de cent millions de musulmans en Inde. Une bombe à retardement a entamé son compte à rebours dans notre vieux pays.

Et on voudrait encore nous faire croire que le libre marché contribue à faire tomber les barrières nationales. Ce qu'il met en danger, ce n'est pas la souveraineté nationale, c'est bel et bien la démocratie. À mesure que se creuse le fossé entre riches et pauvres s'intensifie la lutte pour la possession des ressources. Pour faire aboutir leurs contrats, pour mettre sous la coupe des grandes sociétés les produits que nous cultivons, l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons, jusqu'aux rêves qui sont les nôtres, la mondialisation capitaliste a besoin, dans les pays les plus pauvres, de l'existence de gouvernements corrompus, autocratiques et dévoués à sa cause, pour faire passer des réformes impopulaires et réprimer les émeutes. La mondialisation — mais pourquoi ne pas lui donner son vrai nom, l'« impérialisme » ? — a besoin d'une presse qui fasse semblant d'être libre. De tribunaux qui fassent semblant de rendre la justice. Dans l'intervalle, les pays du Nord renforcent leurs frontières et stockent les armes de destruction massive. Après tout, il faut qu'ils s'assurent que seuls l'argent, les marchandises, les brevets et les services sont objets de mondialisation. Et non la libre circulation des personnes. Ou le respect des droits de l'homme. Ou les accords internationaux sur la discrimination raciale, les armes chimiques et nucléaires, les émissions de gaz à effet de serre, les changements climatiques ou —Dieu nous en préserve — la justice. L'Empire, c'est ça. Cette association de pays dévoués, cette concentration éhontée de pouvoir, ce fossé qui ne cesse de se creuser entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui ont à en souffrir.

Le but de notre lutte, notre vision d'un autre monde, doit être de combler ce fossé.

Que faire pour résister à l'Empire ?

La bonne nouvelle est que la résistance a déjà commencé. Nous avons remporté des victoires décisives. Vous surtout, ici, en Amérique latine : Cochabamba en Bolivie[5], le soulèvement d'Arequipa au Pérou[6]. Au Venezuela, le président Hugo Chavez tient bon, en dépit des efforts du gouvernement américain[7]. Et le monde entier a les yeux fixés sur les Argentins, qui essaient de reconstruire leur pays sur les ruines laissées par le FMI[8].

En Inde, le mouvement antimondialisation gagne du terrain et est en passe de devenir la seule véritable force politique capable de tenir tête au fascisme communautariste. Quant aux brillants ambassadeurs de la mondialisation capitaliste — Enron, Bechtel, WorldCom, Arthur Andersen —, où en étaient-ils l'an dernier, où en sont-ils aujourd'hui ?

De même, ici au Brésil, pouvons-nous demander : qui était le président l'an dernier, et qui est-il aujourd'hui ?

Et pourtant, nombreux sont ceux parmi nous qui ont leurs moments de découragement et de désespoir. Nous savons que, sous le large parapluie de la guerre contre le terrorisme, les hommes en complet-veston s'activent. Tandis que les bombes pleuvent et que les missiles de croisière fendent l'air, nous savons que l'on signe des contrats, que l'on dépose des brevets, installe des pipelines, pille les ressources naturelles, privatise l'eau, et que George Bush prépare une intervention militaire en Irak.

Si nous envisageons ce conflit comme une confrontation directe entre l'Empire et ceux d'entre nous qui lui résistent, nous aurons sans doute l'impression d'être du côté des perdants.

Mais il y a une autre façon de voir les choses. Nous tous qui sommes rassemblés ici, nous faisons, chacun à notre manière, le siège de l'Empire.

Il se peut que nous n'ayons pas arrêté sa marche — du moins pas encore —, mais nous l'avons percé à jour. Nous l'avons obligé à baisser le masque. Forcé à se dévoiler. Il s'offre à nous aujourd'hui, sur la scène mondiale, dans toute son immonde nudité.

L'Empire peut bien partir en guerre, il est aujourd'hui à découvert — trop laid pour pouvoir encore se regarder dans la glace. Trop laid pour réussir encore à rallier ses propres troupes à sa cause. Avant longtemps, le peuple américain, dans sa grande majorité, sera notre allié.

À Washington, 250 000 personnes ont manifesté contre la guerre en Irak[9]. Tous les mois, le mouvement de protestation gagne du terrain. Avant le 11 septembre 2001, l'Amérique avait une histoire secrète. Secrète surtout pour son propre peuple. Mais les secrets de l'Amérique font désormais partie de l'Histoire, et son histoire est connue de tous. Elle est étalée sur la place publique.

Aujourd'hui, nous savons que tous les arguments avancés en faveur d'une intervention militaire en Irak sont autant de mensonges. Le plus grotesque étant sans doute la promesse formelle de Washington d'apporter la démocratie à ce pays.

Tuer les gens pour les sauver de la dictature ou de la contamination idéologique est un des sports favoris du gouvernement américain. Ici, en Amérique latine, vous êtes bien placés pour le savoir. Que Saddam Hussein soit un dictateur sanguinaire, un

meurtrier (dont les pires excès ont été cautionnés par les gouvernements des États-Unis comme de la Grande-Bretagne), personne n'en doute. Tout comme il est clair que les Irakiens se porteraient beaucoup mieux sans lui.

Mais, si l'on veut aller par là, le monde entier se porterait beaucoup mieux sans un certain M. Bush, bien plus dangereux en fait que Saddam Hussein.

Faut-il bombarder pour autant la Maison-Blanche pour en expulser Bush ?

Il est plus qu'évident que Bush est décidé à faire la guerre à l'Irak, sans considération aucune pour les faits, ni pour l'opinion publique internationale.

Dans leur désir de recruter des alliés à tout prix, les États-Unis sont prêts à les *inventer*, ces faits, si besoin est.

La pantalonnade mettant en scène les inspecteurs de l'ONU n'est que la concession choquante, insultante, faite par Washington à une forme pervertie d'étiquette internationale. Qui revient à laisser la chatière ouverte pour permettre aux « alliés » de dernière minute, ou peut-être aux Nations unies, de se faufiler *in extremis*.

Mais, pratiquement, la nouvelle guerre contre l'Irak a déjà commencé.

Que faire ?

Affûter notre mémoire, tirer des enseignements de l'histoire. Continuer à grossir la voix de l'opinion publique jusqu'à ce qu'elle devienne assourdissante.

Nous pouvons faire de la guerre contre l'Irak un révélateur de tous les excès du gouvernement américain.

Nous pouvons dénoncer en George Bush et Tony Blair — ainsi qu'en leurs alliés — les lâches assassins d'enfants, les empoisonneurs d'eau, les lanceurs de bombe à distance qu'ils sont. Nous pouvons réinventer la désobéissance civile de mille manières différentes. En d'autres termes, nous pouvons trouver mille manières de nous muer en emmerdeurs de première.

Quand George Bush déclare : « Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes », nous pouvons décliner poliment son offre. Lui faire savoir que les gens de par le monde ne sont pas tenus de choisir entre un Méchant Mickey et des Mollahs Déments.

Notre stratégie ne doit pas se limiter à résister à l'Empire, mais bien à en faire le siège. À le priver d'oxygène. À lui faire honte. À le ridiculiser. Avec notre art, notre musique, notre littérature, notre opiniâtreté, notre joie de vivre, notre éclat, notre implacable détermination — et notre aptitude à raconter nos histoires à nous. Et pas celles dont on nous matraque quotidiennement. La révolution de la mondialisation échouera si nous refusons d'acheter ce qu'elle a à vendre — ses idées, sa version de l'Histoire, ses guerres, ses armes, sa notion de l'inéluctable. Et souvenez-vous d'une chose : nous sommes nombreux, et ils ne sont qu'une poignée. Et ils ont besoin de nous plus que nous n'avons besoin d'eux.

LA SOLITUDE DE NOAM CHOMSKY

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

« Je ne présenterai jamais d'excuses au nom des États-Unis d'Amérique — quels que soient les faits. »

George Bush Sr[1].

Assise chez moi, à New Delhi, en train de regarder une chaîne d'informations de la télévision américaine faire sa propre promotion (« Nous rapportons les faits. À vous de vous faire une opinion »), j'imagine le sourire amusé et ébréché de Noam Chomsky.

Personne n'ignore que les régimes autoritaires, quelle que soit leur idéologie, mettent les médias au service de leur propagande. Mais qu'en est-il des régimes élus démocratiquement dans le monde dit libre ?

Désormais, grâce à Noam Chomsky et aux autres spécialistes des médias, il est devenu évident pour des milliers, voire des millions, d'entre nous, que l'opinion publique dans les démocraties de « libre marché » est fabriquée au même titre que n'importe quel autre produit de grande consommation — savon, interrupteurs ou pain de mie[2]. Nous savons que si, d'un point de vue légal et constitutionnel, la parole est libre, l'espace dans lequel s'inscrit cette liberté nous a été dérobé pour être vendu aux plus offrants. Le capitalisme néolibéral n'est pas seulement affaire d'accumulation de capital (pour quelques

élus), il est aussi concentration de pouvoir (pour les mêmes) et de liberté (encore et toujours pour les mêmes). Inversement, pour le reste du monde, autrement dit pour ceux qui n'ont aucun rôle dans la gestion du néolibéralisme, il est affaire d'érosion de capital, d'érosion de pouvoir et de liberté. Dans le système de la « libre concurrence », la libre parole est devenue un produit de consommation comme tout le reste — justice, droits de l'homme, eau potable, air propre. Elle n'est disponible que pour ceux qui peuvent se l'offrir. Et, bien entendu, ceux-ci s'en servent pour fabriquer le genre de produit, confectionner le genre d'opinion publique les mieux à même de servir leurs desseins. (Informations-maison.) La manière dont ils s'y prennent est le sujet d'une bonne partie des écrits politiques de Noam Chomsky.

Le Premier ministre Silvio Berlusconi, pour prendre un exemple, détient une part majoritaire dans de grands quotidiens italiens, des magazines, des chaînes de télévision et des maisons d'édition. « Concrètement, rapporte le *Financial Times*, le Premier ministre contrôle environ 90 pour cent du marché de la télévision italienne[3]. »

Dans de telles conditions, que vaut la liberté de parole ? Et la liberté pour qui ? J'admets volontiers que Berlusconi est un cas extrême. Dans d'autres démocraties — en particulier aux États-Unis —, les barons de la presse, les puissants lobbies des affaires et les dirigeants du pays ont des liens plus complexes mais moins visibles. (Il reste que ceux qu'entretient George Bush Jr. avec le lobby pétrolier et l'industrie de l'armement, avec Enron et la manière dont la compagnie s'est infiltrée dans les insti-

tutions gouvernementales et les médias, ne sont plus un secret pour personne.)

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, le rôle de porte-parole du gouvernement américain joué par les médias traditionnels, leurs professions de foi patriotiques et revanchardes, leur empressement à présenter comme des faits avérés le contenu des communiqués de presse du Pentagone, et leur censure explicite de toute voix discordante devinrent la cible des plaisanteries plutôt amères du reste du monde. Puis vinrent le krach boursier, la faillite de certaines compagnies aériennes demandant à être renflouées par le gouvernement, et l'élaboration d'un projet visant à tourner les lois sur les brevets d'invention de façon à pouvoir fabriquer des médicaments génériques pour combattre la panique liée à la maladie du charbon (fabrication autrement plus importante et plus urgente, naturellement, que celle de génériques destinés à lutter contre le sida en Afrique) [4].

Il apparut tout à coup que les mythes jumeaux de la Libre Parole et du Libre Marché risquaient de s'effondrer à la suite des tours jumelles du World Trade Center.

Pareille chose ne s'est évidemment pas produite. Ces mythes sont toujours bien vivants.

Pourtant l'énergie et l'argent que consacre l'establishment à la « gestion » de l'opinion publique sont en soi des raisons d'espérer. En ce qu'ils suggèrent une peur panique de cette opinion, et la crainte persistante et fondée que, si les gens devaient découvrir (et pleinement comprendre) la réalité de ce qui se fait en leur nom, il se pourrait bien qu'ils agissent en conséquence. Ceux qui détiennent le pouvoir

n'ignorent pas que l'égoïsme des gens ordinaires a des limites. (Quand ces derniers s'avisent de peser les coûts et les bénéfices, la mauvaise conscience peut facilement faire pencher la balance.) Et c'est pour cette raison qu'il faut les couper de la réalité, les élever dans une atmosphère contrôlée, dans une réalité altérée, comme des poulets en batterie.

Ceux d'entre nous qui ont échappé à ce sort et qui aiment aller au fond des choses ne croient plus tout ce qu'on leur donne à lire dans les journaux ou à voir à la télévision. Nous restons au aguets et essayons de trouver d'autres moyens pour comprendre le monde. Nous recherchons l'histoire qui n'a pas été racontée, le coup d'État militaire mentionné à la sauvette, le génocide passé sous silence, la guerre civile dans un pays africain « couverte » dans une colonne de cinq centimètres, à côté d'une publicité pleine page pour de la lingerie en dentelle. Nous oublions parfois, et nombreux sont ceux qui n'en sont même pas conscients, que cette manière de penser, cette perspicacité quasi naturelle, cette méfiance instinctive des médias, ne serait au mieux qu'une intuition politique, au pire une accusation assez vague, n'était l'analyse impitoyable et inflexible des médias conduite par un des plus grands esprits de ce siècle. Et il ne s'agit là que d'une des manières dont Noam Chomsky a su changer radicalement la compréhension que nous avons de la société dans laquelle nous vivons. Ou bien, devrais-je dire, la compréhension que nous avons du règlement compliqué de cet asile de fous où nous sommes tous internés volontaires ?

En parlant des attentats du 11 septembre à New York et à Washington, le président George W. Bush a traité les ennemis des États-Unis d'« ennemis de

la liberté ». « Les Américains ne cessent de demander : pourquoi nous haïssent-ils ? Parce qu'ils haïssent nos libertés, notre liberté de religion, de parole, la liberté que nous avons de voter, de nous réunir et de ne pas être d'accord les uns avec les autres[5]. »

Si les Américains souhaitent une vraie réponse à cette question (et pas celles que lui fournit le *Guide de l'anti-américanisme à usage des idiots*, à savoir : « Parce qu'ils sont jaloux de nous », « Parce qu'ils haïssent notre liberté », « Parce que ce sont des losers », « Parce que nous sommes bons et qu'ils sont mauvais »), alors je leur dirai, lisez Chomsky. Lisez ce qu'il a à dire sur les interventions militaires américaines en Indochine, en Amérique latine, en Irak, en Bosnie, en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et au Moyen-Orient. Si l'Américain moyen lisait Chomsky, peut-être qu'il formulerait ses questions un peu différemment et demanderait : « Pourquoi ne nous haïssent-ils pas plus encore qu'ils ne le font ? » ou bien : « N'est-il pas surprenant que les événements du 11 septembre n'aient pas eu lieu avant ? »

Malheureusement, en ces temps de nationalisme exacerbé, des mots comme « nous » ou « eux » sont employés de manière assez lâche. Les divergences entre gouvernement et opinion publique sont délibérément et subtilement brouillées, non seulement par les gouvernements eux-mêmes, mais aussi par les terroristes. La logique inhérente aux attentats terroristes est la même que celle qui préside aux guerres « de représailles » menées contre les États qui « soutiennent le terrorisme » : les uns comme les autres font payer aux citoyens les actions de leurs gouvernements.

(Permettez-moi une brève digression : je ne suis pas sans comprendre que critiquer son propre gouvernement est une attitude bien plus tenable pour un citoyen américain comme Noam Chomsky que pour la citoyenne indienne que je suis. Je n'ai rien d'une patriote et je suis pleinement consciente que la vénalité, la brutalité et l'hypocrisie sont profondément inscrites au cœur de tout État. Mais quand un pays cesse d'être un simple pays pour prendre la dimension d'un empire, l'échelle des opérations change du tout au tout. Puis-je préciser, en conséquence, que c'est en tant que sujet de l'Empire américain que je parle ? Que je suis dans la peau de l'esclave qui se permet de critiquer son roi ?)

Si l'on me demandait de ne retenir qu'une seule des contributions majeures de Noam Chomsky au monde, ce serait sa mise à nu de l'univers impitoyablement manipulateur qui se cache derrière ce mot splendide et lumineux de « liberté ». Une mise à nu systématique, rationnelle et empirique. La masse des preuves qu'il fournit à l'appui de sa démonstration est impressionnante. Que dis-je, terrifiante. Les fondements de sa démarche ne sont pas idéologiques, mais radicalement politiques. Il s'embarque dans son enquête avec cette méfiance instinctive du pouvoir qui caractérise l'anarchiste. Il nous entraîne à sa suite dans les marécages de l'establishment américain, et nous guide dans le dédale vertigineux des couloirs secrets qui relient le gouvernement, le *big business* et ceux qui sont chargés de contrôler l'opinion publique.

Chomsky nous démontre que des expressions telles que « libre parole », « libre marché » et « monde

libre » n'ont rien à voir, ou pas grand-chose, avec la liberté. Il nous montre que, au nombre des multiples libertés revendiquées par le gouvernement américain, figurent celles de tuer, d'anéantir, de dominer d'autres peuples. La liberté de financer et de soutenir des tyrans et des dictateurs de par le monde. La liberté d'entraîner, d'armer et d'abriter des terroristes. De renverser des gouvernements démocratiquement élus. De stocker et d'utiliser des armes de destruction massive — chimiques, biologiques et nucléaires. De faire la guerre à tout pays dont le gouvernement a le malheur d'être en désaccord avec lui. Et, pis encore, la liberté de commettre ces crimes contre l'humanité au nom de la « justice », de la « vertu », de la « liberté ».

Le ministre de la Justice John Ashcroft a déclaré que les libertés américaines n'ont pas été « conférées par un gouvernement ou un document quelconques... mais sont l'octroi de Dieu[6] ». Nous voilà donc en face d'un pays armé d'un mandat qu'il tient directement du Ciel. C'est peut-être ce qui explique que le gouvernement américain refuse de s'appliquer à lui-même les critères de moralité qu'il utilise pour juger les autres. (Toute tentative en ce sens se voit taxée d'« équivalence morale ».) Sa technique consiste à se faire passer pour un bon géant dont l'action bénéfique est compromise par les intrigues locales des pays étrangers dont il veut libérer les marchés, moderniser les sociétés, émanciper les femmes, sauver les âmes.

Cette croyance en son caractère divin explique peut-être pourquoi le gouvernement américain s'est aussi approprié le droit et la liberté d'assassiner et d'exterminer des gens « pour leur bien ». Quand il a annoncé les frappes aériennes en Afghanistan, le

président Bush Jr. a déclaré : « Nous sommes une nation pacifiste[7] ». Et il a poursuivi : « C'est la vocation des États-Unis d'Amérique, le pays le plus libre au monde, un pays construit sur des valeurs fondamentales, qui rejette la haine et la violence, qui rejette les meurtriers et le mal. Et nous ne faiblirons pas[8]. »

L'Empire américain repose sur de sinistres fondations : le massacre de millions d'indigènes, le vol de leurs terres, suivis de l'enlèvement et de la mise en esclavage de millions de Noirs d'Afrique pour travailler ces terres. Dont des milliers trouvèrent la mort sur les bateaux qui les transportaient comme du bétail en cage d'un continent à l'autre[9].

« Volés à l'Afrique, amenés en Amérique » : la chanson de Bob Marley, *Buffalo Soldier*, dévoile un univers d'une indicible tristesse[10]. Elle évoque la perte de la dignité, des espaces sauvages, de la liberté, l'orgueil brisé de tout un peuple. Le génocide et l'esclavage, telles sont les assises sociale et économique de ce pays dont les valeurs fondamentales rejettent la haine, les meurtriers et le mal. Voici ce qu'écrit Chomsky de la fondation des États-Unis d'Amérique dans son essai intitulé « La fabrication du consentement » :

« Il y a quelques semaines, pendant les vacances de *Thanksgiving*, je suis allé me promener avec des amis et des parents dans un parc national. Nous avons découvert par hasard une pierre tombale portant l'inscription : "Ci-gît une Indienne, une Wampanoag, dont la famille et la tribu ont donné d'eux-mêmes et de leur terre pour que naisse et prospère ce grand pays." »

« Bien entendu, il n'est pas tout à fait exact de dire que les indigènes ont donné d'eux-mêmes et de leur terre dans ce noble but. Disons plutôt qu'ils ont été exterminés, décimés et dispersés au cours de ce qui restera l'un des génocides les plus meurtriers de l'histoire de l'humanité... épisode que nous fêtons consciencieusement tous les ans en octobre en mémoire de Christophe Colomb — lui-même exterminateur notoire — à l'occasion de *Columbus Day*.

« Pour revenir à ma pierre tombale, des centaines de citoyens américains, au demeurant des gens honorables et bien intentionnés, viennent la lire régulièrement, sans plus de réaction, semble-t-il, qu'un sentiment de satisfaction à l'idée qu'un hommage est enfin rendu aux sacrifices des peuples indigènes... Ils réagiraient sans doute d'une tout autre manière s'ils se rendaient à Auschwitz ou Dachau et lisaient sur une tombe : "Ci-gît une juive, dont la famille et le peuple ont donné d'eux-mêmes et de leurs biens pour que prospère et fructifie ce grand pays". [11]»

Comment l'Amérique a-t-elle fait pour survivre à un passé aussi terrible et se retrouver les mains apparemment aussi propres ? Certes pas en reconnaissant ses fautes, ni en les réparant, ni en s'excusant auprès des Noirs ou des Indiens, moins encore en amendant ses façons de faire (puisque ses cruautés, maintenant, elle les exporte). Non, comme bon nombre d'autres pays, les États-Unis ont réécrit leur histoire. Mais leur spécificité dans ce domaine, qui fait qu'ils devancent de loin leurs concurrents, c'est qu'ils se sont assuré les services de l'entreprise de publicité la plus puissante et la plus prospère au monde — j'ai nommé Hollywood.

Dans une version très réussie d'un mythe populaire devenu histoire, la « vertu » américaine a connu sa plus belle heure de gloire pendant la Seconde Guerre mondiale (*alias* la Guerre de l'Amérique contre le fascisme). Le fait que, au plus fort du fascisme en Europe, le gouvernement américain ait pudiquement détourné les yeux, se retrouve, lui, noyé au beau milieu des sonneries de trompettes et des chants séraphiques. Pendant que Hitler menait son pogrom génocide contre les juifs, les autorités américaines, elles, refusaient l'entrée sur leur territoire aux réfugiés juifs fuyant l'Allemagne nazie. Les États-Unis ne sont entrés en guerre qu'*après* le bombardement de Pearl Harbor par les Japonais. Noyé, lui aussi, sous un concert d'acclamations, l'acte le plus barbare, le plus sauvage, pour tout dire, jamais commis dans l'histoire de l'humanité : l'usage de la bombe atomique larguée sur les populations civiles d'Hiroshima et de Nagasaki, à un moment où la guerre était presque finie. Les centaines de milliers de morts, les centaines de milliers d'autres Japonais promis au cancer sur plusieurs générations, ne constituaient pas une menace pour la paix mondiale. C'étaient des civils. Exactement comme l'étaient les victimes du World Trade Center et du Pentagone. Exactement comme les centaines de milliers d'Irakiens qui ont péri à cause des sanctions prises à leur rencontre à l'initiative des États-Unis. Le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki était une expérience calculée, menée de sang-froid pour faire la démonstration de la puissance américaine. À l'époque, le président Truman l'avait présentée comme « le plus grand phénomène de l'histoire[12] ».

La Seconde Guerre mondiale, nous dit-on, était une « guerre pour la paix ». La bombe atomique était une « arme de paix ». On voudrait nous faire croire que la force de dissuasion nucléaire est ce qui nous a évité la Troisième Guerre mondiale. (Ça, c'était avant que le président George Bush Jr. élabore sa doctrine des « frappes préventives[13] ».) Mais le processus de paix s'est-il effectivement enclenché après la Seconde Guerre mondiale ? Une paix (relative) s'est installée, c'est vrai, en Europe et en Amérique — mais peut-on pour autant parler de paix dans le reste du monde ? Certainement pas, sauf à prétendre que les conflits sauvages menés par procuration dans les pays habités par les races de couleur (chinetoques, nègres, métèques, bougnoules, asiates) ne sont pas des guerres. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont attaqué, ou été en guerre avec, parmi d'autres pays, la Corée, le Guatemala, Cuba, le Laos, le Vietnam, le Cambodge, la Grenade, la Libye, le Salvador, le Nicaragua, le Panama, l'Irak, la Somalie, le Soudan, la Yougoslavie et l'Afghanistan. Liste non exhaustive, puisqu'elle devrait également inclure les opérations secrètes menées par le gouvernement américain en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les coups d'État qu'il a provoqués, les dictateurs qu'il a armés et contribué à maintenir en place. Ainsi que la guerre menée par Israël, avec l'appui des États-Unis, contre le Liban (des milliers de morts). Et le rôle clé joué par l'Amérique dans le conflit du Moyen-Orient (des milliers de morts dans le combat contre l'occupation illégale des territoires palestiniens par Israël). Et son rôle dans la guerre civile en Afghanistan au cours des années 80 (plus d'un million de morts[14]). Et les embargos et les sanctions qui ont causé,

directement ou indirectement, la mort de centaines de milliers de gens, notamment en Irak[15]. Mis bout à bout, tout cela ressemble étrangement à une Troisième Guerre mondiale, dont le gouvernement américain a été (ou est encore) l'un des principaux acteurs.

La plupart des essais de Chomsky inclus dans *Au nom de la raison d'État* traitent de l'agression américaine au Sud-Vietnam, au Nord-Vietnam, au Laos, et au Cambodge. Une guerre qui a duré plus de douze ans. Cinquante-huit mille Américains et environ deux millions de Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens y ont laissé leur vie[16]. Les États-Unis ont déployé un demi-million de soldats au sol, largué plus de six millions de tonnes de bombes[17]. Et pourtant, encore qu'à regarder la plupart des productions hollywoodiennes on ne le croirait pas, cette guerre, l'Amérique l'a perdue.

Le conflit, qui avait commencé au Sud-Vietnam, a ensuite gagné le Nord-Vietnam, le Laos et le Cambodge. Après avoir mis en place un régime satellite à Saigon, le gouvernement américain s'est invité dans le pays, prenant sur lui d'aller combattre une insurrection communiste — la guérilla viêt-cong infiltrée dans les régions rurales du Sud-Vietnam et abritée par les villageois. Modèle fidèlement reproduit par la Russie en 1979, quand elle s'invita en Afghanistan. Personne dans le « monde libre » ne songerait à mettre en doute le fait que la Russie a effectivement envahi l'Afghanistan. Un ministre soviétique des Affaires étrangères est même allé, au moment de la *glasnost*, jusqu'à traiter cette invasion d'« illégale et immorale[18] ». Avez-vous eu vent d'une

semblable introspection aux États-Unis ? En 1984, Chomsky faisait une révélation stupéfiante :

« Depuis vingt-deux ans, je suis à la recherche d'une référence, chez les journalistes et les historiens du courant dominant, à une quelconque invasion américaine du Sud-Vietnam en 1962 (ou à un autre moment), ou à une attaque américaine contre le Sud-Vietnam, ou à une agression en Indochine — en vain. Un tel événement est absent de l'histoire. Ce que l'on y trouve, en revanche, c'est une défense par l'Amérique du Sud-Vietnam menacé par des terroristes soutenus de l'extérieur (à savoir par le Vietnam) [19]. »

Un tel événement est absent de l'histoire !

En 1962, les forces aériennes américaines commençaient à bombarder les campagnes du Sud-Vietnam, où vivaient les quatre cinquièmes de la population. Les bombardements durèrent plus de dix ans, et firent des milliers de victimes. L'idée était de soumettre les villageois à un tel déluge de bombes que, pris de panique, ils iraient se réfugier en masse dans les villes, où on les mettrait dans des camps de réfugiés. Samuel Huntington a parlé à ce sujet d'un processus d'« urbanisation[20] ». (J'ai moi-même beaucoup entendu parler d'urbanisation du temps où je faisais des études d'architecture, mais, curieusement, les bombardements aériens, autant que je me souvienne, ne faisaient pas partie du programme.) Huntington (qui s'est rendu célèbre depuis grâce à son essai « Le conflit des civilisations ? ») présidait à l'époque le Conseil des études vietnamiennes du Comité consultatif sur le développement de l'Asie du Sud-Est. Chomsky rapporte sa description du Viêt-cong : « une force puissante que l'on ne pourra déloger de son fief tant que ce fief existera[21] ».

Et Huntington de poursuivre en conseillant « l'emploi direct des forces mécaniques et conventionnelles » — autrement dit, l'écrasement d'une guerre du peuple et l'élimination de ce peuple[22]. (À moins que, histoire de réactualiser quelque peu la thèse, il faille parler de l'anéantissement d'une civilisation, afin d'éviter un conflit.)

Voici ce que disait un observateur de l'époque sur les limites des forces mécaniques de l'Amérique : « Le problème, c'est que les machines américaines sont incapables de tuer ces soldats communistes autrement que par la stratégie de la terre brûlée, qui détruit également tout le reste[23]. » Problème qui est désormais résolu. Non pas grâce à des bombes moins destructrices, mais grâce à un langage plus imaginatif. Il y a maintenant une manière autrement plus élégante de dire d'une tactique qu'elle « détruit également tout le reste ». On parle de « dommages collatéraux ».

Et voici un compte rendu de première main de ce que peuvent faire les « machines » de l'Amérique (appelées « instruments de modernisation » par Huntington et « bomb-o-grams » par les officiers du Pentagone)[24]. Il émane de T. D. Allman, après son survol de la plaine des Jarres au Laos :

« Quand bien même la guerre du Laos se terminerait demain, il faudrait des années avant que le pays retrouve son équilibre écologique. Et la reconstruction des villes et des villages totalement détruits de la plaine prendrait autant de temps. En admettant que cela se fasse, habiter la plaine resterait pendant longtemps extrêmement dangereux en raison des centaines de milliers de bombes non explosées, de mines et d'engins piégés encore enfouis dans le sol.

Un récent survol de la plaine des Jarres a révélé l'étendue des dégâts que peuvent causer en zone rurale trois années de bombardement intensif, même après évacuation de la population civile. Sur de grandes étendues, le vert vif typique du climat tropical a été remplacé par une sorte de patchwork abstrait noir et gris métallique. Le peu de feuillage qui reste encore est rabougri, décoloré par les défoliants. Aujourd'hui, c'est le noir qui domine partout dans les parties nord et est de la Plaine. On déverse régulièrement du napalm pour brûler l'herbe et les fourrés qui couvrent les plaines et envahissent les nombreux ravins. Les feux semblent brûler en permanence et dessinent des rectangles carbonisés sur le sol. Au cours du vol, on pouvait voir des panaches de fumée s'élever de zones récemment bombardées.

Les principales voies d'accès à la Plaine en provenance des territoires tenus par les communistes sont soumises à des bombardements nourris et incessants. Dans cette partie, ainsi qu'en bordure de la Plaine, c'est le jaune qui domine. Toute la végétation a été détruite. On ne saurait compter les cratères... La région a été tellement bombardée que son sol labouré et creusé de trous ressemble à celui du Sahara après le passage d'une tempête.

En direction du sud-est, Xieng Khouangville — à une époque, la ville la plus peuplée du Laos communiste — est détruite, et déserte. Au nord de la Plaine, la petite station balnéaire de Khang Khay a elle aussi été pilonnée.

Autour du terrain d'atterrissage de la base de King Kong, les couleurs dominantes sont le jaune (là où le sol a été retourné) et le noir (à cause du napalm), ponctués ici et là des taches bleu et rouge vif des parachutes utilisés pour le ravitaillement.

Les derniers habitants ont été évacués à bord d'avions de transport de troupes. Des légumes qui ne seraient jamais récoltés poussaient dans des potagers près de maisons abandonnées, où il y avait encore des assiettes sur la table et des calendriers au mur[25]. »

(Ne sont jamais comptabilisés dans les « coûts » d'une guerre les oiseaux morts, les animaux calcinés, les poissons assassinés, les insectes carbonisés, les sources empoisonnées, la végétation dévastée. N'est que fort rarement mentionnée l'arrogance de l'espèce humaine vis-à-vis des autres créatures avec lesquelles elle partage la planète. La lutte pour les marchés et les idéologies les condamne à l'oubli. C'est pourtant bien cette arrogance qui causera un jour la perte de l'espèce humaine.)

La pièce maîtresse de *Au nom de la raison d'État* est un essai intitulé « La mentalité des experts anonymes », dans lequel Chomsky propose une analyse extraordinairement souple et exhaustive des documents du Pentagone, lesquels, je le cite, « fournissent la preuve de l'existence d'une conspiration pour imposer l'usage de la force dans les affaires internationales, en violation de la loi[26] ». Chomsky en profite pour souligner à nouveau que tandis que le bombardement du Nord-Vietnam donne lieu à des comptes rendus relativement détaillés dans ces documents, c'est à peine si l'on y trouve une allusion à l'invasion du Sud-Vietnam[27].

Si les documents du Pentagone sont une lecture si captivante, c'est moins en raison de la chronique détaillée de l'histoire de la guerre américaine en Indochine qu'ils offrent, que parce qu'ils permettent de pénétrer la façon de penser des hommes qui l'ont planifiée et conduite. Il est fascinant d'être admis

dans le secret des idées discutées, des suggestions et des propositions avancées. Dans une partie intitulée « Mentalité asiatique et mentalité américaine », Chomsky critique l'opposition simpliste entre la mentalité de l'ennemi, qui « accepte stoïquement la destruction des biens et la perte de la vie », et la nôtre, qui fait que « Nous voulons la vie, le bonheur, la richesse, le pouvoir » et que, pour nous, « la mort et la souffrance sont des choix irrationnels quand il existe d'autres possibles[28] ». C'est ainsi, nous dit-on, que les pauvres d'Asie, vraisemblablement parce qu'ils sont incapables de comprendre le sens du bonheur, de la richesse et du pouvoir, invitent implicitement l'Amérique à aller « jusqu'au bout de cette logique stratégique, c'est-à-dire jusqu'au génocide ». Mais là, « nous » disons stop, parce qu'un génocide est « un fardeau terrible à porter[29] ». (Bien entendu, « nous » avons fini par passer outre et par passer à l'acte, avant de prétendre qu'il ne s'est jamais agi de génocide.)

Soyons juste, les documents du Pentagone contiennent également quelques propositions plus modérées.

Les frappes dirigées contre les civils sont susceptibles non seulement de provoquer de fâcheuses vagues de protestation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, mais aussi d'augmenter les risques d'une guerre élargie avec la Chine et l'Union soviétique. En revanche, la destruction des écluses et des barrages pourrait — si elle est intelligemment menée — se révéler… prometteuse. Cette solution mérite en tout cas de retenir l'attention. Elle présente l'énorme avantage de ne tuer ni de ne noyer personne, mais en inondant les rizières, de provoquer sur le long terme une famine générale (affectant un bon million d'individus), à moins d'envisager une

aide alimentaire — ce que nous pourrions proposer « à la table de négociation[30] » !

Chomsky met peu à peu à nu le processus de prise de décision des hauts fonctionnaires américains pour finir par en atteindre le cœur : le fonctionnement impitoyable de la machine de guerre américaine, bien à l'abri des réalités des combats, tout entière au service d'une idéologie, et prête à anéantir des millions de vies humaines — civils, soldats, femmes, enfants, villages, villes et écosystèmes — grâce à une violence scientifiquement mise au point.

Voici le témoignage d'un pilote américain sur les joies du napalm :

« On est vraiment contents des gars qui travaillent dans l'ombre à Dow Chemicals. Le produit de départ était pas terrible — si les niakwés faisaient fissa, ils pouvaient s'en débarrasser assez facilement. Alors, les gars se sont mis à ajouter du polystyrène — et maintenant, ça colle comme de la merde sur une couverture. Mais si les niakwés arrivaient à sauter dans l'eau, ça brûlait plus, alors nos p'tits malins, ils y ont ajouté du Willie Peter [phosphore blanc] pour qu'ça brûle mieux. Ça brûle même dans l'eau. Et une goutte suffit, ça continue de brûler jusqu'à l'os. De toute façon ils y restent, puisqu'y crèvent à cause du phosphore[31]. »

Ainsi donc, c'est pour leur bien que ces veinards se sont fait décimer. Mieux vaut être un Jaune mort qu'un Jaune rouge.

Grâce à la fascination qu'exerce Hollywood et à l'attrait irrésistible des médias américains, c'est du point de vue strictement américain que le monde voit cette guerre, des années plus tard. L'Indochine

n'a fait que fournir la toile de fond, tropicale et luxuriante, sur laquelle les États-Unis ont cédé à leurs fantasmes de violence, testé leur technologie la plus avancée, conforté leur idéologie dominante, procédé à leur examen de conscience, et affronté leur culpabilité (ou fait semblant). Les Vietnamiens, les Cambodgiens et les Laotiens n'étaient là que comme faire-valoir et bouche-trous occasionnels. Humanoïdes aux yeux bridés, anonymes et sans visage, ils étaient faits pour mourir. Des niakwés, quoi !

Mener une guerre sans faire courir de risques aux troupes américaines ni mettre en péril des vies américaines, voilà la seule véritable leçon qu'ait tirée le gouvernement des États-Unis de son invasion de l'Indochine. Si bien qu'aujourd'hui nous assistons à des guerres conduites à l'aide de missiles de croisière longue portée et de Black Hawks. Dans lesquelles les « Alliés » perdent plus de journalistes que de soldats.

Enfant, j'ai grandi au Kerala, un État du sud de l'Inde — où le premier gouvernement communiste au monde à avoir été élu démocratiquement est arrivé au pouvoir en 1959, l'année de ma naissance —, et j'étais terriblement angoissée à l'idée d'être asiatique. Après tout, le Kerala n'est guère qu'à quelques milliers de kilomètres à l'ouest du Vietnam. Nous avions, nous aussi, des jungles, des rivières, des rizières, et des communistes. Je n'arrêtais pas de nous voir, ma mère, mon frère et moi-même, éjectés d'un buisson par l'explosion d'une grenade ou abattus, comme tous ces Jaunes dans les films, par un marine américain aux gros biceps, mâchant du chewing-gum sur un crescendo de la bande-son. Dans mes rêves,

j'étais la gamine en flammes de la fameuse photo prise sur la route de Trang Bang.

Moi qui ai grandi sous la coupe conjuguée des propagandes américaine et soviétique (qui se neutralisaient d'ailleurs plus ou moins), quand j'ai lu Chomsky pour la première fois, je me suis dit qu'avoir rassemblé toutes ces preuves, et de façon aussi systématique, avait quelque chose... comment dire, de dément. Un quart d'entre elles aurait suffi à me convaincre. Je me suis souvent demandé pourquoi il avait eu besoin d'y consacrer une telle somme de travail. Aujourd'hui, je comprends que l'ampleur et l'intensité du travail de Chomsky sont un bon indice du pouvoir et de l'influence de l'implacable machine de propagande contre laquelle il s'insurge. Il est à l'image de ce ver à bois qui a élu domicile sur le troisième rayon de ma bibliothèque. Jour et nuit, je l'entends grignoter le bois, qu'il réduit en une fine poussière. Comme s'il n'était pas d'accord avec la littérature et voulait détruire jusqu'à la structure sur laquelle elle repose. Je l'ai baptisé Chompsky.

Américain écrivant en Amérique, Chomsky, pour convaincre ses compatriotes de la validité de son point de vue, doit œuvrer comme un ver condamné à creuser sa galerie dans un bois très dur. Il fait partie d'un petit groupe d'individus qui combattent toute une industrie. Ce qui fait de lui un homme non seulement brillant, mais surtout héroïque. Il y a quelques années, dans une interview émouvante avec James Peck, Chomsky a parlé du souvenir qu'il conservait du jour où Hiroshima a été bombardée. Il avait alors seize ans :

« Je me souviens d'avoir été littéralement incapable d'adresser la parole à qui que ce soit. J'étais

dans un camp de vacances à ce moment-là, et je suis parti dans les bois où je suis resté seul quelques heures, quand j'ai appris la nouvelle. Je n'ai jamais pu en parler à quiconque, ni comprendre la réaction des autres. Je me sentais complètement isolé[32]. »

Cet isolement a produit l'un des plus grands penseurs de notre temps, et l'un des plus stimulants. Quand le soleil se couchera sur l'Empire américain, comme il le fera nécessairement un jour, l'œuvre de Noam Chomsky perdurera. Désignant d'un doigt sûr et accusateur un empire impitoyable et machiavélique, aussi cruel, persuadé de son bon droit et hypocrite que ceux qu'il a remplacés. (La seule différence, c'est qu'il est doté d'une technologie capable d'une destruction sans précédent dans l'histoire, que l'homme a du mal à imaginer.)

La niakwé que j'aurais pu être et, qui sait, la niakwé potentielle que je suis encore ne passe pas un jour sans se dire, pour une raison ou pour une autre : « Chomsky Zindabad ! » [Vive Chomsky !]

VOICI VENU SEPTEMBRE

Traduit de l'anglais
par Claude Demanuelli

Les écrivains s'imaginent qu'ils empruntent leurs histoires au monde. Je ne suis pas loin de penser que c'est la vanité qui les pousse à le croire. Que c'est l'inverse qui est vrai : ce sont les histoires qui empruntent leurs auteurs au monde. Elles se révèlent à nous. Publiques ou privées, elles nous colonisent. Elles nous enrôlent. Elles insistent pour être racontées. Fiction ou essai, elles participent toutes du genre du récit. Pour des raisons qui m'échappent en partie, la fiction coule de moi comme une source naturelle. L'essai, en revanche, m'est arraché par le monde souffrant, douloureux auquel je m'éveille tous les matins.

Le thème de nombre de mes écrits, fiction et essais, est la relation entre le pouvoir et l'absence de pouvoir, et le conflit éternellement récurrent qui les oppose. Le remarquable écrivain qu'est John Berger a écrit un jour :

« Jamais plus une histoire ne sera racontée comme si elle était la seule[1]. »

Il n'existe pas d'histoire unique. Seulement des points de vue différents. Ainsi, quand je raconte une histoire, ce n'est pas en idéologue désireuse de

confronter deux idéologies également dogmatiques, mais en conteuse préoccupée de faire partager son point de vue. En dépit des apparences, mes écrits ne portent pas vraiment sur les nations et leur histoire, mais sur le pouvoir. Sur la paranoïa du pouvoir et son inflexibilité. Sur sa mécanique. Je suis convaincue que, toute considération idéologique mise à part, l'appropriation d'un pouvoir sans limites par un État ou un pays, une société ou une institution, voire un individu — conjoint, frère ou ami —, débouche immanquablement sur des excès tels que ceux que je m'apprête à rapporter dans ces pages.

Comme des millions d'autres, je vis sous la menace de l'holocauste nucléaire que les gouvernements indien et pakistanais ne cessent de brandir aux yeux de leurs gouvernés soigneusement intoxiqués, comme des millions d'autres, je vis aussi dans le village planétaire, théâtre de la Guerre contre le terrorisme (qu'en des termes quasi bibliques le président Bush appelle « la tâche qui n'a pas de fin »), et je me surprends à beaucoup penser à la relation entre État et citoyen[2].

En Inde, ceux d'entre nous qui ont exprimé leur opinion — différente de celle du Gouvernement — sur les essais nucléaires, les Grands Barrages, la mondialisation capitaliste, et la menace sans cesse grandissante représentée par le fascisme hindou, sont stigmatisés sous l'étiquette « antinationaux ». Si cette accusation ne m'offusque pas, elle ne rend pas compte de ce que je fais ni de ce que je pense. Un « antinational » est, par définition, contre son propre pays et, par implication, pour un autre. Mais il n'est pas nécessaire d'être antinational pour se

méfier de tout nationalisme, pour être antinationa*lisme*. Le nationalisme, sous une forme ou une autre, est responsable de la plupart des génocides du XX^e^ siècle. Les drapeaux ne sont que des bouts de tissu utilisés d'abord pour bâillonner les esprits, ensuite comme linceuls pour enterrer les morts. Quand des esprits indépendants (dont j'exclus les médias traditionnels) commencent à se rassembler sous un drapeau, quand les écrivains, les peintres, les musiciens, les cinéastes suspendent leur jugement et mettent aveuglément leur art au service de la nation, alors il est temps pour nous de réagir et de nous inquiéter. En Inde, nous avons connu cette situation après les essais nucléaires de 1998 et pendant la guerre de Kargil contre le Pakistan, en 1999. Aux États-Unis, nous avons assisté à la même chose pendant la guerre du Golfe et nous en sommes encore aujourd'hui témoins avec la Guerre contre le terrorisme. Ce déluge de drapeaux américains made-in-China[3]

Ces derniers temps, ceux qui critiquent l'action du gouvernement américain (et dont je fais partie) se font traiter d'« antiaméricains », et l'antiaméricanisme est en passe d'être élevé au rang d'idéologie.

Le terme « antiaméricain » est d'ordinaire utilisé par l'establishment US pour discréditer et — non sans raison, mais disons de manière inadéquate — définir ses détracteurs. Une fois taxé d'anti-américanisme, vous avez toute chance d'être jugé avant même d'être entendu et toutes les raisons que vous pourrez avancer seront emportées dans le tourbillon de l'orgueil national blessé.

Que signifie vraiment le terme « anti-américain » ? Que l'on est anti-jazz ? Que l'on est contre la liberté de parole ? Que l'on ne prend aucun plaisir à la lecture de Toni Morrison ou de John Updike ? Que l'on a quelque chose contre les séquoias géants ? Que l'on n'approuve pas les milliers de citoyens américains qui ont manifesté contre les armes nucléaires, ou les milliers d'opposants à la guerre qui ont fini par obliger leur gouvernement à se retirer du Vietnam ? Que l'on déteste tous les Américains ? Cette assimilation habile entre la culture américaine d'un côté, sa musique, sa littérature, la beauté époustouflante de ses paysages naturels, les petits plaisirs des gens ordinaires et, de l'autre, une critique de la politique étrangère du gouvernement (dont, grâce à leur presse « libre », les citoyens de ce pays ne savent malheureusement pas grand-chose), ressortit à une stratégie délibérée, extrêmement efficace. Qui serait à rapprocher de celle d'une armée en déroute cherchant à se réfugier dans une ville très peuplée, dans l'idée que la perspective de tuer des civils fera reculer le feu ennemi. Nombreux sont les Américains qui seraient humiliés de se voir associés aux décisions de leur gouvernement. Et c'est de citoyens de ce pays qu'émanent les critiques les plus documentées, les plus cinglantes, les plus incisives et les plus drôles, qui prennent pour cible l'hypocrisie et les contradictions de la politique américaine. Quand le reste du monde a envie de savoir ce qu'est en train de concocter le gouvernement américain, c'est à Noam Chomsky qu'il s'adresse pour savoir ce qu'il en est réellement, ou à Edward Said, Howard Zinn, Ed Herman, Amy Goodman, Michael Albert, Chalmers Johnson, William Blum ou Anthony Arnove.

De même en Inde, non pas des centaines, mais des millions d'entre nous auraient honte et seraient outrés de se voir impliqués, de quelque manière que ce soit, dans la politique fasciste du gouvernement actuel, lequel, non content de se livrer à un terrorisme d'État (sous couvert de lutte contre le terrorisme) dans la vallée du Cachemire, a fermé les yeux sur le pogrom récemment mené contre les musulmans du Gujerat par les autorités mêmes de cet État[4]. Il serait absurde de dire que ceux qui critiquent le gouvernement indien sont « anti-indiens » — même si ce dernier n'hésite pas à adopter une telle attitude. Il est dangereux de concéder aux autorités indiennes, ou américaines, ou à quiconque, en l'occurrence, le droit de définir ce que sont ou devraient être l'« Inde » ou l'« Amérique ».

Dire de quelqu'un qu'il est antiaméricain, voire *être* antiaméricain (ou anti-indien, ou antiburkinabé, peu importe), ce n'est pas seulement faire preuve de racisme, mais d'un manque flagrant d'imagination. D'une incapacité à concevoir le monde dans des termes autres que ceux dont a décidé l'establishment : si vous n'êtes pas pro-Bush, c'est que vous êtes pro-taliban. Ne pas nous aimer, c'est nous haïr. Ne pas être du côté du Bien, c'est être pour le Mal. Ne pas être avec nous, c'est être avec les terroristes.

L'an dernier, comme beaucoup, j'ai commis l'erreur de tourner en ridicule la rhétorique de l'après-11 septembre pour sa bêtise et son arrogance. Je me suis rendu compte depuis qu'elle est loin d'être bête. C'est en fait une manière habile d'enrôler de nouvelles recrues dans une guerre dangereuse et peu judicieuse. Jour après jour, je suis surprise du

nombre de gens qui sont convaincus que s'opposer à la guerre en Afghanistan revient à soutenir le terrorisme ou à cautionner les talibans. Maintenant que le but initial de la guerre — la capture d'Oussama Ben Laden (mort ou vif) — semble devoir être abandonné, on s'empresse de procéder à un changement de cible[5] : on fait savoir que la guerre visait à renverser le régime des talibans et à libérer les femmes afghanes de leur *burkha*. On voudrait nous faire croire que les marines américains œuvrent pour la liberté des femmes ! (Si tel est le cas, peut-on espérer que leur prochaine étape sera l'Arabie Saoudite, allié militaire des États-Unis ?) Considérons les choses sous un autre angle : en Inde, il existe des pratiques sociales passablement répréhensibles, à l'encontre des « intouchables », des chrétiens et des musulmans, à l'encontre des femmes. Le Pakistan et le Bangladesh traitent de manière encore pire leurs minorités et leurs femmes. Pour autant, faut-il les bombarder ? Faut-il détruire Delhi, Islamabad et Dhaka ? Peut-on éliminer le fanatisme religieux à coups de bombes ? Est-ce avec des bombes que l'on va ouvrir la voie du paradis féministe ? Est-ce ainsi que les femmes ont obtenu le droit de vote aux États-Unis ? Ou que l'esclavage a été aboli ? Ce n'est pas en bombardant Santa Fe que nous effacerons le génocide des millions d'Amérindiens sur les cadavres desquels reposent les fondations du pays.

Aucun de nous n'a besoin d'anniversaires pour lui rappeler des dates impossibles à oublier. C'est une simple coïncidence si je me trouve ici, sur le sol américain, en septembre — ce mois marqué par de terribles anniversaires. Ce qui est dans tous les esprits, bien évidemment, surtout ici en Amérique, c'est l'horreur de ce « 11/9 », comme on l'appelle de-

puis. Trois mille civils ont perdu la vie dans cet attentat terroriste[6]. La douleur est encore vive, la fureur profonde. Les larmes ne sont pas séchées. Et une guerre sauvage fait rage de par le monde. Et pourtant, tous ceux qui ont perdu un être cher ne peuvent pas ne pas savoir, au fond d'eux-mêmes, en secret, qu'aucune guerre, aucun acte de vengeance, aucun missile lancé sur les êtres chers ou les enfants des autres n'atténuera leur chagrin ni ne ramènera ceux qu'ils pleurent. La guerre ne peut venger les morts. Elle ne fait que profaner leur mémoire.

Nourrir une autre guerre — cette fois contre l'Irak — en exploitant sans scrupule la douleur d'autrui, en l'habillant pour des flashs télévisés sponsorisés par des marques de détergent ou de chaussures de sport, c'est amoindrir et avilir cette douleur, c'est la vider de son sens. Ce à quoi nous assistons en ce moment c'est à un déballage vulgaire du *business* de la douleur, du commerce de la douleur, au saccage, à des fins politiques, des sentiments humains les plus intimes. Un État peut-il imposer à ses citoyens épreuve plus terrible ?

Pour une conférence publique, rien de bien intellectuel dans le sujet dont je voudrais vous entretenir : le sentiment de deuil. De pertes, de disparitions. De douleur, d'échec, de découragement, de paralysie, de doutes, de peur, de mort, mort des sentiments, mort des rêves. De l'injustice ordinaire, totale, impitoyable, éternelle, du monde. Non seulement pour l'individu, mais pour des cultures tout entières, pour des peuples qui ont appris à vivre avec au quotidien.

Puisque c'est du 11 septembre que nous parlons, peut-être est-il pertinent de nous souvenir de ce que signifie cette date, non seulement pour ceux qui ont perdu un des leurs en Amérique l'an dernier, mais pour tous ceux qui, ailleurs dans le monde, la garde depuis longtemps en mémoire. Si je remue ainsi la boue de l'histoire, ce n'est pas pour le plaisir d'accuser ou de provoquer. Mais pour partager la douleur léguée par le passé. Pour dissiper le brouillard, et dire aux citoyens d'Amérique, de la manière la plus humaine, la plus compatissante qui soit : Bienvenue dans notre monde.

Il y a vingt-neuf ans, au Chili, le 11 septembre 1973, le général Pinochet renversait le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende, lors d'un coup d'État fomenté par la CIA. « Je ne vois pas pourquoi nous devrions attendre sans rien faire qu'un pays bascule dans le communisme parce que sa population est irresponsable », déclarait Henry Kissinger, prix Nobel de la paix, alors conseiller à la Sécurité nationale du président Nixon[7].

Après l'insurrection, on devait découvrir le cadavre du président Allende dans le palais présidentiel. Qu'on l'ait assassiné ou qu'il se soit lui-même donné la mort, nous n'en saurons jamais rien. Ce qui est sûr, c'est que sous le régime de terreur instauré à la suite du coup d'État, des milliers de personnes furent tuées. D'autres, plus nombreuses, « disparurent ». Exécutions publiques, camps de concentration et chambres de torture un peu partout dans le pays, morts jetés dans des puits de mine et des fosses communes : pendant plus de seize ans, le peuple chilien vécut dans la terreur du réveil en

pleine nuit, des disparitions quotidiennes, des arrestations brutales et de la torture[8].

En 2000, suite à l'arrestation du général Pinochet deux ans plus tôt en Grande-Bretagne, des milliers de documents furent rayés de la liste des archives secrètes par Washington[9]. On y trouve des preuves irréfutables de l'implication de la CIA dans le coup d'État ainsi que de la possession par les autorités américaines d'informations détaillées sur la situation au Chili pendant le règne de Pinochet. Ce qui n'empêcha pas Kissinger d'assurer le général de son soutien : « Aux États-Unis, comme vous le savez, nous sommes favorables à l'action que vous menez. Nous souhaitons toute la réussite possible à votre gouvernement[10]. »

Ceux d'entre nous qui ont toujours vécu dans une démocratie, si imparfaite soit-elle, auraient du mal à imaginer ce que peut être la vie sous un régime dictatorial et ce que signifie véritablement la perte totale de liberté. Ce qu'il faut prendre en compte, ce n'est pas seulement la mort des victimes de Pinochet, mais la vie dont il a privé les vivants.

Le Chili n'a pas été le seul pays d'Amérique latine à être l'objet des attentions de Washington. Le Guatemala, le Costa Rica, l'Équateur, le Brésil, le Pérou, la République dominicaine, la Bolivie, le Nicaragua, le Honduras, le Panama, le Salvador, le Pérou, le Mexique et la Colombie ont tous servi de théâtre aux opérations menées dans le secret, ou au grand jour, par la CIA[11]. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées, torturées ou ont tout bonnement disparu sous les régimes tyranniques, les dictateurs fantoches, les cartels de la drogue, les

trafiquants d'armes mis à la tête de leurs pays. (Dont beaucoup ont appris leur métier dans la scandaleuse School of Americas de Fort Benning, en Georgie, institution subventionnée par le gouvernement américain et forte de soixante-mille diplômés[12].) Comme si pareille humiliation ne suffisait pas, les peuples d'Amérique du Sud ont dû souffrir l'ignominie de se voir traités d'inaptes à la démocratie — comme si coups d'État et massacres étaient en quelque sorte inscrits dans leur patrimoine génétique.

Cette liste n'inclut pas les pays d'Afrique ou d'Asie qui ont eu à subir une intervention militaire américaine — la Somalie, le Vietnam, la Corée, l'Indonésie, le Laos et le Cambodge[13]. Combien de septembres, sur plusieurs décennies, aura-t-il fallu pour que des millions d'Asiatiques soient bombardés, brûlés et massacrés ? Combien de septembres se sont écoulés depuis ce mois d'août 1945 où des centaines de milliers de citoyens japonais ordinaires ont été effacés de la surface de la terre par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ? Combien de septembres ont eu à connaître les milliers de ceux qui avaient eu le malheur de survivre à cet holocauste, pendant combien d'années leur a-t-il fallu vivre l'enfer qui s'était abattu sur eux, sur leurs enfants encore à naître, les enfants de leurs enfants, et sur la terre, le ciel, l'air, l'eau, et toutes les créatures qui nagent, marchent, rampent ou volent ? Non loin d'ici, à Albuquerque, se trouve le Musée atomique national, où Fat Man et Little Boy (surnoms affectueux donnés aux bombes larguées sur Hiroshima et Nagasaki) étaient à une époque vendus sous forme de boucles d'oreilles souvenirs et plaisaient tant aux jeunes minets. Un massacre à chaque oreille ! Mais

je m'écarte de mon sujet. C'est de septembre que nous parlons, et non d'août.

Le 11 septembre a des résonances tout aussi tragiques au Moyen-Orient. C'est le 11 septembre 1922 que, passant outre aux protestations arabes, la Grande-Betagne impériale, dont l'armée était massée aux portes de Gaza, annonça que la Palestine était sous mandat, suite logique de la déclaration Balfour de 1917[14], laquelle promettait aux sionistes européens « un foyer national pour le peuple juif[15] ». (À l'époque, l'empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais arrachait et distribuait les territoires nationaux aussi généreusement que la brute des cours de récréation distribue des billes.) Deux ans après sa fameuse déclaration, Lord Arthur James Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, déclarait : « En Palestine, nous n'avons pas l'intention de nous donner la peine de consulter les occupants actuels du pays... Le sionisme, qu'il soit bon ou mauvais, que l'on soit pour ou contre, est enraciné dans une tradition très ancienne, dans des besoins actuels, dans des espoirs pour l'avenir, dont la pertinence est autrement plus profonde que les souhaits et les préjugés des 700 000 Arabes qui occupent aujourd'hui cette terre chargée d'histoire[16]. »

Avec quelle désinvolture le pouvoir impérial décrétait que certains besoins étaient profonds et d'autres pas ! De quelle inconscience ne témoignait-il pas à démembrer ainsi d'anciennes civilisations ! La Palestine et le Cachemire sont les cadeaux empoisonnés de la Grande-Bretagne impériale au monde moderne. Lignes de faille, l'une comme l'autre, dans les conflits internationaux qui font rage aujourd'hui.

En 1937, Winston Churchill disait de la Palestine : « Je ne suis pas d'accord pour dire que l'occupant d'une terre a sur elle des droits inaliénables, même s'il occupe les lieux depuis très longtemps. Ces droits, je ne les reconnais pas. C'est ainsi que je ne reconnais pas, par exemple, qu'on ait fait grand tort aux Indiens d'Amérique ou aux aborigènes d'Australie. Je ne dirais pas que ces peuples ont eu à subir un quelconque préjudice du seul fait qu'une race plus forte, supérieure, une race plus expérimentée, pour ainsi dire, soit venue prendre leur place[17]. »

Ce sont de tels propos qui ont orienté l'attitude de l'État israélien à l'égard des Palestiniens. En 1969, Golda Meir disait : « Les Palestiniens n'existent pas » Son successeur, le Premier ministre Levi Eshkol, déclarait : « Où sont les Palestiniens ? Quand je suis arrivé ici [en Palestine], il y avait 250 000 non-juifs, pour la plupart des Arabes et des bédouins. C'était un désert, un pays totalement sous-développé. C'était… rien. » Le Premier ministre Menahem Begin appelait les Palestiniens des « animaux à deux pattes ». Le Premier ministre Yitzhak Shamir les traitait de « "sauterelles" qu'il fallait écraser[18] ». C'est là le vocabulaire des chefs d'État, pas celui des citoyens ordinaires. En 1947, les Nations unies procédaient officiellement au découpage de la Palestine et allouaient 55 % du territoire aux juifs. En moins d'un an, ces derniers en avaient accaparé 76 %[19]. Le 14 mai 1948 était officiellement proclamée la naissance de l'État d'Israël. Les États-Unis reconnaissaient aussitôt le nouvel État. La Cisjordanie était annexée par la Jordanie. La bande de Gaza passait sous le contrôle militaire de l'Égypte[20]. Officiellement, la Palestine avait cessé d'exister ailleurs que dans l'esprit et le cœur des centaines de milliers de Pales-

tiniens devenus des réfugiés. Durant l'été 1967, Israël occupait la Cisjordanie et la bande de Gaza. Les colons se virent offrir des subventions de l'État et une aide au développement pour aller s'installer dans les territoires occupés. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que des familles palestiniennes soient chassées de chez elles et obligées de rejoindre un camp de réfugiés. Les Palestiniens qui continuent à vivre en Israël n'ont pas les mêmes droits que les Israéliens et sont considérés comme des citoyens de second ordre dans ce qui était autrefois leur patrie[21].

Insurrections, guerres, *intifadas* se sont succédé au fil des décennies. Des milliers de gens y ont laissé leur vie[22]. Des accords et des traités ont été signés, des cessez-le-feu déclarés et violés. Mais le sang continue à couler. La Palestine est toujours illégalement occupée. Les gens vivent dans des conditions inhumaines, dans des bantoustans virtuels, où ils sont soumis à des châtiments collectifs, à un couvre-feu vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à des humiliations et des brutalités quotidiennes. Dans la crainte aussi de voir leurs maisons rasées, leurs enfants tués, leurs arbres abattus, leurs routes fermées, ou de ne pas pouvoir se rendre au marché pour aller acheter nourriture et médicaments. Ils vivent sans même un semblant de dignité. Sans un semblant d'espoir. Ils ne sont maîtres ni de leurs terres, ni de leur sécurité, ni de leurs mouvements, ni de leur approvisionnement en eau. Si bien que, quand des accords sont signés et que sont prononcés des mots comme « autonomie » ou « État », on est en droit de se poser des questions : Quel genre d'autonomie ? Quel genre d'État ? Quel genre de droits auront ces nouveaux citoyens ?

De jeunes Palestiniens, incapables de contenir plus longtemps leur colère, se transforment en bombes humaines et hantent les rues et les lieux publics d'Israël, commettant des attentats suicides qui tuent des gens ordinaires, installent la terreur dans leur vie quotidienne et, pour finir, renforcent la méfiance et la haine mutuelle entre les deux communautés. Chaque explosion entraîne des représailles impitoyables et de nouvelles souffrances pour le peuple palestinien. Mais l'attentat suicide est un acte de désespoir individuel, pas une tactique révolutionnaire. Si les attaques palestiniennes sèment la terreur dans les rangs des civils israéliens, elles offrent au gouvernement le prétexte idéal à des incursions quotidiennes en territoire palestinien, à un retour à un colonialisme démodé, façon XIX^e^ siècle, déguisé en guerre moderne digne du XXI^e^. L'allié politique et militaire le plus fidèle d'Israël a toujours été l'Amérique. Washington, tout comme Israël, s'est opposé à presque toutes les résolutions des Nations unies proposant une solution pacifique et équitable du conflit[23]. Il a soutenu pratiquement toutes les guerres menées par Israël, qui, quand il attaque la Palestine, le fait à l'aide de missiles américains. Et, tous les ans, Israël reçoit plusieurs milliards de dollars des États-Unis. Outre les trois milliards de dollars officiellement alloués par le Foreign Military Financing, Washington fournit au pays assistance économique, armes, prêts et transferts de technologie[24].

Quelles leçons tirer de ce terrible affrontement ? Les juifs, qui ont eux-mêmes tant souffert — plus sans doute qu'aucun autre peuple dans l'histoire de l'humanité —, sont-ils vraiment incapables de comprendre la détresse et les aspirations de ceux qu'ils ont chassés de leurs terres ? L'extrême souf-

france engendre-t-elle inéluctablement la cruauté ? Quel espoir y a-t-il encore pour l'humanité ? Qu'adviendra-t-il du peuple palestinien dans l'éventualité d'une victoire ? Quand une nation sans État finit par se constituer en État, à quoi peut-on s'attendre ? Quelles horreurs ne va-t-on pas perpétrer au nom de son drapeau ? Est-ce pour un État séparé qu'il nous faut lutter ou pour le droit à une vie de liberté et de dignité pour tous, sans considération d'ethnie ni de religion ?

Il fut un temps où la Palestine était un bastion laïc au Moyen-Orient. Aujourd'hui, l'OLP, organisation affaiblie, antidémocratique et, de l'avis général, corrompue, mais de son propre aveu non confessionnelle, perd du terrain face au Hamas, qui affiche une idéologie ouvertement sectaire et combat au nom de l'islam. Témoin cet extrait de son manifeste : « Nous serons les soldats de l'islam et le bois des feux qui anéantiront ses ennemis[25]. »

On demande au monde de condamner les attentats suicides à la bombe. Mais pouvons-nous nous permettre d'ignorer le long chemin qu'ont parcouru leurs auteurs avant d'en arriver là ? 11 septembre 1922, 11 septembre 2002 : quatre-vingts ans, quatre-vingts ans de lutte, c'est long, c'est très long. Y a-t-il un conseil que le monde puisse donner au peuple palestinien ? Une lueur d'espoir ? Faut-il qu'il accepte les quelques miettes qu'on veut bien lui jeter et que ses membres se comportent comme les sauterelles ou les animaux à deux pattes auxquels on les a comparés ? Faut-il qu'ils se conforment à l'avis de Golda Meir en s'efforçant de ne pas exister ?

Dans une autre partie du Moyen-Orient, le 11 septembre ravive des souvenirs plus récents. C'est le 11 septembre 1990 que George Bush Sr., alors président des États-Unis, annonça, lors d'une allocution devant les deux chambres réunies, que le gouvernement américain avait décidé d'intervenir militairement en Irak[26].

Washington argue du fait que Saddam Hussein est un criminel de guerre, un despote militaire coupable d'un véritable génocide à l'encontre de son propre peuple. Et il est vrai que c'est une description assez juste de l'individu, qui, en 1988, a rasé des centaines de villages dans le nord de l'Irak et s'est servi d'armes chimiques et de mitrailleuses pour tuer des milliers de Kurdes. Mais nous savons aujourd'hui que, cette même année, le gouvernement US lui accordait 500 millions de dollars de subventions pour acheter des produits agricoles américains. L'année suivante, une fois le génocide mené à bien, il doublait la mise, passant à un milliard de dollars[27]. Il fournissait également à Saddam des souches bactériologiques de haute qualité pour la maladie du charbon, ainsi que des hélicoptères, et des substances à double usage pouvant servir à la fabrication d'armes chimiques et biologiques[28].

Il se trouve donc que, au moment même où Saddam Hussein se livrait aux pires atrocités, il avait comme alliés Londres et Washington. Aujourd'hui encore, la Turquie, qui détient l'un des plus tristes records au monde en matière de violations des droits de l'homme, reste l'un des plus proches alliés de l'Amérique. Que le gouvernement turc opprime et extermine les Kurdes depuis des années n'a aucunement empêché les États-Unis d'approvisionner la Turquie en armes et en aide au développement[29]. Manifestement, ce n'est pas parce qu'il s'inquiétait

du sort des populations kurdes que le président Bush avait décidé d'intervenir en Irak.

Que s'est-il donc réellement passé ? En août 1990, Saddam Hussein envahissait le Koweït, se rendant coupable d'une faute impardonnable, non pas tant parce qu'il commettait un acte de guerre, mais parce qu'il agissait seul, sans ordres de ses maîtres. Cette manifestation d'indépendance suffit à rompre l'équilibre des pouvoirs dans le Golfe. D'où la décision prise d'exterminer Saddam Hussein, comme un animal domestique qui a perdu l'affection de son maître.

La première attaque alliée contre l'Irak eut lieu en janvier 1991. Le monde regarda la version heures de grande écoute que donnait de la guerre la télévision. (En Inde, à l'époque, l'accès à CNN était réservé aux hôtels cinq étoiles.) Un mois de bombardements intenses fit des dizaines de milliers de victimes[30]. Ce que beaucoup ignorent, c'est que la guerre ne s'est pas arrêtée là. La fureur initiale est retombée pour laisser la place à la plus longue, la plus systématique attaque aérienne jamais entreprise depuis la guerre du Vietnam. Au cours de ces dix dernières années, les forces américaines et britanniques ont lancé des milliers de missiles et de bombes sur l'Irak. Les champs et les terres cultivées ont reçu 300 tonnes d'uranium appauvri[31]. Au cours de leurs raids, les Alliés ont délibérément détruit des installations de traitement de l'eau, conscients du fait que celles-ci ne pourraient être réparées sans assistance étrangère[32]. Dans le sud de l'Irak, le nombre d'enfants atteints de cancer a été multiplié par quatre. Les dix années de sanctions économiques qui ont suivi la guerre ont vu les Irakiens privés de nourriture, de médicaments, d'équipement hospitalier,

d'ambulances et d'eau potable — autrement dit, de l'essentiel[33].

Un demi-million d'enfants irakiens sont morts des conséquences de ces sanctions. Personne n'a oublié ce qu'a dit à leur propos Madeleine Albright, alors ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies : « Je pense qu'il s'agit là d'un choix difficile, mais le prix à payer... nous pensons que le prix à payer en vaut la peine[34]. » « Équivalence morale », telle était l'expression utilisée pour dénoncer ceux qui critiquaient la guerre contre l'Afghanistan. Madeleine Albright ne risque pas d'être accusée d'« équivalence morale ». Son commentaire relève d'une simple équation algébrique.

Dix ans de bombardements n'ont pas réussi à déloger Saddam Hussein, le « Boucher de Bagdad ». Aujourd'hui, au bout de presque douze ans, le président George W. Bush Jr. a relancé la machine et fait remonter la pression. Il propose une guerre totale, dont le but avoué est un « changement de régime ». D'après le *New York Times*, le gouvernement Bush « suit une stratégie soigneusement programmée et visant à convaincre le public, le Congrès et les alliés des États-Unis de la nécessité de faire face à la menace représentée par Saddam Hussein ». Andrew Card, le secrétaire général de la Maison-Blanche, a commenté en ces termes la date prévue pour le début de l'offensive, c'est-à-dire l'automne : « C'est un principe élémentaire du marketing que de ne pas lancer de nouveaux produits en août[35]. » Cette fois-ci, le slogan qui accompagne le « nouveau produit » de Washington ne concerne pas la situation critique des Koweïtiens, mais se trouve être l'affirmation selon laquelle l'Irak posséderait des armes de des-

truction massive. Oublions « les sermons ineptes des lobbies de la "paix", a écrit Richard Perle, président du Defense Policy Board, les États-Unis « agiront seuls si nécessaire » et auront recours aux « frappes préventives » s'ils jugent que c'est dans leur intérêt[36].

Les rapports des inspecteurs de l'ONU sur le statut des « armes de destruction massive » de l'Irak sont contradictoires, et nombre d'entre eux laissent entendre que cet arsenal a été démantelé et que le pays n'a pas la capacité d'en constituer un autre[37]. Dans le même temps, il n'y a pas la moindre équivoque quant à la taille et à l'importance de l'arsenal nucléaire et chimique américain. Le gouvernement des États-Unis accueillerait-il favorablement les inspecteurs de l'ONU sur son territoire ? La Grande-Bretagne aussi ? Et Israël ?

En admettant que l'Irak possède bel et bien l'arme nucléaire, cela justifie-t-il pour autant une frappe préventive ? Les États-Unis détiennent le plus gros arsenal nucléaire au monde. C'est le seul pays à ce jour à en avoir effectivement fait usage contre des populations civiles. Si l'Amérique a le droit de lancer une attaque préventive contre l'Irak, alors n'importe quelle puissance nucléaire a le droit d'en faire autant. Pourquoi l'Inde n'attaquerait-elle pas le Pakistan, ou inversement ? Si d'aventure Washington venait à ne plus trouver le Premier ministre indien à son goût, pourrait-il simplement le « déloger » grâce à une attaque préventive ?

Récemment, les États-Unis ont joué un rôle diplomatique majeur pour obliger l'Inde et le Pakistan à reculer devant la guerre. Ne pourraient-ils pas suivre eux-mêmes les conseils qu'ils donnent ? Qui est ici coupable de « sermons ineptes » ? Coupable de

prêcher la paix tout en faisant la guerre ? L'Amérique, dont George Bush proclame que c'est « un pays pacifique », est perpétuellement en guerre, depuis maintenant cinquante ans[38].

Les guerres ne se font jamais par altruisme, mais le plus souvent pour des raisons impérialistes et/ou économiques. Sans oublier, bien entendu, que la guerre aussi est un *business*. La protection des intérêts pétroliers américains dans le monde est une donnée fondamentale de la politique étrangère de Washington. C'est elle qui explique les récentes interventions militaires du gouvernement américain dans les Balkans et en Asie centrale. Hamid Karzai, le président fantoche que les Américains ont mis en place en Afghanistan, serait un ex-employé d'Unocal, compagnie pétrolière dont le siège est aux États-Unis[39]. Si Washington fait une fixation obsessionnelle sur le Moyen-Orient, c'est parce que cette région détient les deux tiers des réserves mondiales de pétrole[40]. C'est le pétrole qui fait tourner les moteurs américains. Le pétrole qui fait vivre le libre marché. Celui qui contrôle les ressources mondiales en pétrole contrôle aussi les marchés mondiaux.

Et comment fait-on pour s'assurer ce contrôle ? Personne ne l'a sans doute formulé plus élégamment que Thomas Friedman, chroniqueur au *New York Times*, qui, dans un article intitulé « Une folie qui rapporte », écrit : « Il faut que les États-Unis fassent bien comprendre à l'Irak et à leurs alliés que... l'Amérique aura recours à la force sans hésitation, sans négociation, sans l'accord des Nations unies[41]. » Son conseil a été consciencieusement suivi. Comme en témoignent aussi bien les guerres contre l'Irak et l'Afghanistan que les humiliations que les États-Unis infligent presque quotidiennement aux Nations

unies. Dans son ouvrage sur la mondialisation, *La voiture et l'olivier*, Friedman écrit : « La main cachée qui tire les ficelles du marché a besoin d'un poing caché pour être efficace. McDonald's ne saurait prospérer sans McDonnell Douglas... Et le poing caché qui assure un monde propice au développement des technologies de la Silicon Valley, c'est l'armée, les forces aériennes, la Marine et le Marine Corps américains[42]. »

Il se peut que ces lignes aient été rédigées à un moment de grande vulnérabilité, mais c'est la description la plus succincte et la plus juste du projet de mondialisation capitaliste que j'aie jamais eu l'occasion de lire.

Après le 11 septembre 2001, et la guerre contre la menace terroriste, la main et le poing cachés ont été mis au grand jour et nous voyons désormais clairement l'autre arme américaine — le « libre marché » — s'abattre sur les pays en voie de développement, avec un sourire dur et figé. La tâche qui n'a pas de fin, c'est la guerre idéale de l'Amérique, le véhicule idéal de l'expansion continue de l'impérialisme américain. En ourdou, « profit » se dit *fayda*. Quant au mot *Al Qaida*, il veut dire le Verbe, le Verbe de Dieu, la Loi. Si bien qu'en Inde, certains d'entre nous désignent la guerre contre le terrorisme au moyen de la formule *Al Qaida* contre *Al Fayda* — le Verbe contre le Profit.

Pour l'instant, il semble qu'*Al Fayda* soit en passe de l'emporter. Mais sait-on jamais... Au cours de dix années d'une mondialisation capitaliste effrénée, le revenu mondial a augmenté de 2,5 % en moyenne par an. Dans le même temps, le nombre de pauvres dans le monde a augmenté, lui, de 100 millions. Sur

les cent plus grosses entreprises, cinquante et une sont des grandes sociétés, pas des pays. Les richesses détenues par un pour cent de la population mondiale représentent le revenu des 57 % qui occupent le bas de l'échelle, et la disparité ne cesse de s'accroître[43]. La guerre contre le terrorisme ne fait qu'accélérer le processus. Ces messieurs en costume-cravate font montre d'une précipitation qui frise l'indécence. Tandis que les bombes pleuvent sur nous, que les missiles de croisière fendent l'air, que les armes nucléaires sont stockées ici et là pour assurer la paix du monde, on signe des contrats, on dépose des brevets, on installe des pipelines, on pille les ressources naturelles, on privatise l'eau et on sape les démocraties.

Dans un pays comme l'Inde, l'« ajustement structurel » nécessaire au projet de mondialisation capitaliste cause d'énormes dégâts dans la vie de la population. Les projets de « développement », les privatisations massives et les « réformes » du travail chassent les gens de leurs terres, les privent de leur emploi et entraînent une dépossession d'une ampleur rarement atteinte dans l'histoire. Partout dans le monde, tandis que le système protège de manière éhontée les marchés occidentaux et oblige les pays en voie de développement à lever leurs barrières douanières, les pauvres sont de plus en plus pauvres, et les riches de plus en plus riches. L'agitation civile commence à secouer le village mondial. Dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Bolivie et l'Inde, les mouvements de résistance à la mondialisation capitaliste montent en puissance. Pour les contenir, les gouvernements renforcent leurs contrôles. Les contestataires sont catalogués comme « terroristes », puis traités comme tels. Mais l'agita-

tion civile ne se limite pas à des manifestations, des marches et des protestations contre la mondialisation. Elle est malheureusement inséparable d'une spirale descendante qui conduit au crime, au chaos, au désespoir, à la désillusion, lesquels, comme l'histoire nous l'a montré (et comme nous le montre encore ce qui se déroule actuellement sous nos yeux), fournissent un terreau favorable au développement de terribles fléaux : le nationalisme culturel, le fanatisme religieux, le fascisme et, bien entendu, le terrorisme. Autant de phénomènes qui marchent main dans la main avec la mondialisation.

L'idée se répand de plus en plus que le libre marché ferait tomber les barrières nationales et que le but ultime de la mondialisation capitaliste serait une sorte de paradis hippie, où nous serions amenés, avec le cœur pour tout passeport, à vivre heureux tous ensemble, comme dans une chanson de John Lennon (*Imagine there's no country...*). Quel bobard !

Ce que le libre marché met en danger, ce n'est pas la souveraineté nationale, c'est la démocratie. Au fur et à mesure que se creuse le gouffre entre les riches et les pauvres, le travail du fameux poing caché se trouve tout mâché. Les multinationales à l'affût de contrats susceptibles de rapporter d'énormes profits ne peuvent pas faire aboutir ces contrats ni diriger leurs projets, dans les pays en voie de développement, sans la collaboration active de la machine étatique : la police, les tribunaux, et parfois même l'armée. Aujourd'hui, la mondialisation du *big business* a besoin, dans les pays les plus pauvres, de l'existence de gouvernements corrompus, autocratiques et dévoués à sa cause pour faire passer des réformes impopulaires et réprimer les émeutes. Elle a besoin

d'une presse qui fasse semblant d'être libre. De tribunaux qui fassent semblant de rendre la justice. Besoin d'armes nucléaires, d'armées de métier, de lois sur l'immigration plus sévères et d'une gendarmerie maritime vigilante afin de s'assurer que seuls l'argent, les marchandises, les brevets et les services sont globalisés — et pas la libre circulation des personnes, ni le respect des droits de l'homme, ni les accords internationaux sur la discrimination raciale, sur les armes chimiques ou nucléaires, les émissions de gaz à effet de serre, les changements climatiques ou, Dieu nous en préserve, la justice[44]. On a l'impression qu'un seul geste tenté en direction d'un semblant de responsabilité internationale suffirait à ruiner l'entreprise tout entière.

Environ un an après que la guerre contre le terrorisme a été officiellement déclarée sur les décombres de l'Afghanistan, les libertés sont rognées dans un nombre croissant de pays au nom de la protection de la liberté, les droits des citoyens sont bafoués au nom de la protection de la démocratie[45]. Toutes les formes de contestation sont rassemblées sous l'étiquette « terrorisme ». Toutes sortes de lois sont votées pour les réprimer. Oussama Ben Laden semble s'être évaporé. Le mollah Omar se serait enfui à moto[46]. (On aurait pu expédier Tintin à ses trousses.) Les talibans ont peut-être disparu, mais leur esprit, leur pratique de la justice sommaire refont surface dans les endroits les plus inattendus. En Inde, au Pakistan, au Nigeria, en Amérique, dans les républiques de l'Asie centrale dirigées par des despotes en tout genre, et bien entendu en Afghanistan, sous l'égide de l'Alliance du Nord soutenue par les États-Unis[47].

Pendant ce temps, au centre commercial du village mondial, les soldes de mi-saison battent leur plein. Tout est bradé — océans, rivières, pétrole, patrimoines génétiques, blastophages, fleurs, enfances, usines d'aluminium, compagnies de téléphone, sagesse, déserts, droits civiques, écosystèmes, air — 4,6 milliards d'années d'évolution. Emballées, scellées, évaluées, étiquetées, et disponibles en rayon (ni reprises, ni échanges). Quant à la justice — il paraît qu'elle aussi est à vendre. Rapport qualité-prix imbattable.

Donald Rumsfeld a dit que sa mission dans la guerre contre le terrorisme était de convaincre le monde que les Américains doivent pouvoir continuer à vivre comme par le passé[48]. Quand le roi tape du pied, les serviteurs tremblent sur leurs bases. Je maintiens, quant à moi, du haut de cette tribune, que l'American Way of Life n'est tout bonnement pas viable. Pour la bonne raison qu'il ne reconnaît pas l'existence d'un monde en dehors de l'Amérique.

Fort heureusement, le pouvoir a lui aussi une durée de conservation limitée. Il se peut, quand le moment viendra, que ce puissant empire, comme d'autres avant lui, aille trop loin et finisse par imploser. Il semblerait que des fissures apparaissent déjà dans l'édifice. Au fur et à mesure que la guerre contre le terrorisme tend ses filets de plus en plus loin, le cœur de l'Amérique des entreprises s'essouffle. En dépit de tous les beaux discours sur la démocratie, le monde est aujourd'hui dirigé par trois des institutions les plus mystérieuses qui soient : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, toutes trois, à leur tour, dominées par les États-Unis. Leurs décisions sont prises dans le plus grand secret, les membres de leurs comités directeurs sont nommés à huis

clos. Personne ne sait grand-chose de leurs opinions politiques, de leurs convictions, de leurs intentions. Personne n'a jamais dit qu'ils pouvaient prendre des décisions en notre nom. Il n'est pas possible qu'un monde dirigé par une poignée de banquiers et de chefs d'entreprise cupides que personne n'a jamais élus puisse durer indéfiniment.

Si le communisme façon soviétique a échoué, ce n'est pas parce qu'il était mauvais en soi, mais parce qu'il était vicié. Il a permis à un trop petit nombre de gens d'accaparer trop de pouvoir. Le capitalisme d'affaires du XXI^e^ siècle, façon américaine, échouera pour la même raison. Tous deux sont des systèmes construits par l'intelligence de l'homme, et voués à la destruction quand la nature humaine reprend ses droits.

L'heure a sonné. Peut-être les choses vont-elles encore empirer, avant de s'améliorer. Peut-être y a-t-il un petit dieu, là-haut dans le ciel, qui se tient prêt à nous aider. Un autre monde n'est pas seulement possible, il est déjà en marche. Peut-être que beaucoup d'entre nous ne seront plus là pour assister à son avènement, mais quand tout est calme, si je prête une oreille attentive, je l'entends déjà respirer.

NOTES

Une traduction est proposée entre crochets pour les titres d'articles de journaux ou d'ouvrages non publiés en français, lorsque ceux-ci ne sont pas transparents.

LA FIN DE L'IMAGINATION

1. Raj Chengappa, « The Bomb Makers » [Les faiseurs de bombe], *India Today*, 22 juin 1998.

2. Pradeep Thakur, « India Protected Against Nuclear War », *The Pioneer*, 24 avril 1998, interview avec le directeur du département Santé, Environnement et Sécurité du Centre de recherches atomiques de Bhabha (BARC), à Bombay.

3. Voir Chandan Mitra, « Explosion of Self-esteem » [Une explosion d'auto-satisfaction], *The Pioneer*, 12 mai 1998 ; Shekhar Gupta, « Road to Resurgence » [Le chemin de la renaissance], *The Indian Express*, 12 mai 1998 ; et « A Moment of Pride » [Un moment d'orgueil], *The Hindustan Times*, éditorial, 12 mai 1998.

4. Bal Thackeray, cité dans « Voices », *India Today*, 25 mai 1998.

5. Remarques de George Fernandes, ministre indien de la Défense, dans une interview pour *Home* TV, cité dans « Pakistan Lags in Number and Potency » [Le Pakistan inférieur en hommes et en puissance de feu], *The Pioneer*, 1er juin 1998, et « Pakistan Tests No Match for Ours : Fernandes » [Fernandes : la bombe pakistanaise, loin derrière la nôtre], *The Hindu*, 1er juin 1998.

6. Kaveree Bamzai, « Pakistan TV Will Be Banned, Says Naqvi » [Naqvi : la télévision pakistanaise sera interdite], *The Indian Express*, 3 juillet 1998.

7. « Delhi Government Wants Churches Struck Off List of Religious Places » [Le gouvernement de Delhi veut voir les églises rayées de la liste des lieux de culte], *The Indian Express*, 3 juillet 1998 ; et « High on Hubris » [Une bonne dose d'orgueil et ça plane], *Times of India*, 4 juillet 1998.

8. « Text of Vajpayee's Letter to Clinton », *The Hindu*, 14 mai 1998.

9. « HDI Ranking for Developing Countries » [Classement des pays en voie de développement selon le Human Development Index], *Human Development Report 1997*, OUP et United Nations Development Programme, New York, 1997, p. 45.

POUR LE BIEN COMMUN

1. C. V. J. Sharma (éd.), 1989, *Modern Temples of India : Selected Speeches of Jawaharlal Nehru at Irrigation and Power Projects* [Les temples modernes de l'Inde : discours choisis de J. Nehru à l'occasion de projets d'irrigation et de centrales électriques], pp. 40-49. Central Board of Irrigation and Power.

2. P. McCully, 1998, *Silenced Rivers : The Ecology and Politics of Large Dams* [Ces fleuves qu'on réduit au silence : écologie et politique des Grands Barrages], p. 80, Orient Longman, Hyderabad.

3. Extraits d'un documentaire (non monté) sur les expropriés du barrage de Bargi, 1995, Anurag Singh et Jharana Jhaveri, Jan Madhyam, New Delhi.

4. C. V. J. Sharma, *op. cit. supra*, pp. 52-56. Dans un discours prononcé lors du 29e Congrès annuel du Central Board of Irrigation and Power (17 nov. 1958), Nehru déclarait : « Je me demande, depuis quelque temps, si nous ne souffrons pas de ce que l'on pourrait appeler "le mal du gigantisme". Nous tenons à montrer que nous sommes capables de construire de grands barrages, de faire de grandes choses. Voilà la nouvelle tendance que connaît l'Inde à l'heure actuelle [...] l'idée de tout ce qui est grand — des grands travaux, des grandes entreprises, des grandes choses à réaliser pour le simple plaisir de prouver que nous en sommes capables — cette idée n'est

pas bonne du tout pour l'Inde. » Et puis encore : « Ce sont [...] les petits projets d'irrigation, les petites industries et les petites usines d'électricité qui changeront le visage de ce pays, bien davantage qu'une demi-douzaine de grands projets dans une demi-douzaine d'endroits différents. »

5. Centre for Science and Environment, 1997, *Dying Wisdom : Rise, Fall and Potential of India's Traditional Water Harvesting Systems* [Un art qui se perd : grandeur, décadence et potentiel des techniques hydrauliques traditionnelles de l'Inde], p. 399, CSE, New Delhi ; Madhav Gadgil et Ramachandra Guha, 1995, *Ecology and Equity*, p. 39, Penguin India, New Delhi.

6. Indian Water Resources Society, 1998, *Five Decades of Water Resources Development in India* [Cinquante années de développement des ressources hydrauliques en Inde], p. 7.

7. World Resource Institute, 1998, *World Resources, 1998-1999*, p. 251, Oxford University Press [OUP dans la suite], Oxford.

8. McCully, *op. cit. supra* note 2, pp. 26-29. Voir également *The Ecologist Asia*, vol. 6, n° 5 (sept.-oct. 1998), pp. 50-51, pour des extraits des discours de Bruce Babbit, ministre de l'Environnement américain, en août 1998.

9. En dehors de McCully, *op. cit.*, voir *State of India's Environment* du Centre for Science and Environment, 1999, 1985 et 1982 ; N. Hidyard et E. Goldsmith, 1984, *The Social and Environmental Impacts of Large Dams* [Conséquences sociales et écologiques des Grands Barrages], Wadebridge Ecological Centre, Cornwall, UK ; Satyajit Singh, 1997, *Taming the Waters : The Political Economy of Large Dams* [Comment apprivoiser l'eau : économie politique des Grands Barrages], OUP, New Delhi ; *India : Irrigation Sector Review of the World Bank* (1991) ; *Large Dams : Learning from the Past, Looking to the Future* [Les Grands Barrages : leçons du passé, regards vers l'avenir], 1997, IUCN *et al.*

10. Mihir Shah & Ors, 1998, *India's Drylands : Tribal Societies and Development through Environmental Regeneration*, pp. 51-103, OUP, New Delhi.

11. Ann Danaiya Usher, 1997, *Dams as Aid : A Political Anatomy of Nordic Development Thinking*, Routledge, Londres et New York.

12. En argent de l'époque, s'entend, mais presque trois fois plus en argent constant 1996-1997.

13. Government of India [GOI dans la suite], 1999, *Ninth Five Year Plan 1997-2002* [Neuvième Plan quinquennal], vol. 2, p. 478, Planning Commission, New Delhi.

14. D. K. Mishra & R. Rangachari, 1999, *The Embankment Trap & Some Disturbing Questions* [Le piège de la retenue et autres questions troublantes], pp. 46-48 et 62-63, Séminaire 478 (juin 1999) ; CSE, 1991, *Floods, Floodplains and Environmental Myths* [Inondations, plaines submersibles et mythes écologiques].

15. Mihir Shah & Ors, *op. cit.*, pp. 51-103.

16. Satyajit Singh, *op. cit.*, pp. 188-190 ; voir aussi les chiffres du GOI plus proches de la réalité.

17. À l'occasion d'un congrès à New Delhi, le 21 janvier 1999, organisé par le ministère de l'Agriculture et de l'Emploi en régions rurales, dans le but de discuter le projet de politique nationale de réinstallation et de réhabilitation et l'amendement au Land Acquisition Act.

18. Bradford Morse et Thomas Berger, 1992, *Sardar Sarovar : The Report of the Independent Review*, p. 62. Publié à l'origine par Resource Futures International (RFI) Inc., Ottawa.

19. GOI, 28e et 29e *Report of the Commissioner for Scheduled Castes and Scheduled Tribes* [Rapport du commissaire aux tribus et aux castes d'Intouchables], New Delhi, 1988-1989.

20. En première page de l'*Indian Express*, édition de New Delhi, du 10 avril 1999.

21. GOI, 1999, *Ninth Five Year Plan 1997-2002*, vol. 2, p. 437.

22. Siddharth Dube, 1998, *Words Like Freedom* [Des mots comme liberté], Harper Collins (Inde), New Delhi ; CMIE (Center for Monitoring the Indian Economy) [Centre de contrôle de l'économie indienne], 1996. Voir également *World Bank Poverty Update*, cité dans *Business Line*, 4 juin 1999.

23. National Human Rights Commission, *Report of the Visit of the Official Team of the NHRC to the Scarcity Affected Areas of Orissa* [Rapport sur la visite de la délégation officielle de la Commission nationale pour les Droits de l'Homme dans les régions sinistrées de l'Orissa], déc. 1996.

24. GOI, *Award of the Narmada Water Disputes Tribunal 1978-1979*. [Jugement du tribunal concernant l'affaire des eaux de la Narmada].

25. Voir diverses déclarations sous serment émanant du gouvernement indien et du gouvernement du Madhya Pradesh devant la Cour suprême, 1994-1998.

26. *Monthly Observed Flows of the Narmada at Garudeshwar* [Observations mensuelles du débit de la Narmada à Garudeshwar], Hydrology Studies Organisation, Central Water Commission, New Delhi, 1992.

27. *Written Submission on Behalf of Union of India* [Conclusions déposées au nom de l'Union indienne], fév. 1999, p. 7.

28. *Tigerlink*, vol. 5, n° 2, juin 1999, p. 28.

29 *World Bank Annual Reports 1993-1998.*

30. McCully, *op. cit.*, p. 274.

31. *Ibid.*, p. 21. La Banque mondiale a commencé à financer des barrages en Chine en 1984. Depuis cette date, elle a prêté environ 3,4 milliards de dollars (somme non réajustée en fonction de l'inflation) pour financer 13 Grands Barrages qui devraient entraîner le déplacement de 360 000 personnes. Le pivot de ce programme de financement est le barrage de Xiaolangdi sur le fleuve Jaune, qui, à lui seul, déplacera 181 000 personnes.

32. McCully, *op. cit.*, p. 278.

33. J. Vidal et N. Cumming-Bruce, « The Curse of Pergau » [La malédiction du barrage de Pergau], *The Economist*, 5 mars 1994 ; « Dam Price Jumped 81 Million Pounds Days After Deal » [Ce cher barrage : le prix monte de 81 millions de livres quelques jours après la conclusion du marché], *The Guardian*, Londres, 19 janv. 1994 ; « Whitehall Must Not Escape Scot Free » [Pas question que Whitehall s'en tire sans payer], *The Guardian*, Londres, 12 fév. 1994 ; cité dans McCully, *op. cit.*, p. 29.

34. McCully, *op. cit.*, p. 62.

35. Voir par exemple Sardar Sarovar Narmada Nigam Ltd., 1989, *Planning for Prosperity* ; Babubhai J. Patel, 1992, *Progressing amidst Challenges* [Le progrès se nourrit de défis] ; C. C. Patel, 1991, *SSP, What it is and What it is not* [Le Projet Sardar Sarovar : réalité et fiction] ; P. A. Raj, éditions de 1989, 1990, 1991, *Facts : Sardar Sarovar Project*.

36. *Ibid.* ; voir également Rahul Ram, 1993, *Muddy Waters : A Critical Assessment of the Benefits of the Sardar Sarovar Project* [Eaux troubles : évaluation critique des bienfaits du programme Sardar Sarovar], Kalpavriksh, New Delhi.

37. Morse, *op. cit.*, p. 319. Selon les statistiques officielles (Narmada Control Authority, 1992, *Benefits to Saurashtra and Kutch Areas in Gujerat*, NCA, Indore), 948 villages dans le district de Kutch et 4 877 dans celui de Saurashtra devraient bénéficier d'eau potable grâce au barrage de Sardar Sarovar. Cependant, si l'on en croit le recensement de 1981, il n'y a que 887 villages habités dans le Kutch et 4 727 dans le Saurashtra. Les auteurs du projet se sont contentés de répertorier les noms des villages sur une carte, incluant du même coup 211 villages abandonnés ! Cité dans Rahul Ram, 1993, *op. cit.*

38. Par exemple, les minutes des différentes assemblées des Rehabilitation and Resettlement Sub Groups of the Narmada Control Authority, 1998-1999. Voir également Morse, *op. cit.*, p. 51.

39. Rahul Ram, 1993, *op. cit.*, p. 34.

40. Voir par exemple la pétition introduite par le NBA auprès de la Cour suprême, 1994.

41. SSNNL, 1989, *Planning for Prosperity*, Govt. of Gujerat.

42. S. Dharmadhikary, 1995, « Hydropower at Sardar Sarovar : Is It Necessary, Justified and Affordable ? » [L'énergie hydro-électrique à Sardar Sarovar : nécessaire, justifiée, abordable ?], p. 141, in W. F. Fisher (éd.), *Towards Sustainable Development ? Struggling over India's Narmada River* [Le développement en question : la bataille de la Narmada], M. F. Sharpe, Armonk, New York.

43. McCully, *op. cit.*, p. 87.

44. *Ibid.*, p. 185.

45. Banque mondiale, 1994, *Resettlement and Development : The Bank-wide Review of Projects Involving Resettlement 1986-1993.*

46. Banque mondiale, 1994 (II), *Resettlement and Rehabilitation of India : A Status Update of Projects Involving Involuntary Resettlement.*

47. Banque mondiale, *Resettlement and Development, op. cit.*

48. Morse, *op. cit.*, Lettre au président, p. XII, XXIV et XXV.

49. *Ibid.*, p. XXV.

50. Les conditions minimales incluaient une évaluation (incomplète) de l'impact social et écologique. Pour une étude plus détaillée, voir Udall, *The International Narmada Campaign* et McCully, 1992, « Cracks in the Dam : The World

Bank in India » [Des fissures dans le barrage : La Banque mondiale en Inde], *Multinational Monitor*, déc. 1992.

51. Voir la lettre du GOI à la Banque mondiale du 29 mars 1993, « Press Release of the World Bank », datée du 30 mars 1993, reproduite dans Campaign Information Package of International Rivers Network, *Narmada Valley Development Project*, vol. 1, août 1998.

52. Le 14 nov. 1992. Lieu : devant l'hôtel Taj Mahal de Bombay, où séjournait Lewis Preston, président de la Banque mondiale. Voir Lawyers Committee for Human Rights, avril 1993, *Unacceptable Means : India's Sardar Sarovar Project and Violations of Human Rights : oct. 1992-fév. 1993*, pp. 10-12.

53. Le soir du 20 mars 1994, le bureau du NBA à Baroda fut attaqué par des voyous sous prétexte (mais la rumeur était sans fondement) qu'un membre du Groupe des Cinq était en conciliabule avec les représentants du NBA. Certains militants furent pris à parti et malmenés, et une part importante des dossiers détruite ou brûlée.

54. Ministry of Water Resources, GOI, 1994, *Report of the Five Member Group on Sardar Sarovar Project*.

55. La pétition en justice 319 de 1994 faisait valoir que le projet violait les droits fondamentaux de ceux qui avaient à en souffrir, et qu'il n'était pas plus viable d'un point de vue social que d'un point de vue écologique, technique (il fallait compter aussi avec les problèmes sismiques et hydrologiques), financier ou économique. La pétition réclamait un réexamen complet du projet et la suspension des travaux.

56. *Frontline*, 27 janv. 1995 ; *Sunday*, 21 janv. 1995.

57. En janvier 1995, la Cour suprême enregistrait la déclaration du Conseil de l'Union indienne (Counsel for the Union of India) selon laquelle les travaux du barrage ne reprendraient pas sans que la Cour en soit préalablement informée. Le 4 mai 1995, la Cour autorisa la construction de « bosses » sur le barrage, à la demande de l'Union qui les considérait comme indispensables pour des raisons de sécurité. La Cour, cependant, réitéra son ordonnance du mois de janvier : pas de reprise des travaux sans son autorisation expresse.

58. *Report of the Narmada Water Disputes Tribunal With Its Decision*, vol. II, 1979, p. 102 ; in Morse, *op. cit.*, p. 250.

59. Morse, *op. cit.*, pp. 323-329.

60. P. A. Raj, 1989, 1990, 1991, *op. cit.*

61. Medha Patkar, 1995, « The Struggle for Participation and Justice : A Historical Narrative », in W. Fisher (éd.), *op. cit.*, pp. 159-178, S. Parasuraman, 1997, « The Anti Dam Movement and Rehabilitation Policy », in Jean Dreze *et al.*, *The Dam and the Nation*, OUP, pp. 26-65 ; minutes des différentes assemblées du sous-groupe Rehabilitation and Resettlement of the Narmada Control Authority.

62. C'est ce que m'ont dit, lors de ma visite dans la vallée de la Narmada en mars 1999, des villageois de Mokhdi qui avaient quitté leurs colonies pour retourner dans leur village.

63. *Kaise Jeebo Re*, film documentaire d'Anurag Singh et Jharana Jhaveri, Jan Madhyan, 1997.

64. Lettre à l'*Independent Review* d'un résident de la colonie de Parveta, citée dans Morse, *op. cit.*, pp. 159-160.

65. C'est la *Narmada Manavadhikar Yatra*, marche qui mena les participants de la vallée de la Narmada jusqu'à Delhi en passant par Bombay. Ils devaient atteindre Delhi le 7 avril 1999.

66. Je tiens ces faits de Mohanbhai Tadvi, de la colonie de Kevadia, mars 1999.

67. Morse, *op. cit.*, pp. 89-94 ; interviews du NBA, mars 1999.

68. Interviews du NBA, mars 1999.

69. Morse, *op. cit.*, pp. 277-294.

70. McCully, *op. cit.*, pp. 46-49.

71. Pour une discussion sur ce sujet, voir Banque mondiale, 1991, *India Irrigation Sector Review* ; A. Vaidyanathan, 1994, *Food, Agriculture and Water*, MIDS, Madras ; McCully, *op. cit.*, pp. 182-207.

72. Banque mondiale, 1991, *op. cit.*, vol. 2, p. 7.

73. Cité dans McCully, *op. cit.*, p. 187.

74. Shaheen Rafi Khan, 1998, *The Kalabagh Controversy*, Sustainable Development Policy Institute, Pakistan ; E. Goldsmith, 1998, « Learning to Live with Nature : The Lessons of Traditional Irrigation » [Apprendre à vivre avec la nature : les leçons de l'irrigation traditionnelle], *The Ecologist*, vol. 6, n° 5, sept/oct. 1998.

75. Mihir Shah & Ors, *op. cit.*, p. 51 ; également dans Goldsmith, *op. cit.*

76. Operations Research Group, 1981, *Critical Zones in Narmada Command — Problems and Prospects*, ORG, Baroda ; ORG, 1982, *Regionalisation of Narmada Command*, ORG, Gandhinagar ; Banque mondiale, 1985, *Staff Appraisal Report, India, Narmada River Development — Gujerat, Water Delivery and Drainage Project*, Rapport n° 5108-IN ; Core Consultants, 1982, *Main Report : Narmada Mahi Doab Drainage Study*, commandé par le Narmada Planning Group, gvt du Gujerat.

77. R. Wade, 1997, « Greening the Bank : The Struggle over the Environment 1970-1995 » [Une barque verte : la lutte pour l'environnement], pp. 661-662 in D. Kapur *et al.* (éds), *The World Bank : Its First Half Century* [La Banque mondiale : un demi-siècle d'existence], Brookings Institution Press, Washington DC.

78. Shaheen Raft Khan, *op. cit.*

79. CES, 1992, *Pre-Feasibility Level Drainage Study for SSP Command Beyond River Mahi*, CES Water Resources Development and Management Consultancy Pvt. Ltd., New Delhi, pour le compte du gvt du Gujerat.

80. Rahul Ram, 1995, « The Best-laid Plans… » [Les Plans les mieux conçus], p. 78, in *Frontline*, 14 juil. 1995.

81. Core Consultants, *op. cit.*, p. 66.

82. *Ibid.*

83. Voir par exemple GOI, 1995, *Report of the FMG* ou Rahul Ram, 1993, *op. cit.*

84. Rahul Ram, *op. cit.*, p. 28.

85. *Ibid.*, p. 26.

86. C'est le fameux « Programme de regénération économique », destiné à générer des fonds pour le compte de la Sardar Sarovar Narmada Nigam Ltd. Ledit programme prévoit l'achat de terrains le long du canal principal, puis leur revente pour des réalisations destinées à favoriser le tourisme : hôtels, parcs aquatiques, parcs d'attractions, restaurants… cf. *The Times of India* (Ahmadabad), 17 mai 1998.

87. Banque mondiale, 1991, *India Irrigation Sector Review*.

88. Conclusions déposées au nom des pétitionnaires (NBA) auprès de la Cour suprême, janv. 1999, p. 63 ; *The Times of India* (Ahmadabad), 23 mai 1999.

89. Ismail Serageldin, 1994, *Water Supply, Sanitation and Environmental Sustainability*, p. 4, Banque mondiale, Washington DC

90. Morse, *op. cit.*, p. XXIII.
91. *Ibid.*, pp. 317-319.
92. McCully, *op. cit.*, p. 167.

ÉNERGIE DU POUVOIR ET POUVOIR DE L'ÉNERGIE

1. « US-India Agreement » [Accord américano-indien], *New York Times*, 11 janv. 2000, p. 4.
2. « US, India Announce Deals of Dollars 4bn » [Les États-Unis et l'Inde annoncent des contrats de quatre milliards de dollars], *Financial Times*, 25 mars 2000, p. 10.
3. Mémorandum d'intention signé conjointement par le groupe Ogden et la S. Kumars : Peter Popham, « Clinton's Visit Seals Future for Controversial Indian Dam » [La visite de Clinton scelle le sort d'un barrage indien controversé], *The Independent*, 28 mars 2000, p. 16, et « S. Kumars Ties Up with Ogden for MP Project » [La S. Kumars se lie à Ogden pour un mégaprogramme hydroélectrique], *Economic Times of India*, 14 déc. 1999.
4. Voir WCD Report, p. 117 ; Steven A. Brandt et Fekri Hassan, « Dams and Cultural Heritage Management : Final Report — August 2000 » [Barrages et gestion du patrimoine culturel : Rapport final — août 2000], WCD Working Paper (http://www.dams.org/docs/html/contrib/soc212.htm) ; et WCD, « Flooded Fortunes : Dams and Cultural Heritage Management » [Trésors engloutis : barrages et gestion du patrimoine culturel], communiqué de presse, 26 sept. 2000. Voir également « Do or Die : The People Versus Development in the Narmada Valley » [Agir ou mourir : les habitants se dressent contre le développement de la vallée de la Narmada], *New Internationalist*, n° 336, juil. 2001 (en ligne : http://www.oneworld.org/ni/issue336/title336.htm), et la documentation Friends of the River Narmada (http://www.narmada.org:nvdp.dams/).
5. Second World Water Forum : From Vision to Action [Deuxième Forum mondial de l'eau : de la théorie à la pratique], 17-22 mars 2000, La Haye (http://www.worldwaterforum.net/).
6. Commission au Développement des Nations Unies (CDNU), *Human Development Report 2000 : Human Rights*

and Human Development, Oxford University Press, New York, 2000, p. 4.

7. CDNU, *ibid.*, p. 225.

8. Voir « Bolivian Water Plan Dropped After Protests Turn Into Melees » [Le gouvernement bolivien abandonne son projet d'aménagement des ressources en eau après des manifestations transformées en batailles de rue], *New York Times*, 11 avril 2000.

9. « *Develop Infrastructure to Cope With Digital Revolution : Jack Welch* » [Il faut développer les infrastructures pour faire face à la révolution numérique, déclare Jack Welch], *The Hindu*, 17 sept. 2000, et « Welch Makes a Power Point » [Welch marque un point], *The Economic Times of India*, 17 sept. 2000. Webcast du discours de Jack Welch du 16 septembre 2000 sur http://www.ge.com/in/webcast.html.

10. Peter Marsh, « Big Four Lead the Field in Power Stakes : The Main Players » [Les quatre Grands mènent la danse des enjeux de l'énergie : les principaux joueurs], *Financial Times*, 4 juin 2001, p. 2.

11. Ministère américain de l'Énergie, Bulletin d'information, *International Energy Outlook 1998*, Electricity Report, DOE/EIA-0484 [98]. (http://www.eia.doc.gov/oiaf/archive/ieo98/elec.html).

12. Voir « India : Bharat Heavy Electricals : GE's Refurbishment Centre » [Bharat Heavy Electricals : un centre de remise à neuf pour General Electric], *The Hindu*, 17 mars 2001 ; et « BHEL Net Rises 10 % to Rs 599 Crore » [Les bénéfices de BHEL augmentent de 10 % pour atteindre 5,99 milliards de roupies], *The Economic Times of India*, 30 sept. 2000.

13. Abhay Mehta, *Power Play : A Study of the Enron Project* [Jeux de pouvoir : une étude du projet Enron], Orient Longman, Hyderabad, 2000, p. 15 ; Irfan Aziz, « The Supreme Court Upheld the Ruling that the Jain Diary Constituted Insufficient Evidence » [La Cour suprême confirme l'arrêt selon lequel l'agenda jain ne constituait pas une preuve suffisante], rediff. com, 22 juil. 2000 (http://www.rediff.com/news/2000/JUL/22spec.htm) ; et Ritu Sarin, « Ex-CBI Official Accuses Vijaya Rama Rao » [Ancien responsable de la Confederation of British Industry accuse Vijaya Rama Rao], *Financial Express*, 11 mai 1997.

14. Voir les chiffres dans « Clinton's India Sojourn : Industry Hopes Doubling of FDI, Better Access to US markets » [Le séjour de Clinton en Inde : l'industrie espère voir doubler le montant des investissements et s'élargir l'accès aux marchés américains], 27 mars 2000, DHAN.com News Track (http://www.india-world.co.in/home/dhan/news/y2kO327-news.html) ; et George Pickart, « Address to the Network of South Asia Professionals » [Allocution à la Conférence des professionnels de l'Asie du Sud], Washington, DC, 9 août 1997 (http://www.indiainc.org.in/h0809971.htm).

15. P. R. Kumaramangalam, discours à la Conférence des ministres de l'Énergie des États indiens, 2 mars 2000. Voir aussi « India : Power Problems » [Inde : l'électricité en question], *Business Line*, 21 juin 2000.

16. Ritu Sarin, « Disappearing Power » [Une énergie qui s'éteint], *The Indian Express*, 28 mars 2000 (http://www.expressindia.com/ic/daily.2000O328/ian28048.html).

17. Voir Neeraj Mishra, « Megawatt Thieves » [Les voleurs de mégawatts], *Outlook*, 31 juillet 2000, p. 54 ; Sarin, *op. cit. supra* note 16 ; « India : Power Problems », *op. cit. supra* note 15 ; Louise Lucas, « Survey — India : Delays and Bureaucracy Force Investors to Flee » [Inde : les retards et la bureaucratie font fuir les investisseurs], *Financial Times*, 6 nov. 2000 ; et « India's Power Generation to Increase Over 3 Next Years : Minister » [La production électrique de l'Inde devrait augmenter durant les trois ans à venir, a déclaré le ministre], *Asia Pulse*, 27 avr. 2001.

18. Sarin, *op. cit. supra* note 16 ; « Red Tape and Blue Sparks : A Survey of India's Economy » [Bureaucratie et étincelles : bilan de l'économie indienne], *The Economist*, 359/8224, 2-8 juin 2001, pp. 9-10 ; et Sunil Saraf, « At Last, The Sell-off Gets Underway » [La liquidation démarre enfin], *Financial Times*, 16 sept. 1996, p. 5.

19. Voir Abhay Mehta, *op. cit. supra* note 13 ; Human Rights Watch, *The Enron Corporation : Corporate Complicity in Human Rights Violations* [Enron : une grande compagnie complice de violations des droits de l'homme], New York, 1995 (http://www.hrw.org/reports/1999/enron/enron-toc.htm) ; Tony Allison, « Enron's Eight-Year Power Struggle in India », *Asia Times Online*, 18 janv. 2001 (http://www.atimes.com/reports/CA13Ai01.html) ; Scott Baldauf, « Plug Pulled on In-

vestment in India » [Une source d'investissement se tarit en Inde], *Christian Science Monitor*, 9 juillet 2001, p. 9 ; S. N. Vasuki, « The Search for a Middle Ground » [À la recherche d'un terrain d'entente], *Business Times* (Singapour), 6 août 1993 ; Agence France-Presse, « Work to Start in December on India's Largest Power Plant » [Les travaux débutent en décembre pour la plus grande centrale électrique de l'Inde], 14 sept. 1993, et Agence France-Presse, « Work on Enron Power Project to Resume on May 1 » [Projet Enron : reprise des travaux le 1er mai], 23 fév. 1996.

20. Scott Neuman, « More Power Reviews Likely in India » [De nouvelles révisions de la politique énergétique de l'Inde sont à prévoir], *United Press International*, 5 août 1995. Voir aussi Abhay Mehta, *op. cit. supra* note 13.

21. Agence France-Presse, « Enron Deny Payoff Charges Over Axed Project » [Enron rejette les accusations de corruption après l'annulation d'un contrat], 7 août 1995. La dépêche fait mention d'« une remarque par un représentant d'Enron, selon laquelle la compagnie aurait dépensé 20 millions de dollars pour "éclairer les Indiens" sur le contrat controversé ».

22. Voir « Former Ambassador to India Joins Enron Oil Board » [Un ex-ambassadeur en Inde devient membre du directoire d'Enron], *Asia Pulse*, 30 oct. 1997 ; Girish Kuber, « US Delegation to Meet Ministers on Enron Row » [Une délégation américaine vient discuter de l'affaire Enron], *The Economic Times of India*, 23 janv. 2001 ; et Vijay Prashad, « The Power Elite : Enron and Frank Wisner », *People's Democracy*, 16 nov. 1997 (http://www.igc.org/trac/feature/india/profiles/enron/enronwisner.html).

23. Voir Mark Nicholson, « Elections Cloud Investment in India : Opening the Economy Has Wide Support Despite Recent Events » [Les élections compromettent l'investissement en Inde : l'ouverture de l'économie est favorablement accueillie en dépit des récents événements], *Financial Times*, 21 août 1995 ; Agence France-Presse, « Hindu Leader Ready for Talks on Scrapped Enron Project » [Un leader hindou est prêt à reprendre les pourparlers sur le projet Enron abandonné], 31 août 1995 ; Nouvelles du monde de la BBC, « Maharashtra Government Might Consider New Enron Proposal » [Le gouvernement du Maharashtra pourrait examiner une nouvelle proposition d'Enron], 2 sept. 1995 ; Suzanne

Goldenberg, « India Calls on Left Bloc as BJP Cedes Power [L'Inde fait appel à une coalition de gauche pour remplacer le BJP], *The Guardian*, 29 mai 1996 ; Mark Nicholson, « Delhi Clears Way for $ 2,5 bn Dabhol Power Plant » [Feu vert de Delhi pour la centrale électrique de Dabhol, évaluée à 2,5 milliards de dollars], *Financial Times*, 10 juil. 1996, p. 4 ; et Associated Press, « Enron Can Resume Big Indian Power Project » [Enron peut reprendre son grand programme électrique en Inde], *New York Times*, 10 juil. 1996, p. D19.

24. Voir Abhay Mehta, *op. cit. supra* note 13, pp. xv, 20-21 et 151-158 ; Agence France-Presse, « Massive US-Backed Power Project Awaits Indian Court Ruling » [Un gigantesque programme énergétique made in USA attend la décision des tribunaux indiens], 25 août 1996 ; Kenneth J. Cooper, « Foreign Power Plant Blooms : Low-Key India Venture Avoids Enron's Woes » [Une centrale étrangère fleurit : discrétion du gouvernement indien sur les malheurs d'Enron], *International Herald Tribune*, 11 sept. 1996 ; Praful Bidwai, « Enron Judgment : Blow to Energy Independence » [Le jugement rendu dans l'affaire Enron porte un coup sérieux à notre indépendance énergétique], *The Times of India*, 22 mai 1997 ; et Praful Bidwai, « The Enron Deal Must Go : Albatross Round Public's Neck » [Il faut dénoncer le contrat Enron : un boulet aux pieds du public], *The Times of India*, 4 mai 1995.

25. Agence France-Presse, « Enron Power Project Survives Court Challenge » [Le programme Enron survit aux batailles juridiques], 3 mai 1997.

26. Voir « The Dabhol Backlash » [Dabhol : le retour de manivelle], *Business Line*, 5 déc. 2000 ; Sucheta Dalal, « No Power May End Up Being Better Than That High Cost Power » [Il se pourrait que pas d'électricité du tout vaille mieux qu'une électricité à un tel prix], *The Indian Express*, 3 déc. 2000 (http://www.indian-express.com/ie/daily/2001207/sucheta.htm) ; Soma Banerjee, « State Plans to Move Court on Tariff Revision Proposal » [L'État entend saisir la justice sur une proposition de révision des tarifs], *Economic Times of India*, 26 mai 2000 ; Madhu Nainan, « Indian State Says It Has No Money to Pay Enron for Power » [L'État indien dit ne plus avoir d'argent pour payer l'électricité d'Enron], Agence France-Presse, 8 janv. 2001 ; Khozem Merchant, « Enron Invokes Guarantee to Retrieve Fees from Local Unit » [Enron veut récupérer ses fonds auprès des autorités locales], *Financial Times*, 31 janv

2001, p. 7 ; S. N. Roy, « The Shocking Truth About Power Reforms » [La troublante vérité sur les réformes de l'électricité], *The Indian Express*, 28 fév. 2000 ; et Anthony Spaeth, « Bright Lights, Big Bill » [Vives lumières et grosses factures], *Time* (édition asiatique), 157 : 8 et 26 fév. 2001 (http://www.time.com/time/asia/biz/magazine/0,9754,99899,00.htlm).

27. « India : Maharashtra State Electricity Board Stops Buying Power » [Inde : l'Office Régional de l'Électricité du Maharashtra cesse ses achats], *The Hindu*, 30 mai 2001 ; Celia W. Dugger, « High-Stakes Showdown : Enron's Fight Over Power Plant Reverberates Beyond India » [Une épreuve de force aux enjeux considérables : les répercussions des démêlés d'Enron au sujet d'une centrale indienne], *New York Times*, 20 mars 2001, p. C1.

28. Voir Abhay Mehta, *op. cit. supra* note 13, p. 3 ; Celia Dugger, *op. cit. supra* note 27 ; « Red Tape and Blue Sparks », *op. cit. supra* note 18, pp. 9-10 ; Publications du gouvernement indien, *Ninth Five Year Plan*, 1997-2002 (http://www.nic.in/ninthplan/) ; et gouvernement indien, Press Information Bureau, Fact Sheet (http://pib.nic.in/archive/factsheet/fs2000/planning.htlm).

29. Voir S. Balakrishnan, « FIs in US Press Panic Button as MSEB Fails to Pay Enron » [Alerte maximale chez les industriels américains : l'ORE du Maharashtra ne peut rembourser sa dette à Enron], *The Times of India*, 7 janv. 2001 ; Madhu Nainan, *op. cit. supra* note 26 ; et Khozem Merchant, *op. cit. supra* note 26.

30. Voir Pratap Chatterjee, « Meet Enron, Bush's Biggest Contributor ? » [Connaissez-vous Enron, le premier soutien financier des campagnes de Bush ?], *The Progressive*, 64 : 9, sept. 2000 (http :/www.theprogressive.org/pc0900.htm). Voir aussi C. Dugger, *op. cit. supra* note 27.

31. C. Dugger, *ibid.* ; et Praful Bidwai, « Congentrix = Bullying Tricks » [Congentrix = une stratégie de l'intimidation], *Kashmir Times*, 27 déc. 1999.

32. *State of India's Environment : The Citizens' Fifth Report : Part II : Statistical Database*, Centre for Science and Environment, New Delhi, 1999, p. 203 ; Suresh Prabhu, ministre indien de l'Énergie, lors d'une conférence de presse à Hyderabad, cité dans *Business Line*, 21 juil. 2001 ; et Abusaleh Shariff, *India : Human Development Report. A Profile of Indian States in the 1990s*, Conseil national de la recherche économique appliquée, Oxford University Press, New Delhi, 1999, p. 238.

33. Voir « The Maheshwar Dam : A Brief Introduction » et autres liens hypertexte sur http://www.narmada.org/maheshwar.html ; Meena Menon, « Damned by the People : The Maheshwar Hydro-Electricity Project in Madhya Pradesh », *Business Line*, 15 juin 1998 ; Sanjay Sangvai, *The River and Life : People's Struggle in the Narmada Valley* [Le fleuve et la vie : la lutte des habitants de la vallée de la Narmada], Earthcare Books, Mumbai, 2000, pp. 81-84 ; et Richard E. Bissell, Shekhar Singh et Hermann Warth, *Maheshwar Hydroelectric Project : Resettlement and Rehabilitation. An Independent Review Conducted for the Ministry of Economic Cooperation and Development (BMZ), Government of Germany*, 15 juin 2000 (http :/www.bmz.de/medien/misc/maheshwar_report.pdf).

34. Voir « Mardana Resolution » (http :/www.narmada.org/maheshwar/mardana.declaration.htlm) ; communiqué de presse du NBA, « Hundreds of Maheshwar Dam Affected People Demonstrate at IFCI, Delhi » [Des centaines de personnes affectées par le barrage de Maheshwar manifestent devant la tour IFCI de Delhi], 16 nov. 2000 (http :/www.narmada.org/nba-press-releases : november-2000/ifci.demo.htlm) ; et Sangvai, *op. cit. supra* note 33, Annexe 4, pp. 194-197 et Annexe 6, pp. 200-201.

35. Voir Heffa Schücking, « The Maheshwar Dam in India », mars 1999 (http :/www.narmada.org/urg990421.3.html).

36. Voir M. Menon, *op. cit. supra* note 33.

37. Voir « S. Kumars Forays into Ready-to-Wear Apparel » [Incursion de S. Kumars dans le prêt-à porter], *India Info*, 10 déc. 2000 ; et « S. Kumars Ups Ads-Spend By 66 % With Kapil Dev on Board » [S. Kumars augmente son budget publicité de 66 % après l'arrivée de Kapil Dev], *The Indian Express*, 8 juil. 1999.

38. Voir M. Menon, *op. cit. supra* note 33.

39. Voir « German Firms Pull Out of MP Dam Project » [Les firmes allemandes se retirent du projet de barrage dans le Maharashtra], *The Statesman*, 21 avril 1999. Voir aussi Desikan Thirunarayanapuram, « Siemens Role in Dam Project Doubtful » [La participation de Siemens au Grand Barrage indien reste peu probable], *The Statesman*, 30 juin 2000.

40. Voir Bissell *et al.*, *op. cit. supra* note 33.

41. Voir « Leaked Letter Shows German Company Quits Bid for Dam Credit » [Des fuites montrent qu'une compagnie allemande renonce à trouver des crédits pour la construction

d'un barrage], *Deutsche Presse-Agentur*, 25 août 2000 ; et « US Firm Pulls Out of Narmada Hydel Project » [Une compagnie américaine se retire du programme hydroélectrique de la Narmada], *The Statesman*, 13 déc. 2000.

42. « PM's Is Going to Be a "Power Trip" » [Visite "électrique" pour notre Premier ministre aux États-Unis], *The Indian Express*, 4 sept. 2000.

43. Voir Mark Landler, « Hi, I'm in Bangalore (But I Can't Say So) » [Salut, je suis à Bangalore (Mais j'ai pas le droit de le dire], *New York Times*, 21 mars 2001, p. A1.

44. Voir David Gardiner, « Impossible India's Improbable Chance [La chance improbable d'une Inde impossible], *The World in 2001, The Economist*, Londres, 2000, p. 46.

45. Voir Prabhakar Sinha, « Tatas Plan Foray Into Call Centre Business » [Le groupe Tata envisage une incursion sur le marché des centres de télérenseignements], *The Times of India*, 7 oct. 2000.

L'ÉCRIVAIN-MILITANT

1. Roger Cohen, « Germans Seek Foreign Labor for New Era of Computers » [Les Allemands à la recherche de travailleurs étrangers pour une nouvelle génération d'ordinateurs], *New York Times*, 9 avr. 2000, p. 1.

2. Voir le rapport sur Rediff.com (en ligne : http:/www.rediff.com/news/2001.may/26pic.3htm).

3. Pour les chiffres sur la pauvreté et l'analphabétisme en Inde, voir le Programme de Développement des Nations unies, *Human Development Report 2000 : Human Rights and Human Development*, Oxford University Press, New York, 2000, Table 1 : Index sur le développement humain, p. 159, Table 4 : La pauvreté dans les pays en voie de développement, p. 170, et Table 19 : Tendances démographiques, p. 225. Rapports également disponibles en ligne : http:/www.undp.org et sur le site du PDNU en Inde, en ligne : http:/www.undp.org.in/.

4. Voir PDNU, *op. cit. supra* note 3, p. 225.

5. Ashok Gulati, « Overflowing Granaries, Empry Stomachs » [Greniers pleins à craquer, estomacs vides], *The Economic Times of India*, 27 avril 2000.

6. Joseph Kahn, « US-India Agreement » [Accord Inde-États-Unis], *New York Times*, 11 janv. 2000, p. 4.

7. Voir Dev Raj, « Land Acquisition Bill Worse than Colonial Law » [Projet de loi sur l'acquisition de la terre pire que la loi coloniale], Inter Press Service, 3 déc. 1998 ; et S. Gopikirshna Warrier, « India : NGOs for Including Relief, Rehab Provisions in Land Act » [Inde : des ONG demandent que la loi sur la terre contienne des clauses sur les aides sociales et la réinsertion], *Business Line*, 13 fév. 2001.

8. Voir « Indian Govt to Protest World Commission on Dams Report », *Asia Pulse*, 5 fév. 2001 ; Kalpana Sharma, « Misconceptions about Dams Commission » [Fausses idées sur la Commission des barrages], *The Hindu*, 11 sept. 1998 ; « Keshubhai Warns Dam Inspection Team May Be Held » [Keshubhai avertit que l'équipe d'inspection des barrages risque d'être séquestrée], *The Indian Express*, 9 sept. 1998 ; « Gujarat Bans Visit of "Anti-Dam" Body » [Le Gujerat interdit la visite d'un groupe anti-barrage], *The Hindu*, 5 sept. 1998 ; et Kalpana Sharma, « Damning All Dissent », *The Hindu*, 21 sept. 1998.

9. Voir le site Internet de la Commission mondiale sur les barrages : http://www.dams.org/et « Medium and Large Dams Damned » [Condamnation des Grands et Moyens Barrages], *The Business Standard*, 23 sept. 2000.

10. « SC Wants Time Limit on Closure of Polluting Units » [La Cour suprême veut repousser la date de fermeture des usines polluantes], *The Times of India*, 25 janv. 2001. Les renseignements complémentaires ont été fournis à l'auteur par Sukumar Muralidharan, chef du bureau de Delhi du magazine *Frontline*, à partir de recherches effectuées sur des dépêches d'agences, les documents du département des Finances et du Delhi Lokatantrik Adhikar Manch.

11. Voir Peter Popham, « Squalid, Disgusting, Toxic : Is This the Dirtiest City on the Planet ? » [Infecte, dégoûtante, polluée : est-ce la ville la plus sale de la planète ?], *The Independent*, 27 oct. 1997, p. E9 ; et Banque mondiale, « World Bank Says World's Worst Slums Can Be Transformed » [La Banque mondiale déclare que les pires bidonvilles peuvent être transformés], communiqué de presse, 3 juin 1996 (en ligne : http://www.worldbank.org/html/extdr/extme/slumspr.htm).

12. Le 5 sept. 2001, la Cour suprême indienne a poursuivi Arundathi Roy pour outrage à la Cour.

13. Gol, *White Paper on Pollution in Delhi : With an Action Plan*, ministère de l'Environnement et des Forêts, New Delhi, 1997 (en ligne : http://envfor.nic.in/divisions/cpoll/delpolln.html).

14. Voir rapport de la CMB, p. 11 et Table 1.2.

BEN LADEN, SECRET DE FAMILLE DE L'AMÉRIQUE

1. Fox News, 17 sept. 2001.

2. Marc Levine, « New Suspect Arrested, But Doubts Grow Over Terrorists'Identities » [Un nouveau suspect arrêté, mais les doutes se multiplient quant à l'identité des terroristes], Agence France-Presse, 21 sept. 2001.

3. Voir Elsa Brenner, « Hoping to Fill the Need for Office Space » [On espère satisfaire la demande en espace de bureaux], *New York Times* (édition hebdomadaire de Westchester), 23 sept. 2001, p. 3.

4. Leslie Stahl, « Punishing Saddam », produit par Catherine Olian, CBS, *60 minutes*, 12 mai 1996.

5. Thomas E. Ricks, « Land Mines, Aging Missiles Pose Threat » [Les mines antipersonnel et les missiles vieillissants posent de sérieuses menaces], *Washington Post*, 25 sept. 2001, p. A15. Voir aussi Danna Harman, « Digging Up Angola's Deadly Litter » [On déterre les détritus mortels en Angola], *Christian Science Monitor*, 27 juil. 2001, p. 6.

6. Voir Tamim Ansary, « Bomb Afghanistan Back to Stone Age ? It's been done » [Ramener l'Afghanistan à l'âge de pierre à coups de bombes ? C'est déjà fait], *Providence Journal*, 22 sept. 2001, p. B7.

7. Voir Paul Leavitt, « Maps of Afghanistan Now in Short Supply » [Les cartes de l'Afghanistan se font rares], *USA Today*, 18 sept. 2001, p. 13A.

8. *Washington Post*, 7 fév. 1985, in Raja Anwar, *The Tragedy of Afghanistan : A First-Hand Account* [un compte rendu de première main], trad. Khalid Hasan, Verso, New York et Londres, 1988, p. 232 ; « Inside the Taliban : US Helped Cultivate the Repressive Regime Sheltering bin Laden » [Au cœur du pays taliban : les EU ont soutenu le régime répressif qui

protégeait ben Laden], *Seattle Times*, 19 sept. 2001, p. A3 ; et Andrew Duffy, « Geographic Warriors » [Une géographie des combats], *Ottawa Citizen*, 23 sept. 2001, p. C4.

9. Sur le rôle de la CIA, voir Steve Coll, « Anatomy of a Victory : CIA's Covert Afghan War », *Washington Post*, 19 juil. 1992, p. A1 ; Steve Coll, « In CIA's Covert Afghan War, Where to Draw the Line Was Key » [le problème clé : où savoir s'arrêter], *Washington Post*, 20 juil. 1992, p. A1 ; Tim Weiner, « Blowback from the Afghan Battlefield », *New York Times Magazine*, 13 mars 1994, p. 6 ; et Ahmed Rashid, « The Making of a Terrorist » [Comment on fait les terroristes], *Straits Times* (Singapour), 23 sept. 2001, p. 26.

10. Voir Peter Popham, « Taliban Monster That Was Launched by the US » [Les EU et la fabrication du monstre taliban], *The Independent* (Londres), 17 sept. 2001, p. 4.

11. Voir Suzanne Goldenberg, « Mullah Keeps Taliban on a Narrow Path » [Les mollahs ne lâchent pas la bride aux talibans], *Guardian* (Londres), 17 août 1998, p. 12.

12. Voir David K. Willis, « Pakistan Seeks Help from Abroad to Stem Heroin Flow » [Le Pakistan demande l'aide de l'étranger pour endiguer le flot de l'héroïne], *Christian Science Monitor*, 28 fév. 1984, p. 11.

13. Voir Farhan Bokhari, « Pakistan : Living in Shadow of Debt Mountain » [Le Pakistan vit dans l'ombre d'une montagne nommée Dette], *Financial Times* (Londres), 6 mars 2001, p. 4.

14. Voir Douglas Frantz, « Sentiment in Pakistani Town Is Ardently Pro-Taliban » [La population pakistanaise se déclare nettement en faveur des talibans], *New York Times*, 27 sept. 2001, p. B1 ; et Rahul Bedi, « The Assassins and Drug Dealers Now Helping US Intelligence » [Assassins et trafiquants de drogue au service des renseignements américains], *Daily Telegraph* (Londres), 26 sept. 2001, p. 10.

15. Voir Edward Luce, « Pakistan Nervousness Grows as Action Nears » [Le Pakistan se fait plus nerveux à l'approche de l'action militaire], *Financial Times* (Londres), 27 sept. 2001, p. 6.

16. Voir Angus Donald et Khozem Merchant, « Concern at India's Support for US » [L'aide qu'apporte l'Inde aux EU n'est pas sans susciter des inquiétudes], *Financial Times* (Londres), 21 sept. 2001, p. 14.

17. Jim Drinkard, « Bush Vows to "Rid the World of Evildoers" » [Bush jure de "débarrasser le monde des agents du mal"], *USA Today*, 17 sept. 2001, p. 1A.

18. Voir Robert Fisk, « This Is Not a War on Terror, It's a Fight Against America's Enemies » [Il ne s'agit pas d'une guerre contre le terrorisme, mais d'une lutte contre les ennemis de l'Amérique], *The Independent* (Londres), 25 sept. 2001, p. 4.

19. Voir T. Christian Miller, « A Growing Global Chorus Calls for Proof » [Le monde demande des preuves], *Los Angeles Times*, 24 sept. 2001, p. A10 ; et Dan Rather, « President Bush's Address to Congress and the Nation », CBS, *CBS News Special Report*, 20 sept. 2001.

20. Voir Nityanand Jayaraman et Peter Popham, « Works Halts at Indian Unilever Factory After Poisoning Alert » [Le travail s'arrête à l'usine Unilever après une alerte à l'empoisonnement], *The Independent* (Londres), 11 mars 2001, p. 19.

21. Voir Jack Hitt, « Battlefield : Space » [La bataille pour l'espace], *New York Times Magazine*, 5 août 2001, p. 6 : 30.

22. Voir Colin Nickerson et Indira A. R. Lakshmanan, « America Prepares the Global Dimension » [L'Amérique à la dimension du monde], *Boston Globe*, 27 sept. 2001, p. A1 ; Barbara Crossette, « Taliban's Ban on Poppy a Success, US Aides Say » [L'interdiction du pavot par les talibans est un succès, au dire de l'aide américaine], *New York Times*, 20 mai 2001, p. 1 : 7 ; et Christopher Hitchens, « Against Rationalization », *The Nation*, 273 : 10, 8 oct. 2001, p. 8.

GUERRE EST PAIX

1. Voir Alexander Nicoll, « US Warplanes Can Attack at All Times, Says Forces Chief » [Les avions américains peuvent attaquer à tout moment, déclare le chef des forces armées], *Financial Times* (Londres), 10 oct. 2001, p. 2.

2. Voir N. Chomsky, « US. Iraq Policy : Motives and Consequences », in *Iraq Under Siege : The Deadly Impact of Sanctions and War* [L'Irak assiégé : le terrible impact des sanctions et de la guerre], Pluto Press, Londres, 2000, p. 54.

3. Voir Michael Slackman, « Terrorism Case Illustrates Difficulty of Drawing Tangible Ties to Al Qaeda » [La justice a

du mal à démontrer la responsabilité d'Al Qaida], *Los Angeles Times*, 22 sept. 2001, p. A1.

4. « Bush's Remarks on US Military Strikes on Afghanistan », *New York Times*, 8 oct. 2001, p. B6 ; et Ellen Hale, « "To Safeguard Peace, We Have to Fight" Blair emphasizes to Britons » ["Pour préserver la paix, il nous faut nous battre", souligne Blair auprès des Britanniques], *USA Today*, 8 oct. 2001, p. 6A.

5. George W. Bush, « Remarks by President George W. Bush at an Anti-Terrorism Event », Washington, DC, Service de presse du gouvernement, 10 oct. 2001.

6. Voir Tom Pelton, « A Graveyard for Many Armies » [Le cimetière de nombre d'armées], *Baltimore Sun*, 18 sept. 2001, p. 2A.

7. Voir Dave Newbart, « Nowhere to Go But Up » [Condamnés à l'escalade], *Chicago Sun-Times*, 18 sept. 2001, p. 10.

8. Voir Edward Epstein, « US Seizes Skies Over Afghanistan » [Les EU s'emparent du ciel de l'Afghanistan], *San Francisco Chronicle*, 10 oct. 2001, p. A1.

9. Voir Steven Mufson, « For Bush's Veteran Team, What Lessons to Apply ? » [Pour l'équipe d'anciens combattants de Bush, quelles sont les leçons à tirer ?], *Washington Post*, 15 sept. 2001, p. A5.

10. Donald H. Rumsfeld « Defense Department Special Briefing Re : Update on US Military Campaign in Afghanistan », Arlington, Virginie, Service de presse du gouvernement, 9 oct. 2001.

11. E. Epstein, *op. cit. supra* note 8.

12. Comité de vigilance pour les droits de l'homme « Military Assistance to the Afghan Opposition », Human Rights Watch Backgrounder, oct. 2001. Disponible en ligne : http://www.hrw.org/backgrounder/asia/afghan-bck1005.htm. Voir aussi Gregg Zoroya, « Northern Alliance Has Bloody Past, Critics Warn » [Des voix s'élèvent contre l'Alliance du Nord et son passé sanglant], *USA Today*, 12 oct. 2001, p. 1A.

13. Voir David Rohde, « Visit to Town Where 2 Linked to bin Laden Killed Afghan Rebel » [Visite à la ville où deux membres de l'organisation ben Laden ont tué un rebelle afghan], *New York Times*, 26 sept. 2001, p. B4.

14. Voir Zahid Hussain et Stephen Farrell, « Tribal Chiefs See Chance to Be Rid of Taliban » [Les chefs tribaux voient

l'occasion de se débarrasser des talibans], *The Times* (Londres), 2 oct. 2001.

15. Voir Alan Cowell, « Afghan King Is Courted and Says "I Am Ready" » [Le roi afghan courtisé déclare être prêt], *New York Times*, 26 sept. 2001, p. A4.

16. Voir Said Mohammad Azam, « Civilian Toll Mounts as Bush Signals Switch to Ground Assault » [Le nombre des victimes civiles monte au moment où Bush décide de passer à l'action terrestre], Agence France-Presse, 19 oct. 2001 ; Indira A. R. Lakshmanan, « UN's Peaceful Mission Loses 4 to War » [La mission de paix de l'ONU perd quatre hommes dans la guerre], *Boston Globe*, 10 oct. 2001, p. A1 ; et Steven Lee Myers et Tom Shanker, « Pilots Told to Fire at Will in Some Zones » [Ordre est donné aux pilotes de tirer à volonté dans certaines zones], *New York Times*, 17 oct. 2001, p. B2.

17. Voir les documents et les rapports des Nations unies résumés dans « Afghanistan Fact Sheet #3 : Key Human Vulnerabilities », Commission des droits économiques et sociaux. Disponible en ligne : http://www.cesr.org.

18. Voir David Rising, « US Military Defends Its Food Drops in Afghanistan from Criticism by Aid Organizations [Les militaires américains défendent les parachutages de nourriture contre les critiques des organisations humanitaires], Associated Press, 10 oct. 2001 ; Luke Harding, « Taliban Say Locals Burn Food Parcels » [D'après les talibans, les locaux brûlent les rations alimentaires], *Guardian* (Londres), 11 oct. 2001, p. 9 ; et Tyler Marshall et Megan Garvey, « Relief Efforts Trumped by Air War » [Secours humanitaires et guerre aérienne], *Los Angeles Times*, 17 oct. 2001, p. A1.

19. Martin Merzer et Jonathan S. Landay, Knight Ridder News Service, « Second Phase of Strikes Begins » [Début des frappes de deuxième phase], *Milwaukee Journal Sentinel*, 10 oct. 2001, p. 1A.

20. Jennifer Steinhauer, « Citing Comments on Attack, Giuliani Rejects Saudi's Gift » [Citant des commentaires sur les attaques, Giuliani rejette un cadeau saoudien], *New York Times*, 12 oct. 2001, p. B13.

21. Voir Robert Pear, « Arming Afghan Guerillas : A Huge Effort Led by US » [Armer la guérilla afghane : l'énorme effort mené par les EU], *New York Times*, 18 avr. 1988, p. A1. Voir aussi Steve Coll, « Anatomy of a Victory, CIA's Covert Afghan

War ; $2 Billion Program Reserved Tide for Rebels » [Anatomie d'une victoire : la guerre secrète de la CIA en Afghanistan ; une réserve de 2 milliards de dollars pour les rebelles], *Washington Post*, 19 juil. 1992, p. A1 ; Steve Coll, « In CIA's Covert Afghan War, Where to Draw the Line Was Key ? » [Dans sa guerre secrète, la CIA saura-t-elle où s'arrêter ?], *Washington Post*, 20 juil. 1992, p. A1 ; et Tim Weiner, « Blowback From the Afghan Battlefield » [Le boomerang du champ de bataille afghan], *New York Times*, 13 mars 1994, p. 6 : 53.

22. Voir « Voices of Dissent and Police Action » [Contestation et répression policière], *The Hindu*, 13 oct. 2001.

23. « Vajpayee Gets Tough, Says No Compromise with Terrorism » [La position de Vajpayee se durcit : aucun compromis envisageable avec le terrorisme], *Economic Times of India*, 15 oct. 2001.

24. Howard Fineman, « A President Finds His True Voice » [Un président trouve sa vraie voix], *Newsweek*, 24 sept. 2001, p. 50.

25. Aaron Pressman, « Former FCC Head Follows the Money » [Un ex-directeur de la FCC traque l'argent], The Industry Standard. Com, 2 mai 2001.

26. Alice Cherbonnier, « Republican-Controlled Carlyle Group Poses Serious Ethical Questions for Bush Presidents, but "Baltimore Sun" Ignores It » [Le groupe Carlyle contrôlé par les Républicains pose de graves questions éthiques concernant les présidents Bush, mais le "Baltimore Sun" refuse de les prendre en compte], *Baltimore Chronicle and Sentinel*. Disponible en ligne : http://www.charm.net/~marc/chronicle/media3_oct01.shtml. Voir aussi Leslie Wayne, « Elder Bush in Big GOP Cast Toiling for Top Equity Firm » [Bush Sr. travaille avec quelques autres ténors républicains pour une grande société d'investissements], *New York Times*, 5 mars 2001, p. A1.

27. « America, Oil and Afghanistan », *The Hindu*, éditorial, 13 oct. 2001.

28. Tyler Marshall, « The New Oil Rush : High Stakes in the Caspian » [La nouvelle ruée vers le pétrole : bagarres autour de la mer Caspienne], *Los Angeles Times*, 23 fév. 1998, p. A1.

29. Voir Ahmed Rashid, *Taliban : Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, Yale Nota Bene/Yale University Press, New Haven, 2001, pp. 143-182.

DÉMOCRATIE

1. Le nom a été changé.

2. Ce sont surtout des femmes qui ont été victimes de violences. Comme le montre ce témoignage de Laxmi Murthy : « Un médecin de la région rurale de Vadodara a déclaré que ceux qui ont commencé à affluer à partir du 28 février souffraient de blessures comme il n'en avait jamais vues auparavant, même à la suite d'affrontements intercommunautaires. Les médecins ont été l'objet de menaces pour avoir traité des patients musulmans et de pressions visant à les obliger à n'utiliser le sang donné par des volontaires du RSS que pour des malades hindous. Blessures au sabre, seins mutilés et brûlures plus ou moins graves ont caractérisé les tout premiers jours du massacre. Les médecins ont pratiqué des autopsies sur des femmes qui avaient été violées à plusieurs reprises et dont plusieurs avaient été ensuite brûlées. Une femme du district de Kheda, victime d'un viol collectif, avait eu la tête rasée, et l'inscription "Om" gravée au couteau sur le crâne par les violeurs. Elle est morte quelques jours après son hospitalisation. Il y a eu d'autres cas de femmes marquées au couteau de la même inscription sur les fesses ou dans le dos. » In Laxmi Murthy, « In the Name of Honour », CorpWatch India, 23 avr. 2002. Disponible en ligne : http://www.corpwatchindia.org/issues/PID.jsp?articleid=1283.

3. Voir « Stray Incidents Take Gujarat Toll to 544 » [Des incidents isolés portent à 544 le nombre de victimes dans le Gujerat], *The Times of India*, 5 mars 2002.

4. Edna Fernandes, « India Pushes Through Anti-Terror Laws » [L'Inde vote des lois antiterroristes], *Financial Times* (Londres), 27 mars 2002, p. 11 ; « Terror Law Gets President's Nod » [La loi antiterroriste obtient l'assentiment du Président], *The Times of India*, 3 avr. 2002 ; Scott Baldauf, « As Spring Arrives, Kashmir Braces for Fresh Fighting » [Avec l'arrivée du printemps, le Cachemire s'apprête à de nouveaux combats], *Christian Science Monitor*, 9 avr. 2002, p. 7 ; Howard W. French et Raymond Bonner, « At Tense Time, Pakistan Starts to Test Missiles » [La tension monte : le Pakistan essaie ses missiles], *New York Times*, 25 mai 2002, p. A1 ; Edward Luce, « The Saffron Revolution » [La révolution safran],

Financial Times (Londres), 4 mai 2002, p. 1 ; Martin Regg Cohn, « India's Saffron Curriculum » [Programmes couleur safran pour les écoliers indiens], *Toronto Star*, 17 avr. 2002, p. B4 ; et Pankaj Mishra, « Holy Lies » [Pieux mensonges], *The Guardian* (Londres), 6 avr. 2002, p. 24.

5. Voir Edward Luce, « Battle Over Ayodhya Temple Looms » [La bataille à propos du temple d'Ayodhya se profile à l'horizon], *Financial Times* (Londres), 2 fév. 2002, p. 7.

6. « Gujarat's Tale of Sorrow : 846 Dead » [Le Gujerat en deuil : 846 morts], *The Economic Times of India*, 18 avr. 2002. Voir aussi Celia W. Dugger, « Religious Riots Loom Over Indian Politics » [Les émeutes religieuses assombrissent le front politique indien], *New York Times*, 27 juil. 2002, p. A1 ; et Edna Fernandes, « Gujarat Violence Backed by State, Says EU Report » [L'État se déclare solidaire des violences du Gujarat, selon un rapport de l'Union européenne], *Financial Times* (Londres), 30 avr. 2002, p. 12. Voir également Publications du Comité de surveillance des droits de l'homme (Human Rights Watch, ou HRW), « "We Have No Orders to Save You" : State Participation and Complicity in Communal Violence in Gujarat » ["Nous n'avons pas reçu ordre de vous sauver" : la participation et la complicité de l'État dans les violences communautaires du Gujerat], vol. 14, n° 3 (C), avr. 2002. Disponible en ligne : http://www.hrw.org/reports/2002/india/et en format PDF http://hrw.org/reports/2002/india/gujarat.pdf. Voir aussi HRW, communiqué de presse, « India : Gujarat Officials Took Part in Anti-Muslim Violence » [Inde : participation d'élus du Gujerat dans les violences antimusulmanes], New York, 30 avr. 2002.

7. « A Tainted Election » [Une élection suspecte], *Indian Express*, 17 avr. 2002 ; et Meena Menon, « A Divided Gujarat Not Ready for Snap Poll » [Le Gujerat divisé n'est pas prêt pour un scrutin improvisé], Inter Press Service, 21 juil. 2002.

8. Voir le rapport HWR, pp. 27-31 ; C. W. Dugger, *op. cit. supra* note 6 ; « Women Relive the Horrors of Gujarat », *The Hindu*, 18 mai 2002 ; Harbaksh Singh Nanda, « Muslim Survivors Speak in India », United Press International, 27 avr. 2002 ; et « Gujarat Carnage : The Aftermath [les conséquences] : Impact of Violence on Women », 2002, Online Volunteers. org. Disponible en ligne : http://www.onlinevolunteers.org/gujarat/women/index.htm.

9. Rapport HWR, pp. 15-16, 31 ; et le juge A. P. Ravani, Submission to the National Human Rights Commission, New Delhi, 21 mars 2002, Appendice 4. Disponible en ligne : http://www.secularindia.com/13new.htm. Voir également C. W. Dugger, *op. cit. supra* note 6.

10. Rapport HWR, p. 31. « Artists Protest Destruction of Cultural Landmarks » [Protestation des artistes contre la destruction des symboles culturels], Press Trust of India, 13 avr. 2002.

11. Rapport HWR, pp. 7, 45. Rama Lakshmi, « Sectarian Violence Haunts Indian City : Hindu Militants Bar Muslims from Work » [Une ville indienne en proie à la violence communautariste : des musulmans privés de leur travail par des militants hindous], *Washington Post*, 8 avr. 2002, p. A12.

12. *Communalism Combat* (mars-avril 2002) rapporte les derniers instants de Jaffri : « Ehsan Jaffri est tiré hors de sa maison et traité avec la dernière brutalité pendant trois quarts d'heure, on lui arrache ses vêtements, on le fait défiler nu en lui demandant de crier "Vande Maataram !" et "Jai Shri Ram !". Quand il refuse, on lui coupe les doigts et on le traîne dans toute la localité. Puis, ce sont les mains et les pieds qu'on lui coupe, avant de lui passer autour du cou une sorte de licol et de le traîner à nouveau le long des rues, pour finir par le jeter dans le feu. » Voir également « 50 killed in Communal Violence in Gujarat, 30 of Them Burnt » [50 personnes périssent (dont 30 par le feu) dans les violences intercommunautaires du Gujerat], The Press Trust of India, 28 fév. 2002.

13. Rapport HWR, p. 5. Voir aussi C. W. Dugger, *op. cit. supra* note 6.

14. « ML Launches Frontal Attack on Sangh Parivar », *The Times of India*, 8 mai 2002.

15. Rapport HWR, pp. 21-27. Voir aussi les remarques de Kamal Mitra Chenoy, de l'université Jawaharlal Nehru, qui a mené une mission d'enquête indépendante dans le Gujerat, « Can India End Religious Revenge ? », CNN International, « Interview de Zain Verjee », 4 avr. 2002.

16. Voir Tavleen Sigh, « Out of Tune » [Désaccordé], *India Today*, 15 avr. 2002, p. 21. Voir aussi Sharad Gupta, « BJP : HisExcellency », *India Today*, 28 janv. 2002, p. 18.

17. Khozem Merchant, « Gujerat Vajpayee Visits Scene of Communal Clashes », *Financial Times* (Londres), 5 avr. 2002,

p. 10. Voir aussi Pushpesh Pant, « Atal at the Helm, or Running on Auto ? » [Atal à la barre, ou pilotage automatique ?], *The Times of India*, 8 avr. 2002.

18. Voir Bharat Desai, « Will Vajpayee See Through All the Window Dressing ? » [Vajpayee va-t-il se laisser aveugler par la poudre aux yeux ?], *The Economic Times*, 5 avr. 2002.

19. Agence France-Presse, « Singapore, India to Explore Closer Economic Ties [liens] », 8 avr. 2002.

20. Voir « Mehda Files Charges Against BJP Leaders » [Mehda intente des poursuites contre des dirigeants du BJP], *The Economic Times*, 13 avr. 2002.

21. Rapport HWR, p. 30. Voir aussi Burhan Wazir, « Militants Seek Muslim-Free India » [Certains militent pour une Inde sans musulmans], *The Observer* (Londres), 21 juil. 2002, p. 20.

22. Voir P. Mishra, *op. cit. supra* note 4.

23. Voir rapport HWR, pp. 13-14. Siddharth Srivastava, « No Proof Yet on ISI Link with Sabarmati Attack : Officials » [Rien ne permet d'impliquer l'ISI dans l'attaque contre le Sabarmati, déclare-t-on de source officielle], *The Times of India*, 6 mars 2002, « ISI Behind [derrière] Godhra Killings, Says BJP », *The Times of India*, 18 mars 2002, ; Uday Mahurkar, « Gujarat : Fuelling the Fire » [Gujerat : on attise le feu], *India Today*, 22 juil. 2002, p. 38 ; « Bloodstained Memories » [Souvenirs sanglants], *Indian Express*, 12 avr. 2002 ; C. W. Dugger, « After Deadly Firestorm, India Officials Ask Why » [Après les émeutes mortelles, les autorités indiennes s'interrogent], *New York Times*, 6 mars 2002, p. A3.

24. « Blame it on Newton's Law : Modi » [La faute à la loi de Newton], *The Times of India*, 3 mars 2002. Voir aussi E. Fernandes, *op. cit. supra* note 6.

25. « RSS Cautions Muslims » [Le RSS met en garde les musulmans], The Press Trust of India, 17 mars 2002. Voir aussi Sanghamitra Chakraborthy, « Minority Guide to Good Behaviour » [Le guide de bonne conduite des minorités], *The Times of India*, 25 mars 2002. Le texte intégral de la résolution (« Resolution 3 : Godhra and After ») est disponible en ligne : http://www.rss.org/reso2002htm.

26. « Modi Offers to Quit as Gujarat Chief Minister », *The Economic Times*, 13 avr. 2002. « Modi Asked to Seek Man-

date » [Modi plébiscité pour un nouveau mandat], *The Statesman* (Inde), 13 avr. 2002.

27. Voir M. S. Golwalkar, *We, or Our Nationhood Defined,* Bharat Publications, Nagpur, 1939, et Vinayak Damodar Savarkar, *Hindutus*, Bharti Sadan, New Delhi, 1989. Voir aussi l'éditorial de *The Hindu* « Saffron is Thicker Than... » [Le safran est plus fort que...], 22 oct. 2000. David Gardner, « Hindu Revivalists Raise [soulèvent] the Question of Who Governs India », *Financial Times* (Londres), 13 juil. 2000, p. 12.

28. Voir Arundhati Roy, « Énergie du pouvoir et pouvoir de l'énergie », *supra,* p. 158.

29. Voir N. Chomsky, « Militarizing Space "To Protect US Interests and Investment" », *International Socialist Review* 19 (juil.-août 2001). Disponible en ligne : http://www.isreview.org/issues/19/NoamChomsky.SHTML.

30. P. Mishra, « A Mediocre Goddess » [déesse], *New Statesman*, 9 avr. 2001, compte rendu de l'ouvrage de Katherine Frank, *Indira : A Life of Indira Nehru Gandhi*, Harper Collins, Londres, 2001.

31. William Claiborne, « Gandhi Urges Indians to Strengthen Union » [invite les Indiens à renforcer l'Union], *Washington Post*, 20 nov. 1984, p. A9. Voir aussi Tavleen Singh, « Yesterday, Today, Tomorrow », *India Today*, 30 mars 1998, p. 24.

32. Rapport HWR, pp. 39-44.

33. Allocution du président G. W. Bush devant les deux chambres, « The 11 September 2001 Terrorist Attacks on the United States », Federal News Service, 20 sept. 2001.

34. Voir John Pilger, « Pakistan and India on Brink » [au bord du gouffre], *The Mirror* (Londres), 27 mai 2002, p. 4.

35. Alison Leigh Cowan, Kurt Eichenwald, et Michael Moss, « Bin Laden Family, With Deep Western Ties, Strives to Reestablish a Name » [La famille Ben Laden, grâce à ses liens avec l'Occident, essaie de se refaire un nom], *New York Times*, 28 oct. 2001, p. 1 : 9.

36. Peter Popham, « Profile : Atal Behari Vajpayee » [Portrait : A. B. Vajpayee], *The Independent* (Londres), 25 mai 2002, p. 17.

37. « Either Govern or Just Go » [Gouvernez ou partez], *Indian Express*, 1er avr. 2002.

38. « It's War in Drawing Rooms » [Une guerre de salon], *Indian Express*, 19 mai 2002.

39. Ranjit Devraj, « Pro-Hindu Ruling Party Back to Hardline Politics » [Le parti en place pro-hindou durcit sa politique], Inter Press Service, 1er juil. 2002 ; « An Unholy Alliance » [Une alliance contre nature], *Indian Express*, 6 mai 2002.

40. Nilanjana Bhaduri Jha, « Congress [Party] Begins Oust-Modi Campaign » [Le Parti du Congrès entame sa campagne pour évincer Modi], *The Economic Times*, 12 avr. 2002.

41. Richard Benedetto, « Confidence in War on Terror Wanes » [Déclin de la confiance dans la guerre contre le terrorisme], *USA Today*, 25 juin 2002, p. 19A ; David Lamb, « Israel's Invasions, 20 Years Apart, Look Eerily Alike » [À vingt ans d'écart, les invasions d'Israël se ressemblent étrangement], *Los Angeles Times*, 20 avr. 2002, p. A5.

42. Voir A. Roy, *supra,* « La fin de l'imagination », pp. 15 *passim*, pour un commentaire sur les essais de Pokhran.

43. « Je dirais que c'est une arme pour la paix, une arme qui garantit la paix », a dit Abdul Qadeer Khan de la bombe nucléaire pakistanaise. Voir Imitaz Gul, « Father of Pakistani Bomb Says Nuclear Weapon Guarantee Peace », Deutsche Presse-Agentur, 29 mai 1998. Voir aussi Raj Chengappa, *Weapons of Peace : The Secret Story of India's Quest to Be a Nuclear Power* [Armes de paix : l'histoire secrète de la quête de l'Inde pour devenir une puissance nucléaire], HarperCollins, New Delhi, 2000.

44. En 1999, la guerre de Kargil entre l'Inde et le Pakistan a fait des centaines de morts. Voir Edward Luce, « Fernandes Hit by India's Coffin Scandal » [Fernandes éclaboussé par le scandale des cercueils], *Financial Times* (Londres), 13 déc. 2001, p. 12.

45. Voir « Arrested Growth » [Croissance retardée], *The Times of India*, 2 fév. 2000.

46. C. W. Dugger, *op. cit. supra* note 6.

47. E. Fernandes, « EU Tells India of Concern Over Violence in Gujarat » [L'Union européenne s'inquiète des violences dans le Gujerat], *Financial Times* (Londres), 3 mai 2000, p. 12 ; et Alex Spillius, « Please Don't Say This Was a Riot. It Was Genocide, Pure and Simple » [Ne prétendez pas, par pitié, qu'il s'agissait d'une émeute. C'était un génocide pur et simple], *The Daily Telegraph* (Londres), 18 juin 2002, p. 13.

48. « Le Gujerat est une affaire intérieure, et nous maîtrisons la situation », a déclaré Jaswant Singh, ministre indien

des Affaires étrangères. Voir Shishir Gupta, « The Foreign Hand » [La main étrangère], *India Today*, 6 mai 2002, p. 42.

49. Voir « Laloo Wants Use of POTA [Prevention of Terrorism Act] Against VHP, RSS », *The Times of India*, 7 mars 2002.

RUMEURS DE GUERRE

1. *Prophecy*, 16 mm, Nagasaki, Japon : Nagasaki Publishing Committee, 1982.

2. Voir Aruna Roy et Nikhil Dey, « Words and Deeds » [Les mots et les actes], India Together, juin 2002, et « Stand-Off at Maan River : Dispossession continues to Stalk the Narmada Valley » [Confrontation sur la Maan : la dépossession continue de hanter la vallée de la Narmada], India Together, mai 2002. Disponibles en ligne : http://www.indiatogether.org/campaigns/narmada/. Voir aussi « Maan Dam » [« Le barrage de la Maan »], Friends of River Narmada. Disponible en ligne : http://www.narmada.org/nvdp.dams/maan/.

3. Voir. « Quote of the Week, Other Voices » [Citation de la semaine, autres voix], *India Today*, 17 juin 2002, p. 13.

4. Voir Human Rights Watch, « Behind the Kashmir Conflict : Abuses by Indian Security Forces and Militant Groups Continue » [Les coulisses du conflit au Cachemire : les forces de sécurité indiennes et les groupes de militants coupables d'excès »], 1999. Disponible en ligne : http://www.hrw.org/reports/1999/kashmir/summary.htm.

5. John Pilger, « Pakistan and India on Brink » [Le Pakistan et l'Inde au bord du gouffre »], *The Mirror*, Londres, 27 mai 2002, p. 4 ; Neil Mackay, « Cash from Chaos : How Britain Arms both Sides » [L'argent du chaos : la Grande-Bretagne arme les deux camps], *The Sunday Herald*, Écosse, 2 juin 2002, p. 12.

6. Voir Richard Norton-Taylor, « UK Is Selling Arms to India » [Le Royaume-Uni vend des armes à l'Inde], *The Guardian*, Londres, 20 juin 2002, p. 1 ; Tom Baldwin, Philip Webster et Michael Evans, « Arms Export Row Damages Peace Mission » [Une controverse sur une vente d'armes ternit la mission de paix britannique], *The Times*, Londres, 28 mai 2002 ; Agence France-Presse, « Blair Peace Shuttle Moves from India

to Pakistan » [Sa tournée pour la paix conduit Blair au Pakistan], 7 janvier 2002.

7. J. Pilger *op. cit. supra* note 5.

AHIMSA

1. Le gouvernement indien envisage de construire 30 grands barrages, 135 moyens et 3 000 petits sur la Narmada pour produire de l'électricité, ce qui entraînera le déplacement de 400 000 personnes. Pour plus de détails, voir : http://www.narmada.org.

2. Voir http://www.jang.com.pk/thenews/spedition/pak-india/accord.htm.

3. Les militants ont mis un terme à leur grève de la faim le 18 juin 2002, après la mise en place d'un comité indépendant chargé d'examiner la question de la relocalisation. Pour plus de détails, voir http://www.narmada.org/nba-press-releases;jun-2002/fast.ends.html.

RÉSISTONS À L'EMPIRE

1. Voir Ranjit Devraj, « Asia's "Outcast" Hurt by Globalization » [Les méfaits de la mondialisation sur le "proscrit" de l'Asie], Inter Press Service, 6 janvier 2003. Statesman News Service, « Farm Suicide Heat on Jaya » [Vague de suicides chez les fermiers de Jaya], *The Statesman* (Inde), 9 janvier 2003, et « Government Policies Driving Farmers to Suicide » [Les nouvelles mesures conduisent les fermiers au suicide], *The Times of India*, 4 fév. 2002.

2. Voir « Government's Food Policy Gets a Reality Check from States » [La politique agricole du gouvernement censurée par les faits dans plusieurs États de l'Union], *Indian Express*, 11 janv. 2003 ; et Parul Chandra, « Victims Speak of Hunger, Starvation Across Country » [Les victimes parlent : la faim et la famine sévissent un peu partout dans le pays], *The Times of India*, 11 janv. 2003.

3. Voir « Démocratie : version domestique », *supra*, pp. 241-265. Voir également Pankaj Mishra, « The Other Face of Fanaticism » [L'autre visage du fanatisme], *New York Times*, 2 fé-

vrier 2003, p. 6 : 42-46 ; et Concerned Citizens Tribunal, *Crime Against Humanity : An Inquiry into the Carnage in Gujarat*, 2 vol. (Mumbai, India : Citizens for Justice and Peace, 2002).

4. Voir Edward Luce, « Gujarat Win Likely to Embolden Hindu Right » [La victoire remportée au Gujerat risque d'enhardir la droite hindoue], *Financial Times* (Londres), 16 déc. 2002, p. 8.

5. Voir Oscar Olivera, « The War Over Water in Cochabamba, Bolivia » [La guerre de l'eau à Cochabamba, Bolivie], « Services for All ? » [Des services pour tous ?], trad. Florencia Belvedere, présenté à la Conférence du MSP [Municipal Services Project], Afrique du Sud, 15-18 mai 2002, http//qsilver.queensu.ca/—mspadmin/pages/Conferences/Services/Olivera.htm.

6. Voir Tom Lewis, « Contagion in Latin America », *International Socialist Review*, 24, juil.-août 2002.

7. Voir Julian Borger et Alex Bellos, « US "Gave the Nod" to Venezuelan Coup » [Feu vert des États-Unis au coup d'État vénézuélien], *Guardian* (Londres), 17 avr. 2002, p. 13.

8. Voir David Sharrock, « Thousands Protest in Buenos Aires As Economic Woes Persist » [Des milliers de manifestants protestent contre les difficultés économiques à Buenos Aires], *The Times* (Londres), 21 déc. 2002, p. 18.

9. Voir Mary McGrory, « A River of Peaceful People » [Une marée humaine pacifique], *Washington Post*, 23 janvier 2003, p. A21.

LA SOLITUDE DE NOAM CHOMSKY

1. R. W. Apple Jr., « Bush Appears in Trouble Despite Two Big Advantages » [Les problèmes de Bush en dépit de deux avantages majeurs], *New York Times*, 4 août 1988, p. A1. Bush fit cette remarque quand il refusa de présenter des excuses après qu'un avion de ligne iranien eut été abattu, faisant 290 morts. Voir Lewis Lapham, *Theater of War*, New Press, New York, 2002, p. 126.

2. Chomsky serait le premier à signaler que, au nombre des autres analystes de pointe des médias, se trouvent Edward Herman, qui signe souvent ses ouvrages avec lui, Herbert Schiller et Ben Bagdikian (dont le grand classique *The*

Media Monopoly, publié en 1983, rapporte la répression de la violence contre-révolutionnaire de Chomsky et Herman).

3. Paul Betts, « Ciampi Calls for Review of Media Laws » [Ciampi demande une révision des lois sur les médias], *Financial Times*, Londres, 24 juil. 2002, p. 8. Pour une vue d'ensemble des participations de Berlusconi, voir Ketupa.net Media Profiles : http ://www.ketupa.net/berlusconi1.htm.

4. Voir Sabin Russell, « U.S. Push for Cheap Cipro Haunts AIDS Drug Dispute » [Les États-Unis, le cipro et la controverse sur le traitement du sida], *San Francisco Chronicle*, 8 nov. 2001, p. A13 ; Frank Swoboda et Martha McNeil Hamilton, « Congress Passes $15 Billion Airline Bailout » [Le Congrès débloque 15 milliards de dollars pour renflouer les compagnies aériennes], *Washington Post*, 22 sept. 2001, p. A1.

5. George W. Bush Jr., « President Bush's Address on Terrorism Before a Joint Meeting of Congress » [Discours du président Bush sur le terrorisme devant le Parlement], *New York Times*, 21 sept. 2001, p. B4.

6. Dan Eggen, « Ashcroft Invokes Religion in U.S. War on Terrorism » [Ashcroft invoque la religion dans la guerre américaine contre le terrorisme], *Washington Post*, 20 févr. 2002, p. A2.

7. George W. Bush Jr., « Bush's Remarks on U.S. Military Strikes in Afghanistan » [Les remarques de Bush sur les frappes militaires américaines en Afghanistan], *New York Times*, 8 oct. 2001, p. B6.

8. George W. Bush Jr., *op. cit. supra* note 5.

9. Voir Howard Zinn, *A People's History of the United States : 1492-Present*, édition du 20e anniversaire, Harper Collins, New York, 2001.

10. Bob Marley et N. G. Williams (*alias* King Sporty), *Buffalo Soldier*.

11. Noam Chomsky, « The Manufacture of Consent » [La fabrication du consentement], in *The Chomsky Reader*, James Peck, éd., Pantheon, New York, 1987, pp. 121-122.

12. Voir Jim Miller, « Report From the Inferno » [En direct de l'enfer], *Newsweek*, 7 sept. 1981, p. 72 ; Review of Committee for the Compilation of Materials on Damage Caused by the Atomic Bombs in Hiroshima and Nagasaki, *Hiroshima and Nagasaki : The Physical, Medical and Social Effects of the Atomic Bombings*, Basic, New York, 1981.

13. David E. Sanger, « Bush to Formalize a Defense Policy of Hitting First » [Bush met au point une politique de défense

fondée sur l'attaque préventive], *New York Times*, 17 juin 2002, p. A1 ; David E. Sanger, « Bush Renews Pledge to Strike First to Counter Terror Threats » [Bush est fidèle à son engagement : frapper le premier afin de contrer les menaces terroristes], *New York Times*, 20 juil. 2002, p. A3. Voir également *The National Security Strategy of The United States of America*, 20 sept. 2002 : http://www.whitehouse.gov/nsc/nsss.htlm.

14. Voir Terence O'Malley, « The Afghan Memory Holds Little Room for Trust in US » [Leur mémoire dit aux Afghans de ne plus faire confiance aux États-Unis], *Irish Times*, 15 oct. 2001, p. 16.

15. Voir Anthony Arnove, éd., *Iraq Under Siege : The Deadly Impact of Sanctions and War* [L'Irak assiégé : l'impact meurtrier des sanctions et de la guerre], 2e éd., South End Press, Cambridge, Pluto Press, Londres, 2002.

16. Voir Noam Chomsky, « Memories » [Souvenirs], compte rendu de *In Retrospect*, de Robert MacNamara (Times Books, New York, 1995), *Z Magazine*, juil.-août 1995, disponible en ligne : http://www.zmag.org/.

17. « Myth and Reality in Bloody Battle for the Skies » [Mythe et réalité dans la sanglante bataille du ciel], *Guardian* (Londres), 13 oct. 1998, p. 15.

18. Bill Keller, « Moscow Says Afghan Role Was Illegal and Immoral » [Moscou parle de l'illégalité et de l'immoralité du rôle joué par l'Afghanistan], *New York Times*, 24 oct. 1989, p. A1.

19. Noam Chomsky, « Afghanistan and South Vietnam », in *The Chomsky Reader*, *op. cit. supra* note 11, p. 225.

20. Samuel P. Huntington, « The Bases of Accommodation », *Foreign Affairs*, 46, n° 4, 1968, pp. 642-656 ; cité dans Noam Chomsky, *At War With Asia*, Vintage Books, New York, 1970, p. 87.

21. S. P. Huntington, « The Clash of Civilizations ? » [Un conflit de civilisations ?], *Foreign Affairs*, 72, n° 3, 1993, pp. 22-49.

22. S. P. Huntington, cité dans Chomsky, *op. cit. supra* note 20, p. 87.

23. T. D. Allman, « The Blind Bombers » [Bombardements à l'aveuglette], *Far Eastern Economic Review*, 75, n° 5, 1972, pp. 18-20, cité dans Chomsky, *For Reasons of State*, New Press, New York, 2003, p. 72.

24. N. Chomsky, *ibid.*, p. 72 ; Chomsky, *op. cit. supra* note 20, p. 87, et L. Lapham, *op. cit. supra* note 1, p. 145.

25. T. D. Allman, « The War in Laos : Plain Facts » [La guerre au Laos : la vérité des faits], *Far Eastern Economic Review*, 75, n° 2, janv. 1972, p. 16, cité dans Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, pp. 173-174.

26. *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 18. Voir aussi N. Chomsky, « The Pentagon Papers as Propaganda and as History », in N. Chomsky et H. Zinn, éds., *The Pentagon Papers : The Defense Department History of United States Decisionmaking on Vietnam*, The Senator Gravel Edition, Critical Essays, Beacon Press, Boston, 1971-1972, vol. 5, pp. 79-201.

27. Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, pp. 67 et 70.

28. William Pfaff, *Condemned to Freedom : The Breakdown of Liberal Society* [Condamné à la liberté : l'effondrement de la société libérale], Random House, New York, 1971, pp. 75-77, cité dans Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 94.

29. W. Pfaff, *ibid.*, pp. 75-77 ; N. Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, pp. 94-95.

30. *The Pentagon Papers*, vol. 4, p. 43, cité dans Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 67.

31. Philip. Jones Griffiths, *Vietnam Inc.*, Phaidon, New York, 2001, 2e éd. Première édition citée dans Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.* pp. 3-4.

32. N. Chomsky, interview avec James Peck, in *The Chomsky Reader*, *op. cit.* note 11, p. 14.

VOICI VENU SEPTEMBRE

1. Voir John Berger, *Ways of Seeing* [Points de vue], Penguin, New York, 1990.

2. Voir Damon Johnston, « U.S. Hits Back Inspirations », *The Advertiser*, 22 sept. 2001, p. 7.

3. Voir John Pomfret, « Chinese Working Overtime to Sew U.S. Flags » [Les Chinois font des heures supplémentaires pour coudre des drapeaux américains], *Washington Post*, 20 sept. 2001, p. A14.

4. Cf. « Démocratie : version domestique » *supra*, pp. 243-247.

5. Voir David E. Sanger, « Bin Laden Is Wanted in Attacks, "Dead or Alive", President Says » [On recherche : Ben Laden, "Mort ou vif", dit le Président], *New York Times*, 18 sept. 2001, p. A1 ; et John F. Burns, « 10-Month Afghan Mystery : Is Bin Laden Dead or Alive ? », *New York Times*, 30 sept. 2002, p. A1.

6. Voir la base de données de l'Associated Press pour le nombre de morts et de disparus dans les attentats terroristes du 11 septembre (http://attacksvictims.ap.org/totals.asp).

7. In Seymour M. Hersh, *The Price of Power : Kissinger in the Nixon White House* [Le prix du pouvoir : Kissinger à la Maison-Blanche du temps de Nixon], Summit Books, New York, 1983, p. 265.

8. Voir *Chile : The Other September 11* [Chili : l'autre 11 septembre], Pilar Aguilera et Ricardo Fredes, éds, Ocean Press, New York, 2002 ; Amnesty International, « The Case of Augusto Pinochet » (http://www.amnestyusa.org/countries/chile/pinochet_case.html).

9. Clifford Krauss, « Britain Arrests Pinochet to Face Charges by Spain » [La Grande-Bretagne procède à l'arrestation de Pinochet pour qu'il réponde aux accusations de l'Espagne], *New York Times*, 18 oct. 1998, p. 1 : 1 ; Archives de la sécurité nationale, « Chile : 16,000 Secret U.S. Documents Declassified » [Chili : 16 000 documents secrets américains deviennent publics], communiqué de presse, 13 nov. 2000 (http://www.gwu.edu/nsarchiv/news/2001113/) ; et divers documents provenant du site Internet des archives de la Sécurité nationale (http://www.gwu.edu/~nsarchiv/news/2001113/#docs).

10. Kissinger à Pinochet, lors d'une réunion de l'Organisation des États américains à Santiago du Chili, le 8 juin 1976. Voir Lucy Kosimar, « Kissinger Covered Up Chile Torture » [Black-out de Kissinger sur la torture au Chili], *The Observer*, 28 fév. 1999, p. 3.

11. Voir, entre autres, Eduardo Galeano, *Open Veins of Latin America : Five Centuries of the Pillage of a Continent* [Un continent à veines ouvertes : cinq siècles de pillage en Amérique latine], Monthly Review Press, New York, 1998, trad. par Cedric Belfrage, 2e éd. ; N. Chomsky, *Turning the Tide : U.S. Intervention in Central America and the Struggle for Peace* [Le vent tourne : l'intervention des États-Unis en Amérique centrale et la lutte pour la paix], South End Press, Boston, 1985,

2e éd. ; N. Chomsky, *The Culture of Terrorism*, South End Press, Boston, 1983 ; et Gabriel Kolko, *Confronting the Third World : United States Foreign Policy, 1945-1980*, Pantheon, New York, 1988.

12. Le 17 janvier 2001, la School of Americas s'est rebaptisée Western Hemisphere Institute for Security Cooperation (WHISC). Voir Jack Nelson-Pallmeyer, *School of Assassins : Guns, Greed and Globalization* [École d'assassins : armes, cupidité et mondialisation], Orbis Books, New York, 2001, 2e édition ; Michael Gormley, « Army School Faces Criticis Who Call It Training Ground for Assassins » [Une école de l'armée accusée d'être un centre de formation pour assassins], Associated Press, 2 mai 1998 ; et School of the Americas Watch (http ://www.soaw.org).

13. Sur ces interventions, voir, entre autres, Noam Chomsky, *American Power and the New Mandarins*, New Press, New York, 2002, 2e éd. ; Noam Chomsky, *At War With Asia*, Vintage Books, New York, 1970 ; et Howard Zinn, *Vietnam : The Logic of Withdrawal* [Vietnam : la logique du retrait], South End Press, Cambridge, 2002, 2e éd.

14. Voir Samih K. Farsoun et Christina E. Zacharia, *Palestine and the Palestinians*, Westview Press, Boulder, Colorado, 1997, p. 10.

15. La déclaration Balfour est incluse dans Farsoun et Zacharia, *ibid.*, Appendice 2, p. 320.

16. In Noam Chomsky, *Fateful Triangle : The United States, Israel, and the Palestinians* [Le triangle infernal], South End Press, Cambridge, 2000, 2e éd., p. 90.

17. In « Scurrying Towards Bethlehem » [On se précipite vers Bethléem], éditorial *New Left Review*, 10, 2e série, juil.-août 2001, p. 9, note 5.

18. In Farsoun et Zacharia, *op. cit. supra* note 14, pp. 10 et 243.

19. *Ibid.*, pp. 111 et 123.

20. *Ibid.*, p. 116.

21. Voir Chomsky, *op. cit. supra* note 16, pp. 103-107, 118-132 et 156-160.

22. Pour la seule période 1987-2002, plus de 2 000 Palestiniens ont été tués. Voir B'Tselem (Centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés),

« Palestinians Killed in the Occupied Territories », (http://www.btselem.org/English/Statistics/TotalCasualties.asp).

23. Voir Naseer H. Aruri, *Dishonest Broker : The United States, Israel, and the Palestinians* [Un courtier malhonnête], South End Press, Cambridge, 2003 ; N. Chomsky, *World Orders Old and New*, Columbia University Press, New York, 1996, 2e éd.

24. Voir Nick Anderson, « House Panel Increases Aid for Israel » [Une commission parlementaire augmente l'aide à Israël], *Los Angeles Times*, 10 mai 2002, p. A1 ; N. H. Aruri, *op. cit. supra* note 23, Appendices 1 et 2 ; et Anthony Arnove et Ahmed Shawki, avant-propos à *The Struggle for Palestine*, Lance Selfa, éd. Haymarket Books, Chicago, 2002, p. xxv.

25. Article 27 de la Charte du mouvement de résistance islamique (Hamas), in Farsoun et Zacharia, *op. cit. supra* note 14, Appendice 13, p. 339.

26. George W. Bush, « Text of Bush's Speech : "It Is Iraq Against the World" » [Discours de Bush : c'est l'Irak contre le monde], *Los Angeles Times*, 12 sept. 1990, p. A7.

27. Voir Glenn Frankel, « Iraq Long Avoided Censure on Rights » [L'Irak a échappé pendant longtemps aux accusations de violations des droits de l'homme], *Washington Post*, 22 sept. 1990, p. A1.

28. Voir Christopher Dickey et Evan Thomas, « How Sadam Happened » [Comment expliquer Sadam], *Newsweek*, 23 sept. 2002, pp. 35-37.

29. Voir Anthony Arnove, *Iraq Under Siege*, *op. cit. supra* note 15, p. 382.

30. *Ibid.*, pp. 221-222.

31. *Ibid.*, pp. 17 et 205.

32. Voir Thomas J. Nagy, « The Secret Behind the Sanctions : How the US Intentionally Destroyed Iraq's Water Supply » [Que cachaient les sanctions ? La destruction délibérée par les EU de l'approvisionnement en eau de l'Irak], *The Progressive*, 65, 9, sept. 2001.

33. Voir Arnove, *op. cit.*, pp. 121 et 185-203. Voir aussi Nicholas D. Kristof, « The Stones of Baghdad », *New York Times*, 4 oct. 2002, p. A27.

34. Leslie Stahl, « Punishing Sadam », produit par Catherine Olian, CBS, *60 Minutes*, 12 mai 1996.

35. Elisabeth Bumiller, « Bush Aides Set Strategy to Sell Policy on Iraq » [L'entourage de Bush élabore une stratégie pour vendre la politique irakienne de Washington], *New York Times*, 7 sept. 2002, p. A1.

36. Richard Perle, « Iraq : Why the West Must Strike First Against Sadam Hussein » [Irak : Pourquoi l'Occident doit frapper le premier], *Daily Telegraph* (Londres), 9 août 2002, p. 22.

37. Voir Alan Simpson et Glen Rangwala, « The Dishonest Case for a War on Iraq », 27 sept. 2002 (http://www.traprock-peace.org/counter-dossier.html) ; et Glen Rangwala, « Notes Further to the Counter-Dossier », 29 sept. 2002 (http:// www.traprockpeace.org/counter-dossier.html#notes).

38. George Bush, « Bush's Remarks on U.S. Military Strikes in Afghanistan », *New York Times*, 8 oct. 2001, p. B6.

39. Voir Paul Watson, « Afghanistan Aims to Revive Pipeline Plans » [L'Afghanistan remet son projet de pipelines à l'ordre du jour], *Los Angeles Times*, 30 mai 2002, p. A1.

40. Voir Lisa Fingeret *et al.*, « Markets Worry That Conflict Could Spread in Area That Holds Two-Thirds of World Reserves » [Inquiétude des marchés : le conflit pourrait menacer une région qui détient les deux tiers des réserves mondiales de pétrole], *Financial Times* (Londres), 2 avril 2002, p.1.

41. Thomas L. Friedman, « Craziness Pays » [Une folie qui rapporte], *New York Times*, 24 fév. 1998, p. A21.

42. Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree : Understanding Globalization* [La voiture et l'olivier : pour comprendre la mondialisation], Farrar, Strauss and Giroux, New York, 1999, p. 373.

43. Statistiques tirées de Joseph E. Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, W. W. Norton, New York et Londres, 2002 ; N. Chomsky, *Rogue States : The Rule of Law in World Affairs* [États-voyous : le règne de la loi à l'échelle mondiale], South End Press, Cambridge, 2000, p. 214, et Noreena Hertz, « Why Consumer Power Is Not Enough » [La consommation ne règle pas tout], *New Statesman*, 30 avril 2001.

44. Parmi les nombreux traités et accords internationaux non signés ou ignorés ou violés par les États-Unis figurent : la Convention internationale des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels (1966), la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfance ; la Convention sur

l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes ; accords établissant les fondements du Tribunal pénal international ; le Traité sur les missiles antibalistiques avec la Russie (1972) ; le Traité sur l'arrêt des essais nucléaires et le protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre.

45. Voir David Cole et James X. Dempsey, *Terrorism and the Constitution : Sacrificing Civil Liberties in the Name of National Security*, New Press, New York, 2002.

46. Luke Harding, « Elusive Mullah Omar "Back in Afghanistan" » [Le volatil mollah Omar serait de retour en Afghanistan], *Guardian* (Londres) 30 août 2002, p. 12.

47. Voir Human Rights Watch, « Opportunism in the Face of Tragedy : Repression in the Name of Anti-Terrorism » [Du bon usage de la tragédie : répression sous couvert d'antiterrorisme] (http://www.hrv.org/campaigns/september11/opportunismwatch.htm).

48. Pour la citation de Donald Rumsfeld, voir « Developments Concerning Attacks on the Pentagon and the World Trade Center Last Week », Service de presse fédéral, 20 sept. 2001.

Remerciements 9

La fin de l'imagination 11
Pour le bien commun 49
Énergie du pouvoir et pouvoir de l'énergie 139
L'écrivain-militant 175
Ben Laden, secret de famille de l'Amérique 203
Guerre est paix 219
Démocratie 239
Rumeurs de guerre 267
Ahimsa 275
Résistons à l'Empire 283
La solitude de Noam Chomsky 293
Voici venu septembre 319

Notes 347

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

L'ÉCRIVAIN-MILITANT (Folio documents n° 14)
LE DIEU DES PETITS RIENS (Folio n° 3315)
BEN LADEN, SECRET DE FAMILLE DE L'AMÉRIQUE
LE COÛT DE LA VIE (Arcades n° 63)

DANS LA COLLECTION FOLIO DOCUMENTS

1 Philippe Maurice : *De la haine à la vie.*
2 François Santoni : *Contre-enquête sur trois assassinats Érignac, Rossi, Fratacci.*
3 Alain Bouer : *Grand O (Les vérités du Grand Maître du Grand Orient de France).*
4 Eva Joly : *Notre affaire à tous.*
5 Loïk Le Floch-Prigent : *Affaire Elf, affaire d'État.*
6 Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié : *Ben Laden la vérité interdite.*
7 Éric Halphen : *Sept ans de solitude.*
8 Arnaud Montebourg : *La machine à trahir.*
9 Florence Hartmann : *Milosevic, la diagonale du fou.*
10 Philippe Gourvitch : *Nous avons le plaisir de vous informer que, demain, nous serons tués avec nos familles.*
11 Robert Baer : *La chute de la CIA (Les mémoires d'un guerrier de l'ombre sur les fronts de l'islamisme).*
12 Samira Bellil : *Dans l'enfer des tournantes.*
13 Alain Bauer et Xavier Raufer : *La guerre ne fait que commencer (Réseaux, financements, armements, attentats... les scénarios de demain).*

Composition Nord Compo.
Impression Société Nouvelle Firmin-Didot
à Mesnil-sur-l'Estrée, le 3 octobre 2003.
Dépôt légal : octobre 2003.
Numéro d'imprimeur : 65520.
ISBN 2-07-030281-4/Imprimé en France.

124701

Arundhati Roy

L'écrivain-militant

Traduit de l'anglais par Claude Demanuelli
et Frédéric Maurin

Ce recueil regroupe l'intégralité des essais et articles politiques, pour la plupart inédits en langue française, que l'écrivain d'origine indienne Arundhati Roy a écrits depuis 1998.
Dans un style clair et passionné, l'auteur du Dieu des Petits Riens – Booker Prize 1997 – prend position sur les grandes questions qui, selon elle, façonneront le visage du XXIe siècle naissant : le risque d'un conflit nucléaire entre l'Inde et le Pakistan; la dégradation de l'environnement; les dangers d'une mondialisation incontrôlée; la politique du gouvernement américain face au terrorisme international...
Essentiel pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et les enjeux qui détermineront notre avenir collectif, L'écrivain-militant est un recueil remarquable, souvent provocateur, toujours engagé, par l'un des auteurs les plus importants de notre temps.

INÉDIT

9 782070 302819
ISBN 2-07-030281-4 A 30281 catégorie F9

mera Press/Gamma.
KO-015-924
doc